

REOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana-Tanindrazana-Fandrosoana



TOME 1

DOCUMENT DE PERFORMANCE

**ANNEXE AU PROJET DE LOI
N° 031/2016 DU 26 OCTOBRE 2016**

PORTANT LOI DE FINANCES POUR 2017



ANNEXES

TOME 1

**Annexe 1 : Rapport définissant les conditions
générales de la Situation Economique et
Financière 2017 – 2019**

Annexe 2 : Document de Performance

Annexe 1

Rapport définissant les
conditions générales de la
Situation Economique et
Financière 2017 – 2019

PREFACE

Mesdames et Messieurs,

La relance économique s'intensifie après trois années de mise en œuvre du Plan National de Développement (PND). Grâce au regain de confiance auprès des Partenaires Techniques et Financiers (PTF), les programmes nationaux de développement au niveau des ministères et des entités sectorielles bénéficient davantage de financements et gagnent en efficacité. Toutefois, outre les PTF, la dynamique de développement doit faire l'adhésion de toute la population et les parties prenantes. Madagascar doit aussi s'aligner aux orientations mondiales contemporaines dont notamment les Objectifs de Développement Durable (ODD).

Au niveau des Finances Publiques, la bonne gouvernance financière demeure une priorité, à travers l'application effective des principes dictés par la Loi Organique sur les Lois de Finances (LOLF). Les efforts entrepris ont concouru aux négociations de la Facilité de Crédit Rapide (FCR) avec le FMI en juin 2014 et novembre 2015, et de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) en août 2016. Ces aides à la balance des paiements soutiendront les efforts du Gouvernement dans la préservation de la stabilité macroéconomique jusqu'en 2019. L'Etat pourra ainsi compter sur l'accroissement de l'espace budgétaire garant d'une meilleure intervention publique dans la réduction de la pauvreté et le développement du pays. L'Administration renforcera alors les mesures pour élargir l'assiette fiscale, et augmenter l'efficacité des dépenses. Il s'agit d'améliorer l'impact socio-économique du Budget sur la population et de porter un effet de levier sur la croissance à travers notamment la mise en place des infrastructures structurantes, sociales et productives.

En parallèle, les Services Techniques Déconcentrés (STD) et les Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD), seront responsabilisés pour initier le développement au niveau local. Le mode d'allocation de leurs ressources sera en effet amélioré, et le niveau augmenté.

Je voudrai présenter mes vifs remerciements à tous ceux qui n'ont pas ménagé leurs efforts dans l'élaboration du présent document. Mon souhait est que la lecture de celui-ci soit utile à tout un chacun. Les analyses qui y sont réalisées se veulent d'initier la réflexion sur les solutions possibles afin d'éradiquer la pauvreté.

Le Ministre des Finances et du Budget

RAKOTOARIMANANA François M. M. Gervais

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Ressources et Emplois du PIB 2012 – 2016 (en milliards d'Ariary).....	5
Tableau 2 : Evolution des recettes budgétaires 2015 – 2016.....	6
Tableau 3 : Situation des dépenses publiques de l'année 2016	7

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphe 1 : Corrélation entre croissance économique et taux d'investissement.....	9
Graphe 2 : Ecart de productivité ("output gap")	9
Graphe 3 : Evolution des taux de croissance par secteur	10
Graphe 4 : Evolution et tendance de l'inflation	11
Graphe 5 : Variation en % dans les Finances Publiques.....	11
Graphe 6 : Evolution dans les Finances Publiques	12
Graphe 7 : Evolution du Déficit Public.....	13
Graphe 8 : Tendances au niveau du secteur extérieur.....	14
Graphe 9 : Prévision des investissements à moyen terme	15
Graphe 10 : Ecart de productivité "output gap"	15
Graphe 11 : Taux d'inflation à moyen terme.....	15
Graphe 12 : Importations pétrolières 2000-2020 (valeur en DTS et en % du PIB)	16
Graphe 13 : Exportations 2000-2020 (valeur en DTS).....	17

I. REALISATIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES 2016

L'effort du Gouvernement pour inciter une croissance économique inclusive et forte se poursuit. A travers la normalisation des cadres constitutionnels et normatifs, les bases du Développement s'établissent progressivement. Le secteur privé jouit désormais d'un climat d'affaires plus propice à l'expansion des entreprises. De plus, grâce à l'entrain du programme de réformes et les négociations conclues avec le FMI dans l'acquisition de la Facilité Elargie de Crédit (FEC), d'autres programmes avec les divers PTFs se multiplient.

1. Croissance économique

Les résultats positifs au niveau des trois secteurs de l'économie conduisent vers un taux de croissance de 4,1% du PIB en 2016. La relance de l'économie est induite par le retour de confiance des Partenaires Techniques et Financiers, conjugué aux mesures prises au niveau de tous les secteurs.

Le secteur primaire affiche un taux de croissance de 2,2% basé principalement sur la performance de la branche Agriculture de 2,8%. En effet, la mise à l'échelle industrielle progressive et la condition météorologique favorable ont été des éléments déterminants pour le développement de cette branche. A cela s'ajoute la priorisation de l'agriculture dans les mesures prises par l'Etat. Il s'agit notamment de la réhabilitation et la construction d'infrastructures hydro-agricoles, de l'octroi de semences améliorées et matériels agricoles. Concernant les autres branches de ce secteur, l'« élevage et pêche » et la « sylviculture » ont des taux de croissance respectifs de 1,9% et de 1,0%. Ces performances sectorielles découlent des actions de réorganisation, du renforcement de la surveillance des maladies animales et celle des pêches, et de la poursuite de manière intensifiée des actions de lutte contre le trafic de bois précieux et des autres richesses naturelles du pays. A cet effet, une loi relative à la mise en place de la chaîne spéciale de lutte contre le trafic de bois de rose et d'ébène a été adoptée.

Le secteur secondaire, quant à lui, est favorisé par le retour de l'AGOA, par la réouverture de quelques unités productrices de sucre, et par l'augmentation des demandes en construction induite par la tenue des Sommets du COMESA et de la Francophonie. Ce secteur progresse de 5,2% en 2016 et peut compter sur les résultats de plusieurs branches, à savoir la ZFI (9,4%), l'« Agro-Industrie » (6,4%) l'« Industrie du bois » (6,4%) et l'« Industrie métallique » (6,4%). Par ailleurs, la performance de la branche « Industries extractives » est limitée à 5,0% à cause de la baisse des cours mondiaux du Nickel et du Cobalt.

Pour le secteur tertiaire, le taux de croissance est de 4,9%. Quatre branches sont principalement à l'origine de cette hausse : « auxiliaire de transport » liée aux activités des agences touristiques (5,5%), BTP (13,6%), « Assurances » (5,7%) et « Banque » (8,1%). En 2016, plusieurs initiatives du Gouvernement ont porté leurs fruits et ont contribué à la croissance du secteur tertiaire. Les actions majeures se sont surtout portées sur la promotion de la « destination Madagascar », sur la sortie de la compagnie aérienne nationale Air Madagascar de l'Annexe B de l'Union Européenne à la fin du premier semestre de 2016, sur l'augmentation du niveau de protection des aéroports, et enfin sur l'octroi des permissions pour quelques compagnies aériennes étrangères de desservir l'espace aérien malagasy.

2. Ressources et Emplois

Le PIB nominal de l'année 2016 s'élève à 31 773,3 milliards d'Ariary, et croît de 11,2% par rapport au niveau de la production de l'année 2015. Durant cette période en revue, l'essentiel de la croissance est tiré essentiellement par les investissements publics. En effet, des accroissements de 66,7% des investissements publics, contre 16,5% des investissements privés, sont constatés. Ces derniers se traduisent par un taux d'investissement global de 15,3% par rapport au PIB, ainsi qu'une hausse des investissements globaux de 29,9% entre 2015 et 2016. Le retour des investissements favorise la reprise économique, soutenue par la baisse significative de la facture pétrolière de 12,9% et des importations rizicoles. Il faut remarquer, en effet, les tendances à la baisse du cours du baril et l'augmentation de la production rizicole locale.

Toutefois, les baisses des cours des métaux sur le marché mondial ont handicapé l'exportation du pays en 2016, et la part de celle-ci par rapport au PIB stagne aux alentours de 31,0% du PIB contre 32,1% du PIB en 2015. Quant à l'importation, une augmentation de 5,9% a été observée durant cette période.

Tableau 1 : Ressources et Emplois du PIB 2012 – 2016 (en milliards d'Ariary)

	2012	2013	2014	2015	2016
Consommation totale	20 110,7	21 644,8	22 863,6	25 825,3	27 824,8
Consommation privée	17931,9	19 051,3	20 181,5	22 724,5	24 612,4
Consommation publique	2 178,7	2 593,5	2 682,1	3 100,8	3 212,4
Investissement total	3774,2	3 720,1	4 020,8	3 750,5	4 870,6
Investissement public	595,2	731,0	999,0	997,0	1 661,8
Investissement privé	3 179	2 989,1	3 021,9	2 753,5	3 208,8
Exportations	6 316,5	7 092,4	8 443,3	9 165,4	9 836,1
Importations	8 427,8	9 060,3	9 553,2	10 156,4	10 758,2

Source : MFB/SG/DGB/DSB

3. Inflation et prix

Au titre de l'année 2016, le taux d'inflation en fin de période est de 7,1% contre 7,6% en 2015. En effet, la précocité des récoltes rizicoles et des meilleurs résultats en termes de production ont écourté la période de soudure. A cet effet, le prix du riz sur le marché intérieur a suivi des tendances saisonnières. Cette conjoncture a été un facteur majeur pour maintenir l'inflation à un taux inférieur à celui de l'année précédente, et est renforcée par la stabilité des prix à la pompe.

Par ailleurs, la baisse du taux directeur de la Banque Centrale au mois de mai 2016 (passage de 8,7% à 8,3%) a fait augmenter le prix à la consommation. Mais cet effet a été limité par la faiblesse du pouvoir d'achat des ménages. Quoiqu'il en soit, les fluctuations du cours de change de 2016 et les hausses de prix de quelques produits au niveau du marché mondial, ont affecté les prix des PPN et des produits ayant trait à l'enseignement et l'éducation.

A. Finances publiques

Pour l'exercice 2016, l'accroissement de l'espace budgétaire et l'intensification des efforts axés sur l'efficacité des dépenses publiques demeurent les lignes directrices. Les grandes orientations des recettes au niveau des Impôts et de la Douane se sont ainsi basées sur l'élargissement de l'assiette fiscale, la mise en œuvre des mesures de relance économique, la sécurisation des recettes ainsi que le renforcement des actions de recouvrement de recettes. Tandis que pour les dépenses publiques, ces dernières se sont focalisées sur les actions prioritaires pour asseoir le développement à travers notamment le redressement de l'économie, le développement des infrastructures structurantes, le soutien aux services sociaux de base ainsi que la pérennisation de la bonne gouvernance et l'Etat de droit.

1. Recettes publiques

Pour 2016, le taux de pression fiscale net est estimé à 10,8% du PIB contre 10,7% dans la LFI. Cet objectif permet à l'administration d'avoir une marge de manœuvre suffisante dans le cadre de la réalisation de ses actions de développement. De ce fait, les recettes publiques pour 2016 sont estimées à 3537,6 milliards d'Ariary contre 3497,5 milliards d'Ariary prévus dans la LFI 2016. Ce résultat fait suite à la poursuite des efforts de recouvrement au niveau des administrations fiscales. Les recettes fiscales intérieures doivent atteindre les 5,6% du PIB contre 4,9% du PIB prévus dans la LFI 2016, grâce surtout aux impôts perçus sur les biens et services. Par contre, les recettes douanières devraient diminuer de 38,0 milliards d'Ariary par rapport à la prévision de la LFI 2016, à cause de la baisse des taxes perçues sur les produits pétroliers. Ainsi, les recettes fiscales nettes sont évaluées à 3437,6 milliards d'Ariary pour l'année 2016 contre un montant de 3429,1 milliards d'Ariary dans le cadre de la LFI 2016.

Tableau 2 : Evolution des recettes budgétaires 2015 – 2016

(En milliards d'Ariary)	2015	2016	2016	2016
	Réalisation	LFI	LFR	prov.
Recettes fiscales nettes	2 878,0	3 429,1	3 431,1	3 437,6
Impôts	1 420,0	1 740,4	1 762,4	1 786,9
Douane	1 458,0	1 688,7	1 668,7	1 650,7
Recettes non fiscales	81,0	68,4	68,4	100,0

Source : MFB/Opérations Globales du Trésor

2. Dépenses publiques

Pour l'année 2016, les dépenses publiques sont principalement destinées à soutenir la reprise des activités économiques et la réalisation des priorités à vocation sociale ayant des impacts directs sur les couches défavorisées. Les dépenses totales durant cette période se totalisent à 5161,8 milliards d'Ariary contre une prévision initiale de 5163,8 milliards d'Ariary.

Les dépenses de fonctionnement, accaparant les 24,0% des dépenses totales, sont allouées aux transferts et subventions à hauteur de 1028,0 milliards d'Ariary, afin de maintenir le niveau de production des établissements publics tels que la JIRAMA et AIR MADAGASCAR. Par rapport à

la LFI 2016, celles-ci sont restées stables. En outre, les indemnités sont destinées à l'assainissement au niveau des Institutions et aux rémunérations des ECDs durant l'exercice budgétaire 2016.

Quant aux dépenses en capital, ces dernières sont orientées vers la promotion d'un environnement propice à la relance économique. Le financement extérieur y afférent est estimé à 1190,4 milliards d'Ariary. Un niveau de 1681,8 milliards d'Ariary est programmé dont une majeure partie est allouée à la réalisation des travaux d'infrastructures relatifs à l'accueil du Sommet du COMESA et de la Francophonie, à la promotion des activités touristiques via la normalisation des infrastructures touristiques, à la redynamisation du secteur agricole, à la préservation de l'environnement et la gestion des ressources naturelles, et à la facilitation de l'accès de la population aux infrastructures sociales de base. Le reste des dépenses en capital de 2016 est destiné aux programmes pour faire face à l'insécurité, aux maladies transmissibles, à la malnutrition, ainsi qu'à la promotion de la bonne gouvernance, de l'Etat de droit, et de l'éducation à tous les niveaux.

Tableau 3 : Situation des dépenses publiques de l'année 2016

(En milliards d'Ariary)	LFI 2016	LFR 2016	2016 prov.
Dépenses courantes	3 517,7	3 481,4	3 500,0
Dépenses budgétaires	3 194,1	3 315,8	3 334,4
Personnel	1 808,3	1 808,4	1 808,4
Fonctionnement hors intérêt	1 238,6	1 217,6	1 238,4
Intérêts sur dette extérieure	101,0	76,1	73,8
Intérêts sur dette intérieure	204,1	213,8	213,8
Autres opérations nettes du Trésor (+/-)	165,6	165,6	165,6
Dépenses en Capital	1 646,1	1 681,1	1 661,8
Financement intérieur	521,0	492,0	471,3
Financement extérieur	1 125,1	1 189,1	1 190,4
TOTAL	5 163,8	5 162,5	5 161,8

Source : MFB/Opérations Globales du Trésor

3. Déficit public

Le déficit public est escompté à 4,3% du PIB. Son financement est essentiellement composé de prêts concessionnels. Le financement extérieur est en effet estimé à 861,0 milliards Ariary. Notamment, des prêts en appui budgétaire de 526,5 milliards d'Ariary sont prévus.

Le financement intérieur vient des emprunts domestiques et du système bancaire. Le secteur monétaire pourvoit à cet effet 256,0 milliards d'Ariary pour boucler l'exercice budgétaire 2016. A moyen terme, le Gouvernement s'engage cependant à limiter le recours au financement bancaire.

B. Secteur extérieur

1. Exportation

Pour l'année 2016, les exportations de biens sont estimées à 1518,6 millions de DTS, soit une légère augmentation de 3,8% par rapport à la réalisation de l'année précédente. Cette amélioration est expliquée par les hausses observées sur les exportations de quelques produits issus de la branche agriculture, des industries extractives et des industries de transformation.

Les exportations de produits pétroliers ont été très performantes avec 46,4% de hausse par rapport à celles de l'année 2015 inhérente à l'augmentation de la production de l'usine de Tsimiroro. Concernant les exportations minières non pétrolières, elles ont diminué de 27,6% dont une baisse des exportations des grands projets miniers de 28,5% à cause de la baisse des cours des métaux. Elles ont cependant gardé une part de 24,0% de la totalité des exportations du pays.

Les produits issus de l'agriculture représentent 11,4% de l'exportation globale avec une valeur totale de 173,0 millions de DTS. Leurs exportations ont cru de 0,5%, avec la plus forte augmentation pour le café en 2016, estimée à 5,5%.

En ce qui concerne les exportations des industries de transformation, la deuxième année du retour de l'AGO pour Madagascar est marquée par une augmentation de 0,2% des exportations des ZFI suite à l'ouverture/réouverture de quelques usines textiles, et une hausse de 0,8% des exportations de sucre induite par la réouverture de quelques industries sucrières. Ces facteurs ont conduit vers une progression de 0,2% des exportations de cette catégorie en 2016. En somme, les industries de transformation détiennent une part de 30,4% sur les exportations du pays, évaluée à 461,1 millions de DTS.

2. Importation

Les importations de marchandises ont enregistré un niveau de 1731,9 millions de DTS, soit une hausse de 2,0% par rapport à la réalisation de l'année 2015. En effet, le contexte économique a permis à plusieurs branches d'accroître leurs productions et d'augmenter ainsi leurs importations d'intrants. De ce fait, les importations des ZFI ont augmenté de 9,2% grâce à l'AGO.

En outre, la hausse de la production de riz local a limité les importations en riz à une hausse de 0,5% seulement. Quant à l'importation de produits pétroliers, une diminution de 12,9% est constatée par rapport à celle de l'année 2015. Cela découle des baisses constatées dans la consommation de carburant de la JIRAMA pour la production d'électricité.

3. Balance des Paiements

La balance globale de l'année 2016 s'est améliorée par rapport à la situation de l'année précédente avec un excédent de 197,1 millions de DTS, contre 49,9 millions de DTS pour l'année 2015.

La balance courante a présenté un déficit de 119,4 millions de DTS. La balance commerciale a été déficitaire de 213,2 millions de DTS. Ce bilan est expliqué par les facteurs ci-dessus ainsi que le niveau des transferts courants à 394,2 millions de DTS.

Le compte de capital et d'opérations financières est contre excédentaire de 316,5 millions de DTS en 2016. Particulièrement, les Investissements Directs Etrangers sont estimés à 367,4 millions de DTS. Par ailleurs, le regain de confiance des PTFs permettent d'escompter des transferts officiels de 385,9 millions de DTS.

II. PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES POUR 2017

A. Prévisions au niveau du secteur réel

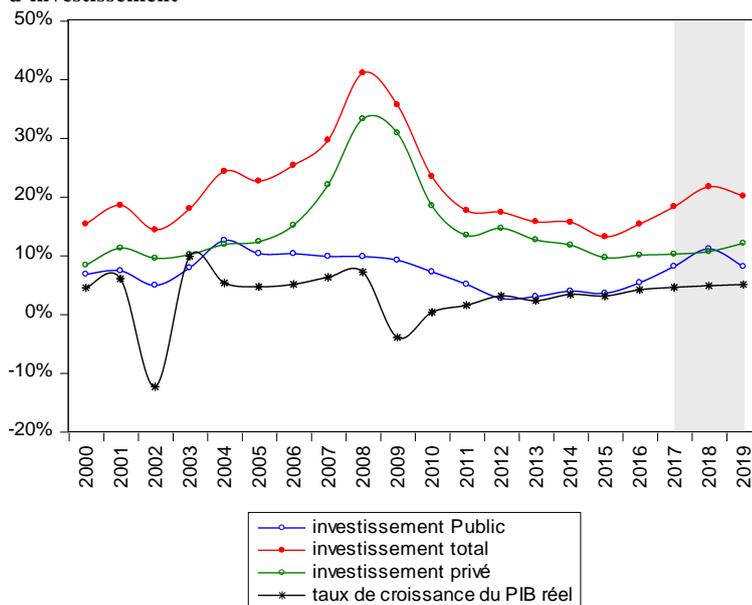
1. Croissance économique

La performance économique de Madagascar, sur la période 2000-2016, a été fortement perturbée par deux crises socio-économiques sévères (2002 et 2009). En effet, aucun secteur n'a été épargné. Les perspectives pour l'année 2017 redeviennent optimistes avec un taux de croissance économique escompté à 4,5%, contre 4,1% en 2016. Un gain de 0,4 point de pourcentage est donc envisagé.

L'essentiel de cette croissance sera tiré par les investissements (18,3% du PIB), notamment ceux effectués par le secteur privé¹ (10,2% du PIB). Ce bilan sera justifié par une augmentation de 2,9 points de pourcentage pour l'année 2017.

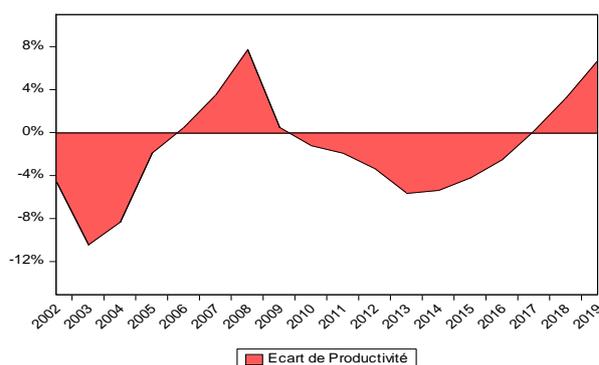
Le graphe n°1 montre, d'une part, une forte corrélation entre l'investissement total et l'investissement privé tout au long de la période. D'autre part, les Investissements publics y contribuent plus modestement. Pour l'année 2017, ces derniers équivaldront à 8,1% du PIB.

Graphe 1 : Corrélation entre croissance économique et taux d'investissement



Source : MFB/SG/DGB/DSB

Graphe 2 : Ecart de productivité ("output gap")



Source : MFB/SG/DGB/DSB

Les fluctuations causées par les perturbations économiques exhibent les effets des crises récurrentes qui se sont récemment produites dans le pays. En conséquence, l'écart de productivité² (Cf. graphe n°2) constate un mouvement proportionnel à la magnitude des chocs. Il est constaté que sa persistance a été fortement significative notamment à partir de 2009 car les effets de la crise ne seront résorbés qu'en 2017. Autrement dit, le PIB potentiel³ était resté au-dessus de son

niveau observé. Pour l'année 2017, l'effet attendu de la hausse des investissements, autorisera un « *output gap* » positif de 0,2% si en 2016 il était négatif de 2,4%. Toutes choses égales par ailleurs,

¹ Le taux d'investissement public sera escompté à 8,1% du PIB contre 5,3% en 2016

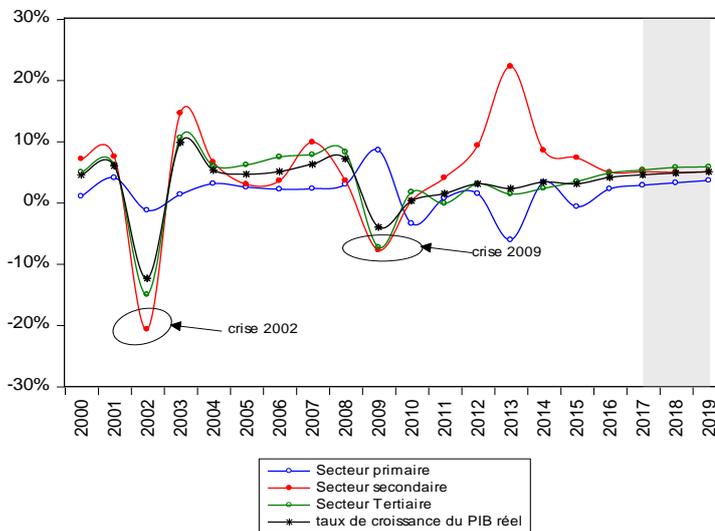
² Ecart de productivité = $\left(\frac{\text{PIB observé}}{\text{PIB potentiel}} - 1 \right) \times 100\%$, où le PIB observé représente le PIB réalisation/prévision

³ Le PIB potentiel correspond à celui qu'une économie pourrait atteindre si toutes ses ressources productives étaient utilisées, dans un contexte de plein emploi et d'inflation stable.

une hausse de la demande domestique est attendue et, par la suite, celle de la demande étrangère à travers la hausse de la compétitivité des produits locaux.

Au niveau du secteur primaire, les perturbations climatiques liées spécifiquement à la survenance de cyclone et à l'invasion acridienne ont causé la baisse de la productivité au niveau du secteur agricole. D'où la timide reprise de ce secteur depuis 2015. Par ailleurs, Il semble que les chocs des années 2002 et 2009 n'avaient pas eu d'effet assez conséquent sur son évolution. Cependant, les effets d'entraînement des deux autres secteurs d'activités seront significatifs pour qu'une croissance du secteur de 2,8% soit envisagée en 2017.

Graphe 3 : Evolution des taux de croissance par secteur



Source : MFB/SG/DGB/DSB

Pour sa part, le secteur secondaire tendait à la baisse depuis 2013 mais continuera à contribuer de 0,8% à la croissance économique sur le moyen terme, grâce au contexte favorable

des Zones Franches Industrielles (croissance de 11,2% en 2017) et à la reprise de la filière agro-industrielle. Les industries extractives demeureront stationnaires à moyen terme (5,1%). En 2017, la part du secondaire dans la croissance globale sera attendue à 5,4%.

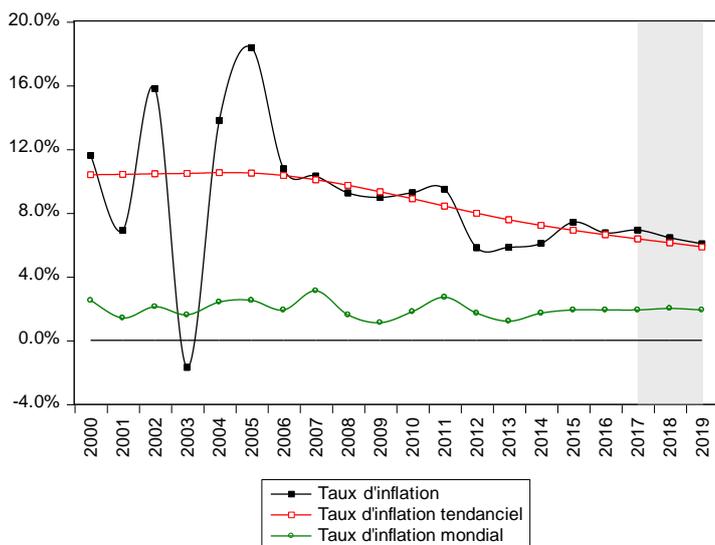
La trajectoire de la croissance du secteur tertiaire sera, quant à lui, similaire à celui du taux de croissance économique global. En effet, une progression de 5,2% en 2017 sera atteinte, contre 4,9% en 2016. Le principal accélérateur sera la branche « BTP » (12,8%) suivie des activités des agences de voyage dans les « auxiliaires de transport » (6,2%). Le regain des activités de constructions, des infrastructures structurantes témoigneront ainsi ces performances.

2. Inflation et prix

Le niveau d'inflation national demeurera largement au-dessus de celui de l'extérieur. De plus, la part des produits importés accapare toujours une large proportion dans le panier de biens de consommation des ménages. Le niveau d'inflation national restera ainsi fortement tributaire de la parité de l'Ariary avec les devises étrangères. Néanmoins, la baisse significative du cours du baril a limité l'inflation domestique.

Tout en tenant compte de ces paramètres, le taux d'inflation pour l'année 2017 sera escompté

Graphe 4 : Evolution et tendance de l'inflation



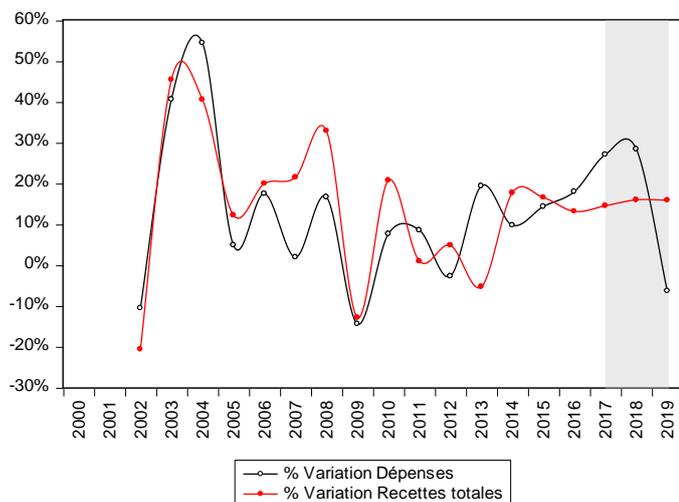
Source : INSTAT/NIPC et MFB/SG/DGB/DSB

à 7,1%. Ce taux est légèrement supérieur à son niveau tendanciel (écart d'inflation positif en 2015 : 0,50 pt, 2016 : 0,12 pt, et 0,55 pt pour 2017). L'augmentation du prix des denrées alimentaires en a été la principale source. Par ailleurs, la dépréciation de l'Ariary par rapport au dollar US (de 3176,9 Ariary à 3349,8 Ariary en 2017) et au DTS (de 4431,9 Ariary à 4670,9 Ariary en 2017)⁴ viendra accentuer l'inflation et augmentera ainsi le taux de change effectif réel⁵. Cela accroîtra la compétitivité des produits locaux sur le marché étranger, d'où une croissance des exportations de 3,5% en 2017.

publics 2017

Afin de renforcer la bonne gouvernance financière de l'Etat, les efforts déjà déployés seront poursuivis en matière de mobilisation des ressources fiscales et de maîtrise des dépenses publiques.

Graphe 5 : Variation en % dans les Finances Publiques



Source : MFB/SG/DGB/DSB

B. Evolution dans les Finances

Dans cet objectif, l'enjeu des finances publiques est d'accroître davantage son espace budgétaire, afin de permettre la réalisation des actions prioritaires contribuant à la réduction durable de la pauvreté. Le cadre macrobudgétaire doit à cet effet s'orienter vers la stabilité macroéconomique. Le respect de cette règle requiert que les recettes soutiennent suffisamment les programmes de dépenses de l'Etat. Le relâchement de certaines contraintes budgétaires, telles que la fixation du niveau de déficit et la contraction des subventions, corroborera de ce fait la volonté de l'Etat à étendre ses engagements. De tout cela résume une variation beaucoup plus prononcée des dépenses comparativement aux recettes (Cf. graphe n° 5) s'il était autrement entre 2001 et

2015. En effet, comme le montre le graphe n°6, ces derniers présentaient des trajectoires parfaitement similaires.

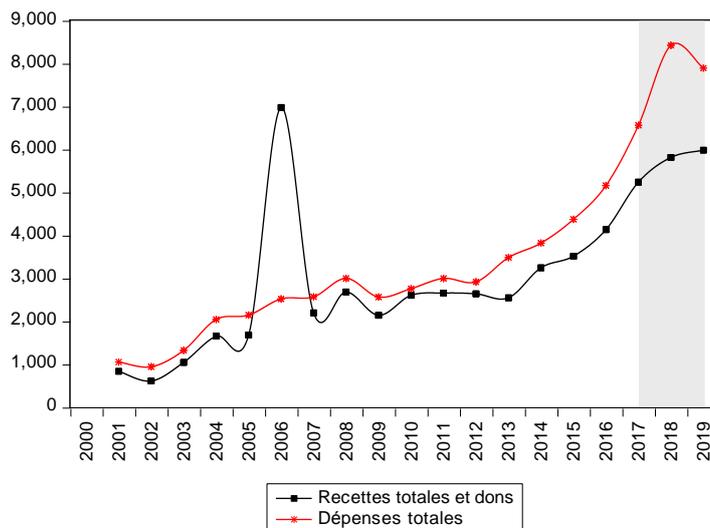
⁴ Taux de change évalué en moyenne de période

⁵ $TCER = TCEN \frac{IPC^{monde}}{IPC}$ (TCER : Taux de Change Effectif Réel, TCEN : Taux de Change Effectif Nominal)

- **Recettes**

En matière fiscale, une variation tangible de 14,4% est en effet attendue au niveau des recettes intérieures par rapport à 2016. Un taux de pression fiscale à 11,0%, équivalent un montant de 3931,1 milliards Ariary, est alors escompté. Cette hausse de 0,2 point de pourcentage net est attribuable au maintien des efforts de recouvrement fiscal ainsi qu'à la poursuite de la collaboration entre les deux régies fiscales (Impôts et Douanes). Les améliorations enregistrées tant au niveau des recettes douanières qu'au niveau des recettes intérieures permettront à l'Etat

Graphe 6 : Evolution dans les Finances Publiques



Source : MFB/SG/DGB/DSB

une contribution à hauteur de 61,1% dans le financement du budget. Cet accroissement s'étendra aussi au niveau des dons qui afficheront un accroissement de 88,4%, soit une valeur de 1233,0 milliards Ariary, ramenant ainsi les recettes totales et dons à 5240,6 milliards Ariary pour l'année 2017.

- **Dépenses**

Les dépenses gouvernementales se focaliseront surtout sur les programmes sociaux et humanitaires et ceux relatifs à la mise en place des infrastructures structurantes et productives. Le reste sera distribué entre les autres ministères pour répondre à leurs besoins de financement. Cependant, les ressources demeurent insuffisantes car le niveau global des dépenses a toujours été supérieur aux recettes.

Par ailleurs, les calculs font ressortir une corrélation positive avoisinant l'unité (1) entre les dépenses totales et les dépenses en capital (PIP). Ce qui démontre un effort à rendre cohérent les autres postes de dépenses avec celui des investissements.

Corrélation des poids par rapport au PIB

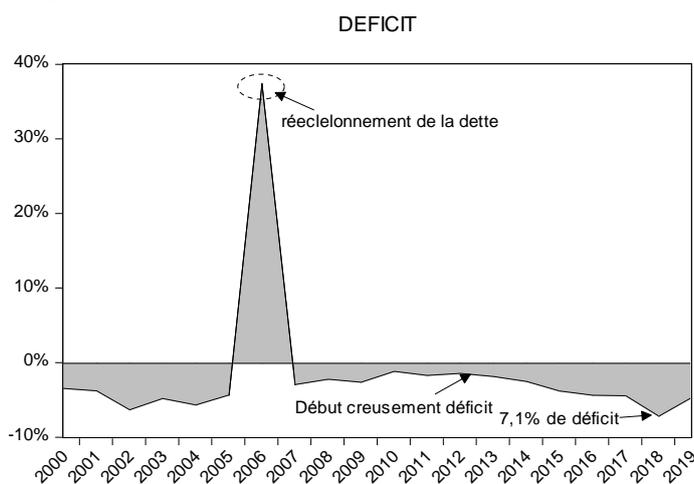
	Dépenses en capital	Dépenses totales
Dépenses en capital	1	0.97
Dépenses totales	0.97	1

Source : MFB/SG/DGB/DSB

En effet, pour ces investissements publics, l'Etat mettra en avant les projets qui prônent le développement inclusif. Les dépenses en capital se saisiront d'une enveloppe de 2881,9 milliards d'Ariary soit 8,1% du PIB. Une augmentation de 73,4% par rapport à l'année 2016 est ainsi anticipée.

- Déficit

Graphe 7 : Evolution du Déficit Public



Source : MFB/SG/DGB/DSB

Le déficit budgétaire sera contenu à 4,4% en 2017 contre 4,3% du PIB en 2016. Le financement de ce déficit sera essentiellement assuré par des emprunts extérieurs à hauteur de 1398,1 milliards d'Ariary. Quant au financement intérieur (399,8 milliards d'Ariary), il sera assuré majoritairement par les Bons du Trésor.

Le niveau de déficit dépend de la politique du Gouvernement pour dynamiser l'économie. Il sera surtout important d'éviter les dérapages budgétaires afin de maîtriser l'inflation et aussi de préserver la soutenabilité de la dette.

C. Prévisions au niveau du secteur extérieur

Grâce aux orientations prises par le Gouvernement, concordant au maintien de la stabilité macroéconomique, la position extérieure du pays se maintiendra à un déficit modéré de 0,3% du PIB. En particulier, cette performance proviendra des flux officiels entrants (aides budgétaires, dons projets et emprunts), qui présenteront une hausse de 38,2% par rapport à 2016, soit un niveau de 538,6 millions de DTS.

Au niveau de la balance commerciale, un niveau élevé d'importations est attendu avec une augmentation de 12,7% par rapport à l'année 2016. La facture pétrolière détiendra toujours un poids important équivalent à 13,8% des importations de biens, soit une augmentation de 20,2% par rapport à 2016. Les importations alimentaires croîtront de 7,5% même si celles en riz tendront à baisser.

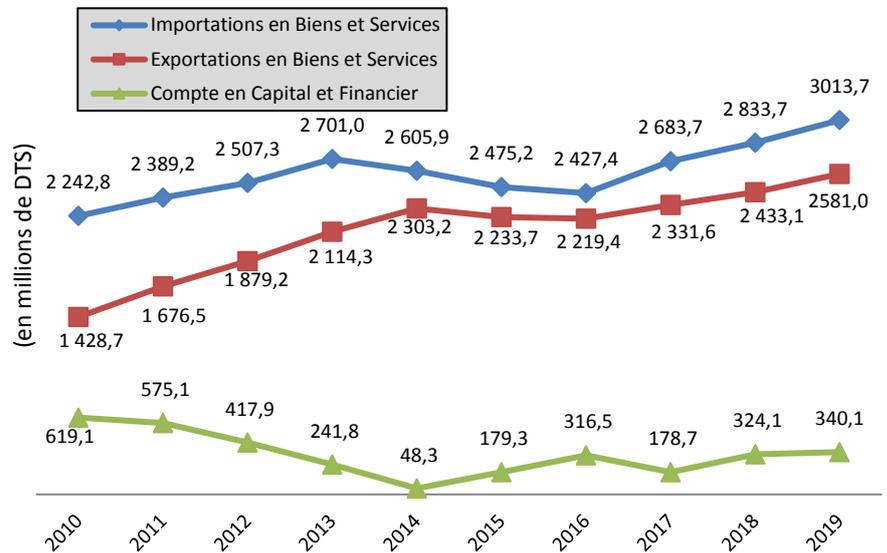
La mise en application des engagements pris vis-à-vis de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), du COMESA et de l'Accord de Partenariat Economique intérimaire (APEi) aura également l'effet d'intensifier le commerce international (importation et exportation). En particulier, la prorogation de l'AGOA jusqu'en 2025 permettra aux industries textiles et Zones Franches Industrielles de prévoir des productions plus fortes.

Malgré le fait que les transferts courants s'améliorent nettement de 19,5% grâce à l'obtention d'aides budgétaires, la balance courante se creusera par un déficit de 203,1 millions de DTS contre 119,4 millions de DTS en 2016.

Au niveau des transferts financiers et de capital, les Autorités monétaires cherchent toujours les moyens pour attirer les flux des capitaux. Depuis la crise financière de 2008 les flux de capitaux destinés aux pays en développement tendent en effet à reculer. D'ailleurs, la reprise mondiale se fera encore modestement et la demande des pays développés demeurera limitée. Les investissements directs étrangers devraient néanmoins gagner 0,1 point du PIB pour afficher un flux entrant brut de 399,1 millions de DTS, grâce entre autres, à l'amélioration du climat d'investissement à Madagascar. De même, les tirages officiels – prêts projets et prêts d'appui budgétaire – devront croître de 13,4%.

La balance globale sera déficitaire de 24,4 millions de DTS. Les crédits reçus de l'extérieur (FCR et FEC) permettront d'assurer une réserve en devises assez confortable devant s'établir à 3,6 mois d'importations pour l'année 2017. A ce titre, le programme du FMI permettra d'allouer 54,7 millions de DTS de crédit net pour financer la Balance des Paiements.

Graphe 8 : Tendances au niveau du secteur extérieur

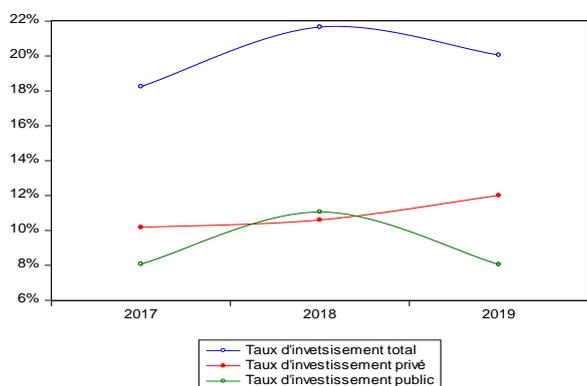


Source : Banque Centrale de Madagascar

III. PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES A MOYEN TERME

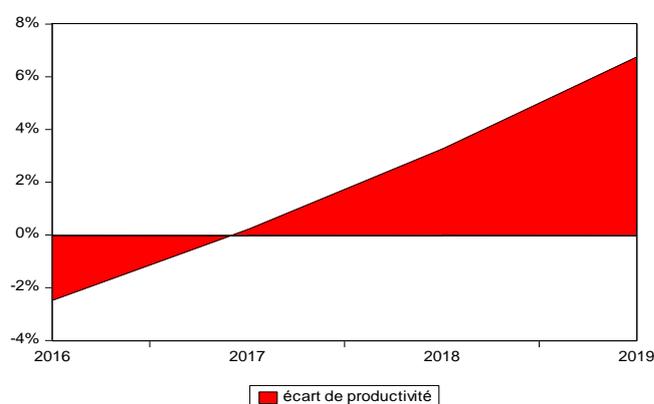
- Secteur réel

Graphe 9 : Prédiction des investissements à moyen terme



Source : MFB/SG/DGB/DSB

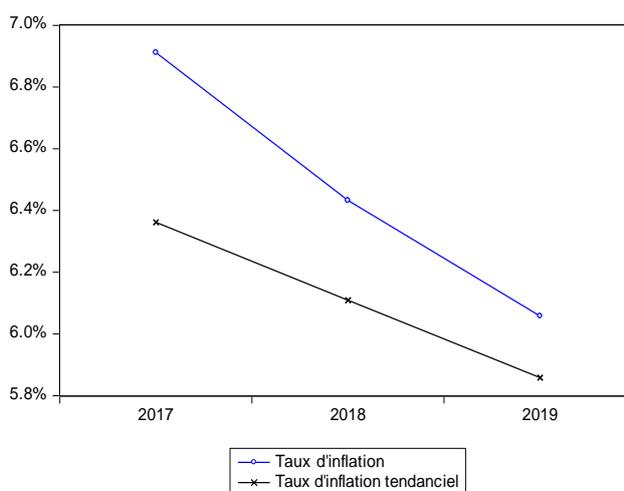
Graphe 10 : Ecart de productivité "output gap"



Source : MFB/SG/DGB/DSB

Les prévisions de croissance pour le moyen terme restent quasiment constantes (s'articulant autour de 5,0%) compte tenu des investissements attendus encore modérés (Cf. graphe 9). On estimera quand même un écart de productivité positif qui atteindra 6,8% en 2019. Mais cette performance sera très sensible à cause de la vulnérabilité des investissements. Par ailleurs, les investissements privés demeureront le principal levier de la relance mais seront toujours conditionnés par l'efficacité des investissements publics. La croissance moyenne entre 2017 et 2019 est ainsi envisagée à 4,8%. Les taux de croissance des trois secteurs d'activités tendront à converger vers une contribution inclusive.

Graphe 11 : Taux d'inflation à moyen terme



Source : MFB/SG/DGB/DSB

En matière de prix, l'écart d'inflation comparativement à son niveau tendanciel⁶ tendra à diminuer pour atteindre 0,20 point en 2019. Un taux de 6,1% sera alors estimé pour cette année.

La moyenne prévisionnelle est donc envisagée à 6,5%. A moyen terme, on s'attend ainsi à ce que cet écart diminue mais cela dépend de la conduite de la politique monétaire de la Banque Centrale. Cette dernière se conformera ainsi en conséquence pour faire son arbitrage par rapport à l'écart d'inflation, de productivité et de taux de change.

⁶ La tendance correspond à l'évolution de l'inflation corrigée des fluctuations cycliques.

- Finances Publiques

Grâce à une politique de consolidation budgétaire, l'Etat rationalisera ses dépenses tout en gardant un niveau de déficit financièrement soutenable. Les dépenses devront préserver la stabilité macroéconomique à travers notamment un Cadre Macro-Budgétaire à Moyen Terme (CMBMT) qui est l'outil de référence à cet effet. La variation des dépenses publiques intègrera les facteurs de croissance et d'inflation. A moyen terme, une hausse des dépenses sera constatée par rapport à 2017, soit un montant de 8423,8 milliards d'Ariary en 2018 et 7892,2 milliards d'Ariary en 2019.

Quant aux recettes, les prévisions seront modérées et surtout réalistes afin de mieux cadrer le niveau du déficit. Les niveaux des ressources publiques et des allocations sectorielles à respecter découlent de ce cadre. Les efforts entamés pour améliorer les recettes fiscales seront renforcés pour contribuer jusqu'à 12,0% du PIB en 2019, soient 5293,1 milliards d'Ariary. De ce fait, l'Administration fiscale intérieure s'investira dans une plateforme d'échange pour se rapprocher des contribuables, pour combler les différentes lacunes identifiées et intégrer les activités informelles dans le secteur formel. Du côté de la Douane, le renforcement des contrôles et l'amélioration de la gestion interne déjà entamés seront poursuivis.

De ce qui précède, le déficit moyen sera alors contenu à 5,3% du PIB entre 2017 - 2019.

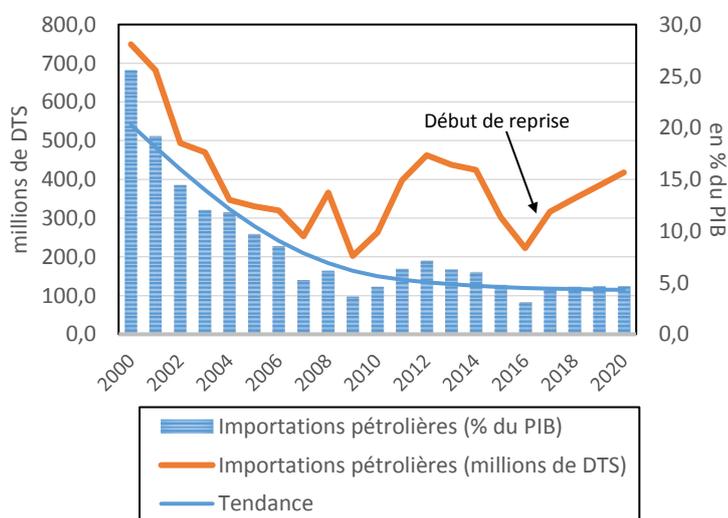
- Secteur extérieur

La balance commerciale présentera un déficit moyen équivalant à 5,4% du PIB sur la période 2017-2019, contre une moyenne de 3,8% sur la période 2014-2016. Ce creusement sera dû, d'une part, par un accroissement des importations aux alentours de 8,5% par an. En effet, la demande extérieure du pays croîtra progressivement en parallèle avec la relance économique. Ce besoin lié à la relance fera augmenter les importations pétrolières de 13,5% chaque année, à partir de 2017. Néanmoins, le poids par rapport au PIB montre une tendance générale à la baisse, comme illustré sur le graphe n°12. En effet, en 2014 la facture pétrolière représentait plus de 6,0% du PIB ; à moyen terme, celle-ci diminuera à un ratio aux alentours de 4,4% du PIB.

D'autre part, les exportations croîtront en moyenne de 4,7% par an, soit quasiment au même rythme que le PIB réel. Comme le montre le graphe n°13, cette performance dépendra de

moins en moins des industries extractives qui verront l'évolution de leurs exportations se stabiliser aux alentours de 3,9% en 2019. Les autres filières, notamment le textile et les produits de rente, gagneront en envergure. Il faudra cependant que leurs productivités ne soient plus bridées par le manque d'infrastructures routières et d'énergie, et par la désarticulation au niveau des opérateurs. Les cours mondiaux des produits alimentaires demeurent élevés contrairement à ceux des

Graphe 12 : Importations pétrolières 2000-2020 (valeur en DTS et en % du PIB)

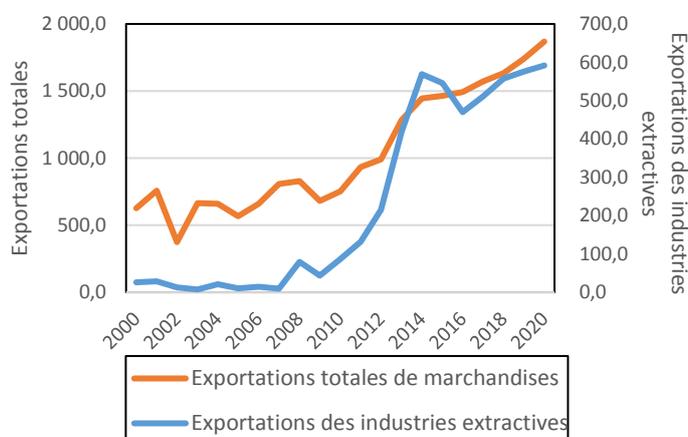


Source : MFB/SG/DGB/DSB

hydrocarbures. Cette situation avantage les pays en développement qui gagnent en compétitivité en termes de prix à l'exportation et de coût de production.

La balance courante se stabilisera autour d'un déficit moyen de 3,4% du PIB, la balance des services à 0,4% et les transferts courants à 5,9% du PIB. Les revenus nets (dont les rapatriements des profits) se stabiliseront à un déficit de 4,3% du PIB.

Graph 13 : Exportations 2000-2020 (valeur en DTS)



Source : MFB/SG/DGB/DSB

Le compte en capital et financier, s'améliorera à moyen terme avec un solde excédentaire de 340,1 millions de DTS en 2019. Cette situation sera liée à l'arrivée des investissements directs étrangers, notamment de nouveaux opérateurs textiles, en télécommunication et touristiques, avec un taux moyen de 5,3% par rapport au PIB contre 4,1% du PIB pour la période 2014-2016. De plus, le renforcement des coopérations économiques avec les pays partenaires de Madagascar pourra également constituer une opportunité pour les investisseurs de délocaliser une part de leurs activités dans le pays.

En outre, les transferts officiels en capital se stabiliseront et afficheront une moyenne de 2,7% du PIB. Les subventions de projets restent incertaines contrairement aux emprunts officiels auxquels souscriront prochainement l'Etat. Les emprunts publics augmenteront notamment à cause des projets de mise en place des infrastructures structurantes induisant des hausses sur la demande en produits d'importations. Notons que durant les dernières années, l'Etat n'a pu souscrire qu'à un niveau limité d'emprunts à cause de la politique d'austérité budgétaire. Ce qui a eu un effet restrictif sur la demande en produits importés.

La balance globale sera quasiment contenue à l'équilibre. Elle présentera un déficit de 0,3% du PIB (24,4 millions de DTS) en 2017, puis des excédents de 0,5% du PIB (37,4 millions de DTS) en 2018 et de 0,2% du PIB (18,3 millions de DTS) en 2019.

**ANNEXES : TABLEAUX DES INDICATEURS
ECONOMIQUES ET FINANCIERS**

Tableau 1. Madagascar: Indicateurs économiques et financiers, 2015-2019

	2015	2015	2016	2016	2016	2017	2018	2019
	LFR	réal.	LFI	LFR	prov.	PLF	prév	prév
SECTEUR REEL								
PIB nominal (en mds d'Ariary)	28 618,3	28 584,8	32 117,2	31 773,3	31 773,3	35 707,5	39 838,4	44 290,3
Croissance économique (Var. %)	3,2	3,1	4,5	4,1	4,1	4,5	4,8	5,0
Secteur primaire	0,7	-0,7	2,5	2,2	2,2	2,8	3,2	3,6
Secteur secondaire	4,1	7,3	5,7	4,9	5,2	5,4	4,9	5,0
Secteur tertiaire	4,2	3,4	5,2	4,8	4,9	5,2	5,7	5,8
Déflateur du PIB (Var. %)	7,6	7,6	7,4	6,8	6,8	7,5	6,4	5,9
Indice de Prix à la Consommation, e.o.p (Var. %)	7,9	7,6	7,2	7,1	7,1	7,1	6,3	5,9
Taux de change								
1 DTS/Ariary (p.a)	4 140,0	4 520,8	4 899,0	4 443,9	4 431,9	4 670,9	5 009,7	5 383,3
1 US dollar/Ariary (p.a)	2 950,0	3 249,3	3 478,0	3 199,2	3 176,9	3 349,8	3 586,3	3 870,9
Investissement (% PIB)	16,6	13,1	16,9	15,3	15,3	18,3	21,7	20,1
Secteur public	4,5	3,5	5,1	5,3	5,2	8,1	11,1	8,0
Secteur privé (incluant les entreprises publiques)	12,1	9,6	11,8	10,0	10,1	10,2	10,6	12,0
SECTEUR PUBLIC								
Taux de pression fiscale (%PIB)	10,5	10,5	11,2	10,8	10,8	11,0	11,5	12,0
Dépenses totales (%PIB)	17,0	15,3	16,6	16,2	16,2	18,4	21,1	17,8
Investissement public (%PIB)	4,5	3,5	5,1	5,3	5,2	8,1	11,1	8,0
Déficit public (-) (% PIB)	-5,2	-3,7	-3,7	-4,5	-4,3	-4,4	-7,1	-4,6
SECTEUR EXTERIEUR								
Déficit du compte courant (-) (% PIB)	-1,8	-2,1	-1,8	-2,2	-1,7	-2,7	-3,6	-3,9
Déficit commercial (-) (% PIB)	-3,0	-3,7	-4,2	-4,0	-3,0	-5,0	-5,6	-5,7
Réserve en devises (en mois d'importations)	3,1	2,9	2,7	3,9	3,2	3,6	3,7	3,6
Importations de biens (Var. %)	-1,3	-5,9	5,8	2,1	3,8	3,5	4,0	6,5
Exportations de biens (Var. %)	8,7	1,3	2,3	4,9	2,0	12,7	6,4	6,4
SECTEUR MONETAIRE								
Masse monétaire (Var. %)	13,4	14,6	12,7	17,9	20,9	7,6	12,5	14,5

Source : MFB/SG/DGB/DSB

Tableau 2. Madagascar: Taux de croissance par branche d'activités, 2015-2019

<i>(en % de variation)</i>	2015	2015	2016	2016	2016	2017	2018	2019
	<i>LFR</i>	<i>réal.</i>	<i>LFI</i>	<i>LFR</i>	<i>prov.</i>	<i>PLF</i>	<i>prév</i>	<i>prév</i>
Secteur Primaire	0,7	-0,7	2,5	2,2	2,2	2,8	3,2	3,6
Agriculture	0,6	-2,4	3,3	2,8	2,8	3,5	4,3	5,0
Elevage et pêche	0,8	0,8	1,9	1,9	1,9	2,5	2,5	2,5
Sylviculture	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Secteur Secondaire	4,1	7,3	5,7	4,9	5,2	5,4	4,9	5,0
<i>Secteur Secondaire hors ZFI</i>	<i>3,8</i>	<i>8,0</i>	<i>5,5</i>	<i>4,6</i>	<i>4,8</i>	<i>4,9</i>	<i>4,7</i>	<i>4,7</i>
-	-	-	-	-	-	-	-	-
Agro-indus.	6,6	10,1	7,5	6,4	6,4	7,7	6,6	6,4
Indus.Extra.	3,3	19,5	7,9	5,0	5,0	5,0	5,2	5,2
Energie	3,1	4,1	5,5	5,5	6,1	6,5	5,4	5,2
Indus. Alimen	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2	3,0	3,0	3,0
Indus. Boissons	5,0	4,2	4,3	4,3	5,3	5,3	4,3	4,3
Indus.Tabac	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
I.Corps gras	5,6	0,6	5,6	5,6	5,6	5,6	5,6	5,6
Pharmacie	2,9	2,9	3,1	3,1	3,1	2,7	2,5	2,1
Indus. Textile	-2,6	-1,5	3,3	3,3	3,5	3,5	3,3	3,3
I. Cuir	3,5	2,1	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
I. Bois	6,4	6,4	6,4	6,4	6,4	8,5	7,6	6,5
Mat.Const.	1,5	1,8	3,4	3,4	3,4	3,5	3,9	2,7
I. Métallique	7,5	7,5	7,4	6,4	6,4	6,5	7,2	9,8
Mat. Transport	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6
Appareil Elect	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
I.papier	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	7,0	2,0
Autres	4,5	4,5	4,4	4,4	4,4	4,5	4,5	4,5
Zone Franche Industrielles (ZFI)	7,1	-0,3	8,0	9,4	9,4	11,2	7,5	7,5
Secteur Tertiaire	4,2	3,4	5,2	4,8	4,9	5,2	5,7	5,8
B.T.P	8,3	9,4	9,9	10,0	13,6	12,8	13,6	14,2
Transports de marchandises	3,6	3,6	5,6	4,1	3,2	5,0	5,8	5,8
-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transports de voyageurs	3,1	10,3	3,1	3,1	2,5	3,5	4,1	5,1
Auxi. Transport	5,5	9,9	10,1	10,1	5,5	6,2	9,9	9,0
Télécommunications	3,8	4,6	3,8	3,8	3,8	3,9	3,9	3,9
Commerce	3,1	1,0	3,7	3,1	3,1	3,0	3,0	3,0
Banque	5,3	5,3	5,3	5,3	8,1	6,5	5,3	5,3
Assurance	14,7	-5,5	5,7	5,7	5,7	5,7	5,7	5,7
Services rend. Entrep. & ménages	5,0	5,3	5,8	5,1	5,5	5,5	5,5	5,5
Administration	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1
Charges non imputées	5,3	5,3	5,3	5,3	8,1	6,5	5,3	5,3
PIB aux coûts des facteurs	3,0	2,7	4,5	4,0	4,0	4,5	4,8	5,0
Taxes indirectes	4,5	5,7	4,8	4,8	4,8	4,8	4,8	4,8
PIB aux prix du marché	3,2	3,1	4,5	4,1	4,1	4,5	4,8	5,0

Source : Ministère de l'Economie et de la Planification

Tableau 3. Madagascar : Comptes nationaux, 2015–2019

	2015	2015	2016	2016	2016	2017	2018	2019
<i>(en milliards d'Ariary)</i>	<i>LFR</i>	<i>réal.</i>	<i>LFI</i>	<i>LFR</i>	<i>prov.</i>	<i>PLF</i>	<i>prév</i>	<i>prév</i>
Produit Intérieur Brut (PIB)	28 618,3	28 584,8	32 117,2	31 773,3	31 773,3	35 707,5	39 838,4	44 290,3
Importations	10 779,9	11 189,9	13 044,0	11 371,9	10 758,2	12 535,5	14 196,0	16 223,8
Consommation	24 812,7	25 926,2	27 732,2	28 100,7	27 824,8	30 835,1	33 218,5	37 735,9
Consommation privée	21 509,7	22 784,6	24 361,6	24 909,1	24 612,4	27 468,4	29 587,6	33 831,5
Consommation publique	3 303,0	3 141,5	3 370,5	3 191,6	3 212,4	3 366,8	3 630,9	3 904,4
Investissement	4 750,6	3 750,5	5 427,8	4 870,6	4 870,6	6 517,1	8 627,0	8 883,8
Investissement privé	3 461,6	2 750,0	3 781,7	3 189,5	3 208,8	3 635,2	4 223,1	5 318,7
Investissement public	1 289,0	1 000,5	1 646,1	1 681,1	1 661,8	2 881,9	4 403,9	3 565,1
Exportations	9 834,8	10 098,1	12 001,2	10 173,9	9 836,1	10 890,8	12 189,0	13 894,4
<i>(% de variation des déflateurs)</i>								
Produit Intérieur Brut (PIB)	7,6	7,6	7,4	6,8	6,8	7,5	6,4	5,9
Importations	-10,0	-14,8	-8,6	-1,0	-5,0	-3,7	-4,8	-5,1
Consommation	6,6	6,7	6,6	6,4	6,7	6,9	6,4	6,1
Consommation privée	5,9	5,9	5,7	5,6	5,6	5,5	5,2	4,7
Consommation publique	0,8	0,8	0,9	0,8	0,7	0,7	0,6	0,6
Investissement	3,3	4,8	3,1	0,5	1,4	1,4	1,9	2,4
Investissement privé	2,5	3,5	2,2	0,4	1,1	0,9	1,1	1,2
Investissement public	0,9	1,2	0,9	0,1	0,4	0,5	0,9	1,3
Exportations	4,2	7,9	7,0	0,2	3,4	2,2	2,6	2,8

Source : MFB et MEP

Tableau 4a. Madagascar: Opérations Globales du Trésor, 2015-2019

(en milliards d'Ariary)	2015	2015	2016	2016	2016	2017	2018	2019
	LFR	réal.	LFI	LFR	prov.	PLF	prév	prév
Recettes totales et dons	3645,0	3517,1	4329,0	4136,0	4192,0	5240,6	5813,8	5982,5
Recettes totales	3111,6	3092,8	3655,5	3499,5	3537,6	4007,6	4649,0	5388,2
Recettes budgétaires	3111,6	3092,8	3655,5	3499,5	3537,6	4007,6	4649,0	5388,2
<i>Dont: Recettes fiscales</i>	2993,6	3012,0	3587,1	3431,1	3437,6	3931,1	4563,7	5293,1
<i>Recettes non fiscales</i>	117,9	80,8	68,4	68,4	100,0	76,5	85,4	95,0
Dons	533,4	424,2	673,5	636,5	654,3	1233,0	1164,7	594,3
Dons courants	47,4	40,2	78,3	0,3	18,2	224,8	60,0	0,0
Dons en capital (projets)	486,0	384,1	595,2	636,1	636,1	1008,2	1104,7	594,3
Dépenses totales	4852,5	4372,9	5321,8	5162,5	5161,8	6560,2	8423,8	7892,2
Dépenses courantes	3563,5	3372,4	3675,7	3481,4	3500,0	3678,2	4019,9	4327,2
Dépenses budgétaires	3036,0	2919,3	3352,1	3315,8	3334,4	3561,8	3929,8	4257,7
Dont: Personnel	1646,5	1566,1	1808,3	1808,4	1808,4	1977,2	2104,3	2257,4
<i>Salaires et traitements</i>	1521,8	1566,1	1669,5	1665,2	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Indemnités</i>	124,7	0,0	138,8	143,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonctionnement	1129,0	1122,3	1238,6	1217,6	1238,4	1273,2	1436,5	1577,6
Biens et services	167,2	0,0	275,1	212,3	210,4	313,5	446,4	511,1
Transferts et subventions	961,7	1122,3	963,6	1005,3	1028,0	959,7	990,1	1066,5
Intérêts dette extérieure dus	70,2	57,4	101,0	76,1	73,8	102,5	175,0	216,1
Intérêts dette intérieure dus	190,3	173,5	204,1	213,8	213,8	209,0	214,0	206,6
Opérations de Trésorerie	527,5	453,2	323,6	165,6	165,6	116,4	90,1	69,5
Dépenses exceptionnelles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépenses de fonctionnement FCV	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépenses en capital	1289,0	1000,5	1646,1	1681,1	1661,8	2881,9	4403,9	3565,1
Ressources intérieures	229,9	274,9	521,0	492,0	471,3	686,4	956,1	1323,1
Ressources extérieures	1059,1	725,6	1125,1	1189,1	1190,4	2195,5	3447,8	2242,0
Prêts rétrocédés								
Solde global (base engagement après réformes structurelles)								
Solde global y.c. dons	-1207,6	-855,8	-992,8	-1026,6	-969,8	-1319,6	-2610,0	-1909,8
Solde global hors dons	-1741,0	-1280,1	-1666,3	-1663,0	-1624,1	-2552,6	-3774,8	-2504,1
Solde intérieur	-611,7	-497,1	-440,1	-397,9	-359,9	-254,6	-152,0	-46,0
Variations arriérés intérieurs	-274,0	-204,7	-185,0	-388,8	-388,8	-235,2	-213,8	-112,5
Solde global (base caisse)	-1481,6	-1060,6	-1177,8	-1415,4	-1358,6	-1554,8	-2823,9	-2022,3

Source : MFB/SG/DGT/DE

Tableau 4b. Madagascar: Opérations Globales du Trésor, 2015-2019

(en pourcentage du PIB)

	2015	2015	2016	2016	2016	2017	2018	2019
	LFR	réal.	LFI	LFR	prov.	PLF	prév	prév
Recettes totales et dons	12,7	12,3	13,5	13,0	13,2	14,7	14,6	13,5
Recettes totales	10,9	10,8	11,4	11,0	11,1	11,2	11,7	12,2
Recettes budgétaires	10,9	10,8	11,4	11,0	11,1	11,2	11,7	12,2
<i>Dont: Recettes fiscales</i>	<i>10,5</i>	<i>10,5</i>	<i>11,2</i>	<i>10,8</i>	<i>10,8</i>	<i>11,0</i>	<i>11,5</i>	<i>12,0</i>
<i>Recettes non fiscales</i>	<i>0,4</i>	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>
Dons	1,9	1,5	2,1	2,0	2,1	3,5	2,9	1,3
Dons courants	0,2	0,1	0,2	0,0	0,1	0,6	0,2	0,0
Dons en capital (projets)	1,7	1,3	1,9	2,0	2,0	2,8	2,8	1,3
Dépenses totales	17,0	15,3	16,6	16,2	16,2	18,4	21,1	17,8
Dépenses courantes	12,5	11,8	11,4	11,0	11,0	10,3	10,1	9,8
Dépenses budgétaires	10,6	10,2	10,4	10,4	10,5	10,0	9,9	9,6
<i>Dont: Personnel</i>	<i>5,8</i>	<i>5,5</i>	<i>5,6</i>	<i>5,7</i>	<i>5,7</i>	<i>5,5</i>	<i>5,3</i>	<i>5,1</i>
Fonctionnement	3,9	3,9	3,0	3,2	3,2	2,7	2,5	2,4
Biens et services	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts et subventions	3,4	3,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Intérêts dette extérieure dus	0,2	0,2	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3
Intérêts dette intérieure dus	0,7	0,6	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1
Opérations de Trésorerie	1,8	1,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépenses en capital	4,5	3,5	3,5	3,7	3,7	6,1	8,7	5,1
Ressources intérieures	0,8	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ressources extérieures	3,7	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde global (base engagement après réformes structurelles)								
Solde global y.c. dons	-4,2	-3,0	-3,1	-3,2	-3,1	-3,7	-6,6	-4,3
Solde global hors dons	-6,1	-4,5	-5,2	-5,2	-5,1	-7,1	-9,5	-5,7
Solde intérieur	-2,1	-1,7	-1,4	-1,3	-1,1	-0,7	-0,4	-0,1
Variations arriérés intérieures	-1,0	-0,7	-0,6	-1,2	-1,2	-0,7	-0,5	-0,3
Solde global (base caisse)	-5,2	-3,7	-3,7	-4,5	-4,3	-4,4	-7,1	-4,6

Source : MFB/SG/DGT/DE

Tableau 5. Madagascar : Balance des Paiements, 2015-2019

(en millions de DTS)	2015	2015	2016	2016	2016	2017	2018	2019
	LFR	réal.	LFI	LFR	prov.	PLF	prév	prév
Compte courant	-125,5	-131,5	-117,5	-158,8	-119,4	-203,1	-286,8	-321,8
Biens et services	-228,3	-241,5	-212,9	-269,6	-208,1	-352,1	-400,6	-432,7
Balance commerciale	-209,7	-235,1	-276,7	-287,3	-213,2	-380,8	-442,5	-469,3
Exportations	1571,2	1463,1	1606,8	1493,3	1518,6	1571,1	1633,7	1740,1
Importations	-1780,9	-1698,2	-1883,6	-1780,6	-1731,9	-1951,9	-2076,3	-2209,3
Balance des services	-18,6	-6,5	63,9	17,7	5,2	28,7	41,9	36,5
Services, recettes	804,4	770,6	842,9	796,1	700,7	760,6	799,3	840,9
Services, paiements	-822,9	-777,0	-779,0	-778,4	-695,6	-731,8	-757,4	-804,4
Revenue	-250,3	-268,8	-265,4	-278,2	-305,6	-322,1	-346,2	-367,4
Recettes	10,6	11,8	11,9	15,4	19,4	19,6	20,6	22,2
Revenue des investissements	10,6	11,8	11,9	15,4	19,4	19,6	20,6	22,2
Paiements	-260,9	-280,6	-277,3	-293,6	-325,0	-341,7	-366,8	-389,6
Transferts courants	353,1	378,8	360,7	388,9	394,2	471,1	460,0	478,3
Gouvernement	34,0	55,0	41,2	46,5	50,2	97,1	63,2	54,7
Aide budgétaire	10,3	10,3	15,9	0,0	4,0	47,8	12,0	0,0
Autres (net)	23,7	44,7	25,3	46,5	46,2	49,3	51,3	54,7
Privé	319,1	323,7	319,6	342,5	344,0	374,0	396,8	423,5
Compte en capital et financier	51,1	179,3	-50,6	262,7	316,5	178,7	324,1	340,1
Transferts en capital	117,4	93,1	108,7	139,2	143,5	215,8	220,5	202,2
Gouvernement	117,4	93,1	108,7	139,2	143,5	215,8	220,5	202,2
Dons projets	117,4	93,1	108,7	139,2	143,5	215,8	220,5	202,2
Compte financier	-66,4	86,1	-159,3	123,5	173,0	-37,1	103,6	137,9
Investissements Directs Etrangers	212,8	297,6	215,5	343,5	367,4	399,1	420,0	453,6
Investissement de portefeuille	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autre	-279,2	-211,5	-374,8	-220,1	-194,4	-436,2	-316,4	-315,7
Gouvernement	196,3	150,6	16,1	201,2	192,8	222,9	469,3	258,5
Tirages	238,1	178,7	68,8	250,8	242,4	274,9	524,2	325,1
Tirages projets	138,5	82,8	68,8	121,0	125,1	254,2	467,7	297,3
Tirages programmes	99,5	96,0	0,0	129,8	117,3	20,7	56,5	27,8
Amortissement	-41,8	-28,1	-52,7	-49,6	-49,6	-52,0	-54,9	-66,6
Gap fill (303)	74,8	-1,4	102,8	0,0	-170,0	118,7	32,0	62,9
Secteur Privé	-149,5	-123,6	-109,0	-118,5	-119,5	-118,1	-112,4	-111,1
Tirages	-149,5	-123,6	-109,0	-118,5	-119,5	-118,1	-112,4	-111,1
Banques, nettes	21,0	14,0	0,0	-4,3	-10,8	0,0	0,0	0,0
Autres net	-346,9	-252,4	-281,9	-298,4	-256,9	-541,0	-673,4	-463,1
Autres	-19,7	2,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Erreurs et omissions	-19,7	2,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Balance globale	-94,1	49,9	-168,1	103,9	197,1	-24,4	37,4	18,3

Source : Banque Centrale de Madagascar

Annexe 2

DOCUMENT
DE
PERFORMANCE

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

01 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

010 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

001 Administration et Coordination

001-A Réduire la corruption

001-A-1	Nombre de régions mettant en oeuvre une politique régionale de réduction de la corruption	Nombre	40	0	20	30
001-A-1-1	Renforcer les capacités opérationnelles des agents					
001-A-2	Taux des dossiers d'investigations traités	%	58	0	50	60
001-A-2-1	Appliquer les procédures d'investigation sur les faits soupçonnés de corruption dénoncés					
001-A-3	Nombre de séances de mobilisation et/ou de sensibilisation effectuées par le bureau	Nombre	5	5	25	45
001-A-3-1	Assurer les sensibilisations sur terrain					
001-A-3-2	Organiser des ateliers et débats					

001-B Promouvoir les opportunités d'investissements dans le secteur textile

001-B-1	Stratégie et plan d'actions sur les opportunités d'investissement dans le secteur textile	Nombre	1	0	0	0
001-B-1-1	Elaborer une stratégie de développement du secteur textile pour 2016					
001-B-1-2	Elaborer une stratégie de développement du secteur textile pour 2017					
001-B-2	Cadre de concertation public-privé pour la mise en oeuvre du plan d'actions sur le développement du secteur textile	%	0	60	0	0
001-B-2-1	Réaliser un plan d'affaires sur la mise en place de ZES en 2016					
001-B-2-2	Mettre en place ce cadre favorisant la mise en œuvre du plan d'actions					
001-B-3	Etude de faisabilité pour la mise en place d'une zone économique spéciale (ZES) pour le textile	Nombre	5	0	0	0
001-B-3-1	Réaliser un plan d'affaires sur la mise en place de ZES en 2017					
001-B-4	Nombre de TPE/PME soutenues par le Fonds de Promotion du Secteur Textile (FPST)	Nombre	25	50	0	0
001-B-4-1	Promouvoir le FPST auprès des TPE/PME					

001-C Renforcer les capacités de l'EDBM et des structures intervenant dans la promotion des investissements

001-C-1	Evaluation des besoins en formation de l'EDBM et des structures gouvernementales	Nombre	1	0	0	0
001-C-1-1	Etablir un plan de formation sur la base des besoins identifiés					
001-C-2	Nombre de staff de l'EDBM et des autres structures privées et gouvernementales formés (% de femmes)	Nombre	0	100	0	0
001-C-2-1	Faire une refonte du site web de l'EDBM					
001-C-2-2	Réaliser les formations					

001-D Maintenir une capacité institutionnelle adéquate

001-D-1	Taux de la réalisation des programmes d'activités de soutien par les organismes de Défense	%	100	100	100	100
001-D-1-1	Assurer la sécurité du Président, sa famille et leurs biens					
001-D-2	Nombre de formation des agents de sécurité	Nombre	1	5	3	4
001-D-2-1	Former les JR et agents de la GP					

001-E Etendre le Data Center de l'Etat; l'intranet de l'Etat au niveau des régions, au niveau des provinces et au niveau central.

001-E-1	Nombre de provinces connectés à l'intranet de l'Etat	Nombre	5	0	1	2
001-E-1-1	Procéder à l'installation et maintenance d'antenne station cliente Alvarion sur les bâtiments publics au niveau central					
001-E-2	Nombre de régions connectés à l'intranet de l'Etat	Nombre	15	0	1	2
001-E-2-1	Procéder à l'installation et maintenance d'antenne station cliente, point-à-point et bases dans les chefs lieux de Région					
001-E-3	Taux d'augmentation de nombre de rack	Niveau	0	15	15	20
001-E-3-1	Procéder aux performances et fiabilités des matériels avec une grande disponibilité des données et un grand espace d'hébergement					
001-E-4	Nombre de l'intranet de l'Etat accessible partout au niveau central même dans les zones d'ombre	Nombre	15	0	1	1

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

01 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

010 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

001 Administration et Coordination

001-E-4-1 Installer les sites relais

001-E-5	Nombre de client de l'intranet de l'Etat	Nombre	500	10	10	10
001-E-5-1	Augmenter le nombre de clients					

001-F Renforcer les capacités de l'ANRE

001-F-1	Nombre de services/Application augmente.	Nombre	50	1	1	2
001-F-1-1	Procéder à la facilitation des échanges de données. Faciliter l'accès aux services par les publics cibles					

001-F-2	La qualité de services/Application augmente.	%	50	0	0	0
001-F-2-1	Augmenter le taux d'utilisation des Applications communes					

001-F-3	La capacité des agents de l'Etat améliorée .	Nombre	100	0	0	0
001-F-3-1	Former les Agents de l'Etat					

001-F-4	Nombre des agents de l'ANRE formés et à jour sur les domaines de connaissance en TIC	Nombre	50	2	2	2
001-F-4-1	Former les Agents de l'ANRE					

001-F-5	Taux d'utilisation par rapport au nombre d'utilisateurs de l'intranet	%	0	10	10	10
001-F-5-1	Augmenter le taux d'utilisation des Applications communes					

001-F-6	Nombre d'Agents de l'Etat formés.	Nombre	0	50	50	100
001-F-6-1	Former les Agents de l'Etat					

001-G Organiser le Sommet à Madagascar

001-G-1	Nombre de sommets organisés	Nombre	2	0	0	0
001-G-1-A	Assurer la formation du personnel temporaire					
001-G-1-B	Louer des locaux et du matériel en vue du renforcement de la capacité d'accueil des sommets					
001-G-1-C	Respecter le protocole					
001-G-1-D	Recruter un cabinet en vue de la gestion du personnel					
001-G-1-E	Elaborer un manuel de procédures administratives et financières					
001-G-1-1	Accueillir les délégations prises en charge par l'Etat Malagasy					
001-G-1-2	Renforcer la capacité d'accueil du Sommet					
001-G-1-3	Organiser des réunions					
001-G-1-4	Rénover le mobilier de l'infrastructure d'accueil					
001-G-1-5	Renforcer le personnel durant les sommets					
001-G-1-6	Assurer la sécurité durant les sommets					
001-G-1-7	Pavoiser la ville d'accueil des sommets					
001-G-1-8	Promouvoir les différents sommets au niveau national					
001-G-1-9	Assurer la représentation de l'Organisation au niveau international					

001-H Doter l'Organisation du Sommet d'un siège digne des sommets

001-H-1	Nombre de siège doté en matériel informatique et fournitures de bureau	Nombre	1	0	0	0
001-H-1-1	Acquérir des matériels informatiques et fournitures de bureau					
001-H-1-2	Construire les édifices et infrastructures nécessaires à la mise en place du nouveau système d'accueil modernisé aux entrées des Palais d'Avohaha (PP1) et Ambohitsorohitra					
001-H-2	Nombre de véhicules dotés	Nombre	12	0	0	0
001-H-2-1	Acquérir des véhicules					

001-I Maintenir et renforcer l'opérationnalité des services administratifs relevant de la portion centrale de la Présidence de la République

001-I-1	Acquisition de divers matériels et mobiliers pour assurer le bon fonctionnement et la continuité des services administratifs	Nombre	0	3	14	13
001-I-1-1	Acquérir un groupe électrogène très puissant à même de couvrir et sécuriser l'ensemble des sites à Avohaha en cas de coupure du jus de la JIRAMA et connecter les bâtiments et autres sites non encore sécurisés au groupe électrogène					
001-I-1-2	Acquérir un nouvel ascenseur pour le bâtiment R+8 (Annexe du Palais à Ambohitsorohitra					
001-I-1-3	Installer des parafoudres dans les sites des palais et environnants					
001-I-1-4	Acquérir une centrale téléphonique modernisée, mettre en place les réseaux de communication et interconnecter tous les services administratifs et connexes					
001-I-1-5	Acquérir des mobiliers et matériels de bureau, acquérir des matériels informatiques et des matériels techniques					
001-I-1-6	Acquérir des matériels et équipements pour l'unité spécialisée contre incendie					

001-J Mettre en place le système de suivi-évaluation axé sur les résultats mise au niveau du PREA en jonction avec les ministères

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	LFR	2016	2017	2018	2019
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE					
010	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE					
001	Administration et Coordination					
001-J-1	Pourcentage des ministères disposant de système de suivi-évaluation opérationnel	%	10	85	106	117
001-J-1-1	Renforcer la capacité des DPSE et harmoniser les système de suivi-évaluation en place					
001-K	Réformer les Finances publiques effective					
001-K-1	Ratio recette intérieur/PIB	%	0	10.4	13	14
001-K-1-1	Appuyer à l'augmentation des recettes et la maîtrise des dépenses					
001-L	Alléger les Procédures effective et e-gouvernance promue					
001-L-1	Pourcentage des secteurs entreprenant les réformes	%	0	3	4	4
001-L-1-1	Renforcer la capacité des DSI. Elaborer le manuel de procédure (administrative, budgétaire et comptable). Appuyer aux réformes des marchés publics et aux OCFP					
001-M	Rendre effectif la Réforme de la Gestion des Ressources et du Patrimoine et du Renforcement des Ressources Humaines de l'Etat					
001-M-1	Nombre des entités disposant d'un système d'information certifié sur les ressources	Nombre	0	2	3	5
001-M-1-1	Dénombrer l'institution ayant entamé le diagnostic					
001-N	Rénover et maintenir les sites historiques et emblématiques de l'Etat					
001-N-1	Sites de la Présidence rénovés et maintenus en bon état	Nombre	0	2	5	3
001-N-1-1	Réhabiliter le palais d'Etat à Ambohitsorohitra et les bâtiments annexes					
001-N-1-2	Réhabiliter les résidences présidentielles dans tous Madagascar					
001-O	Renforcer et mettre aux normes la sécurité des Palais et sites présidentiels					
001-O-1	Murs et clôtures construits sur la tracée de la limite du domaine des sites présidentiels d'Iavoloha construits	M	0	1000	2000	2000
001-O-1-1	Construire les édifices et infrastructures nécessaires à la mise en place du nouveau système d'accueil modernisé aux entrées des Palais d'Iavoloha (PP1) et Ambohitsorohitra					
001-O-1-2	Construire des murs de clôture sur la tracée de la limite du domaine des sites présidentiels d'Iavoloha					
001-O-1-3	Acquérir et installer les matériels de surveillance électronique dans les Palais d'Etat (Iavoloha Ambohitsorohitra) et les sites environnants					
001-1	Réduire la corruption					
001-1-1	Nombre de régions mettant en oeuvre une politique régionale de réduction de la corruption	Nombre	22	22	22	22
001-1-1-1	Appliquer la législation anticorruption					
001-1-1-2	Renforcer les liaisons opérationnelles avec les autorités régionales					
001-1-1-3	Appliquer les procédures d'investigation sur les faits soupçonnés de corruption dénoncés					
001-1-1-4	Recevoir les déclarations de patrimoine des personnes assujetties					
001-1-1-5	Éliminer les circonstances et pratiques favorables à la corruption					
001-1-1-6	Renforcer les capacités opérationnelles des agents					
001-1-2	Pourcentage des dossiers d'investigations traités	%	80	85	85	90
001-1-2-1	Appliquer la législation anticorruption					
001-1-2-2	Renforcer les liaisons opérationnelles avec les autorités régionales					
001-1-2-3	Appliquer les procédures d'investigation sur le faits soupçonnés de corruption dénoncés					
001-1-2-4	Recevoir les déclarations de patrimoine des personnes assujetties					
001-1-2-5	Éliminer les circonstances et pratiques favorables à la corruption					
001-1-2-6	Renforcer les capacités opérationnelles des agents					
001-1-3	Nombre de séances de mobilisation et/ou de sensibilisation effectuées par le Bureau	Nombre	300	300	325	350
001-1-3-1	Assurer la sensibilisation sur terrain					
001-1-3-2	Organiser des ateliers et débats					
001-1-4	Nombre d'inspection ou de conscientisation effectuées	Nombre	0	4	20	30
001-1-4-1	Assurer le fonctionnement général de l'organisme					
001-2	Renforcer l'État de droit					
001-2-1	Nombre de piliers d'intégrité connaissant et appliquant les règles de base	Nombre	6	8	8	8

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

01 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

010 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

001 Administration et Coordination

001-2-1-1 Renforcer les capacités de la société civile et des médias

001-2-2 Nombre d'organisation de la société civile effectuant des interpellations effectives **Nombre** **4** **4** **4** **4**

001-2-2-1 Améliorer l'accès à l'information

001-2-3 Nombre de déclaration d'opération suspectes (DOS) traitées **Nombre** **60** **60** **60** **60**

001-2-3-1 Traiter les Déclarations d'Opérations Suspectes

001-2-4 Nombre de responsables de veille et de partenaires formés **Nombre** **300** **300** **300** **300**

001-2-4-1 Former les responsables de veille et partenaires

001-2-5 Nombre de séances de travail de sensibilisation pour la mise en place d'un système de vigilance **Nombre** **4** **4** **4** **4**

001-2-5-1 Développer une campagne de sensibilisation pour la mise en place d'un système de vigilance

001-2-6 Nombre de formation militaires inspectées ou visitées **Nombre** **16** **100** **100** **100**

001-2-6-1 Restaurer la discipline militaire

001-2-6-2 Protéger le moral de la troupe

001-2-6-3 Assurer la supervision de l'opérationnalité des unités et formations militaires

001-2-7 Délai moyen de traitement des dossiers relatifs aux affectations (Base 100: fin 2014) **Nombre** **97** **90** **83** **78**

001-2-7-1 Nommer et affecter les magistrats (sessions du Conseil)

001-2-7-2 Suivre l'exécution des décisions d'affectations

001-2-7-3 Améliorer des procédures et outils (acquisition de logiciel) relatifs à la gestion de la carrière des Magistrats principalement les affectations

001-2-7-4 Renforcer les capacités et matériels du CSM

001-2-8 Délai moyen de traitement des doléances reçues auprès du CSM (Base 100: fin année 2014) **Nombre** **85** **78** **71** **66**

001-2-8-1 Etudier les doléances (sessions du CSM)

001-2-8-2 Tenir les Conseils de discipline

001-2-8-3 Faire l'enquête sur terrain (Cours, Tribunaux)

001-2-8-4 Suivre demande d'éclaircissement faite au Magistrat mis en cause et/ou son supérieur

001-2-8-5 Informer, former et sensibiliser les Magistrats et des Organisations de la Société Civile aux devoirs déontologiques imputables aux Magistrats

001-2-8-6 Editer le Code annoté de déontologie des Magistrats

001-2-8-7 Renforcer de capacité et matériels du CSM

001-2-9 Nombre de visiteurs du site web du CSM (base 100: cumul nombre des visiteurs de l'année 2014) [base 100: cumul nombre des visiteurs de l'année 20] **Nombre** **250** **550** **800** **1100**

001-2-9-1 Améliorer du site web

001-2-9-2 Promouvoir du site

001-3 Renforcer les prestations des services publiques

001-3-1 Nombre de distinctions honorifiques discernées **Nombre** **26000** **30000** **35000** **37000**

001-3-1-1 Réaliser le Conseil de l'Ordre national

001-3-1-2 Octroyer les décorations à titre posthume, hors contingent ou à titre exceptionnel

001-3-1-3 Assurer la fonctionnement général de l'organisme

001-3-2 Taux d'exécution budgétaire **%** **98** **98** **98** **98**

001-3-2-1 Assurer le fonctionnement général de la Présidence

001-4 Fournir un niveau de sécurité suffisant pour assurer la sécurité des personnes et protéger leurs biens

001-4-1 Nombre de renseignements exploités et transmis aux instances étatiques **Nombre** **2000** **2800** **3500** **4000**

001-4-1-1 Assurer la lutte contre le terrorisme et le banditisme

001-4-2 Probabilité d'apparition d'un crime envers les hautes personnalités de la Présidence **%** **0.1** **0.1** **0.1** **0.1**

001-4-2-1 Former et perfectionner le personnel assurant la sécurité des Hautes Personnalité de la Présidence

001-4-2-2 Réhabiliter les infrastructures

001-4-2-3 Faire l'acquisition des matériels

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

01 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

010 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

001 Administration et Coordination

001-5 Établir un processus budgétaire de l'État efficace et efficient, rendre plus efficace l'ensemble des mécanismes des contrôles des revenus et des dépenses

001-5-1 **Nombre d'inspections effectuées** **Nombre** **22** **25** **25** **25**

001-5-1-1 Effectuer les contrôles a priori, a posteriori ou inopinés au sein des branches de l'Administration

001-5-2 **Taux de marchés attribués suite à des appels d'offres ouverts par rapport à l'ensemble des marchés publics** **%** **80** **100** **100** **100**

001-5-2-1 Institutionnaliser les réformes sur les passations de marchés

001-6 Réduire les dysfonctionnements de l'administration publique

001-6-1 **Nombre des dossiers traités** **Nombre** **96** **80** **80** **80**

001-6-1-1 Traiter les doléances reçues

001-6-2 **Taux des affaires résolues** **%** **100** **100** **100** **100**

001-6-2-1 Mener à terme les missions de médiation

001-7 Mettre en place un mécanisme de prévention et de gestion de de conflit

001-7-1 **Nombre de réunions de conception** **Nombre** **8** **12** **24** **24**

001-7-1-1 Procéder à des réunions de conception et d'information

001-7-1-2 Poursuivre les consultations et coordination régulières entre les organes de la sécurité

001-7-1-3 Contacter les diverses Institutions et autres organes pour la stabilité politique à Madagascar

001-8 Renforcer les capacités professionnelles des chefs militaires

001-8-1 **Nombre de séances de formation organisées** **Nombre** **3** **48** **48** **48**

001-8-1-1 Elaborer et vulgariser un fascicule sur l'aptitude au commandement en vue de développer l'esprit de créativité et le sens de responsabilité

001-9 Veiller à la sécurité des élections avant, pendant et après.

001-9-1 **Troubles majeurs maîtrisés (avant, pendant et après les élections)** **%** **100** **24** **36** **36**

001-9-1-1 Mettre en place et opérationnaliser la Commission Spéciale de Sécurité (CSS) au niveau du CENI.

201 Infrastructure reliée

201-1 Améliorer les systèmes de télécommunication aux Palais d'Etat (Iavoloha et Ambohitsirohitra)

201-1-1 **Nombre de site faisant l'objet des travaux d'entretien et de maintenance** **Nombre** **7** **7** **0** **0**

201-1-1-1 Entretien des équipements et les infrastructures de télécommunication

201-1-2 **Longueur des câbles téléphoniques renouvelés** **M** **0** **200** **0** **0**

201-1-2-1 Acquérir et installer les postes téléphoniques numériques

201-1-3 **Nombre de postes téléphoniques installées et opérationnelles** **Nombre** **10** **50** **0** **0**

201-1-3-1 Acquérir et installer les postes téléphoniques

201-1-4 **Nombre de bureau mis en réseau informatique** **Nombre** **5** **21** **0** **0**

201-1-4-1 Acquérir et installer les équipements pour le réseau informatique

201-3 Rehausser la capacité technique des agents de l'Etat

201-3-1 **Nombre techniciens ayant suivi une formation en NTIC** **Nombre** **25** **36** **0** **36**

201-3-1-1 Envoyer les Agents dans des centres de formation spécialisée

201-4 Procéder à la reconnaissance et à l'étude sur site pour la mise en place d'un nouveau système de télécommunication jusqu'au niveau District

201-4-1 **Nombre de sites visités et reconnus futurs emplacement station de Base** **Nombre** **5** **22** **0** **0**

201-4-1-1 Faire un étude et une reconnaissance sur terrain

401 Développement rural

401-1 Lancer une révolution verte durable

401-1-1 **Nombre d'unités du Service Civique opérationnelles** **Nombre** **16** **20** **22** **24**

401-1-1-1 Développer l'agriculture, élevage, sécurité des zones d'implantation, alphabétisation, sports, hygiène et secourisme

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

01 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

010 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

501 Santé-Planning familial et lutte contre le VIH/SIDA

501-1 Gagner la lutte contre le VIH/SIDA

501-1-1	Nombre de plans locaux de lutte contre le Sida mis en oeuvre au niveau des communes	Nombre	35	25	0	0
----------------	--	---------------	-----------	-----------	----------	----------

501-1-1-1 Assurer l'intégration de la lutte contre les IST/VIH/SIDA dans les plans d'actions des régions

501-1-1-2 Assurer l'intégration de la lutte contre les IST/VIH/SIDA dans les plans d'actions des ministères

801 Solidarité nationale

801-1 Améliorer l'appui aux très pauvres et vulnérables

801-1-1	Nombre de zones très pauvres et vulnérables reconnues	Nombre	0	3	5	6
----------------	--	---------------	----------	----------	----------	----------

801-1-1-1 Reconnaître les zones très pauvres et vulnérables sur terrain

801-2 Valoriser et pérenniser les sites Présidentiels

801-2-1	Sites Présidentiels rénovés et ou réhabilités	Nombre	7	0	0	0
----------------	--	---------------	----------	----------	----------	----------

801-2-1-1 Réaliser les travaux de maintenance et d'entretien du patrimoine et des matériels de la Présidence

801-3 Traiter toutes les questions d'ordre militaires

801-3-1	Nombre de dossiers traités et décisions	Nombre	200	0	0	0
----------------	--	---------------	------------	----------	----------	----------

801-3-1-1 Recevoir et traiter des informations et préparer les décisions du PRM

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

02 SENAT

020 SENAT

002 Administration et Coordination

002-1 Renforcer les prestations de services publics

002-1-1 Délai moyen de traitement de dossier (salaire du personnel permanent) Jours 29 29 29 29

002-1-1-1 Améliorer le système de traitement des soldes afin de procéder au paiement avant échéance des salaires mensuels du personnel.

002-1-2 Nombre des dossiers traités pour le fonctionnement des service Nombre 300 300 300 300

002-1-2-1 Améliorer les conditions de travail et la performance des directions et des Services.

002-1-2-2 Procéder à la gestion efficace et efficiente des ressources: humaines, financières et matériel.

002-1-2-3 Satisfaire aux besoins en fournitures et consommables des Services.

002-1-2-4 Pourvoir aux soins médicaux des membres de l'Institution, agents permanents et des membres de leurs familles.

002-1-2-5 Assurer le renforcement de capacités du personnel permanent.

002-2 Etablir un processus budgétaire de l'Etat efficace et efficient

002-2-1 Taux d'exécution budgétaire % 100 100 100 100

002-2-1-1 Procéder au suivi d'exécution des travaux de construction de réhabilitation et d'aménagement.

002-2-1-2 Assurer l'entretien et la maintenance du Palais.

002-2-1-3 Mettre à la disposition de l'Institution des matériels, équipement et outillages performants

002-2-1-4 Renforcer les capacités des Agents de l'Institution.

119 Appui aux Membres de l'Institution

119-1 Renforcer l'Etat de droit

119-1-1 Nombre de lois votées,résolution proposées Nombre 30 40 20 40

119-1-1-1 Examiner les projets et les propositions des lois ou les propositions des résolutions en commission spécialisée puis en commission plénière.

119-1-1-2 Voter les lois ou résolutions en séance plénière

119-1-2 Nombre des actes de contrôle de l'action du gouvernement Nombre 8 8 8 8

119-1-2-1 Effectuer des contrôles de l'action gouvernementale

119-1-2-2 Procéder aux rencontres avec les membres du gouvernement.

119-1-3 Nombre des visites effectuées auprès CTD Nombre 250 250 250 250

119-1-3-1 Effectuer des visites de formation et d'information à l'étranger.

119-1-3-2 Maintenir les relations avec les Organismes interparlementaires Internationaux.

119-1-3-3 Appuyer et conseiller les membres du gouvernement

119-2 Renforcer les prestations de services publics

119-2-1 Délai moyen de traitement de dossier (salaire et indemnités des membres des institutions) Jours 28 28 28 28

119-2-1-1 Améliorer le système de traitement des soldes afin de procéder au paiement avant échéance.

119-2-2 Nombre des dossiers traités pour le fonctionnement des membres du Bureau permanent et des commissions. Nombre 950 450 450 450

119-2-2-1 Améliorer les conditions de travail des membres de l'Institution et ceux des cabinets.

119-2-2-2 Satisfaire aux besoins en fournitures et consommables des membres du bureau Permanent ainsi que ceux des Commissions.

119-2-2-3 Pourvoir aux soins médicaux des membres de l'Institution et leurs familles.

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

03 ASSEMBLEE NATIONALE

030 ASSEMBLEE NATIONALE

003 Administration et Coordination

003-1 Assurer et améliorer le fonctionnement de l'Administration

003-1-1	Délai moyen de traitement des dossiers	Jours	10	10	10	10
003-1-1-1	Payer les salaires et les avantages des des Agents.					
003-1-1-2	Mettre à la disposition de l'Administration les matériels et mobiliers indispensables à leur fonctionnement.					
003-1-1-3	Accroître la comptéence des Agents.					
003-1-1-4	Améliorer les qualités des services.					
003-1-1-5	Pourvoir aux soins médicaux.					

101 Gouvernance Responsable

101-1 Renforcer l'Etat de droit

101-1-1	Nombre de lois votées	Nombre	48	48	48	48
101-1-1-1	Payer les salaires et avantages des Députés.					
101-1-1-2	Tenir les sessions parlementaires.					
101-1-1-3	Voter des textes à caractère législatif.					
101-1-2	Nombre de contrôles parlementaires effectués	Nombre	20	20	22	22
101-1-2-1	Effectuer des tournées dans diverses circonscriptions électorales.					

101-2 Affirmer la démocratie au niveau international

101-2-1	Nombre de participation au niveau international	Nombre	46	47	48	48
101-2-1-1	Participer à des réunions parlementaires internationales.					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

04 HAUTE COUR CONSTITUTIONNELLE

040 HAUTE COUR CONSTITUTIONNELLE

004 Administration et Coordination

004-1 Améliorer la qualité et renforcer les prestations des services

004-1-1	Délai moyen de traitement de dossiers	Jour	2	14	13	12
004-1-1-1	Organiser des formations en informatique et en techniques administratives					
004-1-1-2	Développer des applications de gestion : gestion du personnel, gestion de comptabilité des matières et des valeurs fiduciaires					
004-1-1-3	Renforcer les capacités techniques et opérationnelles des agents					
004-1-2	Taux de problèmes de fonctionnement de l'Administration résolus	%	60	75	78	85
004-1-2-1	Effectuer des contrôles et inspections au sein de l'Administration					
004-1-2-2	Mettre en œuvre les réformes appropriées					
004-1-2-3	Établir des rapports d'activités des Directions					
004-1-3	Taux d'exécution du budget par rapport au taux de régulation	%	85	96	96	98
004-1-3-1	Exécuter le budget de l'année en cours					
004-1-3-2	Préparer et tenir les revues budgétaires					
004-1-3-3	Programmer et élaborer les documents budgétaires de l'année suivante					
004-1-3-4	Renforcer les capacités des acteurs budgétaires					

004-2 Renforcer les moyens matériels et valoriser le patrimoine de l'Institution

004-2-1	Nombre de matériels acquis et de bâtiments construits ou réhabilités	Nombre	26	26	26	20
004-2-1-1	Acquérir des matériels informatiques, des mobiliers et matériels de bureau					
004-2-1-2	Rénover le parc automobile et entretenir les véhicules existants					
004-2-1-3	Construire, réhabiliter et faire des extensions des bâtiments et des alentours					
004-2-1-4	Assurer l'entretien et la maintenance du patrimoine de l'Institution					
004-2-1-5	Mettre en place et rendre opérationnel le système informatique					

102 Gouvernance responsable

102-1 Promouvoir le respect de la Constitution par les organes étatiques

102-1-1	Nombre de décisions, d'arrêtés rendus et d'avis émis	Nombre	32	28	29	30
102-1-1-1	Préparer et tenir des audiences sur les textes soumis à la censure de la Cour					
102-1-1-2	Rédiger les décisions, arrêtés et avis					
102-1-1-3	Interpréter les dispositions constitutionnelles					
102-1-1-4	Contrôler la constitutionnalité des textes et des règlements intérieurs du Parlement					
102-1-1-5	Trancher les conflits surgis entre les Institutions et les conflits de compétences entre les Institutions et / ou les CTD					
102-1-1-6	Mettre en œuvre toutes actions destinées à améliorer la qualité des décisions					
102-1-1-7	Participer aux réunions des organisations internationales pour renforcement de capacités ou d'échanges d'expérience					

102-2 Avoir des élections fiables, crédibles et transparentes

102-2-1	Nombre d'acteurs du processus électoral formés	Nombre	15	15	20	25
102-2-1-1	Organiser des séances de formation ou d'échanges d'expériences en matière électorale					
102-2-1-2	Concevoir et vulgariser des outils informatiques de gestion de résultats et de contentieux électoraux					
102-2-1-3	Veiller à la régularité, traiter et proclamer les résultats des élections					
102-2-1-4	Établir une collaboration étroite avec les autres Institutions impliquées dans le processus électoral					
102-2-1-5	Mettre en œuvre toute action destinée à faciliter l'accès des citoyens à l'information électorale					

102-3 Informer les citoyens des actions de l'Institution

102-3-1	Taux des décisions, arrêtés et avis mis en ligne	%	98	95	98	98
102-3-1-1	Constituer une commission de sélection des décisions à publier					
102-3-1-2	Concevoir et mettre à jour le site Web					
102-3-1-3	Élaborer, éditer et diffuser des recueils de décisions					
102-3-1-4	Numériser les archives des décisions, arrêtés et avis					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

05 PRIMATURE

050 PRIMATURE

005 Administration et Coordination

005-A Intensifier la coopération internationale, régionale et sous régionale afin de combattre la traite des personnes

005-A-1 **Base de données et rapport national de suivi de la mise en oeuvre du plan d'action national (Oui=1/Non=0)** **Logique** **1** **1** **1** **1**

005-A-1-1 Réaliser un état des lieux présentant les causes, les conséquences, et les dynamiques de la traite des personnes à l'intérieur de et depuis Madagascar

005-A-1-2 Renforcer la capacité des acteurs en matière d'élaboration des accords bilatéraux et régionaux sur la protection des droits des travailleurs migrants

005-B Suivre et évaluer la plan national de lutte contre la traite des personnes disponible

005-B-1 **Rapport d'activités du BNLTH disponibles (Oui=1/Non=0)** **Logique** **1** **1** **1** **1**

005-B-1-1 Suivre et évaluer annuellement le Plan National de lutte contre la traite des personnes.

005-C Elaborer les documents stratégiques nationaux et sectoriels en matière de la réforme du secteur de sécurité

005-C-1 **Nombre de documents de stratégie nationale de sécurité élaboré et valide** **Nombre** **1** **1** **1** **1**

005-C-1-1 Organiser des ateliers provinciaux pour la sensibilisation de la stratégie nationale de sécurité, actions de suivi sectoriel ; Elaborer 22 séances de sensibilisation régionales, 22 +6 fiches de présences, 22+6 comptes rendus

005-D Élaborer les plans stratégiques et opérationnels sectoriels (armée, gendarmerie, police, justice, parlement, organisation du territoire, acteurs non étatiques) et transversal (primature/secrétariat CTO-RSS) en matière de la RSS

005-D-1 **Organisation des ateliers de planification stratégique des différents piliers de la RSS** **Nombre** **5** **1** **5** **5**

005-D-1-1 Elaborer les plans stratégiques et opérationnels des corps de de défense et Sécurité

005-D-1-2 Organiser des ateliers de planification stratégique pour les 7 piliers de la RSS, organises

005-E Renforcer la gouvernance, la professionnalisation et l'éthique au sein des fournisseurs et contrôleurs des services de sécurité (trois corps) et de justice

005-E-1 **Nombre des activités de renforcement de capacités sur l'éthique, l'obligation de rendre compte et l'intégrité des Corps de défense et de sécurité (CDS) et justice** **Nombre** **7** **7** **7** **7**

005-E-1-1 Organiser des Formations, séminaires, conférences et for a sur la sécurité et la justice; renforcement techniques des fournisseurs de sécurité et justice

005-F Renforcer les capacités des institutions de contrôle de sécurité (parlement, société civile, medias) et renforcer la confiance entre la population et les fournisseurs de sécurité

005-F-1 **Nombre d'appui au renforcement des capacités du Parlement et autres acteurs non étatiques dans le contrôle du secteur de sécurité** **Nombre** **0** **2** **2** **2**

005-F-1-1 Organiser différentes activités (conférences, ateliers..) pour les contrôleurs étatiques et non étatiques de sécurité

005-F-1-2 Fournir 2 questions parlementaires sur le contrôle du secteur de sécurité. 2 actions de la SC et medias pour suivre et appuyer la gouvernance de sécurité, un compte rendu par activité et par acteur (2+2)

005-G Élaborer une étude annuelle sur les perceptions des besoins de la population en sécurité (base de vérification des indicateurs qualitatifs)

005-G-1 **Nombre d'études sur sur la perception de la sécurité élaborée et adoptée** **Nombre** **0** **1** **1** **1**

005-G-1-1 Elaborer l'étude de perception sur la sécurité au niveau national

005-H Etablir un processus budgétaire de l'Etat efficace et efficient et rendre plus efficace l'ensemble des mécanismes de contrôle des recettes et des dépenses

005-H-1 **Taux de marchés attribués suite à des appels d'offres ouverts par rapport à l'ensemble des marchés** **%** **85** **85** **90** **90**

005-H-1-1 Procéder à l'institutionnalisation des réformes sur les passations de marchés

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

05 PRIMATURE

050 PRIMATURE

005 Administration et Coordination

005-I Renforcer les prestations de services publics

005-I-1	Taux de problèmes résolus sur le fonctionnement général de la Primature	%	75	75	80	80
005-I-1-1	Assurer les conditions favorables au bon fonctionnement de l'administration générale de la Primature					
005-I-2	Taux de dossiers effectivement traités par le Cabinet au niveau central et régional ayant fait l'objet d'un compte rendu écrit	%	70	70	75	75
005-I-2-1	Assurer le traitement de dossiers au Cabinet du Premier Ministre					
005-I-3	Taux de services Administratifs du Premier Ministre entièrement opérationnels	%	100	70	100	100
005-I-3-1	Gérer les Services Administratifs auprès du Premier Ministre					
005-I-3-2	Coordonner les Actions de l'Administration et du Gouvernement					
005-I-4	Délai moyen de traitement d'un texte réglementaire hors facteurs externes au Service	Jours	20	20	10	10
005-I-4-1	Préparer l'ordre du jour et les dossiers du Conseil					
005-I-4-2	Relever et suivre les décisions prises par le Conseil					
005-I-4-3	Diffuser les ampliations et notes de Conseil					
005-I-4-4	Archiver les travaux d'exploitation en Conseil					
005-I-4-5	Mettre en forme les textes					
005-I-4-6	Corriger les textes					
005-I-4-7	Traduire les textes					
005-I-4-8	Collationner le premier tirage					
005-I-5	Nombre de rapports sur la coordination des actions du gouvernement	Nombre	1	4	4	4
005-I-5-1	Collecter les données auprès des Ministères et Institutions					
005-I-5-2	Traiter les documents collectés auprès des Ministères et Institutions					
005-I-5-3	Analyser la cohérence des activités des Ministères et Institutions par rapport à la Politique Générale de l'Etat ou à la Feuille de Route					
005-I-6	Taux des Ministères et institutions ayant participé au processus de coordination	%	75	75	100	100
005-I-6-1	Conduire des ateliers de sensibilisation et de formation des Acteurs					
005-I-6-2	Renforcer les capacités de mise en oeuvre, pilotage et suivi de l'action du Gouvernement					
005-I-6-3	Mettre en place un réseau de Suivi/Evaluation opérationnel auprès des Ministères et Institutions					

005-J Améliorer et développer les systèmes d'information au sein du gouvernement en vue de la dématérialisation progressive de l'administration

005-J-1	Taux des services informatisés au sein de la Primature	%	75	75	100	100
005-J-1-1	Développer les applications web					
005-J-1-2	Etendre le réseau informatique (intranet et internet)					
005-J-1-3	Doter en équipements informatiques (renouvellement parc informatique)					
005-J-2	Taux de disponibilité des systèmes informatique et télécommunication	%	100	100	100	100
005-J-2-1	Augmenter la puissance de l'infrastructure du système informatique					
005-J-2-2	Assurer la sécurité des systèmes et des données informatiques					
005-J-2-3	Gérer les flux de messageries					
005-J-2-4	Assurer la mise à jour du système (site web et applications)					

005-K Renforcer l'Etat de droit

005-K-1	Taux de traitement en temps réel des dossiers entrants du contentieux	%	100	100	100	100
005-K-1-1	Etudier les affaires contentieuses concernant l'Etat					
005-K-1-2	Elaborer les stratégies de défense des intérêts de l'Etat					
005-K-1-3	Représenter l'Etat devant les juridictions administratives et judiciaires					
005-K-2	Nombre des juristes « permanents » et des concepteurs par rapport aux Besoins réels (15)	Nombre	15	15	15	15
005-K-2-1	Renforcer les capacités de la Direction de la Législation et du Contentieux (DLC)					
005-K-2-2	Assurer la satisfaction des besoins en personnel qualifié et motivé en optimisant l'utilisation des ressources financières					
005-K-3	Nombre de régions couvertes « en permanence » par rapport aux Structures existantes (22)	Nombre	22	22	22	22
005-K-3-1	Améliorer la collaboration et le partenariat entre la DLC et l'ensemble des administrations publiques					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	LFR	2016	2017	2018	2019
05 PRIMATURE						
050 PRIMATURE						
005 Administration et Coordination						
	centrales et déconcentrées					
005-K-3-2	Améliorer la couverture territoriale de la représentation de l'Etat et de l'assistance juridique des administrations publiques					
005-L Consolider la conservation d'archives						
005-L-1 Nombre d'archives numérisées	Nombre		3600	3600	3600	3600
005-L-1-1	Numériser les archives royales					
005-L-2 Nombre de références d'ouvrages insérés dans la base de données	Nombre		1000	1000	1000	1000
005-L-2-1	Mettre à jour les ouvrages inventoriés sur le site intranet de la Direction des Archives Nationales					
005-L-3 Taux des activités effectuées pour le travail de vulgarisation des archives	%		100	100	100	100
005-L-3-1	Organiser : 1 exposition, 4 conférences débats, 5 visites d'archives, 2 formations en archivistique, 2 émissions radiophoniques et télévisées, 2 activités de vacances					
005-L-4 Copie d'actes délivrés	Nombre		800	800	800	800
005-L-4-1	Assurer la recherche, la saisie et la délivrance des copies d'acte					
005-L-5 Nombre d'inventaires manuels d'archives effectués	Nombre		1	1	1	1
005-L-5-1	Procéder aux inventaires, tris et classement des archives					
005-L-6 Nombre de documents restaurés	Nombre		200	400	400	400
005-L-6-1	Procéder à la mise en page et reliure					
005-M Assurer une meilleure efficacité de l'aide pour la réduction de la pauvreté						
005-M-1 Taux de stratégies de Développement et politiques sectorielles opérationnelles	%		14	14	8	8
005-M-1-1	Assurer la coordination et intégration des activités des zones côtières et marines à Madagascar					
005-M-1-2	Assurer la coordination de l'aide					
005-M-1-3	Elaborer un tableau de bord sur les APD					
005-M-1-4	Produire des documents relatifs au financement sectoriels					
005-M-2 Taux d'exhaustivité des données dans le système d'information et de gestion d'aide à la décision (AMP)	%		70	100	100	100
005-M-2-1	Suivre et analyser les flux de l'aide					
005-M-3 Nombre de cadres formés à l'AMP au sein des Ministères partenaires	Nombre		150	200	200	200
005-M-3-1	Procéder à la formation des points focaux					
005-N Assurer la qualité des textes administratifs, législatifs, et réglementaires						
005-N-1 Délai de traitement des textes	Jours		3	3	3	3
005-N-1-1	Harmoniser la rédaction de documents (textes, projets)					
005-N-1-2	Vérifier la cohérence de texte avec l'environnement juridique en vigueur					
005-N-1-3	Proposer des améliorations et émettre des avis et observations.					
005-O Assurer la célérité des tâches						
005-O-1 Nombre de dématérialisation des recherches de décrets et notes de Conseil	Nombre		480	480	500	510
005-O-1-1	Enregistrer dans le logiciel i log					
005-O-2 Nombre de formation	Nombre		2	2	2	2
005-O-2-1	Renforcer de la capacité du Personnel					
005-P Contribuer à la promotion du développement du Pays dans le cadre de la transformation de ses structures						
005-P-1 Nombre d'Agents formés sur programmes réguliers: agents de planification formés	Nombre		60	120	200	200
005-P-1-1	Organiser des formations à l'intention des agents de planification					
005-P-2 Nombre d'Agents formés sur programmes spéciaux: techniciens formés	Nombre		35	35	70	70
005-P-2-1	Organiser des formations à l'intention des cadres techniciens					
005-Q Maitriser et assurer la Sécurité Nationale						
005-Q-1 Nombre de dossiers envoyés aux entités intervenants	Nombre		120	120	200	200
005-Q-1-1	Maîtriser la situation sécuritaire nationale à l'aide de renforcement de gestion d'armements,					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

05 PRIMATURE

050 PRIMATURE

005 Administration et Coordination

- munitions et explosifs
- 005-Q-1-2 Améliorer la stabilité dans les zones rouges à l'aide d'application de textes en vigueur
- 005-Q-1-3 Coordonner, suivre et collaborer avec les ministères concernés

005-R Coordonner les actions concernant la sécurité nationale

005-R-1	Nombre de renseignements communiqués et exploités	Nombre	1500	3400	3400	3400
005-R-1-1	Mettre en place un Comité de Suivi et Contrôle des "dina", des conventions interministérielles					
005-R-1-2	Mettre en place les antennes dans toutes les régions pour une rapide fluctuation de renseignements					
005-R-1-3	Mettre en place le Haut Conseil de la Défense Nationale					
005-R-1-4	Reformuler le secteur de sécurité en collaboration avec un Organisme international et les Forces de Sécurité Malagasy					
005-R-1-5	Mettre en place l'Autorité Nationale de Protection et de Sécurité Radiologique (ANPSR)					
005-R-1-6	Mettre en place un Organisme de Lutte contre le Terrorisme national et international					
005-R-1-7	Mettre en place le Comité Ad Hoc pour la Gestion de maintien de la paix					

005-S Promouvoir la Science et Enrichir les Connaissances Scientifiques sur Madagascar dans les domaines « des Arts, des lettres et de Sciences »

005-S-1	Nombre de publications réalisées	Nombre	5	5	5	5
005-S-1-1	Réaliser à temps les publications de l'Académie : Ouvrages édités contenant les communications présentées à l'Académie					

005-T Promouvoir une Académie performante et productive

005-T-1	Nombre de rencontres effectuées	Nombre	50	50	50	50
005-T-1-1	Organiser des rencontres scientifiques : Séances plénières et séances de section, autres rencontres scientifiques					

005-U Réduire la consommation de drogue dans les milieux sensibles

005-U-A	Nombre de Toxicomanes traités	Nombre	0	0	0	0
005-U-A-1	Mettre le traitement à la portée de tous les toxicomanes et poly toxicomanes					
005-U-B	Nombre de Descentes sur terrain effectuées	Nombre	6	10	10	12
005-U-B-1	Coordonner et animer les activités des membres et antennes de la CICLD					
005-U-B-2	Effectuer des descentes sur terrain					
005-U-B-3	Améliorer la concertation et la collaboration entre les membres					
005-U-B-4	Faciliter les échanges d'expérience, d'informations et de savoirs faire en matière de lutte contre la drogue					
005-U-B-5	Participer et/ou organiser des réunions de travail, des ateliers, des colloques, ou des séminaires Régionales et ou internationales					
005-U-8-6	Exposer des affiches sur les méfaits de la drogue au niveau des Etablissements scolaires, des Universités, des Infrastructures sportives, des Maisons des jeunes, dans les prisons, les véhicules publics, des Tranom-pokonolona, des Fokontany, des Commu					
005-U-C	Taux d'avancement de l'actualisation du Plan Directeur National de Lutte contre la Drogue	%	0	95	95	95
005-U-C-1	Adapter le Plan Directeur National de la Lutte contre la Drogue aux contextes socioéconomique et socioculturel actuels					
005-U-D	Nombre d'Antennes de surveillance mises en place ou renforcées	Nombre	0	2	2	4
005-U-D-1	Renforcer le système de surveillance et les dispositifs de répression					
005-U-E	Nombre d'Opérations subventionnées	Nombre	2	2	2	2
005-U-E-1	Elaborer les projets de décisions d'allocation de subventions pour les opérations d'éradication de culture illicite de cannabis					
005-U-F	Nombre d'Organes déconcentrés mis en place	Nombre	0	1	1	4
005-U-F-1	Mettre en place des organes de lutte contre la drogue dans les 5 exChefs lieux des Provinces et les Régions					
005-U-G	Nombre de missions de Suivi, de contrôle et d'évaluation réalisées	Nombre	2	2	2	4
005-U-G-1	Faire le contrôle, suivi et évaluation des activités des membres de la CICLD					
005-U-G-2	Elaborer des questionnaires pour l'enquête					
005-U-G-3	Collecter des informations					
005-U-G-4	Emettre des observations et des recommandations					
005-U-H	Nombre des informations et renseignements recueillis	Nombre	15	15	15	20
005-U-H-1	Collecter des informations et renseignements sur les drogues et les toxicomanes					
005-U-I	Nombre d'Enquêtes effectuées	Nombre	10	10	2	4

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

05 PRIMATURE

050 PRIMATURE

005 Administration et Coordination

005-U-I-1	Collecter des informations et renseignements sur les drogues et les toxicomanes				
005-U-I-2	Mener des enquêtes épidémiologique sur la prévalence de l'abus de drogue et les causes du recours à la drogue				
005-U-I-3	Inventorier et recenser les plantes servant à la production illicite de stupéfiants et de substances psycho actives				
005-U-I-4	Evaluer les surfaces des champs de culture de cannabis trouvés				
005-U-I-5	Entreprendre des études comportementales des toxicomanes				
005-U-J	Transporteurs sensibilisés	Nombre	50	50	75
005-U-J-1	Sensibiliser les transporteurs contre l'abus et le trafic de drogue				
005-U-J-2	Entreprendre des Communications pour le changement de Comportement CCC auprès des transporteurs et voyageurs				
005-U-J-3	Distribuer des affiches et des autocollants de sensibilisation aux transporteurs terrestres et fluviaux				
005-U-K	Pêcheurs et riverains sensibilisés	Nombre	10	10	25
005-U-K-1	Démanteler le trafic de drogue chez les pêcheurs et les riverains				
005-U-K-2	Informers les pêcheurs et les riverains sur l'existence de la loi régissant les drogues				
005-U-K-3	Entreprendre des CCC				
005-U-K-4	Effectuer une descente à l'improviste avec les Forces de l'ordre pour découvrir le trafic de drogue auprès des pêcheurs et riverains				
005-U-L	Textes de loi et de règlement numérisés et conservés	Années	0	0	0
005-U-L-1	Procéder à la numérisation et à la conservation des textes de loi et de règlement				
005-U-	Jurisprudences des Cours et Tribunaux numérisées et conservées (par années judiciaires)	Nombre	0	0	0
005-U-M-1	Procéder à la numérisation et à la conservation des jurisprudences des Cours et tribunaux				
005-U-N	Informations législatives et juridiques diffusées et consultées	Nombre	0	0	0
005-U-N-1	Procéder à la mise à disposition du public les informations législatives et juridiques				
005-U-P	Nombre d'affiches distribués exposés/ distribués	Nombre	2000	2000	3000
005-U-P-1	Exposer/ distribuer des affiches				
005-U-R	Nombre flyers/ dépliant distribués	Nombre	500	500	1000
005-U-R-1	Fabriquer et distribuer des flyers / dépliant				
005-U-1	Nombre d'agents et d'acteurs formés	Nombre	80	80	100
005-U-1-1	Renforcer les capacités opérationnelles des agents de la CICLD				
005-U-1-2	Organiser des séances de formation				
005-U-1-3	Faciliter les échanges d'expérience, d'informations et de savoirs faire en matière de lutte contre la drogue				
005-U-2	Nombre de bâtiments construits et/ou réhabilités	Nombre	0	1	0
005-U-2-1	Renforcer les capacités d'accueil				
005-U-3	Nombre de matériels spécifiques de sécurité acquis et fonctionnels	Nombre	0	0	0
005-U-3-1	Renforcer les mesures de sécurité				
005-U-4	Nombre d'Emissions radiophoniques et/ou télévisées diffusées	Nombre	60	60	80
005-U-4-1	Organiser des campagnes de sensibilisation à travers les médias				
005-U-4-2	Elaborer et finaliser des protocoles d'accord avec les médias pour participer aux activités de Communication pour le Changement de Comportement CCC				
005-U-4-3	Elaborer un programme de collaboration concernant la production des émissions et spots publicitaires				
005-U-5	Nombre d'Etablissements scolaires sensibilisés	Nombre	2	2	15
005-U-5-1	Organiser des campagnes de sensibilisation en milieu scolaire				
005-U-6	Nombre d'associations de jeunes, sportifs et chômeurs sensibilisés	Nombre	50	50	100
005-U-6-1	Organiser des campagnes chez les jeunes, les sportifs et les chômeurs				
005-U-6-2	Intensifier les CCC au niveau des jeunes; sportifs et chômeurs				
005-U-6-3	Promouvoir la création d'activités sportives et de concours de chants sur les méfaits de la drogue				
005-U-6-4	Placer des affiches au niveau des maisons des jeunes et infrastructures				
005-U-7	Nombre de Villages sensibilisés	Nombre	0	120	0
005-U-7-1	Organiser des campagnes de sensibilisation en milieu paysanne				

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

05 PRIMATURE

050 PRIMATURE

005 Administration et Coordination

005-U-8	Nombre d'Activités Génératrices de Revenus identifiées et pratiquées	Nombre	0	4	1	4
005-U-8-1	Sensibiliser les paysans à remplacer les cultures de drogues par des cultures viables et rentables					
005-U-8-2	Identifier les champs de culture de cannabis					
005-U-8-3	Faire une étude afin de trouver une culture de substitution					
005-U-8-4	Démontrer aux paysans des faits bénéfiques du remplacement de la culture de cannabis par des cultures viables et rentables					
005-U-8-5	Promouvoir les Activités Génératrices de Revenus AGR					
005-U-9	Paysans sensibilisés	Nombre	50	50	100	150
005-U-9-1	Appuyer les activités des paysans					
005-U-9-2	Former les paysans					
005-U-9-3	Inciter les paysans à constituer des associations					
005-U-9-4	Faciliter l'accès des paysans aux engrais et semences					
005-U-9-5	Faciliter leurs accès aux crédits des micro finance					

005-V Renforcer les mesures de sécurité de la Primature

005-V-1	Nombre de matériels spécifiques de sécurité acquis et fonctionnels	Nombre	5	5	5	5
005-V-1-1	Renforcer les mesures de sécurité					

005-W Renforcer les mesures de sécurité de la Primature

005-W-1	Nombre de bâtiments construits et/ou réhabilités	Nombre	1	1	1	1
005-W-1-1	Renforcer les capacités d'accueil					
005-W-2	Nombre de matériels spécifiques de sécurité acquis et fonctionnels	Nombre	20	0	21	20
005-W-2-1	Renforcer les mesures de sécurité					

005-X Améliorer et moderniser la conservation et l'accès aux textes de droit

005-X-1	Textes de loi et de règlement numérisés et conservés	Années	18.8	18.8	19.8	20.8
005-X-1-1	Procéder à la numérisation et à la conservation des textes de loi et de règlement					
005-X-2	Jurisprudences des Cours et Tribunaux numérisées et conservées (par années judiciaires)	Nombre	0.1	0.1	0.5	0.75
005-X-2-1	Procéder à la numérisation et à la conservation des jurisprudences des Cours et tribunaux					
005-X-3	Informations législatives et juridiques diffusées et consultées	Nombre	20000	10	40000	70000
005-X-3-1	Procéder à la mise à disposition du public les informations législatives et juridiques					

005-Y Mettre en place un cadre réglementaire/fiscal, administratif, institutionnel de facilitation et de sécurisation des activités et des opérateurs de de la filière éthanol combustible

005-Y-1	Nombre de nouvelles réglementations effectives	Nombre	2	2	2	2
005-Y-1-1	Définir/Redéfinir le cadrage réglementaire concernant l'exploitation de l'éthanol en tant qu'Energie renouvelable propre, mise en application et suivi-contrôle des réglementations					
005-Y-2	Volume de la recette fiscale collectée	Millier Ar	100	200000	200000	500000
005-Y-2-1	Définir/Redéfinir le cadrage réglementaire concernant l'exploitation de l'éthanol en tant qu'Energie renouvelable propre, mise en application et suivi-contrôle des réglementations					
005-Y-3	Volume des investissements dans la filière éthanol	Millier Ar	100	500000	500000	150000
005-Y-3-1	Réorganiser la filière canne à sucre orientée spécifiquement vers la production, la commercialisation, la distribution et la consommation de l'éthanol en tant que combustible au niveau des ménages					
005-Y-4	Nombre de ménages adoptant les réchauds à éthanol	Nombre	10000	100000	100000	100000
005-Y-4-1	Rendre les réchauds ainsi que l'éthanol combustible au moins aussi accessibles par les ménages que les foyers et combustibles traditionnels					

005-Z Améliorer les stratégies, les relations, les informations au sein de la Primature, et protéger l'image du Premier Ministre

005-Z-1	Nombre de documents produits	Nombre	0	576	576	576
005-Z-1-1	Produire des baromètres médiatiques					
005-Z-1-2	Produire des points d'actualités hebdomadaire					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

05 PRIMATURE

050 PRIMATURE

005 Administration et Coordination

- 005-Z-1-3 Proposer au premier Ministre des stratégies de communication par rapport au contextes
- 005-Z-1-4 Contribuer au partage d'information par courrier électronique
- 005-Z-1-5 Rédiger des discours

005-Z-2 Nombre de communiqués traités **Nombre** **0** **576** **576** **576**

- 005-Z-2-1 Couvrir médiatiquement les audiences du Premier Ministre
- 005-Z-2-2 Couvrir médiatiquement tous les événements auxquels le Premier Ministre participe
- 005-Z-2-3 Rédiger les communiqués correspondants et les partager aux médias
- 005-Z-2-4 Traduire les communiqués rédigés

005-Z-3 Nombre d'articles chargés sur site **Nombre** **0** **768** **768** **768**

- 005-Z-3-1 Publier les communiqués de presse se rapportant aux actions du gouvernement, sur le site web
- 005-Z-3-2 Publier les communiqués de presse se rapportant aux événements de la Primature, sur le site web
- 005-Z-3-3 Publier les informations et actualités jugées utiles au public sur site web
- 005-Z-3-4 Créer des albums photos en ligne

005-Z-4 Nombre de documents livrés, ou partagés par courriel **Nombre** **0** **720** **720** **720**

- 005-Z-4-1 Produire la synthèse journalière des médias
- 005-Z-4-2 Produire le mini-press-book journalier de presse écrite
- 005-Z-4-3 Produire le press-book mensuel des presses écrites
- 005-Z-4-4 Recueillir toute information et rendre compte au Premier Ministre ce qui est jugé lui être utile
- 005-Z-4-5 Veiller à la fluidité des informations, tant internes qu'externes

005-1 Etablir un processus budgétaire de l'Etat efficace et efficient et rendre plus efficace l'ensemble des mécanismes de contrôle des recettes et des dépenses

005-1-1 Nombre d'inspections effectuées au niveau des Régions **Nombre** **8** **8** **9** **10**

- 005-1-1-1 Procéder à des contrôles à priori, à posteriori ou inopinés au sein des branches de l'Administration

005-1-2 Nombre d'indicateurs PEFA concernant la préparation et l'exécution du budget (indicateurs 1 à 17) ayant une note supérieure ou égale à B **Nombre** **0** **0** **0** **0**

- 005-1-2-1 Améliorer le processus de préparation et d'exécution budgétaire

005-2 Eradiquer le trafic de bois de rose et bois d'ébène

005-2-1 Nombre d'exploitation et d'exportation illicite des bois de rose et des bois d'ébène arrêtés **Nombre** **0** **1400** **1400** **0**

- 005-2-1-1 Marquer les BDR saisis
- 005-2-1-2 Sécuriser les bois saisis vers les sites intermédiaires
- 005-2-1-3 Transporter vers les sites finales
- 005-2-1-4 Mettre en vente les bois saisis par appel d'offre international

005-2-2 Nombre de rondins de bois de rose et bois d'ébène sécurisés **Nombre** **1340** **1340** **93000** **93000**

- 005-2-2-1 Marquer les BDR saisis
- 005-2-2-2 Sécuriser les bois saisis vers les sites intermédiaires
- 005-2-2-3 Transporter vers les sites finales
- 005-2-2-4 Mettre en vente les bois saisis par appel d'offre international

005-3 Fusionner les Informations maritimes

005-3-1 Nombre des trafics illicites des ressources naturelles réduits **Nombre** **10** **10** **5** **5**

- 005-3-1-1 Fournir des informations auprès des départements concernés

005-3-2 Nombres des bateaux Pêcheurs arrêtés **Nombre** **4** **4** **3** **1**

- 005-3-2-1 Fournir des informations auprès des départements concernés

005-3-3 Réduire la pollution en mer **%** **10** **10** **25** **30**

- 005-3-3-1 Fournir des informations auprès des départements concernés

005-3-4 Nombre des pays reconnaissant le centre Régional d'excellence **Nombre** **4** **4** **5** **7**

- 005-3-4-1 Assister à des conférences et ateliers Internationales sur les informations maritimes

005-4 Renforcer la capacité institutionnelle en matière de défense des droits de l'homme

005-4-1 Nombre des outils et instruments de protection des droits de l'homme conçus **Nombre** **2** **2** **2** **2**

- 005-4-1-1 Renforcer de dispositif institutionnel

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

05 PRIMATURE

050 PRIMATURE

005 Administration et Coordination

- 005-4-1-2 Entretien des relations de coopération avec les organisations nationales des droits de l'homme des autres pays, les réseaux des institutions nationales de droits de l'homme au niveau régional et international, les organisations régionales et interna
- 005-4-1-3 Inciter les organes compétents de l'Etat à soumettre à temps les rapports que le Madagascar doit présenter aux organes conventionnels et comités des Nations Unies ainsi qu'au mécanisme régionaux des droits de l'homme, en application de ses obligatio
- 005-4-1-4 Encourager les organes compétents de l'Etat à ratifier les conventions internationales relatifs à des conventions internationales relatifs des droit de l'homme et veiller à leur mise en oeuvre dans l'ordre juridique interne ;
- 005-4-1-5 Contribuer à l'harmonisation des lois, règlements et pratique en vigueur sur le plan national avec les instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme ratifié par Madagascar et s'assurer de leur mise en oeuvre effective ;

005-5 Plaidoyer et assurer la visibilité de Madagascar sur les droits de l'homme

005-5-1 Un état des lieux périodique effectué (Oui=1/Non=0) Logique 1 1 1 1

- 005-5-1-1 Prévenir la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, conformément aux normes universelles, régionales ou nationales pertinentes ;
- 005-5-1-2 Fournir à titre consultatif au Gouvernement, au Parlement, soit à la demande des autorités concernées, soit en usant de sa faculté d'autosaisine, des avis, recommandations stratégiques concernant toutes les questions relatives à la promotion et à la p

005-6 Sensibiliser sur les droits de l'homme

005-6-1 Nombre d'acteurs ayant reçu un renforcement des capacités Nombre 50 50 100 150

- 005-6-1-1 Assurer la promotion de droit de la femme et de l'enfant à travers notamment : l'éducation, l'information et la communication ;
- 005-6-1-2 Apporter ou faciliter l'assistance judiciaire aux victimes des violations des droit de l'homme en particulier les femmes et les enfants et les personnes vulnérables ;
- 005-6-1-3 Proposer et appuyer des avis et recommandations aux acteurs publics sur des questions touchant les droits de l'homme

005-7 Réduire le phénomène de la traite des personnes nationale et transnationale

005-7-1 Nombre de campagne de sensibilisation réalisé Nombre 3 3 3 5

- 005-7-1-1 Renforcer la capacité de la Société Civile et des médias en matière d'information publique, de sensibilisation et d'interpellation en matière de traite
- 005-7-1-2 Sensibiliser les personnels des structures identifiés sur les besoins spécifiques des victimes de la traite

005-8 Rendre effective l'identification, la protection et la prise en charge des victimes de traite des personnes

005-8-1 Nombre d'outils à des fins d'assistance Nombre 2 2 2 3

- 005-8-1-1 Renforcer des systèmes de contrôle interne des services exposés à la corruption liée à la traite au niveau des ministères concernés

005-9 Poursuivre et juger l'ensemble des auteurs de crime de traite

005-9-1 Nombre d'instruments de coopération judiciaire soutenus par Madagascar (SADC, COI, UA) Nombre 2 2 2 2

- 005-9-1-1 Elaborer et mettre en oeuvre la procédure standard d'assistance au retour des victimes

402 Développement rural

402-1 Assurer le pilotage et le suivi de la mise en oeuvre des politiques et stratégies du secteur agricole et rural

402-1-1 Nombre de l'entité nationale (PADR) redynamisée et assurée pleinement sa mission Nombre 0 4 4 0

- 402-1-1-1 Organiser des réunions de redynamisation du PADR

402-1-2 Nombre de mise à jour et suivi de document national de référence en matière de développement rural (PNDR) Nombre 0 1 1 0

- 402-1-2-1 Mettre à jour le document PNDR

402-1-3 Nombre des informations sur le développement rural au niveau national partagées à travers le « Bulletin du PADR » Nombre 2 4 4 4

- 402-1-3-1 Elaborer et diffuser des « Bulletin du PADR »

402-1-4 Nombre des matinées d'animation thématique sur le développement rural organisées Nombre 9 10 10 10

- 402-1-4-1 Organiser des matinées d'animation thématiques relatives aux politiques et stratégies de développement rural

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

05 PRIMATURE

050 PRIMATURE

402 Développement rural

402-2 Contribuer à la prise de décision concernant la filière riz

402-2-1 *Nombre des décideurs pour le redressement de l'économie nationale, en matière de riz, qui auront des informations à jour et constantes à travers des "Notes de conjonctures" et d'aide à la prise de décision élaborées par l'Odr* **Nombre** 2 5 5 5

402-2-1-1 Elaborer des « notes de conjonctures »

402-2-2 *Nombres des informations sur le prix du riz et des produits vivriers partagées à tous les acteurs hebdomadairement* **Nombre** 52 52 52 52

402-2-2-1 Collecter et diffuser des informations sur le Riz "Infos hebdo"

402-2-3 *Nombre des analyses bimestrielles de la situation du marché du riz au niveau national et international élaborées et diffusés aux acteurs de la filière riz* **Nombre** 2 6 6 6

402-2-3-1 Elaborer et diffuser des bulletins « horizon »

402-2-4 *Nombres des réunions de concertation publique-privée pour le pilotage de la filière riz organisées et participées* **Nombre** 4 4 4 4

402-2-4-1 Participer/organiser des réunions de concertation publique-privée pour le pilotage de la filière riz

402-3 Mesurer, évaluer et suivre les impacts des programmes sectoriels sur les ménages ruraux

402-3-1 *Nombre des décideurs et acteurs du développement rural bien informés sur l'évolution des conditions de vie des ménages ruraux à travers les suivis effectués au niveau des observatoires ruraux* **Nombre** 4 6 6 6

402-3-1-1 Organiser des enquêtes et analyses des données sur les ménages ruraux

402-3-2 *Nombre des analyses thématiques relatifs aux réalités rurales et au développement rural élaborées et diffusées auprès des acteurs du développement rural* **Nombre** 1 2 2 2

402-3-2-1 Elaborer et diffuser des bulletins « petit-bôbs »

403 Nutrition et Sécurité Alimentaire

403-1 Améliorer la nutrition et la sécurité alimentaire

403-1-1 *Nombre d'enfants touchés par les programmes de nutrition* **Nombre** 105100 105100 120000 150000

403-1-1-1 Mobiliser des ressources nationales et internationales

403-1-1-2 Planifier et programmer les stratégies du secteur nutrition

403-1-2 *Nombre de sites PNNC opérationnels* **Nombre** 4205 4205 4500 6924

403-1-2-1 Améliorer la qualité de service au niveau des sites communautaires

403-1-2-2 Assurer la surveillance et promotion de croissance des enfants de moins de 5 ans

403-1-3 *Nombre d'écoles touchés par les activités de nutrition* **Nombre** 2500 2500 2600 2720

403-1-3-1 Renforcer les activités de nutrition au niveau des écoles

403-1-4 *Nombre de campagnes de communication réalisées* **Nombre** 44 44 46 46

403-1-4-1 Développer la communication sociale sur la nutrition

403-2 Réduire la malnutrition aigue sévère chez les enfants de moins de 5 ans

403-2-1 *Nombre d'enfants sévèrement malnutris pris en charge dans les CRENI/CRENAS* **Nombre** 7500 7500 7700 7900

403-2-1-1 Assurer la prise en charge des enfants atteints de la malnutrition aigüe sévère

403-3 Réduire la proportion de la population victime de l'insécurité alimentaire

403-3-1 *Nombre des ménages ayant bénéficié le programme de sécurité alimentaire* **Nombre** 250000 250000 260000 280000

403-3-1-1 Assurer une meilleure accessibilité alimentaire des ménages vulnérables

403-3-1-2 Renforcer la Sécurité Alimentaire des Ménages

403-4 Assurer la sécurité alimentaire et la reconstruction post catastrophe

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

05 PRIMATURE

050 PRIMATURE

403 Nutrition et Sécurité Alimentaire

403-4-1 *Nombre des ménages bénéficiant d'une assistance alimentaire en cas d'urgence* **Nombre** **25000** **25000** **26000** **27000**
 403-4-1-1 Contribuer aux réponses aux urgences

403-5 Contribuer à la préservation des infrastructures critiques et à la réduction de la vulnérabilité des ménages dans les zones ciblées

403-5-1 *Infrastructures de base communautaires réhabilitées ou reconstruites* **Nombre** **20** **20** **20** **20**
 403-5-1-1 Réhabiliter et reconstruire les infrastructures de base

403-5-2 *Hommes-jour créés* **Nombre** **118149** **118149** **118149** **118149**
 403-5-2-1 Argent Contre Travail (HIMO)

403-6 Mettre en oeuvre des filets de sécurité sociaux ou Protection Sociale à l'endroit des couches de la population pauvres et vulnérables dans les régions victimes de l'invasion acridienne,

403-6-1 *Nombre de ménages bénéficiaires* **Nombre** **5000** **5000** **5000** **5000**
 403-6-1-1 Transferts monétaires conditionnels

403-6-2 *Hommes-jour créés* **Nombre** **157400** **157400** **157400** **157400**
 403-6-2-1 Argent Contre travail

403-6-3 *Superficie pourvue du service de l'irrigation et de drainage* **Ha** **15670** **15670** **15670** **15670**
 403-6-3-1 Réhabiliter et reconstruire les micro périmètres irrigués

403-6-4 *Nombre des bénéficiaires directs du Projets* **Nombre** **81350** **81350** **81350** **81350**
 403-6-4-1 Bénéficiaire des petites infrastructures de stockage dans les communes

802 Solidarité nationale

802-1 Assurer la prévention, le suivi, la réaction rapide et l'atténuation de l'impact des catastrophes sur la population

802-1-1 *Taux des vulnérabilités relatives aux risques* **%** **5** **3** **2** **0**
 802-1-1-1 Organiser des formations et sensibilisations en matière de normes de constructions et réhabilitation anticyclonique des infrastructures
 802-1-1-2 Organiser des formations et sensibilisations en matière de prévention des catastrophes et d'intégration de la Réduction des Risques et des Catastrophes dans le programme de développement

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

06 FILANKEVITRY NY FAMPIHAVANANA MALAGASY

060 RECONCILIATION MALAGASY

057 Administration et Coordination

057-1 Promouvoir une administration efficace et efficiente

057-1-1	Delai de traitement des dossiers	Jours	6	15	15	15
057-1-1-1	Recruter des agents administratifs et techniques					
057-1-1-2	Acquérir des matériels administratifs et techniques					
057-1-1-3	Mettre en place une structure de sécurisation répondant aux besoins de l'institution					
057-1-1-4	Former et informer les membres du FFM sur la préparation et l'exécution du budget					

823 Réconciliation Nationale

823-1 Résoudre les conflits politiques de 2002 à 2009

823-1-1	Taux de resolution des conflits	%	80	25	75	100
823-1-1-1	Organiser des rencontres-négociation entre différents groupes politiques afin de réconcilier les acteurs politiques					
823-1-1-2	Organiser des rencontres négociation entre différents groupes économiques, sociaux et culturels afin de réconcilier les acteurs économiques, sociaux et culturels					
823-1-1-3	Organiser des rencontres-négociations au niveau des forces armées afin de réconcilier les armées					

823-4 Promouvoir la refondation de la Nation

823-4-1	Taux d'effectivité des travaux	%	50	25	75	100
823-4-1-1	Mettre en place une Commission de refondation					
823-4-1-2	Définir les structures à mettre en place					
823-4-1-3	Mettre en place les structures					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

07 COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE

070 ELECTIONS

060 Administration et Coordination

060-1 Assurer l'indépendance, l'opérationnalité et le professionnalisme de la CENI et renforcer les capacités des acteurs

Code	Description	Unités	2016	2017	2018	2019
060-1-A	Taux de réalisation de l'informatisation de la CENI	Pourcentage	60	90	100	100
060-1-A-1	Informatiser la gestion au sein de la CENI (gestion financière, gestion du personnel, gestion des stocks, gestion de la documentation, et gestion de l'approvisionnement)					
060-1-B	Disponibilité d'un récépissé de dépôt auprès de l'OMDA	Nombre	1	0	0	0
060-1-B-1	Protéger le droit de propriété intellectuelle du logiciel de la CENI en matière d'élections					
060-1-C	Pourcentage des systèmes d'exploitation régularisés	Pourcentage	70	100	100	100
060-1-C-1	Régulariser les systèmes d'exploitation des données de la CENI					
060-1-D	Taux d'effectivité de l'optimisation du SGBD	Pourcentage	100	100	100	100
060-1-D-1	Optimiser le Système de Gestion de Base de Données de la CENI					
060-1-E	Effectivité de l'optimisation de la connexion internet	Nombre	1	1	1	1
060-1-E-1	Optimiser la connexion Internet de la CENI					
060-1-F	Pourcentage des OSC ayant reçu des renforcements de capacité en matière d'éducation électorale et d'observation des élections	Pourcentage	50	80	100	100
060-1-F-1	Organiser des ateliers de formation des OSC en matière d'éducation électorale et d'observation des élections					
060-1-G	Pourcentage de zonage effectué	Pourcentage	75	90	100	100
060-1-G-1	Organiser des réunions d'échange pour le zonage des interventions des OSC					
060-1-1	Taux d'exécution du budget de fonctionnement	Pourcentage	90	98	98	100
060-1-1-1	Elaborer et exécuter un Budget de Programme relatif au Plan de Travail Pluriannuel (PTP) et aux Plans de Travail Annuel de la CENI					
060-1-1-2	Prendre en charge les dépenses de fonctionnement de la CENI et de ses démembrements					
060-1-1-3	Prendre en charge le personnel de la CENI et de ses démembrements (salaires, indemnités et charges sociales)					
060-1-2	Taux d'acquisition de mobiliers et de matériels acquis	Pourcentage	70	90	100	100
060-1-2-1	Acquérir des matériels(matériels techniques, matériels informatiques) et des mobiliers de bureau pour la CENI					
060-1-3	Pourcentage de véhicules acquis et entretenus	Pourcentage	100	0	0	0
060-1-3-1	Renover le parc automobile et entretenir les véhicules existants de la CENI					
060-1-4	Taux de réalisation d'aménagement des bureaux	Pourcentage	100	0	0	0
060-1-4-1	Aménager les bureaux du bâtiment A de la CENI et cloisonner les bureau par service					
060-1-5	Taux de réalisation d'aménagement du local pour centre de documentation	Pourcentage	100	0	0	0
060-1-5-1	Aménager et/ou construire un local pour les archives et la documentation de la CENI					
060-1-6	Taux de réalisation PTA	Pourcentage	90	100	100	100
060-1-6-1	Elaborer et mettre en oeuvre un document de planification stratégique (PTP et PTA annuels) pour la CENI					
060-1-6-2	Organiser des Team Building trimestriels pour les revues périodiques des activités de la CENI					
060-1-7	Pourcentage des démembrements opérationnels	Nombre	80	100	100	100
060-1-7-1	Mettre en place et opérationnaliser tous les démembrements de la CENI (CEP et CED)					
060-1-8	Taux de réalisation des formations prévues dans le PTA en matière d'administration, de gestion et de planification	Pourcentage	70	100	100	100
060-1-8-1	Organiser des formations du personnel de la CENI et de ses démembrements en matière d'administration, des gestion et de planification stratégique					
060-1-9	Disponibilité du centre de documentation et d'archives de la CENI	Pourcentage	1	1	1	1
060-1-9-1	Organiser des formations du personnel de la CENI et de ses démembrements en matière d'administration, de gestion, et de planification stratégique					

126 Mise en Oeuvre du Processus Electoral

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

07 COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE

070 ELECTIONS

126 Mise en Oeuvre du Processus Electoral

126-1 Préparer et organiser des élections fiables, crédibles, transparentes, et acceptées par tous

Code	Description	Unités	2016	2017	2018	2019
126-1-A	Disponibilité des protocoles d'accord	Nombre	50	100	0	0
126-1-A-1	Elaborer des protocoles d'accord entre la CENI et les acteurs liés au processus électoral					
126-1-B	Taux d'exhaustivité de la liste électorale	Pourcentage	75	85	97	100
126-1-B-1	Faciliter la vérification et la manipulation de la liste électorale					
126-1-C	Nombre de textes adoptés	Pourcentage	0	1	7	10
126-1-C-1	Améliorer le système d'administration des bureaux de vote					
126-1-D	Pourcentage d'électeurs votant avec la carte d'électeur	Pourcentage	0	0	90	0
126-1-D-1	Améliorer les modalités de distribution des cartes d'électeur					
126-1-E	Disponibilité d'un protocole d'accord	Pourcentage	1	0	0	0
126-1-E-1	Actualiser et renforcer le protocole d'accord sur la sécurisation maximale des élections					
126-1-F	Disponibilité de plan d'activités par type de scrutin	Nombre	1	1	1	1
126-1-F-1	Etablir des plans d'activités logistiques opérationnels pour les différents types de scrutin					
126-1-G	Taux d'acquisition des moyens logistiques standards et de moyens spécifiques à chaque type d'opérations	Pourcentage	50	70	90	100
126-1-G-1	Mettre à la disposition des moyens logistiques standards et des moyens spécifiques à chaque type d'opérations					
126-1-H	Taux de réalisation de la conception	Pourcentage	70	100	0	0
126-1-H-1	Conception de nouveaux imprimés faciles à maîtriser					
126-1-J	Taux de participation au scrutin	Pourcentage	0	0	100	100
126-1-J-1	Préparer et organiser les scrutins					
126-1-1	Récueil des textes législatifs et réglementaires régissant les élections	Pourcentage	1	0	0	0
126-1-1-1	Organiser des séances de travail avec les parties prenantes pour l'éclaircissement et l'harmonisation de tous les textes liés à l'organisation des élections					
126-1-1-2	Mettre en place des structures de concertation avec tous les acteurs en vue de les mobiliser pour l'opportunité et la stabilité de l'encadrement juridique des élections					
126-1-1-3	Organiser des séances de travail thématiques sur les fraudes électorales, corruption et financement des partis politiques					
126-1-2	Protocole d'accord avec les organes de contrôle	Pourcentage	1	1	1	1
126-1-2-1	Mettre en place un cadre de partenariat avec les organes de contrôle de l'Administration (BIANCO, SAMIFIN)					
126-1-3	Effectivité de la mise en place d'un mécanisme de suivi-évaluation du processus électoral	Pourcentage	1	1	1	1
126-1-3-1	Mettre en place un système de suivi-évaluation du processus électoral (indicateurs, canevas de rapports)					
126-1-4	Taux de réalisation des formations sur le processus électoral	Pourcentage	70	100	100	100
126-1-4-1	Elaborer et mettre en oeuvre des programmes de formation et d'encadrement du personnel de la CENI et des acteurs en matière de connaissances du processus électoral					
126-1-5	Taux de réalisation des activités de sensibilisation et de communication	Pourcentage	80	100	100	100
126-1-5-1	Sensibiliser et communiquer les activités relatives au processus électoral					
126-1-6	Taux de réalisation la mise en oeuvre des procédures de la RALE	Pourcentage	100	100	100	100
126-1-6-1	Mettre en oeuvre des procédures de révision annuelle de la Liste Electorale					
126-1-7	Pourcentage de supervision effectuée	Pourcentage	100	100	100	100
126-1-7-1	superviser les RALE					
126-1-8	Taux de réalisation de la mise en oeuvre de la refonte partielle de la LE	Pourcentage	25	75	100	100
126-1-8-1	Mettre en oeuvre d'une refonte partielle de la liste électorale					
126-1-9	Disponibilité du programme de renforcement du système d'identification des citoyens en âge de voter	Nombre	1	0	0	0
126-1-9-1	Organiser des séances de travail avec le Gouvernement un programme de renforcement du système d'identification et d'enregistrement dans la liste électorale des citoyens en âge de voter					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

07 COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE

070 ELECTIONS

825 Education Electorale et Communication

825-1 Elaborer et mettre en œuvre une stratégie nationale d'éducation électorale et une stratégie nationale de communication

Code	Description	Unités	2016	2017	2018	2019
825-1-1	Disponibilité d'un contrat de consultance signé	Nombre	1	0	0	0
825-1-1-1	Recruter des consultants Nationaux/Internationaux pour l'élaboration des stratégies					
825-1-2	Effectivité des ateliers	Pourcentage	1	0	0	0
825-1-2-1	Organiser un atelier d'élaboration et de validation de la stratégie nationale d'éducation électorale					
825-1-3	Disponibilité de plans de communication	Nombre	2	0	0	0
825-1-3-1	Elaborer et valider des plans de communication de la CENI					
825-1-4	Taux de réalisation des activités d'incitation des citoyens à la participation au processus électoral	Pourcentage	70	90	100	100
825-1-4-1	Organiser des activités de veille sur l'importance et les conséquences de la participation au processus électoral.					
825-1-5	Taux de réalisation des activités d'éducation électorale en partenariat avec les acteurs concernés	Pourcentage	25	75	100	100
825-1-5-1	Développer des partenariats en matière d'éducation électorale .					
825-1-6	Taux d'acquisition des moyens et des outils adéquats pour l'éducation électorale et la communication	Pourcentage	25	75	100	100
825-1-6-1	Mettre à disposition de moyens et d'outils adéquats permettant aux responsables des démembrements d'accéder aux zones éloignées et enclavées					
825-1-7	Taux de réalisation des activités de communication	Pourcentage	70	90	100	100
825-1-7-1	Mettre en œuvre des plans de communication de la CENI					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

11 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

110 AFFAIRES ETRANGERES

006 Administration et Coordination

006-1 Promouvoir les moyens appropriés aux services centraux

006-1-1	Agents formés	Nombre	40	20	30	40
006-1-1-1	Former des agents de tous corps					
006-1-2	Bâtiments dignes d'un département chargé de la diplomatie	%	100	50	75	100
006-1-2-1	Procéder à la réhabilitation et/ou extension des locaux du département central					
006-1-3	Parcs automobiles et informatiques convenables au service de la diplomatie	%	100	50	75	100
006-1-3-1	Rénover des parcs automobiles et informatiques					
006-1-4	Réseaux informatiques de technologie avancée et à très haut débit	%	100	50	75	100
006-1-4-1	Installer des réseaux informatiques susceptibles d'améliorer la communication entre le ministère central et les REPERMAD					
006-1-5	Autres institutions étatiques et collectivités décentralisées ayant la notion pratique protocolaires	Nombre	22	11	15	22
006-1-5-1	Appuyer les institutions étatiques et collectivités décentralisées en matière de pratique protocolaire					

006-2 Promouvoir la standardisation des services publics

006-2-1	Efficacité de l'Etat de la Banque Mondiale	%	60	30	45	60
006-2-1-1	Améliorer la gestion des relations avec les bailleurs de fonds et les partenaires techniques					

601 Diplomatie et Coopération

601-1 Renforcer la place de Madagascar au sein des instances multilatérales

601-1-1	Réunions et séminaires statutaires et extraordinaires multilatéraux assistés par les dirigeants et responsables malgaches	Nombre	10	5	7	10
601-1-1-1	Participer de façon optimale aux réunions statutaires internationales multilatérales auxquelles Madagascar est membre					
601-1-2	Nombre des organisations internationales multilatérales dans lesquelles Madagascar est élu membre de bureau non permanent	Nombre	2	1	2	2
601-1-2-1	Participer aux différentes rencontres internationales multilatérales					
601-1-3	Conférences, ateliers ou séminaires internationaux multilatéraux tenus à Madagascar	Nombre	2	1	2	2
601-1-3-1	Organiser à Madagascar des conférences, ateliers ou séminaires internationaux multilatéraux					
601-1-4	Conventions signées dans le cadre de la coopération multilatérale ratifiées	Nombre	4	2	3	4
601-1-4-1	Elaborer des dossiers de conventions internationales multilatérales en vue de ratification					
601-1-5	Rapports initiaux et périodiques soumis aux instances multilatérales	Nombre	2	1	2	2
601-1-5-1	Rédiger et soumettre de rapports initiaux et périodiques aux instances multilatérales					
601-1-6	Visites officielles à Madagascar des responsables des instances multilatérales	Nombre	2	1	2	2
601-1-6-1	Organiser à Madagascar des visites des responsables de différentes organisations internationales multilatérales					

601-2 Accroître les domaines de la coopération bilatérale

601-2-1	Rencontres internationales bilatérales assistées par les dirigeants et responsables malgaches	Nombre	12	6	9	12
601-2-1-1	Participer aux manifestations internationales bilatérales auxquelles Madagascar est invité					
601-2-2	Visite officielle des responsables malgaches dans les pays partenaires	Nombre	12	6	9	12
601-2-2-1	Organiser des visites officielles des dirigeants et responsables malgaches dans les pays partenaires					
601-2-3	Visites officielles à Madagascar des responsables des pays partenaires	Nombre	20	10	15	20
601-2-3-1	Inviter pour des visites officielles à Madagascar des dirigeants et responsables des pays partenaires					
601-2-4	Accords de coopération bilatérale signés	Nombre	8	4	6	8
601-2-4-1	Mener une tractation en vue d'attirer les nouveaux partenaires bilatéraux					

601-3 Encourager les travaux de promotion Madagascar aux fora africains

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	LFR	2016	2017	2018	2019
11	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES					
110	AFFAIRES ETRANGERES					
601	Diplomatie et Coopération					
601-3-1	Niveau de renforcement de la place de Madagascar au sein des fora africains avec les organisations et/ou pays émergents	Niveau	6	3	5	6
601-3-1-1	Participer aux manifestations dans le cadre des fora impliquant l'Afrique auxquels Madagascar est invité					
601-4	Relancer le partenariat économique public privé					
601-4-1	Réunions statutaires et extraordinaires des organisations économiques internationales assistées par les dirigeants et responsables malgaches	Nombre	3	1	2	3
601-4-1-1	Participer de façon optimale aux réunions statutaires des organisations internationales économiques auxquelles appartient Madagascar					
601-4-2	Manifestations économiques internationales tenues à Madagascar	Nombre	2	1	2	2
601-4-2-1	Organiser avec d'autres entités responsables à Madagascar des manifestations économiques assurant la promotion au niveau international					
601-4-3	Manifestations économiques internationales privées assistées par les responsables et opérateurs privés malgaches	Nombre	4	2	3	4
601-4-3-1	Rechercher des manifestations économiques au niveau international et y participer avec le concours des partenaires nationaux (public-privé)					
601-4-4	Agents par Ambassade formés en questions économiques et commerciales	Nombre	24	12	18	24
601-4-4-1	Responsabiliser les REPEXMAD à exécuter les projets et objectifs définis depuis la capitale (MAE et autres entités concernées)					
601-4-5	Système de travail viable entre le MAE et les autres départements publics et parapublics mis en place et fonctionnel	%	100	50	75	100
601-4-5-1	Collaborer avec les ministères techniques au sein des plateformes dans le cadre de la conception et de la négociation des programmes et des projets					
601-4-6	Partenariat économique répondant aux besoins sectoriels prioritaires préétablis par les départements ministériels et autres entités parapubliques	%	100	50	75	100
601-4-6-1	Appuyer la recherche de partenaires économiques et échanges de missions économiques					
601-4-7	Accès des collectivités décentralisées aux investissements directs étrangers	Nombre	120	60	90	120
601-4-7-1	Assister et appuyer les collectivités décentralisées à la recherche de partenariat et d'investissements étrangers					
601-4-8	Agent central du MAE ayant suivi de la formation en économie, commerce et négociation internationale	Nombre	5	2	3	5
601-4-8-1	Organiser des formations et renforcer la capacité des cadres du MAE					
601-4-9	Système d'intelligence économique malgache refondu, mis en place et fonctionnel	Nombre	4	2	3	4
601-4-9-1	Organiser des contacts, réunions avec d'autres entités publiques adéquates intéressées à la refonte du système d'intelligence économique à l'échelle interne et articulé vers l'extérieur					
601-5	Optimiser l'appartenance de Madagascar aux différentes organisations régionales					
601-5-1	Réunions statutaires et extraordinaires des organisations régionales assistées par les dirigeants et responsables malgaches	Nombre	12	6	9	12
601-5-1-1	Participer de façon optimale à toutes les réunions statutaires et extraordinaires des organisations régionales auxquelles Madagascar est membre					
601-5-2	Projets ou programmes issus des conventions régionales réalisés à Madagascar	Nombre	50	20	30	50
601-5-2-1	Mener un suivi de la mise en oeuvre des décisions prises lors de réunions des organisations régionales					
601-5-3	Réunions et/ou d'autres événements régionaux tenus à Madagascar	Nombre	6	3	5	6
601-5-3-1	Organiser à Madagascar des réunions ou d'autres événements régionaux					
601-5-4	Visites officielles des instances régionales programmées dans le cadre de la coopération régionale effectuées à Madagascar	Nombre	6	3	5	6

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

11 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

110 AFFAIRES ETRANGERES

601 Diplomatie et Coopération

601-5-4-1 Inviter pour visite officielle à Madagascar des dirigeants et responsables de différentes organisations régionales

601-5-5	Accords signés dans le cadre de la coopération régionale ratifiés	Nombre	12	6	9	12
---------	---	--------	----	---	---	----

601-5-5-1 Elaborer des dossiers de ratification des accords signés issus de réunions des organisations régionales

601-6 Promouvoir l'image de la diplomatie malgache dans les services extérieures

601-6-1	Travaux effectués	%	100	50	75	100
---------	-------------------	---	-----	----	----	-----

601-6-1-1 Améliorer la gestion des structures extérieures

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

12 MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

122 DEFENSE ET SECURITE

007 Administration et Coordination

007-1 Maintenir une capacité organisationnelle adéquate

007-1-1	Taux de réalisation des activités relatives aux affaires générales et techniques.	%	75	85	85	90
007-1-1-A	Perpétuer et sauvegarder la mémoire aux Anciens Combattants et Victimes de Guerres					
007-1-1-1	Formaliser les prospectives et internaliser les décisions en matière de politique de défense					
007-1-1-2	Assurer l'Administration générale et technique du Ministère					
007-1-1-3	Assurer la coordination générale des projets					
007-1-1-4	Assurer la gestion des ressources humaines					
007-1-1-5	Assurer la gestion administrative et financière					
007-1-1-6	Programmer, préparer et exécuter des commandes publiques					
007-1-1-7	Gérer l'information et la communication militaire					
007-1-1-8	Assurer la coordination des activités sportives et culturelles					
007-1-1-9	Animer la restauration et la sauvegarde des normes Ethiques et Déontologiques					

103 Pilotage de la politique de défense

103-1 Concevoir les stratégies d'adaptation continue de notre Défense Nationale à son contexte

103-1-1	Taux de réalisation des activités de planification et opération de défense	%	50	80	80	85
103-1-1-1	Coordonner les activités de planification et des opérations de défense					
103-1-1-2	Superviser les opérations de défense militaire et de défense civile					
103-1-1-3	Procéder aux études et planification de Défense					
103-1-1-4	Superviser les infrastructures de Défense et les domaines					
103-1-1-5	Superviser les systèmes informatiques de Défense et télécommunications					
103-1-1-6	Assurer la gestion de la logistique et des matériels stratégiques					
103-1-2	Taux de réalisation des activités des organismes de défense	%	75	75	75	85
103-1-2-1	Coordonner les soutiens à la conception des stratégies de Défense Nationale					
103-1-2-2	Superviser les services de santé militaire					
103-1-2-3	Perpétuer et sauvegarder la mémoire aux Combattants Nationalistes					
103-1-2-4	Coordonner la sujétion au Service National et la gestion des Réserves					
103-1-2-5	Assurer la production et l'approvisionnement en munitions					
103-1-2-6	Assurer la formation des Elèves-Officiers					
103-1-2-7	Assurer la gestion hospitalière militaire					

123 ARMEE MALAGASY

008 Administration et Coordination

008-1 Disposer d'un soutien adéquat pour la préparation et l'emploi des Forces

008-1-1	Taux de satisfaction des droits individuels ou collectifs constatés initialement	%	50	80	85	90
008-1-1-1	Régir l'Intendance de l'Armée					
008-1-2	Taux de disponibilité pour emploi des infrastructures, équipements et matériels des unités opérationnelles	%	50	70	75	80
008-1-2-1	Superviser les infrastructures, les équipements et les matériels des unités opérationnelles					
008-1-3	Taux de réalisation des programmes de recrutement et de formation	%	75	90	90	95
008-1-3-1	Coordonner les recrutements et les formations					

104 Armée de Terre

104-1 Entretien l'opérationnalité permanente des Forces Terrestres

104-1-1	Appréciation de la réactivité des Forces Terrestres (base 100)	%	75	90	90	95
104-1-1-1	Entretien et déployer les Forces Terrestres					

105 Armée de l'Air

105-1 Entretien l'opérationnalité permanente des Forces Aériennes

105-1-1	Appréciation de la réactivité des Forces Aériennes (base 100)	%	75	90	90	95
105-1-1-1	Entretien et déployer les Forces Aériennes					

106 Marine Nationale

106-1 Entretien l'opérationnalité permanente des Forces Navales

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

12 **MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE**

123 **ARMEE MALAGASY**

106 **Marine Nationale**

106-1-1	Appréciation de la réactivité des Forces Navales (base 100)	%	75	90	90	95
106-1-1-1	Entretenir et déployer les Forces Navales					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

13 SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE CHARGE DE LA

130 GENDARMERIE NATIONALE

009 Administration et Coordination

009-1 Réhabiliter l'Administration et Instaurer l'autorité de l'Etat

009-1-1	Nombre des contrôles effectués	Nombre	1035	1165	1200	1200
009-1-1-1	Procéder à la coordination et au contrôle des activités sur le terrain					

009-2 Respecter l'Etat de droit et l'ordre public

009-2-1	Nombre de séance de sensibilisation	Nombre	2200	2400	2600	2600
009-2-1-1	Sensibiliser le personnel et les citoyens					
009-2-2	Taux de traitement des cas de corruption dénoncés	%	75	65	70	70
009-2-2-1	Assurer le traitement de dossiers mettant en cause le personnel GN en matière de corruption					

108 Intervention spéciale et/ou mixte

108-1 Respecter l'Etat de droit et l'ordre public

108-1-1	Nombre d'interventions de l'unité spéciale	Nombre	90	24	36	36
108-1-1-1	Assurer la lutte contre le vol de boeufs dans le grand sud					
108-1-2	Nombre de patrouille et d'intervention MO	Nombre	264	264	220	220
108-1-2-1	Mettre en oeuvre les dispositifs de gestion démocratique des foules					

121 Sécurité et ordre publics

121-1 Respecter l'Etat de droit et l'ordre public

121-1-A	Nombre de cas de trafic de stupéfiants	Nombre	94	0	0	0
121-1-A-1	Lutter contre le trafic de stupéfiants					
121-1-1	Nombre de TPG et POR	Nombre	17400	3200	3400	3400
121-1-1-1	Intensifier le nombre de sorties externes					
121-1-2	Nombre de surveillances routières effectuées	Nombre	3720	2100	2200	2200
121-1-2-1	assurer la sécurité routière					
121-1-3	Taux de diminution des cas de vol de boeufs	%	230	5	6	8
121-1-3-1	lutter contre le vol de boeufs					
121-1-4	Taux de diminution des cas d'actes de banditisme	%	18	5	6	8
121-1-4-1	Lutter contre les actes de banditisme					
121-1-5	Nombre d'opérations ponctuelles	Nombre	1473	132	132	132
121-1-5-1	mener des opérations de sécurisation					
121-1-6	Nombre d'individus arrêtés auteurs crimes et délits	Nombre	300	21800	22000	22000
121-1-6-1	Lutter contre la criminalité en général					
121-1-7	Nombre de cas de AB	Nombre	335	0	0	0
121-1-7-1	Lutter contre les actes de banditisme					
121-1-8	Nombre d'armes découvertes et saisies	Nombre	120	0	0	0
121-1-8-1	Lutter contre le trafic d'armes					
121-1-9	Nombre de cas de violation de sépulture	%	60	0	0	0
121-1-9-1	Lutter contre la violation de sépulture suivie de vol d'ossements humains					

121-2 Protéger, conserver et valoriser durablement le capital naturel et les écosystèmes

121-2-1	Nombre de surveillance côtière effectuée	Nombre	4000	180	200	200
121-2-1-1	Lutter contre l'exportation illicite des ressources naturelles					
121-2-2	Nombre d'individus arrêtés dans le cadre du trafic des ressources naturelles	Nombre	28	0	0	0
121-2-2-1	Déceler et démanteler les réseaux de trafiquants des ressources naturelles					

124 Normalisation des équipements et infrastructures

124-1 Réhabiliter le système sécuritaire du territoire et maritime

124-1-1	Nombre d'infrastructures construites et réhabilitées	Nombre	70	44	50	50
124-1-1-1	construire et rehabliler des infrastructures					
124-1-2	Taux de réalisation des matériels	%	55	75	80	80
124-1-2-1	acquérir de nouveaux matériels et équipements					
124-1-3	Taux de réalisation des matériels	%	70	0	0	0
124-1-3-1	Acquérir des nouveaux matériels et équipements					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	LFR	2016	2017	2018	2019
13	SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE CHARGE DE LA					
130	GENDARMERIE NATIONALE					
124	Normalisation des équipements et infrastructures					
124-1-4	Nombre de Postes avancés de surveillance côtière mis en place	Nombre	1	0	0	0
	124-1-4-1	Mettre en place des Postes avancés de surveillance côtière				
125	Formation					
125-1	Réhabiliter l'Administration et Instaurer l'autorité de l'Etat					
125-1-1	Nombre de formations et de recyclages effectués	Nombre	36	32	32	32
	125-1-1-1	Assurer la formation et le recyclage du personnel				
125-2	Respecter l'Etat de droit et l'ordre public					
125-2-1	Ratio GN/population	Nombre	1600	0	0	0
	125-2-1-1	Procéder au recrutement et à la formation des élèves gendarmes				

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	LFR	2016	2017	2018	2019
14	MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE DECENTRALISATION					
140	ADMINISTRATION DU TERRITOIRE					
010	Administration et Coordination					
010-1	Améliorer la gouvernance publique et la consolidation de la démocratie					
010-1-1	Structures déconcentrées et décentralisées opérationnelles	%	100	100	100	100
	010-1-1-1 Nommer des responsables aux postes vacants de structures déconcentrées et/ou décentralisées					
010-2	Restaurer l'autorité de l'Etat et la bonne gouvernance					
010-2-1	Cadres juridiques relatifs à la représentation de l'Etat réformés (textes règlementaires, outils de travail (1 :oui/0 :non))	Logique	1	1	0	0
	010-2-1-1 Concevoir et adopter des textes règlementaires					
	010-2-1-2 Asseoir l'autorité de l'Etat					
010-3	Renforcer l'efficacité et l'efficience de l'Administration du Territoire					
010-3-1	Nombre de rapports d'activités des Chefs de circonscription administrative centralisés et exploités	Nombre	100	100	100	100
	010-3-1-1 Exploiter les rapports d'activités des CIRAD					
010-3-2	Nombre de circonscriptions couvertes de réseau Internet et interconnectées	Nombre	100	100	110	120
	010-3-2-1 Étendre la zone couverture de réseau internet					
010-3-3	Effectifs des personnels dans chaque Circonscription Administrative étoffés	%	90	90	100	110
	010-3-3-1 Etoffer le nombre du personnel de l'Administration du Territoire					
010-3-4	Nombre de réunions des chefs des circonscriptions administratives avec les chefs des CTDs	Nombre	12	12	12	12
	010-3-4-1 Tenir des réunions					
010-3-5	Textes et instruments de clarification disponibles auprès de toutes les structures administratives et leurs mis en application	Nombre	400	400	500	600
	010-3-5-1 Doter de textes les structures					
010-4	Instaurer un environnement serein et favorable à la tenue des élections					
010-4-1	Cadre juridique en matière électorale élaboré (1:oui/0:non)	Logique	1	1	1	1
	010-4-1-1 Elaborer un cadre juridique en matière électorale					
010-4-2	Appui à la structure nationale indépendante chargée de l'organisation des opérations électorales assuré	%	100	100	100	100
	010-4-2-1 Appuyer la structure indépendante chargée de l'élection					
010-4-3	Protocole d'accord (entre MID et structures indépendantes) respecté	Nombre	1	1	1	1
	010-4-3-1 Etablir un protocole d'accord entre MID et la structure indépendante					
010-4-4	Réduction du non-respect des textes	%	100	100	100	100
	010-4-4-1 Contrôler l'application des textes électoraux					
010-4-5	Stratégie de Sécurisation électorale mise en place et mise en oeuvre	%	100	100	100	100
	010-4-5-1 Mettre en oeuvre une stratégie de sécurisation électorale					
109	Administration Territoriale					
109-1	Rétablir l'ordre et la sécurité publics					
109-1-1	Nombre de séances de travail effectuées	Nombre	1	1	1	1
	109-1-1-1 Tenir des séances de concertation et de coordination des actions en matière d'ordre et de sécurité publics					
109-2	Assainir et réviser les textes législatifs et règlementaires régissant l'ordre et la sécurité publics, l'OMC, l'armement, Dina, société de gardiennage privé					
109-2-1	Nombre de textes établis	Nombre	1	1	1	1
	109-2-1-1 Concevoir et adopter des textes règlementaires					
109-3	Contribuer à la lutte contre la prolifération d'armement					
109-3-1	Nombre d'armes recensées	Nombre	42000	42000	42500	42500

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	LFR	2016	2017	2018	2019
14	MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE DECENTRALISATION					
140	ADMINISTRATION DU TERRITOIRE					
109	Administration Territoriale					
	109-3-1-1	Recenser les armes en circulation				
109-4	Appuyer l'amélioration de la gestion administrative des bovidés					
109-4-1	Nombre de marchés contrôlés de bovidés contrôlés, visités	Nombre	4	4	5	5
	109-4-1-1	Contrôler les marchés de bovidés				
109-5	Gérer rationnellement la migration					
109-5-1	Districts contrôlés	Nombre	22	22	30	40
	109-5-1-1	Contrôler la migration				
109-5-2	Immigrés nouvellement enregistrés dans les stockages des données	Nombre	150	150	160	170
	109-5-2-1	Enregistrer les nouvelles données				
109-5-3	Réforme du cadre juridique sur la gestion des étrangers (1:oui/0:non)	Logique	1	1	1	1
	109-5-3-1	Apporter des réformes sur les textes relatifs à la gestion des étrangers				
109-5-4	Etrangers résidant à Madagascar enregistré	Nombre	2200	2200	2300	2500
	109-5-4-1	Enregistrer les nouvelles données				
202	Gestion des Risques et des Catastrophes					
202-1	Prioriser les actions de prévention et de réduction des risques et des catastrophes					
202-1-1	Nombre de Communes formées et redynamisées	Nombre	500	500	600	700
	202-1-1-1	Former les communes en GRC				
202-1-2	Nombre de Régions recyclées en Gestion des Risques et des Catastrophes	Nombre	12	12	18	24
	202-1-2-1	Former les régions en GRC				
202-1-3	Nombre de Districts recyclés en Gestion des Risques et des Catastrophes	Nombre	101	101	102	102
	202-1-3-1	Former les districts en GRC				
202-1-4	Nombre de Communes et Fokontany formées	Nombre	1000	1000	1200	1500
	202-1-4-1	Former les communes et les fokontany en GRC				
202-2	Améliorer la qualité des interventions					
202-2-1	Nombre de magasins régionaux approvisionnés	Nombre	7	7	12	15
	202-2-1-1	Approvisionner les magasins régionaux				
202-3	Augmenter la capacité de réponses aux catastrophes					
202-3-1	Nombre d'exercices effectuées	Nombre	10	10	10	10
	202-3-1-1	Former la population par des exercices de simulation				
202-3-2	Taux de couverture en intervention post-catastrophe: incendie	%	70	70	80	90
	202-3-2-1	Former la population en matière d'incendie				
202-3-3	Taux de couverture en intervention post-catastrophe: cyclones et inondations	%	70	70	80	100
	202-3-3-1	Former la population en matière d'inondation				
202-3-4	Taux de couverture en intervention post-catastrophe: sécheresse	%	50	50	70	90
	202-3-4-1	Former la population en matière de sécheresse				
202-4	Actualiser la Stratégie Nationale de Gestion des Risques et des catastrophes (SNGRC) face au changement climatique et aux risques industriels					
202-4-1	Taux de réalisation des travaux de mise à jour de la Stratégie de Gestion des Risques et des Catastrophes (SNGRC)	%	70	70	80	90
	202-4-1-1	Mettre à jour la SNGRC				
202-5	Réactualiser le système de gestion des risques et des catastrophes					
202-5-1	Nombre de plan de contingence mis à jour	Nombre	2	2	3	4
	202-5-1-1	Mettre à jour le plan de contingence				
202-5-2	Nombre de personnel recyclé	Nombre	40	40	50	60

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	LFR	2016	2017	2018	2019
14	MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE DECENTRALISATION					
140	ADMINISTRATION DU TERRITOIRE					
202	Gestion des Risques et des Catastrophes					
	202-5-2-1	Recycler le personnel				
202-6	Mettre en place un climat de collaboration favorable entre le BNGRC et les partenaires en matière de gestion des risques et des catastrophes					
	202-6-1	Nombre de protocole de collaboration signé et appliqué	1	1	1	1
	202-6-1-1	Adopter et signer les protocoles d'accord				
170	DECENTRALISATION					
044	Administration et Coordination					
044-1	Restaurer l'autorité de l'Etat et de la bonne gouvernance					
	044-1-1	Logiciels nécessaires créés et site Internet mis à jour et dynamique (1:oui/0:non)	1	1	1	1
	044-1-1-1	Créer les logiciels nécessaires, dynamiser et mettre à jour le site internet du Ministère				
	044-1-2	Plan de masse des locaux administratifs et indication des portes et des responsables respectifs mis en place (1:oui/0:non)	1	1	1	1
	044-1-2-1	Mettre en place un plan de masse				
	044-1-3	Procédures publiées et affichées	1	1	1	1
	044-1-3-1	Afficher et publier les procédures				
044-2	Renforcer l'efficacité et l'efficience de l'Administration du territoire					
	044-2-1	Nombre de formations des agents (former/recycler) dispensées	20	20	25	30
	044-2-1-1	Former les agents de l'Administration du territoire				
	044-2-2	Nombre d'agents formés (formation initiale et en alternance)	250	250	300	350
	044-2-2-1	Former les agents de l'Administration du territoire				
	044-2-3	Nombre d'agents formés (formations ponctuelles)	300	300	300	300
	044-2-3-1	Former les agents de l'Administration du territoire				
	044-2-4	Bâtiment, bureaux, alentours et sanitaires réhabilités	90	90	100	100
	044-2-4-1	Réhabiliter les bâtiments				
	044-2-5	Nombre de services dotés de matériels performants et suffisants	50	50	100	110
	044-2-5-1	Doter de matériels les services de l'Administration du territoire				
113	Développement des Collectivités Décentralisées					
113-1	Rétablir le fonctionnement du système de l'état-civil					
	113-1-1	Textes sur l'état-civil réformés (1:oui/0:non)	1	1	1	1
	113-1-1-1	Réformer les textes				
	113-1-2	Nombre de Communes touchées par les actions de sensibilisation	400	400	500	600
	113-1-2-1	Sensibiliser les communes				
	113-1-3	Nombre de jugements rendus	324500	324500	325000	325500
	113-1-3-1	Rendre des jugements supplétifs				
	113-1-4	Disponibilité d'imprimés et registres uniformisés (1:oui/0:non)	1	1	1	1
	113-1-4-1	Uniformiser les registres et imprimés				
	113-1-5	Contrôles et rapports effectués par les Chefs de Districts	1000	1000	1000	1000
	113-1-5-1	Contrôler l'Etat civil				
113-2	Promouvoir la décentralisation effective et la bonne gouvernance locale					
	113-2-A	CTDs accompagnées	250	250	300	400
	113-2-A-1	Accompagner les CTDs				
	113-2-B	FORA organisées	75	75	100	100
	113-2-B-1	Organiser des FORA				
	113-2-C	Rencontres organisées avec les intervenants (1:oui/0:non)	1	1	1	1

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

14 MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE DECENTRALISATION

170 DECENTRALISATION

113 Développement des Collectivités Décentralisées

113-2-C-1	Organiser des rencontres avec les intervenants				
113-2-D	Consultations régionales, nationales et proposition des orientations stratégiques (PN2D) (1:oui/0:non)	Logique	1	1	1
113-2-D-1	Opérationnaliser la PN2D				
113-2-1	Textes publiés (1:oui/0:non)	Logique	1	1	1
113-2-1-1	Publier les textes				
113-2-2	Nombre de comptes administratifs reçus	Nombre	1500	1500	1695
113-2-2-1	Contrôler l'envoi des comptes administratifs				
113-2-3	Taux d'engagement des transferts effectués	%	100	100	100
113-2-3-1	Assurer les transferts vers les collectivités				
113-2-4	Taux de collecte des taxes locales	%	20	20	40
113-2-4-1	Collecter les taxes locales				
113-2-5	Outils (plans de développement locaux) disponibles (1:oui/0:non)	Logique	1	1	1
113-2-5-1	Rendre disponible les outils nécessaires à l'élaboration des plans locaux				
113-2-6	Doléances réduites/usagers satisfaits	%	100	100	100
113-2-6-1	Instaurer la boîte de doléance				
113-2-7	Nombre de responsables des CTDs formés	Nombre	8000	8000	10000
113-2-7-1	Former les responsables des CTDs				

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

15 MINISTERE DE LA SECURITE PUBLIQUE

150 SECURITE PUBLIQUE

036 Administration et Coordination

036-1 Pourvoir une formation adéquate

036-1-1	Nombre d'élèves formés	Nombre	650	250	250	250
036-1-1-1	Former initialement des élèves commissaires, officiers, inspecteur et agents de Police dans les écoles de Police					
036-1-2	Nombre de policiers recyclés	Nombre	50	60	60	80
036-1-2-1	Renforcer les connaissances professionnelles des personnels de la Police Nationale					

120 Sécurité publique

120-1 Renforcer les capacités préventives

120-1-A	Nombre de moyens de locomotion acquis	Nombre	40	25	50	50
120-1-A-1	Acquérir d'autres moyens de locomotion					
120-1-B	Taux de couverture de réseaux internet pour la Police Nationale	%	45	0	0	0
120-1-B-1	Installer des réseaux internet dans les zones police					
120-1-1	Nombre de poste de police construits	Nombre	8	4	6	9
120-1-1-1	Construire des postes de Police					
120-1-2	Nombre de directions centrales construites	Nombre	0	0	1	1
120-1-2-1	Construire des bâtiments servant de directions centrales pour la Police Nationale					
120-1-3	Nombre de Camps des Forces d'Intervention de la Police Nationale construits	Nombre	0	0	1	1
120-1-3-1	Construire des camps pour les forces d'intervention de la Police Nationale					
120-1-4	Nombre de commissariats réhabilités	Nombre	15	5	10	10
120-1-4-1	Réhabiliter des bureaux et des logements de commissariats de police					
120-1-5	Nombre de matériels roulants acquis	Nombre	2	2	2	3
120-1-5-1	Acquérir des matériels roulants pour la Police Nationale					
120-1-6	Nombre de matériels techniques acquis	Nombre	30	10	15	15
120-1-6-1	Acquérir des matériels techniques pour la Police Nationale					
120-1-7	Nombre de matériels informatiques acquis	Nombre	40	12	25	33
120-1-7-1	Acquérir des matériels informatiques acquis					
120-1-8	Nombre d'Acquisition de matériels pour le maintien de l'ordre	Nombre	150	50	50	75
120-1-8-1	Acquérir des matériels pour le maintien de l'ordre					
120-1-9	Nombre de commissariats construits	Nombre	3	2	2	3
120-1-9-1	Construire des commissariats de Police					

120-2 Réprimer

120-2-1	Evolution du nombre d'accidents corporels dans les zones police	%	-15	-20	-17	-16
120-2-1-1	Diminuer les nombres d'accidents corporels par rapport au même moment n-1					
120-2-2	Evolution du nombre de crimes et délits constatés par rapport au nombre d'habitants dans les zones police (1000 citoyens)	%	-15	-19	-17	-15
120-2-2-1	Diminuer les nombres de crimes et délits					

120-3 Lutter contre les exportations illicites des ressources naturelles et les délinquances financières

120-3-1	Taux d'élucidation de délinquance :dont économiques et financières	%	90	25	65	90
120-3-1-1	Diminuer les nombres de dossiers en instance					

120-4 Lutter contre l'immigration clandestine

120-4-1	Nombre de passeports nationaux délivrés	Nombre	120000	25000	25000	45000
120-4-1-1	Délivrer les passeports ordinaires dans le temps					
120-4-2	Reconduction à la frontière	Nombre	70	15	15	30
120-4-2-1	Réduire le nombre d'étrangers en situation irrégulière dans notre territoire					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

16 MINISTERE DE LA JUSTICE

160 JUSTICE

012 Administration et Coordination

012-1 Elaborer et mettre en œuvre une politique de gestion des ressources humaines efficace

012-1-1	Nombre de sessions de formation continue	Nombre	10	0	0	0
012-1-1-1	Renforcer les capacités du personnel de la Justice ainsi que celles de ses partenaires					
012-1-2	Nombre de nouveaux postes budgétaires acquis	Nombre	540	0	0	0
012-1-2-1	Elaborer et mettre en œuvre la politique de recrutement					
012-1-3	Pourcentage des personnels touchés par la politique de rotation	%	12	0	0	0
012-1-3-1	Rationaliser la gestion des ressources humaines					

012-2 Mettre les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) au service de la modernisation de la Justice

012-2-1	Nombre de services judiciaires et pénitentiaires informatisés (gérés sous un logiciel)	Nombre	8	0	0	0
012-2-1-1	Poursuivre le déploiement des programmes d'informatisation					
012-2-2	Nombre de couvertures médiatiques réalisées sur les événements et activités en adéquation avec les thèmes et les domaines spécifiques du département de la Justice	Nombre	40	0	0	0
012-2-2-1	Assurer la visibilité de la politique et des activités du Ministère par une stratégie de communication adéquate					

012-3 Optimiser la gestion opérationnelle et patrimoniale du Département de la Justice

012-3-1	Taux d'exécution du budget du Ministère de la Justice	%	100	0	0	0
012-3-1-1	Assurer l'exécution du budget conformément aux priorités de l'Etat et du secteur de la Justice					
012-3-2	Nombre de Services FJPA mis en place et opérationnels	Nombre	6	0	0	0
012-3-2-1	Mettre en place une structure pour le recouvrement effectif des frais et dépens et amendes pénales au niveau des Cours et Tribunaux					
012-3-3	Taux de recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires prévues dans la Loi des Finances	%	30	0	0	0
012-3-3-1	Rendre effectif le recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires auprès des Cours et Juridictions					
012-3-4	Nombre de missions d'appui et de suivi des activités, projets et programmes du département de la Justice	Nombre	6	0	0	0
012-3-4-1	Normaliser le système de programmation et de suivi-évaluation des activités, projets et programmes du département de la Justice					

012-4 Poursuivre la lutte contre la corruption et la promotion de l'intégrité au sein de la Justice

012-4-1	Nombre de sites faisant l'objet de missions d'inspections, d'enquêtes administratives et d'audit	Nombre	10	0	0	0
012-4-1-1	Renforcer l'inspection, l'enquête administrative et l'audit auprès des Juridictions et Etablissements pénitentiaires					
012-4-2	Taux des doléances traités au niveau de la Direction de la Promotion de l'Intégrité	%	85	0	0	0
012-4-2-1	Promouvoir le concept de redevabilité de la justice					

012-5 Disposer des ressources humaines motivées, performantes et en nombre suffisant pour accompagner la modernisation de la Justice

012-5-1	Nombre de catégories de corps dont la base des données est disponible et à jour	Nombre	0	10	12	13
012-5-1-1	Améliorer la gestion de carrière et de compétence du personnel de la Justice					
012-5-2	Nombre de nouveaux personnels recrutés par voie de concours	Nombre	0	670	700	840
012-5-2-1	Renforcer l'effectif des personnels de la Justice					
012-5-3	Pourcentage des personnels touchés par la politique de rotation	%	0	12	12	12
012-5-3-1	Mettre en oeuvre la politique de rotation du personnel					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	LFR	2016	2017	2018	2019
16	MINISTERE DE LA JUSTICE					
160	JUSTICE					
012	Administration et Coordination					
012-6	Mettre les nouvelles technologies au service des réformes engagées au niveau de la Justice					
012-6-1	Nombre cumulé de services judiciaires et pénitentiaires informatisés (gérés sous un logiciel)	Nombre	0	12	16	20
012-6-1-1	Poursuivre le déploiement des programmes d'informatisation des services judiciaires et pénitentiaires					
012-6-2	Nombre d'évènements faisant l'objet de couvertures médiatiques	Nombre	0	50	50	50
012-6-2-1	Assurer la visibilité de la politique et des activités du Ministère par une stratégie de communication adéquate					
012-7	Instaurer la culture de performance dans la gestion opérationnelle et patrimoniale du Département de la Justice					
012-7-1	Pourcentage des indicateurs du document de performance atteints	%	0	70	80	90
012-7-1-1	Assurer la visibilité de la politique et des activités du Ministère par une stratégie de communication adéquate					
012-7-2	Nombre de Services FJPA mis en place et opérationnels	Nombre	0	20	25	30
012-7-2-1	Améliorer la cohérence entre la performance et la réalisation financière du Ministère de la Justice					
012-7-3	Taux de recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires prévues dans la Loi des Finances	%	0	70	80	90
012-7-3-1	Poursuivre la mise en place d'une structure pour le recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires auprès des Cours et Tribunaux					
012-7-4	Nombre de missions d'appui et de suivi des activités, projets et programmes du département de la Justice	Nombre	0	0	0	0
012-7-4-1	Rendre effectif le recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires auprès des Cours et Tribunaux					
012-8	Poursuivre la lutte contre la corruption et la promotion de l'intégrité au sein de la Justice					
012-8-1	Nombre de sites faisant l'objet de missions d'inspections, d'enquêtes administratives et d'audit	Nombre	0	0	0	0
012-8-1-1	Renforcer l'inspection, l'enquête administrative et l'audit auprès des Juridictions et Etablissements pénitentiaires					
012-8-2	Taux des doléances traités au niveau de la Direction de la Promotion de l'Intégrité	%	0	0	0	0
012-8-2-1	Promouvoir le concept de redevabilité de la justice					
111	Administration judiciaire					
111-1	Réduire le délai de traitement des dossiers					
111-1-1	Taux des dossiers jugés au niveau de la Cour de Cassation	%	40	0	0	0
111-1-1-1	Veiller à l'application effective des standards de services au niveau de la Cour de cassation					
111-1-2	Taux des dossiers jugés au niveau des Cours d'Appel	%	60	0	0	0
111-1-2-1	Veiller à l'application effective des standards de services au niveau des Cours d'Appel					
111-1-3	Taux des dossiers jugés au niveau des Tribunaux de Première Instance	%	65	0	0	0
111-1-3-1	Veiller à l'application effective des standards de services au niveau des Tribunaux de Première Instance					
111-1-4	Nombre d'arrêts (provisaires et définitifs) sortis en matière de contrôle juridictionnel effectué par la Cour des Comptes	Nombre	125	0	0	0
111-1-4-1	Veiller à l'application effective des standards de services au niveau de la Cour des Comptes					
111-1-5	Nombre de jugements (provisaires et définitifs) sortis en matière de contrôle juridictionnel effectué par les six Tribunaux Financiers	Nombre	125	0	0	0
111-1-5-1	Veiller à l'application effective des standards de services au niveau des Tribunaux Financiers					
111-1-6	Taux des requêtes jugés au niveau du Conseil d'Etat	%	65	0	0	0
111-1-6-1	Veiller à l'application effective des standards de services au niveau du Conseil d'Etat					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

16 MINISTERE DE LA JUSTICE

160 JUSTICE

111 Administration judiciaire

111-1-7 **Taux des requêtes jugés au niveau des Tribunaux Administratifs** % 55 0 0 0

111-1-7-1 Veiller à l'application effective des standards de services au niveau des Tribunaux Administratifs

111-2 Poursuivre la réforme juridique et la diffusion des droits

111-2-1 **Nombre de projets de textes élaborés et/ou étudiés** Nombre 10 0 0 0

111-2-1-1 Poursuivre la réforme des textes

111-2-2 **Nombre de projets de textes élaborés et/ou étudiés** Nombre 20 0 0 0

111-2-2-1 Poursuivre la réforme des textes sur le droit des affaires pour améliorer le climat des investissements

111-2-3 **Nombre de sites (commune, région) faisant l'objet de séances de vulgarisation sur les nouveaux textes** Nombre 6 0 0 0

111-2-3-1 Poursuivre la vulgarisation juridique, notamment en matière des droits de l'homme, des textes de procédures ainsi que des reformes

111-3 Accorder aux citoyens une plus grande accessibilité à la justice et promouvoir la protection des droits humains

111-3-1 **Nombre de nouveaux bâtiments construits** Nombre 2 0 0 0

111-3-1-1 Construire de nouveaux bâtiments

111-3-2 **Nombre de Bâtiments réhabilités** Nombre 2 0 0 0

111-3-2-1 Réhabiliter les infrastructures judiciaires

111-3-3 **Nombre de cliniques juridiques fonctionnelles sous l'égide du Ministère de la Justice** Nombre 9 0 0 0

111-3-3-1 Pérenniser l'opérationnalisation des mécanismes nationaux de protection des droits de l'Homme

111-4 Accélérer et simplifier les procédures de traitement des dossiers au niveau des juridictions

111-4-1 **Taux des dossiers jugés au niveau de la Cour de Cassation** % 0 50 60 70

111-4-1-1 Veiller à l'application effective des standards de services au niveau de la Cour de cassation

111-4-2 **Taux des dossiers jugés au niveau des Cours d'Appel** % 0 70 75 80

111-4-2-1 Veiller à l'application effective des standards de services au niveau des Cours d'Appel

111-4-3 **Taux des dossiers jugés au niveau des Tribunaux de Première Instance** % 0 75 80 85

111-4-3-1 Veiller à l'application effective des standards de services au niveau des Tribunaux de Première Instance

111-4-4 **Nombre d'arrêts (provisoires et définitifs) sortis en matière de contrôle juridictionnel effectué par la Cour des Comptes** Nombre 0 125 125 150

111-4-4-1 Veiller à l'application effective des standards de services au niveau de la Cour des Comptes

111-4-5 **Nombre de jugements (provisoires et définitifs) sortis en matière de contrôle juridictionnel effectué par les six Tribunaux Financiers** Nombre 0 210 230 250

111-4-5-1 Veiller à l'application effective des standards de services au niveau des Tribunaux Financiers

111-4-6 **Taux des requêtes jugés au niveau du Conseil d'Etat** % 0 70 75 80

111-4-6-1 Veiller à l'application effective des standards de services au niveau du Conseil d'Etat

111-4-7 **Taux des requêtes jugés au niveau des Tribunaux Administratifs** % 0 65 70 80

111-4-7-1 Veiller à l'application effective des standards de services au niveau des Tribunaux Administratifs

111-4-8 **Taux des détenus condamnés** Taux 0 50 55 60

111-4-8-1 Assurer le respect des garanties judiciaires

111-5 Mettre en place un environnement juridique stable et sécurisant favorisant le développement socio-économique

111-5-1 **Nombre de textes réformés ou de nouveaux textes élaborés soumis aux instances d'adoption** Nombre 0 15 20 20

111-5-1-1 Poursuivre la réforme juridique suivant les orientations stratégiques

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	LFR	2016	2017	2018	2019
16	MINISTERE DE LA JUSTICE					
160	JUSTICE					
111	Administration judiciaire					
111-5-2	Nombre de sites (commune, région) faisant l'objet de séances de vulgarisation sur les nouveaux textes	Nombre	0	16	20	26
111-5-2-1	Rendre les droits et obligations ainsi que les textes et procédures mieux connus et répondant aux besoins des usagers en améliorant l'information juridique					
111-5-3	Pourcentage des entreprises et des crédits mobiliers enregistrés par rapport aux entreprises créées et aux crédits mobiliers contractés	%	0	70	80	90
111-5-3-1	Garantir la transparence des sociétés et des Crédits mobiliers					
111-6	Rapprocher les juridictions et les services judiciaires des citoyens et promouvoir la protection des droits humains					
111-6-1	Nombre cumulé des Tribunaux de Première Instance fonctionnels	Nombre	0	42	43	44
111-6-1-1	Ouvrir et rendre fonctionnels quatre (04) nouveaux TPI entre 2016 et 2019: Vangaindrano, Fenoario Atsinanana, Vohémar et Antananarivo Avara-drano)					
111-6-2	Nombre de Bâtiments réhabilités	Nombre	0	5	6	6
111-6-2-1	Réhabiliter les infrastructures judiciaires					
111-6-3	Nombre de cliniques juridiques fonctionnelles sous l'égide du Ministère de la Justice	Nombre	0	9	9	9
111-6-3-1	Pérenniser l'opérationnalisation des mécanismes nationaux de protection des droits de l'Homme					
112	Administration pénitentiaire					
112-1	Assurer la sécurisation des établissements pénitentiaires					
112-1-1	Taux maximal d'évasion	%	2	0	0	0
112-1-1-1	Mettre en place un système de sécurité efficace					
112-1-2	Nombre de nouveaux bâtiments construits	Nombre	1	0	0	0
112-1-2-1	Engager un programme de construction et de réhabilitation des infrastructures pénitentiaires					
112-1-3	Nombre de bâtiments réhabilités	Nombre	3	0	0	0
112-1-3-1	Engager un programme de construction et de réhabilitation des infrastructures					
112-2	Améliorer les conditions de vie et poursuivre la mise en œuvre de la politique de préparation à la réinsertion sociale en milieu carcéral					
112-2-1	Taux des détenus condamnés	%	48	0	0	0
112-2-1-1	Désengorger les Etablissements Pénitentiaires					
112-2-2	Taux maximal de malnutrition	%	3	0	0	0
112-2-2-1	Améliorer la santé, l'hygiène et l'alimentation dans les Etablissements Pénitentiaires					
112-2-3	Nombre moyen de jours couverts par la production des camps pénaux durant l'année considérée	%	20	0	0	0
112-2-3-1	Redynamiser la production des camps pénaux					
112-2-4	Nombre de salles polyvalentes et/ou de Centres de rééducation des mineurs ouverts	%	1	0	0	0
112-2-4-1	Développer les activités relatives à la préparation à la réinsertion sociale					
112-3	Renforcer la sécurisation des Etablissements Pénitentiaires					
112-3-1	Taux maximal d'évasion	%	0	2	1.5	1
112-3-1-1	Poursuivre la mise en place d'un système de sécurité efficace et renforcer le contrôle de la détention dans les Etablissements pénitentiaires					
112-4	Améliorer les conditions de vie en milieu carcéral					
112-4-1	Nombre de nouveaux bâtiments construits	Nombre	0	2	2	2
112-4-1-1	Ouvrir et rendre fonctionnels des Maisons centrales, notamment dans les ressorts des nouveaux tribunaux ouverts (entre 2016 et 2019 : Vangaindrano, Fénérive-Est, Vohémar et Antananarivo avaradrano)					
112-4-2	Nombre des infrastructures pénitentiaires réhabilitées	Nombre	0	5	5	5
112-4-2-1	Mettre aux normes progressivement les Etablissements Pénitentiaires					
112-4-3	Taux maximal de malnutrition	%	0	2.4	2	1.9
112-4-3-1	Améliorer l'alimentation des personnes détenues par la redynamisation de la production des campx pénaux					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

16 MINISTERE DE LA JUSTICE

160 JUSTICE

112 Administration pénitentiaire

112-5 Mettre en œuvre la politique de préparation à la réinsertion sociale en milieu carcéral

112-5-1	Pourcentage des Etablissements Pénitentiaires ayant un dispositif de réinsertion sociale opérationnel	%	0	27	50	90
----------------	--	----------	----------	-----------	-----------	-----------

112-5-1-1 Développer les activités de préparation à la réinsertion sociale en milieu carcéral

127 Promotion de l'intégrité

127-1 Redorer le blason de la Justice en matière d'intégrité

127-1-1	Nombre de sites faisant l'objet de missions d'inspections, d'investigations et d'enquêtes administratives	Nombre	0	24	36	48
----------------	--	---------------	----------	-----------	-----------	-----------

127-1-1-1 Renforcer l'inspection, l'investigation et l'enquête administrative auprès des Juridictions et Etablissements Pénitentiaires

127-1-2	Taux des doléances traités au niveau de la Direction de la Promotion de l'Intégrité	%	0	90	95	100
----------------	--	----------	----------	-----------	-----------	------------

127-1-2-1 Accélérer le délai de traitement des dossiers de doléances au niveau de la Direction de la Promotion de l'Intégrité

127-1-3	Niveau de respect des dispositifs et outils de travail	%	0	50	60	70
----------------	---	----------	----------	-----------	-----------	-----------

127-1-3-1 Éliminer la culture de méfiance envers la Justice

127-2 Contribuer à la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre la corruption

127-2-1	Nombre cumulé de pôles anti-corruption mis en place en opérationnels	Nombre	0	3	6	6
----------------	---	---------------	----------	----------	----------	----------

127-2-1-1 Mettre en place et rendre opérationnels les Pôles anticorruption

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

21 MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

220 FINANCES ET BUDGET

013 Administration et Coordination

013-A Rendre Performant la Fonction d'Audit Interne

013-A-1	Pourcentage des auditeurs certifiés	Pourcentage	0	70	75	100
013-A-1-1	Renforcer les compétences (Formations)					
013-A-2	Pourcentage de réalisation du programme de missions d'audit	Pourcentage	0	60	70	90
013-A-2-1	Renforcer les méthodologies et outils à la fonction Audit (SIIG, assistance techniques, manuel d'audit et guides associés)					
013-A-2-2	Renforcer les capacités techniques (matériels roulant, recrutement des agents qualifiés, logistiques)					

013-B Renforcer le cadre institutionnel de coordination des actions du MFB et de ses partenaires

013-B-1	Rapport de suivi évaluation sur la qualité des services rendus aux usagers du MFB	Nombre	0	3	3	4
013-B-1-1	Assurer le suivi et évaluation des actions améliorant la qualité des services rendus aux usagers					
013-B-2	Rapport de suivi évaluation sur la performance des finances publiques	Nombre	0	0	12	14
013-B-2-1	Assurer le suivi et évaluation de la mise en oeuvre de la stratégie de modernisation de la gestion des finances publiques, des activités stratégiques.					
013-B-3	Aide-mémoires et rapports disséminés au niveau des départements du MFB	Nombre	0	5	6	6
013-B-3-1	Assurer la coordination des relations inter-départements du MFB et les relations avec les Institutions et autres Ministères					

013-1 Préserver les infrastructures critiques et réduire la vulnérabilité des ménages dans les zones ciblées

013-1-A	Nombre d'enseignants formés en activités de santé et nutrition scolaire	Nombre	3750	3750	3750	3750
013-1-A-1	Former des enseignants en matière de santé et de nutrition en milieu scolaire					
013-1-1	Enfants de moins de 24 mois bénéficiant des pratiques améliorées d'alimentation du nourrisson et de l'enfant	Nombre	164220	164220	164220	164220
013-1-1-1	Fournir des alimentations améliorées aux nourrissons et aux enfants de moins de 24 mois					
013-1-2	Part de la population ayant accès à une route en toute saison dans les zones ciblées	Pourcentage	10.5	105	105	105
013-1-2-1	Réhabiliter les infrastructures critiques de transport (ARM)					
013-1-3	Part de la population rurale ayant accès à une route en toute saison	Pourcentage	48.2	482	482	482
013-1-3-1	Réhabiliter les infrastructure communautaires de base (FID)					
013-1-4	Rendement dans les zones de production rizicole d'intervention du Projet	T/Ha	3.5	35	35	35
013-1-4-1	Préserver la capacité de production agricole (PNB VPI)					
013-1-5	Bénéficiaire du programme du filet de sécurité en "Argent-Contre-Travail"	Nombre	31000	31000	31000	31000
013-1-5-1	Réaliser les activités "Argent-Contre-Travail" (FID)					
013-1-6	Communes couvertes par des Systèmes d'Alerte Précoce (SAP) fonctionnels pour les cyclones et inondations	Nombre	20	0	0	0
013-1-6-1	Renforcer les capacités de gestion des risques des catastrophes (CPGU)					
013-1-7	Nombre de personnes (femmes enceintes/allaitantes et enfants de moins de 5 ans) ayant accès à un paquet minimum de service de santé, de nutrition ou de santé de la reproduction	Nombre	907029	907029	907029	907029
013-1-7-1	Fournir un minimum de service de santé et de nutrition					
013-1-8	Nombre d'enseignants communautaires certifiés en service et payés	Nombre	10000	10000	10000	10000
013-1-8-1	Payer des enseignants communautaires certifiés en service					
013-1-9	Nombre d'écoles recevant des subventions financées par le projet	Nombre	6050	6050	6050	6050
013-1-9-1	Subventionner à travers projet des écoles					

013-2 Développer la capacité organisationnelle, managériale et la culture de l'excellence des agents du MFB

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LF 2016

2017

2018

2019

21 MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

220 FINANCES ET BUDGET

013 Administration et Coordination

013-2-1	Taux de satisfaction des usagers par rapport aux services rendus	Pourcentage	61.5	785	8262	8672
013-2-1-1	Mettre en place un système d'adéquation formation/emploi					
013-2-1-2	Mettre en place le SIGRHE					
013-2-1-3	Mettre en place un standard de service					
013-2-1-4	Informatiser et archiver le centre de documentation					
013-2-1-5	Moderniser la gestion des ressources humaines du MFB					
013-2-1-6	Finaliser le système de recensement des agents					
013-2-1-7	Renforcer les capacités des agents du MFB					

013-3 Renforcer la qualité des prestations de service en matière de gestion administrative, de gestion financière ainsi que dans le domaine de gestion du patrimoine, de matériels du Ministère et du bien être du personnel

013-3-1	Gestion des Affaires Administratives	Pourcentage	90	0	0	0
013-3-1-1	Se charger des dossiers contentieux du MFB					
013-3-1-2	Gérer le patrimoine et les moyens matériels du Ministère					
013-3-1-3	Préparer les Arrêtés de nomination des RDP, GAC et ORDSEC du MFB					
013-3-2	Gestion des Affaires Financières	Nombre	1	0	0	0
013-3-2-1	Confectionner, élaborer et consolider les projets de budget des services du Ministère et autres documents relatifs au budget					
013-3-2-2	Confectionner et présenter le suivi de l'exécution budgétaire					
013-3-3	Renforcement du bien être au travail des agents	Nombre	29396	0	0	0
013-3-3-1	Préserver le bien être du personnel du MFB					
013-3-3-2	Prendre en main la santé des agents du MFB et les membres de leurs familles					
013-3-4	Retards moyens sur les productions des documents budgétaires du MFB (Projet de Budget, document de suivi, RAP, BCSE, notification du taux de régulation)	Jour	0	0	0	0
013-3-4-1	Elaborer les projets de budget du MFB (LFI, LFR)					
013-3-4-2	Elaborer les lettres de notification de l'enveloppe budgétaire et du taux de régulation pour les départements du MFB					
013-3-4-3	Consolider les documents relatifs au budget (document de performance, acteurs, suivi, RAP ₂)					
013-3-4-4	Collecter les BCSE de l'année N-1					
013-3-5	Renforcement du bien être (santé, sécurité et salubrité) au travail des Agents	%	0	50	100	100
013-3-5-1	Sécuriser les patrimoines du MFB (Batiments du MFB sis à Antaninarenina et CMS Tsiazotafu, site MFB Andranovelona)					
013-3-5-2	Réaliser les travaux de nettoyage et d'entretien des patrimoines du MFB (Batiments du MFB sis à Antaninarenina et CMS Tsiazotafu, site MFB Andranovelona)					
013-3-5-3	Prendre en main la santé des agents du MFB et les membres de leurs famille					
013-3-6	Taux de traitement des nouveaux dossiers	Pourcentage	0	80	90	100
013-3-6-1	Etudier et traiter les dossiers de remboursement des agents du MFB					
013-3-6-2	Etudier et traiter les dossiers contentieux					

013-4 Contribuer à l'efficacité continue du dispositif de contrôle interne à travers les évaluations et recommandations

013-4-1	Augmentation du nombre des missions réalisées pour une clarification du rôle des différents acteurs	Nombre	15	0	0	0
013-4-1-1	Positionner la fonction Audit Interne par rapports aux autres organes de contrôle					
013-4-1-2	Réaliser des actions de communications dans tous les départements et services					
013-4-1-3	Utiliser tous les supports disponibles pour les actions de communications					
013-4-2	Réduction du risque d'erreurs, de fraudes, de gaspillages par renforcement de la fonction d'Audit Interne	Pourcentage	28	0	0	0
013-4-2-1	Accroître les capacités techniques de la DGAI					
013-4-2-2	Renforcer les outils utilisés par les Auditeurs Internes					
013-4-2-3	Professionaliser la fonction Audit Interne au sein de l'Administration Publique					

013-5 Renforcer la bonne gouvernance en assurant la Coordination des différentes activités internes et externes au Ministère

013-5-1	Rapports d'évaluation de la performance de la gestion des finances publiques	Nombre	0	0	0	0
---------	---	---------------	----------	----------	----------	----------

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

21 MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

220 FINANCES ET BUDGET

013 Administration et Coordination

013-5-1-1 Assurer le suivi-évaluation de performance

013-5-2 Ecart entre les actions réalisées et prévues **Pourcentage** **0** **0** **0** **0**

013-5-2-1 Elaborer le rapport d'activités du Ministère

013-5-3 Satisfaction des usagers (Niveau 1à4) **Niveau** **0** **0** **0** **0**

013-5-3-1 Identifier les services rendus aux usagers

013-5-4 Accessibilité des informations mises à jour disponibles auprès de la DRG **Pourcentage** **0** **0** **0** **0**

013-5-4-1 Analyser, élaborer et publier les guides pratiques

013-6 Adopter les normes comptables internationales à Madagascar pour le secteur privé et le secteur public (International Accounting Standards ou IAS/IFRS pour le secteur privé et International Public Sector Accounting Standards ou IPSAS pour le secteur p

013-6-1 CGA Créés et opérationnels **Nombre** **2** **0** **0** **0**

013-6-1-1 Créer des CGA opérationnels

013-6-2 Consultation du site web du CSC **Nombre** **11000** **0** **0** **0**

013-6-2-1 Mettre à jour les réglementations comptables

013-6-3 Fréquentation du centre de documentation du CSC **Nombre** **250** **0** **0** **0**

013-6-3-1 Assurer la disponibilité des textes et normes comptables

013-6-4 Parution du bulletin trimestriel flash compta **Nombre** **4** **0** **0** **0**

013-6-4-1 Produire le bulletin flash compta

013-6-5 Nombre de dossiers traités sur la mise en convergence des normes comptables appliqués à Madagascar avec les normes comptables internationales **Nombre** **0** **10** **10** **10**

013-6-5-1 Mettre en convergence les normes comptables Malagasy avec les normes comptables internationales tout en considérant les spécificités des usagers

013-6-5-2 Faciliter l'application des normes comptables édictés par le CSC

013-6-5-3 Renforcer les capacités de gestion des risques des catastrophes (CPGU)

013-6-6 Nombre d'utilisateurs de support de communication utilisé par le CSC pour rendre accessibles les normes comptables **Nombre** **0** **15250** **17250** **19250**

013-6-6-1 Veiller à l'accessibilité et à la diffusion des normes comptables édictés par le CSC aux usagers

013-6-7 Nombre d'Expert Comptable et Financier en contrat avec des CGA **Nombre** **0** **9** **10** **11**

013-6-7-1 Veiller à l'application des normes comptables par les Entreprises en adhérant aux CGA à créer et existent

013-7 Disposer d'un stock minimum bien calculé de produits finis et accélérer l'exécution de nouvelles commandes de l'Imprimerie Nationale, réaliser un chiffre d'affaires et un excédent des recettes sur les dépenses assez conséquents.

013-7-1 Taux d'utilisation de la capacité de production **Pourcentage** **92** **95** **96** **97**

013-7-1-1 Elargir le marché de l'Imprimerie Nationale

013-8 Opérationnaliser le cadre juridique, institutionnel et technique de PPP et appuyer la mobilisation de ressources financières alternatives

013-8-1 Nombre de cadre juridique et institutionnel conçu **Nombre** **2** **3** **2** **2**

013-8-1-1 Finaliser, faire valider et présenter pour adoption et faire appliquer le cadre juridique global du PPP

013-8-1-2 Proposer les amendements nécessaires aux textes existants dont les dispositions comptables, fiscales et budgétaires nécessitent des modifications pour permettre l'exécution des opérations de PPP

013-8-1-3 Mettre en place les procédures de comptabilisation et de budgétisation des contrats de PPP

013-8-2 Agents formés **Nombre** **1** **0** **0** **0**

013-8-2-1 Renforcer la capacité des agents de la Direction dans des domaines techniques et spécifiques liées au PPP

013-8-2-2 Acquérir les meilleures pratiques internationales en matière de PPP

013-8-2-3 Rechercher les partenaires financiers pour appuyer la réalisation des activités de formation et de promotion du PPP

013-8-2-4 Rechercher les partenaires institutionnels de PPP qui sont susceptibles d'apporter des plus-values pour le PPP à Madagascar

013-8-3 Rapport périodique de suivi et d'évaluation des subventions au secteur privé produit **Nombre** **1** **0** **0** **0**

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

21 MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

220 FINANCES ET BUDGET

013 Administration et Coordination

- 013-8-3-1 Concevoir et mettre à jour la base de données des transferts directs au secteur privé
- 013-8-3-2 Analyser et évaluer les opérations de transferts directs au secteur privé
- 013-8-3-3 Formuler et proposer les recommandations éventuelles suivant les procédures ou le cadre légal et opérationnel

013-8-4 Nombre de textes traités **Nombre** **1** **0** **0** **0**

- 013-8-4-1 Appuyer les Institutions et les Ministères dans les analyses des textes juridiques nationaux et accords internationaux
- 013-8-4-2 Participer aux négociations relatives à des textes juridiques nationaux, des accords internationaux et des APPI

013-8-5 Nombre de dossiers traités **Nombre** **6** **0** **0** **0**

- 013-8-5-1 Appuyer les Institutions et les Ministères dans les analyses des dossiers de promotion des investissements étrangers et /ou d'amélioration du cadre des affaires
- 013-8-5-2 Participer au divers travaux des commissions mis en place dans le cadre de la promotion des investissements étrangers, de l'amélioration du cadre des affaires et des relations avec le secteur privé

013-8-6 Rapport périodique de suivi et d'évaluation des subventions au secteur privé produit **Nombre** **0** **5** **5** **5**

- 013-8-6-1 Concevoir et mettre à jour la base de données des transferts directs au secteur privé
- 013-8-6-2 Analyser et évaluer les opérations de transferts directs au secteur privé
- 013-8-6-3 Formuler et proposer les recommandations éventuelles suivant les procédures ou le cadre légal et opérationnel

013-8-7 Nombre d'observations sur le climat des affaires et les accords internationaux présentés pour approbation des Autorités supérieures **Nombre** **0** **10** **10** **10**

- 013-8-7-1 Appuyer les Institutions et les Ministères dans les analyses des textes juridiques nationaux et accords internationaux
- 013-8-7-2 Participer aux négociations relatives à des textes juridiques nationaux, des accords internationaux et des APPI

013-8-8 Nombre de reporting périodique produit **Nombre** **0** **5** **5** **5**

- 013-8-8-1 Appuyer les Institutions et les Ministères dans les analyses des dossiers de promotion des investissements étrangers et /ou d'amélioration du cadre des affaires
- 013-8-8-2 Participer au divers travaux des commissions mis en place dans le cadre de la promotion des investissements étrangers, de l'amélioration du cadre des affaires et des relations avec le secteur privé

013-9 Améliorer les systèmes d'information de gestion des finances publiques

013-9-1 Satisfaction des usagers sur l'exploitation du système (nombre de réponses positives) **Pourcentage** **55** **65** **75** **80**

- 013-9-1-1 Concevoir et développer les applications du système
- 013-9-1-2 Tester et contrôler les fonctionnalités des applications du système
- 013-9-1-3 Déployer les applications du système
- 013-9-1-4 Former et assister les usagers du système

013-9-2 Disponibilité de l'infrastructure du système **Pourcentage** **70** **80** **85** **90**

- 013-9-2-1 Optimiser le système et le réseau
- 013-9-2-2 Sécuriser l'infrastructure du système et du réseau
- 013-9-2-3 Mettre en place le NOC et DATACENTER
- 013-9-2-4 Sécuriser le réseau électrique

013-9-3 Satisfaction des utilisateurs sur l'accès au système **Pourcentage** **75** **85** **95** **95**

- 013-9-3-1 Assurer le Monitoring du système
- 013-9-3-2 Assurer la maintenance évolutive et corrective des applications
- 013-9-3-3 Assurer la disponibilité du système
- 013-9-3-4 Mettre à jour, éditer et publier les manuels d'utilisation
- 013-9-3-5 Renforcer la capacité des utilisateurs du système
- 013-9-3-6 Mettre en place des outils d'assistance aux utilisateurs du système

114 Gestion du Budget

114-A Renforcer les contrôles à postériori des services faits

114-A-1 Nombre des missions effectuées **Nombre** **175** **0** **0** **0**

- 114-A-1-1 Renforcer les contrôles à posteriori

114-A-2 Nombre des actes administratifs visés **Nombre** **1025** **0** **0** **0**

- 114-A-2-1 Renforcer les contrôles des engagements financiers

114-B Renforcer les contrôles

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	LFR	2016	2017	2018	2019
21	MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET					
220	FINANCES ET BUDGET					
114	Gestion du Budget					
114-B-1	Taux afférent au rapport du total des dossiers rejetés sur le total des dossiers contrôlés dans le cadre du contrôle à priori	Pourcentage	40	0	0	0
114-B-1-1	Renforcer les contrôles à priori					
114-B-2	Taux afférent au rapport du total des dossiers irréguliers sur le total des dossiers contrôlés dans le cadre du contrôle à postériori	Pourcentage	60	0	0	0
114-B-2-1	Renforcer les contrôles à postériori					
114-C	Gérer de manière efficace, efficiente et optimale les dépenses publiques					
114-C-1	Taux d'exécution des dépenses du budget général sur financement interne	Pourcentage	0	85	90	95
114-C-1-A	Renforcer la reddition des comptes publics					
114-C-1-B	Centraliser et assurer la conformité de tout acte ayant des incidences financières et budgétaires					
114-C-1-C	Mettre en place la nouvelle structure des services de l'ON					
114-C-1-D	Assurer le suivi technique des projets basés sur les indicateurs PIN, suivi des activités de l'intégration régionale, appui, conseil et dynamisation de la coopération européenne dans le respect des procédures					
114-C-1-1	Assurer le leadership de la conception des projets de Loi de Finances et mettre en exécution les Lois de Finances					
114-C-1-2	Mettre à jour le CBMT					
114-C-1-3	Elaborer le cadrage macroéconomique et établir la lettre de cadrage du PLF					
114-C-1-4	Mettre en place les CDMTs sectoriels					
114-C-1-5	Améliorer la gestion des investissements publics suivant les priorités nationales					
114-C-1-6	Piloter et suivre l'exécution des Lois de Finances					
114-C-1-7	Améliorer la gestion des dépenses transversales					
114-C-1-8	Simplifier la procédure d'exécution budgétaire (OTA)					
114-C-1-9	Assurer la transparence budgétaire					
114-C-1-E	Améliorer la nomenclature budgétaire					
114-C-1-F	Valoriser et préserver le patrimoine de l'Etat					
114-C-1-G	Actualiser le cadre juridique de la gestion du patrimoine de l'Etat et la comptabilité matière					
114-C-1-H	Gérer et contrôler les logements et bâtiments administratifs, les transits administratifs, les matériels et mobiliers administratifs et les véhicules administratifs					
114-C-1-I	Opérationnaliser le cadre juridique des Ressources non fiscales					
114-C-1-J	Renforcer les capacités en matière de gestion budgétaire					
114-C-1-K	Promouvoir les services de proximités					
114-C-1-L	Conseiller les Collectivités territoriales décentralisées en matière budgétaire					
114-C-1-M	Assurer la tutelle budgétaire des Etablissements Publics Nationaux					
114-C-1-N	Pérenniser le dispositif de recensement et de contrôle des EPN et de leurs contrôles					
114-1	Renforcer la crédibilité budgétaire de l'Etat					
114-1-1	Dépenses réelles totales par rapport au budget initialement approuvé	Pourcentage	100	0	0	0
114-1-1-1	coordination générale de la DGB;					
114-2	Renforcer la transparence budgétaire					
114-2-1	Nombre de documents budgétaires publiés sur le site web de la DGB	Nombre	8	0	0	0
114-2-1-1	assurer le suivi et la mise en œuvre de la LF; ;					
114-2-1-2	Tenir les revues intraannuels des exécutions budgétaires					
114-2-1-3	Elaborer le budget de citoyen;					
114-2-1-4	Publier sur le site web de la DGB I: des projets de lois de finances (LFI, LFR et LR); des lois de Finances promulguées; des rapports de suivis à mi-parcours des exécutions budgétaires et des performances; du budget de citoyen; des rapports sur les dép					
114-3	Fournir à l'ON des informations susceptibles d'activer les décaissements des subventions de l'UE					
114-3-1	Nombre de rapport semestriel de suivi de la mise en œuvre des programmes financés par l'UE par type de financement	Nombre	4	0	0	0
114-3-1-1	-Organiser, participer à la préparation de la stratégie de coopération, du Programme Indicatif					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

21 MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

220 FINANCES ET BUDGET

114 Gestion du Budget

National (PIN) et autres instruments d'aide et collaborer avec les Ordonnateurs Régionaux dans le cadre du Programme Indicatif Régional (PIR)
- Coordonner la re

114-4 Appuyer la déconcentration budgétaire

114-4-1 Dépenses réelles totales par rapport au budget initialement approuvé au niveau régional et les STD **Pourcentage** **90** **0** **0** **0**

114-4-1-1 -tenir les CRGP; assurer le suivi et le mis en œuvre de la LF au niveau régional; Renforcer l'exercice du contrôle budgétaire, comptable et réglementaire sur les établissements publics au niveau régional; entretenir et réhabiliter les matériels mobilier

114-5 Renforcer le processus participatif de préparation budgétaire

114-5-1 Nombre de concertations effectuées sous forme de conférence officielle entre le MFB et les Ministères et Institutions/ le secteur privé/ et les partenaires techniques et financiers dans le processus d'élaboration du budget **Nombre** **7** **0** **0** **0**

114-5-1-1 Organiser des séances de concertations avec les parties prenantes dans l'élaboration de la Lois de Finances: préconférence, séminaire de formation en Gestion des Finances Publiques des parlementaires, séances de concertation public-privé, conférences b

114-6 Respecter les calendriers d'élaboration des lois de Finances

114-6-1 Délai de dépôt des projets de loi de Finances au Parlement respecté (1 : Oui/ 0 : Non) **Logique** **3** **0** **0** **0**

114-6-1-1 Elaborer des lois de finances (LFI, LFR et LR);

114-6-1-2 Apurer le retard en matière de présentation des projets de lois de règlement au Parlement;

114-6-1-3 Elaborer de la lettre de cadrage;

114-7 Renforcer les dispositifs de contrôle des états de paie

114-7-1 Fréquence de rapprochement entre état de paie et fichier nominatif **Nombre** **2** **0** **0** **0**

114-7-1-1 Gérer la base de données des agents de l'Etat

114-7-2 Nombre de jours de retard moyen depuis le changement du statut du personnel au fichier nominatif et la mise à jour des données de l'état de paie **Nombre** **90** **0** **0** **0**

114-7-2-1 Mettre en œuvre les réformes en matière d'effectifs du personnel de l'Etat

114-7-3 Nombre de ministères vérifiés/enquêtés sur l'effectif payé et l'effectif réel **Nombre** **9** **0** **0** **0**

114-7-3-1 Tenir à jour le fichier des effectifs des agents de l'Etat

114-8 Préserver et valoriser le patrimoine de l'Etat

114-8-1 Pourcentage de matériels mobiliers et immobiliers entretenus par rapport à la prévision **Pourcentage** **80** **0** **0** **0**

114-8-1-1 entretenir et réhabiliter les matériels mobiliers et immobiliers de l'Etat;

114-8-1-2 Sensibiliser tous les Services Publics sur la culture de maintenance du patrimoine de l'Etat

114-8-1-3 Etablir une base de données du patrimoine mobilier et immobilier de l'Etat;

114-8-1-4 Recenser les patrimoines mobilier et immobilier de l'Etat;

114-9 Produire un compte consolidé de tous les EPN en activités

114-9-1 pourcentage du nombre de budgets visés et consolidés par rapport au nombre des EPN en activité **Pourcentage** **80** **0** **0** **0**

114-9-1-1 Recenser les établissements publics; mettre en place une base de données des EPN; consolider les budgets et les comptes administratifs de tous les EPN en activité;

Renforcer l'exercice du contrôle budgétaire, comptable et réglementaire sur les établisseme

114-9-2 pourcentage du nombre de comptes administratifs approuvés et consolidés par rapport au nombre des EPN en activité **Pourcentage** **80** **0** **0** **0**

114-9-2-1 Recenser les établissements publics; mettre en place une base de données des EPN; consolider les budgets et les comptes administratifs de tous les EPN en activité;

Renforcer l'exercice du contrôle budgétaire, comptable et réglementaire sur les établisseme

115 Gestion Fiscale

115-1 Assurer la couverture du territoire et l'élargissement de l'assiette fiscale

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

21 MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

220 FINANCES ET BUDGET

115 Gestion Fiscale

115-1-1	Nombre de nouvelles structures créées	Nombre	2	0	0	0
115-1-1-1	Créer de nouveaux centres fiscaux					
115-1-2	Taux de défaillance des grandes entreprises	Pourcentage	0	0	0	0
115-1-2-1	Relancer les défaillants, taxer d'office les défaillants et mettre en œuvre les contrôles fiscaux ciblés					
115-1-3	Taux de défaillance des entreprises moyennes	Pourcentage	5	0	0	0
115-1-3-1	Relancer les défaillants, taxer d'office les défaillants et mettre en œuvre les contrôles fiscaux ciblés					
115-1-4	Taux de recouvrement des recettes par rapport à celles prévues	Pourcentage	95	0	0	0
115-1-4-1	Renforcer l'efficacité des opérations fiscales					

115-2 Respecter le code de déontologie des agents de l'Etat

115-2-1	Taux d'inspection et de contrôle interne	Pourcentage	100	0	0	0
115-2-1-1	Renforcer le contrôle interne et l'inspection de service					

115-3 Dématérialiser les procédures administratives

115-3-1	Nombre de Centres Fiscaux adoptant le mode de paiement par téléphonie mobile	Nombre	0	0	0	0
115-3-1-1	Accélérer la mise en place du système de paiement par téléphone					

115-4 Assurer l'exhaustivité et la transparence des textes fiscaux

115-4-1	Nombre de type de publication diffusée	Nombre	5	0	0	0
115-4-1-1	Développer des types de publication					

115-5 Instaurer l'esprit de redevabilité ou du devoir systématique de rendre compte

115-5-1	Nombre de rencontre organisée	Nombre	28	0	0	0
115-5-1-1	Multiplier les rencontres avec les contribuables au niveau des Directions Régionales des Impôts					

115-6 Renforcer les capacités organisationnelles de l'administration fiscale et des unités de mobilisation de ressources non-fiscales

115-6-1	Nombre de nouvelles structures créées	Nombre	0	3	3	3
115-6-1-1	Faire un suivi effectif de la conformité aux obligations					

115-7 Renforcer le civisme fiscal par la communication

115-7-1	Taux de défaillance des grandes entreprises	Pourcentage	0	1	1	1
115-7-1-1	Sensibiliser les citoyens sur le rôle de l'impôt					
115-7-2	Taux de défaillance des entreprises moyennes	Pourcentage	0	5	5	5
115-7-2-1	Sensibiliser les citoyens sur le rôle de l'impôt					
115-7-3	Nombre de rencontre organisée	Nombre	0	28	28	28
115-7-3-1	Améliorer la redevabilité et la transparence des autorités fiscales					
115-7-4	Nombre de type de publication diffusée	Nombre	0	5	5	5
115-7-4-1	Améliorer la redevabilité et la transparence des autorités fiscales					

115-8 Renforcer le pilotage et le management

115-8-1	Taux d'inspection et de contrôle interne	Pourcentage	0	100	100	100
115-8-1-1	Gérer le changement au sein de l'Administration Fiscale					

115-9 Renforcer l'efficacité des opérations fiscales par la modernisation et la dématérialisation des procédures

115-9-1	Nombre de Centres fiscaux adoptant le mode de paiement par téléphone	Nombre	0	3	3	3
115-9-1-1	Mettre en œuvre les révisions des procédures de contrôle et action en recouvrement					

116 Douanes

116-A Faire des Ressources Humaines les facteurs clés du succès de la Douane, améliorer l'environnement professionnel et social des Agents de douanes

116-A-1	Nombre de cours de formation continue	Nombre	0	20	20	20
116-A-1-1	Organiser des cours de formation continue pour les agents de douanes					
116-A-2	Nombre de nouveaux agents admis à l'ENSD	Nombre	0	280	8	8
116-A-2-1	Organiser les concours d'entrée à l'ENSD					
116-A-3	Nombre de manifestations à caractères professionnels	Nombre	0	5	5	5
116-A-3-1	Organiser des journées de rencontres et/ou de conférences					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

21 MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

220 FINANCES ET BUDGET

116 Douanes

116-A-4	Traitements automatisés des dossiers des agents de douanes	Pourcentage	0	100	100	100
116-A-4-1	Gérer la base de données des agents de douanes					

116-1 Améliorer les niveaux de services aux entreprises situées dans les zones franches industrielles et accroître la portée de surveillance aux zones côtières

116-1-1	Nombre de contrôles dans l'ensemble du territoire	Nombre	216	0	0	0
116-1-1-1	Surveiller le territoire nationale					
116-1-2	Nombre d'entreprises en Zones Franches et AGOA	Nombre	157	0	0	0
116-1-2-1	Dédouaner les entreprises situées dans les zones franches					
116-1-3	Nombre de contrôle des opérations commerciales en temps réel	Nombre	980	0	0	0
116-1-3-1	Surveiller les déplacements terrestres de marchandises (Brigades Tana et région)					

116-2 Assurer la fluidité du traitement des dossiers soumis à la Direction de la Législation et de la Valeur

116-2-1	Nombre de déploiement AMA	Nombre	4	0	0	0
116-2-1-1	Multiplier les accords d'assistance					
116-2-2	Nombre d'agents bénéficiant d'une formation à l'extérieur	Nombre	12	0	0	0
116-2-2-1	Participer aux missions de formation à l'extérieur					
116-2-3	Nombre des mesures de facilitation mises en place	Nombre	3	0	0	0
116-2-3-1	Multiplier les accords et les conventions nationaux et internationaux					
116-2-4	Taux d'encadrement des Bureaux pour l'application de la dématérialisation	Pourcentage	40	0	0	0
116-2-4-1	Encadrer les bureaux des douanes dans l'application des recommandations sur la facilitation					
116-2-5	Nombre de dossiers traités relatifs à la Valeur en douane	Nombre	10000	0	0	0
116-2-5-1	Renforcer le traitement automatique des dossiers de douanes					
116-2-6	Taux de mise en place de base de données de la Valeur en douane	Pourcentage	100	0	0	0
116-2-6-1	Créer et gérer la base de données des valeurs des produits et marchandises					
116-2-7	Nombre de déploiement MIDAC auprès des Ministères et autres utilisateurs	Pourcentage	7	0	0	0
116-2-7-1	Renforcer du traitement informatique des dossiers					
116-2-8	Taux de célérité du traitement des dossiers	Pourcentage	100	0	0	0
116-2-8-1	Raccourcir les délais de traitement des dossiers					

116-3 Accroître les recettes douanières collectées et déployer les technologies de traitement des dossiers de douanes dans les grands et moyens bureaux

116-3-1	Taux de recettes collectées sur les importations	Pourcentage	17	0	0	0
116-3-1-1	Perception des droits de douanes					
116-3-2	Taux de recettes budgétaires	Pourcentage	100	0	0	0
116-3-2-1	Perceptions des droits de douanes					
116-3-3	Nombre de bureaux des douanes et de services centraux utilisant SYDONIA WORLD	Nombre	1	0	0	0
116-3-3-1	Multiplier les bureaux utilisant SYDONIA WORLD					
116-3-4	Nombre de modules TRADENET exploités par l'Administration des douanes	Nombre	11	0	0	0
116-3-4-1	Renforcer l'exploitation de modules TRADENET au niveau des bureaux de douanes					

116-4 Mettre en pratique une meilleure gestion de risques, optimiser le traitement des dossiers contentieux et lutter efficacement contre les importations illicites/illégal

116-4-1	Taux de suspicion de fraude confirmé sur les BSC ciblés, ayant fait l'objet des messages de risque et des consignes de dédouanement	Pourcentage	100	0	0	0
116-4-1-1	Effectuer des contrôles des BSC ciblés					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

21 MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

220 FINANCES ET BUDGET

116 Douanes

116-4-2 **Taux de réalisation (droits et taxes constatés) par rapport aux prévisions des recettes** **Pourcentage** 100 0 0 0

116-4-2-1 Collecter les procès verbaux de saisie constatés au niveau du SLF

116-4-3 **Taux de recouvrement des pénalités nées des infractions douanières** **Pourcentage** 80 0 0 0

116-4-3-1 Procéder au recouvrement des pénalités prononcées

116-5 Améliorer l'environnement professionnel et social des Agents de douanes

116-5-1 **Nombre de cours de formation continue** **Nombre** 20 0 0 0

116-5-1-1 Organiser des cours de formation continue pour les agents de douanes

116-5-2 **Nombre de nouveaux agents admis à l'ENSD** **Nombre** 30 0 0 0

116-5-2-1 Organiser les concours d'entrée à l'ENSD

116-5-3 **Dotation de matériels et équipements** **Nombre** 35 0 0 0

116-5-3-1 Acquérir de nouveaux matériels et équipements pour les bureaux de douanes

116-5-4 **Construction d'une nouvelle infrastructure de l'ENSD** **Pourcentage** 50 0 0 0

116-5-4-1 Suivre le déroulement des travaux de construction de la nouvelle infrastructure de l'ENSD

116-5-5 **Nombre de centres d'informations douanières opérationnels auprès des bureaux** **Nombre** 5 0 0 0

116-5-5-1 Créer des centres d'informations opérationnels auprès des bureaux de douanes

116-5-6 **Nombre de manifestation à caractère professionnel** **Nombre** 5 0 0 0

116-5-6-1 Organiser des journées de rencontre et/ou des conférences

116-5-7 **Traitement automatisé des dossiers des agents de douanes** **Pourcentage** 100 0 0 0

116-5-7-1 Gérer la base de données des agents de douanes

116-6 Faire de la Douane une administration partenaire des Entreprises, améliorer les qualités de services et prises en charge des bureaux des Douanes le suivi et contrôle des zones ou entreprises franches et accroître la portée de surveillance aux zones cotière

116-6-1 **Nombre de contrôles dans l'ensemble du territoire** **Nombre** 0 240 264 292

116-6-1-1 Surveiller le territoire national

116-6-2 **Nombre d'entreprises en Zones Franches et AGOA** **Nombre** 0 295 307 319

116-6-2-1 Dédouaner, suivre et contrôler les marchandises en zone et entreprises franches

116-6-3 **Nombre de contrôles des opérations commerciales en temps réel** **Nombre** 0 490 306 260

116-6-3-1 Surveiller les déplacements terrestres de marchandises (Brigades Tana et région)

116-6-4 **Nombre de dossiers CCED (Commission de Conciliation et Expertise Douanière) traités** **Nombre** 0 12 12 12

116-6-4-1 Assurer la tenue régulière des sessions CCED pour le traitement des dossiers en litige

116-6-5 **Nombre des bureaux ayant des procédures uniformisées** **Nombre** 0 12 16 19

116-6-5-1 Prendre en charge les bureaux des Douanes et améliorer les qualités de service

116-6-6 **Nombre des bureaux des Douanes et dossiers objet de suivis sur les régimes économique, Transit, Manifeste et Soumission** **Nombre** 0 168 168 168

116-6-6-1 Effectuer le suivi des apurements en Régimes Economiques, Transit, Manifeste et Soumission auprès des bureaux des Douanes

116-7 Faire de la Douane une administration fiscale moderne, assurer la fluidité du traitement des dossiers soumis à la Direction de la Législation et de la Valeur

Faire de la Douane une administration fiscale moderne, assurer la fluidité du traitement des doss

116-7-1 **Nombre de déploiement AMA** **Nombre** 0 4 4 4

116-7-1-1 Multiplier les accords d'assistance

116-7-2 **Nombre d'agents bénéficiant d'une formation à l'extérieur** **Nombre** 0 15 15 15

116-7-2-1 Participer aux missions de formation à l'extérieur

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	LFR	2016	2017	2018	2019
21	MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET					
220	FINANCES ET BUDGET					
116	Douanes					
116-7-3	Nombre de mesures de facilitation mises en place	Nombre	0	1	1	1
116-7-3-1	Multiplier les accords et les conventions nationaux et internationaux					
116-7-4	Nombre de dossiers traités relatifs à la Valeur en douane	Nombre	0	9000	9000	9000
116-7-4-1	Renforcer le traitement automatique des dossiers de douanes					
116-7-5	Taux de mise en place de base de données de la Valeur en douane	Pourcentage	0	20	20	20
116-7-5-1	Créer et gérer la base de données des valeurs des produits et marchandises					
116-7-6	Nombre de déploiement MIDAC auprès des Ministères et autres utilisateurs	Pourcentage	0	7	7	7
116-7-6-1	Renforcer le traitement informatique des dossiers					
116-7-7	Taux de célérité du traitement des dossiers	Pourcentage	0	65	65	65
116-7-7-1	Raccourcir les délais de traitement des dossiers					
116-8	Faire de la Douane une administration source de revenue, accroître les recettes douanières collectées et déployer les technologies de traitement des dossiers de douanes dans les grands et moyens bureaux					
116-8-1	Taux de recettes collectées sur les importations	Pourcentage	0	22	21	21
116-8-1-1	Comptabiliser les recettes budgétaires douanières et analyser les flux d'importaton					
116-8-2	Taux de réalisation de la prévision des recettes budgétaires	Pourcentage	0	100	100	100
116-8-2-1	comptabiliser et prévoir les recettes budgétaires douanières					
116-8-3	Nombre de bureaux des douanes et de services centraux utilisant SYDONIA WORLD	Nombre	0	17	24	24
116-8-3-1	Multiplier les bureaux utilisant SYDONIA WORLD					
116-8-4	Nombre de modules TRADENET exploités par l'Administration des douanes	Nombre	0	15	17	17
116-8-4-1	Renforcer l'exploitation de modules TRADENET au niveau des bureaux de douanes					
116-9	Faire de la Douane une administration protectrice du patrimoine naturel et des citoyens, mettre en pratique une meilleure gestion de risques, optimiser le traitement des dossiers contentieux et lutter efficacement contre les importations illicites/illégal					
116-9-1	Taux de suspicion de fraudes confirmé sur les BSC ciblés, ayant fait l'objet des messages de risque (ciblage) et des consignes de dédouanement (selectivité) pour le bureau Tamatave-Port	Pourcentage	0	10	125	15
116-9-1-1	Emettre des messages sur les BSC ciblés et mettre à jour les critères de selectivité					
116-9-2	Taux de réalisation (droits et taxes constatés) par rapport aux prévisions des recettes	Pourcentage	0	15	2	2
116-9-2-1	Constater des infractions en post dédouanement par des procès verbaux					
116-9-3	Taux de recouvrement des droits et taxes et des amendes nés des infractions douanières constatées par le SLF et le SSLC (pour les dossiers traités par voie transactionnelle et après décision prononcée par l'autorité compétente)	Pourcentage	0	80	80	85
116-9-3-1	Procéder au recouvrement des droits et taxes et amendes prononcées					
117	Trésor					
117-1	Assurer la sécurisation des fonds, titres et valeurs publics					
117-1-A	Niveau d'extension de la couverture des communes	Pourcentage	0	7	8	16
117-1-A-1	Poursuivre la couverture des Communes et/ou la mise en place de Trésorerie Communale					
117-1-A-2	Assister les Communes Rurales de 2ème catégorie					
117-1-A-3	Informers les usagers de la création des Trésoreries Intercommunales par les moyens médias et hors médias					
117-1-B	Pourcentage des agents du Trésor de corps spécifique	Pourcentage	0	31.04	32.71	32.71
117-1-B-1	Organiser les concours en partenariat avec IMATEP					
117-1-B-2	Communiquer les conditions et les modalités de recrutement au public					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

21 MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

220 FINANCES ET BUDGET

117 Trésor

117-1-B-3	Former les nouveaux admis				
117-1-B-4	Formaliser le recrutement des nouveaux agents				
117-1-C	Pourcentage des Postes Comptables conformes aux normes d'hygiène, de sécurisation et de conservation des fonds publics	Pourcentage	0	752	818
117-1-C-1	Identifier les Postes Comptables et les travaux à effectuer				
117-1-C-2	Réaliser les travaux de réhabilitation des locaux des Postes Comptables				
117-1-C-3	Réaliser les travaux de construction de Postes Comptables				
117-1-C-4	Régulariser les situations juridiques des terrains du trésor				
117-1-C-5	Mettre en place des gardes permanentes des Postes Comptables				
117-1-D	Part des dépenses dont paiement dématérialisé	Pourcentage	0	32	50
117-1-D-1	Etudier et analyser les différentes options de dématérialisation du paiement des soldes et pensions				
117-1-D-2	Mettre en place la télécompensation auprès des 5 ex-chef-lieu de Faritany				
117-1-D-3	Dématérialiser le paiement des pensions et soldes				
117-1-D-4	Prendre un Arrêté portant révision à la baisse du seuil des dépenses payables à la caisse				
117-1-D-5	Elaborer et réaliser le plan de communication dans le cadre de la mise en œuvre de la modernisation des moyens de paiement				
117-1-1	Taux de prévalence des détournements de deniers publics maîtrisé à moins de 3%	%	3	3	3
117-1-1-1	Réaliser des contrôles récurrents des TG/TP/PP/ACD				
117-1-2	Niveau d'extension des champs d'action aux entités non encore contrôlés (EP et régisseurs)	%	40	45	50
117-1-2-1	Poursuivre le contrôle des établissements publics et des régisseurs				
117-1-3	Nombre de projets sur financement extérieur suivi	Nombre	40	35	35
117-1-3-1	Assurer le suivi - évaluation et contrôle des projets (financier)				
117-1-4	Taux de suivi des dossiers juridiques et contentieux	%	100	100	100
117-1-4-1	Traiter et suivre les dossiers juridiques et contentieux de la Direction Générale du Trésor				
117-1-5	Taux de régularisation des situations des terrains du Trésor	%	60	100	100
117-1-5-1	Demander l'acquisition des terrains pour le Trésor Public				
117-1-5-2	Executer la mutation des terrains au nom du Trésor Public				
117-1-6	Taux d'apparition des malversations	%	0	4	3
117-1-6-1	Evaluer les risques d'apparition des malversations				
117-1-6-2	Mettre en place des hologrammes sur les valeurs et titres de paiement				
117-1-6-3	Poursuivre les négociations en vue de la mise en place du mobile banking				
117-1-7	Taux de centralisation des titres	%	100	100	100
117-1-7-1	Centraliser les éléments à payer				
117-1-8	Niveau de sécurisation des sites de conservation et des mouvements des fonds publics	%	100	100	100
117-1-8-A	Mettre en place un système informatisé de gestion de la base de données: - constitution d'une base unique et uniformisée ; - mise à jour automatique et en temps réel des informations sur les entités publiques				
117-1-8-B	Former le personnel de la DGT pour la mise en œuvre des nouvelles procédures relatives au CUT sur la base de documents et manuels formalisés				
117-1-8-C	Prendre des mesures d'accompagnement : mise en place de logiciel de gestion et de suivi du CUT, déploiement hors Tana du système de télé-compensation et réorganisation de la gestion de la trésorerie				
117-1-8-1	Mettre en place des postes de garde auprès des postes comptables				
117-1-8-2	Payer les membres des forces de l'ordre assurant la garde des postes comptables				
117-1-8-3	Suivre régulièrement l'effectivité des gardes et des paiements				
117-1-8-4	Etudier et mettre en place un système d'approvisionnement groupé et/ou externalisé				
117-1-8-5	Procéder à la Passation de service auprès des TG/TP				
117-1-8-6	Procéder à la Passation de service auprès des ACPDC				
117-1-8-7	Déterminer du mécanisme de fonctionnement du CUT (périmètre, processus, consolidation des informations)				
117-1-8-8	Adopter un projet de convention entre le MFB et la BCM fixant les modalités de fonctionnement et de gestion du CUT				
117-1-8-9	Mettre en place un cadre juridique				

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

21 MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

220 FINANCES ET BUDGET

117 Trésor

117-1-9 Niveau d'extension de la couverture des Ministères **Pourcentage** **3** **12** **70** **75**

117-1-9-1 Mettre en place des Trésoreries Ministérielles

117-1-9-2 Informer les usagers de la création des Trésoreries Ministérielles par les moyens médias et hors médias

117-2 Amélioration de la qualité des services rendus aux usagers

117-2-1 Nombre de standard de service mis en place **Jours** **12** **0** **0** **0**

117-2-1-A Déconcentrer les assignations des crédits de la solde et des pensions

117-2-1-1 Organiser le regroupement des postes comptables

117-2-1-2 Etablir les nomenclatures budgétaires et comptables des CTD

117-2-1-3 Etablir la nomenclature des pièces justificatives des dépenses et des recettes des Communes Rurales de 2ème catégorie et les ACPDC

117-2-1-4 Etablir, valider et diffuser le manuel de procédures d'exécution des dépenses et des recettes des Communes

117-2-1-5 Former les comptables des Communes

117-2-1-6 Recruter le personnel chargé de la numérisation des textes

117-2-1-7 Définir la priorisation des textes à numériser

117-2-1-8 Recodifier les textes produits au niveau de la Direction et des textes réglementaires

117-2-1-9 Insérer les textes dans la bibliothèque numérique

117-2-2 Taux de validation des documents budgétaires du PASEF **Pourcentage** **100** **0** **0** **0**

117-2-2-1 Coordonner les activités du PASEF

117-2-3 Niveau de contrôle des compagnies d'assurances **Pourcentage** **60** **0** **0** **0**

117-2-3-A Suivre l'évolution des arriérés de primes des compagnies d'assurance

117-2-3-B Constater les infractions vis-à-vis des dispositions réglementaires

117-2-3-1 Assurer l'application des textes

117-2-3-2 Dresser les Procès-verbaux des délits observés et des mesures adéquates prises

117-2-3-3 Assister les entreprises d'assurance à l'utilisation du manuel de procédure de remplissage des états statistiques

117-2-3-4 Normaliser la communication des informations assurancielles par l'amorçage de l'utilisation des nouveaux états statistiques

117-2-3-5 Contrôler le respect du calendrier relatif à la communication des états statistiques et des états financiers

117-2-3-6 Surveiller le délai réglementaire de communication de la garantie financière et de l'assurance responsabilité civile professionnelle des intermédiaires d'assurance.

117-2-3-7 Détecter les irrégularités des compagnies et des intermédiaires d'assurance

117-2-3-8 Axer le contrôle suivant les problèmes constatés

117-2-3-9 Veiller au respect des engagements techniques des entreprises d'assurance

117-2-4 Taux de pénétration des ménages **Pourcentage** **34.88** **0** **0** **0**

117-2-4-1 Assurer la coordination du secteur de la finance inclusive

117-2-4-2 Consolider le secteur de la finance inclusive

117-2-4-3 Assurer le suivi évaluation de la mise en œuvre de la SNFI

117-2-4-4 Renforcer le dialogue pour le secteur et réaliser les activités de communication auprès des cibles

117-2-5 Pourcentage d'usagers satisfaits et de postes comptables bénéficiant d'infrastructures **Pourcentage** **0** **0** **0** **0**

117-2-5-1 Proposer une bonne qualité de service à travers les structures d'accueil

117-2-5-2 Proposer des formations sur l'accueil et sur la lutte anti-corruption dans les postes comptables

117-2-5-3 visiter des postes comptables dans tout Madagascar et concevoir des infrastructures d'attente pour les pensionnés

117-2-6 Nombre de nouveaux postes comptables créés **Nombre** **2** **0** **0** **0**

117-2-6-1 Sensibiliser les ministères et les Communes

117-2-6-2 Réaliser les travaux de réhabilitation et/ou de construction des locaux des postes comptables

117-2-6-3 Equiper les nouveaux postes comptables

117-2-6-4 Mettre en connexion les postes comptables nouvellement créés

117-3 Amélioration de l'environnement et des conditions de travail des agents du Trésor Publics

117-3-1 Nombre de projets et infrastructures à caractère sociaux réalisés **Nombre** **13** **0** **0** **0**

117-3-1-1 Revoir les activités pour les agents du Trésor

117-3-1-2 Rechercher des partenariats et faire un suivi des projets de partenariat en faveur du personnel

117-3-1-3 Trouver une salle d'activités et des matériels de sport pour les agents du Trésor

117-3-1-4 Sensibiliser les postes comptables centralisateurs hors Tanà pour leurs activités sportives, culturelles et sociales

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

21 MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

220 FINANCES ET BUDGET

117 Trésor

117-3-2	Pourcentage des postes comptables conformes aux normes d'hygiène, de sécurisation et de conservation des fonds publics	Pourcentage	68.6	0	0	0
117-3-2-1	Identifier les postes comptables et les travaux à effectuer en fonction des rapports d'inspection					
117-3-2-2	Réaliser les travaux de réhabilitation des locaux des postes comptables					
117-3-2-3	Réaliser les travaux de Constructions de postes comptables					
117-3-2-4	Acquérir des matériels de transport					

117-3-3	Taux de dotation des supports de communication aux départements et au personnel du Trésor Public	Pourcentage	100	0	0	0
117-3-3-1	Identifier les supports de communication nécessaires					
117-3-3-2	Concevoir, produire et distribuer les supports de communication requis					

117-4 Modernisation et mise aux normes internationales des métiers du Trésor Publics

117-4-A	Pourcentage des agents appartenant aux corps spécifiques par rapport à l'effectif total du personnel de la DGT	Pourcentage	30.88	0	0	0
117-4-A-1	Organiser les concours en partenariat avec IMATEP					
117-4-A-2	Former les nouveaux admis et poursuivre la formation des promotions en cours					
117-4-A-3	Recruter les nouveaux agents formés					

117-4-B	Niveau d'efficacité du logiciel de traitement des données du personnel	Pourcentage	100	0	0	0
117-4-B-1	Mettre à jour le logiciel					

117-4-C	Nombre de parutions du bulletin d'informations Tahiry par an	Nombre	0	0	0	0
117-4-C-1	Concevoir et éditer mensuellement le bulletin Tahiry					

117-4-D	Nombre de visiteurs du site web	Nombre	100000	0	0	0
117-4-D-1	Enregistrer et analyser le nombre total des visites du site web, (toutes les pages confondues, par page et par rubrique)					
117-4-D-2	Etablir des statistiques des nombres des visites du site web (touts les pages confondues, par page, par rubrique)					

117-4-1	Nombre des agents du Trésor à la formation en administration générale	Nombre	50	0	0	0
117-4-1-1	Sensibiliser les agents aux niveaux central et périphérique à accéder à une formation					
117-4-1-2	Gérer les conventions bilatérales ou multilatérales					
117-4-1-3	Coopérer avec les antennes régionales					

117-4-2	Nombre d'indicateurs de coûts respectés	Nombre	1	0	0	0
117-4-2-1	Assurer la gestion courante et la restructuration du portefeuille de la dette intérieure					
117-4-2-2	Promouvoir les titres émis par le Trésor Public					
117-4-2-3	Suivre la situation des arriérés et des subventions accordées à la JIRAMA et aux compagnies pétrolières.					

117-4-3	Nombre de formation en norme comptable dispensé	Nombre	4	0	0	0
117-4-3-1	Renforcer la capacité en normes comptables internationales des agents du SSEPC					
117-4-3-2	Organiser une formation relative aux PCOP 2006					
117-4-3-3	Organiser une formation relative aux PCG 2005					
117-4-3-4	Former les Agents Comptables des EPN sur l'application web dédiée aux opérations des EPN					

117-4-4	Nombre de Postes Comptables utilisant les outils modernes de traitement de l'information	Nombre	125	0	0	0
117-4-4-A	Mettre en place un système d'archivage électronique avec indexation permettant une recherche rapide en cas de vérification physique ou de la version électronique					
117-4-4-1	Moderniser le moyen de règlement					
117-4-4-2	Assurer la virtualisation des serveurs					
117-4-4-3	Acquérir les terminaux					
117-4-4-4	Assurer l'extension du système de télécompensation					
117-4-4-5	Participer à la mise en place progressive du CUT					
117-4-4-6	Assurer la pérennisation du système d'annonce de Trésorerie					
117-4-4-7	Mettre en place un réseau privé pour le réseau comptable					
117-4-4-8	Centraliser progressivement les applications utilisées par le réseau comptable					
117-4-4-9	Centraliser les données des PP					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

21 MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

220 FINANCES ET BUDGET

117 Trésor

117-4-5	Pourcentage des missions de contrôle conformes aux normes et bonnes pratiques internationales	Pourcentage	65	0	0	0
117-4-5-1	Renforcer les capacités des vérificateurs en normes d'audit et normes comptables					
117-4-5-2	Former les vérificateurs en bonne pratique internationale en matière d'inspection					
117-4-6	Pourcentage des données des postes comptables extraites et analysées	Pourcentage	55	0	0	0
117-4-6-1	Acquitter les redevances annuelles du licence d'utilisation					
117-4-6-2	Concevoir un module d'extraction des données gérés par les logiciels métiers recette, solde et pension					
117-4-6-3	Acquérir des ordinateurs portables et des imprimantes portables pour les missions des cellules					
117-4-7	Nombre d'indicateurs de gestion de la dette validés et respectés	Nombre	3	0	0	0
117-4-7-1	Développer, appliquer et mettre à jour les normes					
117-4-7-2	Analyser toutes demandes de garanties et Présenter des avis motivés au Comité Technique de la Dette					
117-4-7-3	Formaliser l'octroi de garantie sur emprunts par un arrêté du Ministre chargé des Finances après avis favorable du Comité Technique de la Dette					
117-4-7-4	Présenter les requêtes de financement pour signature de Ministre chargé des Finances après avis favorable du Comité Technique de la Dette					
117-4-8	Taux d'amélioration du rapatriement des devises nées des exportations	Pourcentage	0.5	0	0	0
117-4-8-1	Relancer par courrier/mail les sociétés ayant des dossiers non rapatriés et/ou en retard de rapatriement					
117-4-8-2	Contrôler sur terrain les sociétés ayant des dossiers non rapatriés et/ou en retard de rapatriement					
117-4-8-3	Contrôler les fichiers électroniques relatifs aux opérations d'exportation envoyés par les banques					
117-4-9	Niveau de réalisation de la mise en place d'un système de contrôle en ligne des allocations de voyage et des transferts internationaux (valeur 1=Phase1et2 ;valeur 2=Phase1,2et3; valeur 3=Phase3)	Niveau	3	0	0	0
117-4-9-1	Mettre en place le Système Informatique de Suivi des Opérations de Change "SISOC"					
117-4-9-2	Rendre opérationnel le SISOC dans l'ensemble des sites					
117-4-9-3	Maintenir l'application (évolution et correction)					
117-5	Bonne gouvernance et retour à l'orthodoxie financière					
117-5-A	Taux de recouvrement des créances non fiscales	Pourcentage	100	0	0	0
117-5-A-1	Recouvrer les créances non fiscales (FCV) ayant fait l'objet d'ordre de recette					
117-5-A-2	Recouvrer les créances non fiscales des comptes particuliers du Trésor ayant fait l'objet d'ordre de recette					
117-5-B	Nombre de rapports sur la dette publique produits annuellement	Nombre	3	0	0	0
117-5-B-1	Mettre à jour la base de données sur Sygade					
117-5-B-2	Valider périodiquement la base de données sur Sygade					
117-5-B-3	Générer les états de sortie sur Sygade					
117-5-B-4	Elaborer le Bulletin Statistique de la Dette					
117-5-B-5	Publier le Bulletin Statistique de la Dette					
117-5-B-6	Elaborer le document de stratégie d'endettement					
117-5-B-7	Insérer le document dans l'annexe de la loi des finances					
117-5-B-8	Adopter et Publier le document de stratégie d'endettement					
117-5-C	Nombre de contrats traités en matière d'intervention financière de l'Etat	Nombre	20	0	0	0
117-5-C-1	Ordonnancement des titres budgétaires					
117-5-C-2	Suivi des interventions financières de l'Etat					
117-5-D	Rapport entre charges financières sur tirages et taux directeur	Nombre	0.5	0	0	0
117-5-D-1	Etablir le tableau de financement de la Trésorerie de l'Etat en tenant compte du rythme des dépenses et des recettes publiques					
117-5-D-2	Analyser et prévoir les sources de financement intérieur					
117-5-D-3	Analyser l'environnement des marchés des titres (offre et demande, gestion des taux)					
117-5-E	Nombre de ratios d'endettement extérieur suivis	Pourcentage	100	0	0	0
117-5-E-1	Analyser les propositions de financement et de garanties					
117-5-E-2	Analyser la viabilité de la dette					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LF 2016

2017

2018

2019

21 MINISTÈRE DES FINANCES ET DU BUDGET

220 FINANCES ET BUDGET

117 Trésor

Code	Description	Unités	LF 2016	2017	2018	2019
117-5-F	Nombre de rapport sur l'état d'avancement des projets en cours annuellement	Nombre	1	0	0	0
117-5-F-1	Participer aux négociations techniques des projets					
117-5-F-2	Gérer et mettre à jour la base de données des projets					
117-5-F-3	Assurer le suivi-évaluation et contrôle des projets (administratif et physique)					
117-5-F-4	Etre l'interlocuteur des bailleurs, des Ministères de tutelle technique et des CEP					
117-5-F-5	Etudier et émettre des avis sur les demandes formulées par les projets					
117-5-G	Taux d'amélioration de la gestion du portefeuille de l'Etat	Pourcentage	20	0	0	0
117-5-G-1	Analyser la situation financière des sociétés à participation publique					
117-5-G-2	Maintenir la proportion de la part de l'Etat dans le capital social					
117-5-G-3	Mettre en œuvre la politique de restructuration financière des entreprises à participation publique					
117-5-G-4	Participer aux séances de travail avec le département en charge du suivi des sociétés à participation de l'Etat au sein des Ministères de tutelle technique					
117-5-G-5	Mettre en place un dispositif adéquat à la gestion du portefeuille					
117-5-H	Nombre d'entreprises publiques concernées par le processus de liquidation	Nombre	17	0	0	0
117-5-H-1	Réclamer les rapports finaux de liquidation					
117-5-H-2	Céder les actifs des entreprises publiques en cours de liquidation					
117-5-H-3	Formaliser la clôture des opérations de liquidation					
117-5-1	Taux de recouvrement des dividendes sur les participations de l'Etat	Pourcentage	100	0	0	0
117-5-1-1	Assurer le recouvrement des dividendes sur les participations de l'Etat					
117-5-2	Délai moyen de production du tableau de bord mensuel des opérations publiques (OGT)	Jours	60	0	0	0
117-5-2-1	Centraliser et consolider les informations concernant l'exécution des dépenses et des recettes de l'Etat					
117-5-3	Délai moyen de centralisation du document de performance du programme 117	Jours	15	0	0	0
117-5-3-1	Centraliser et consolider les fiches de suivi budgétaire et de performance des différents départements					
117-5-4	Nombre d'actions destinées à la lutte pour la bonne gouvernance et contre la corruption	Nombre	2	0	0	0
117-5-4-1	Amener les agents du Trésor public à une conscience professionnelle et à renforcer la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption					
117-5-5	Taux de réalisation des activités de gestion courante de la dette publique extérieure	Pourcentage	100	0	0	0
117-5-5-1	Payer à bonne date les échéances dues					
117-5-5-2	Régulariser les recettes sur les tirages dans les 2 mois après la réception des avis					
117-5-5-3	Mettre en vigueur les accords de prêts 2 mois après leurs ratifications					
117-5-6	Avancement du traitement des nouveaux Dossiers	Pourcentage	100	0	0	0
117-5-6-1	Etudier les demandes d'avances, de prêts, de rétrocession et de garantie					
117-5-6-2	Mettre en vigueur les accords sur les comptes d'avances, de prêts et de rétrocession et établir la lettre de garantie					
117-5-7	Taux d'opérationnalisation du SPECL	Pourcentage	100	0	0	0
117-5-7-1	Sensibiliser					
117-5-7-2	Former et déployer					
117-5-7-3	Assurer le fonctionnement et la maintenance du système					
117-5-8	Taux de régularisation des situations des EPN	Pourcentage	30	0	0	0
117-5-8-1	Mettre en place un dispositif de suivi des décisions des juridictions des comptes					
117-5-8-2	Proposer des représentants de la tutelle comptable dans les Conseils d'Administration des EPN					
117-5-8-3	Emettre des observations sur les projets de statuts					
117-5-8-4	Nommer et installer les Agents Comptables					
117-5-9	Niveau de régularité de production des comptes publics	Nombre	1	0	0	0
117-5-9-1	Signer les BCSE					
117-5-9-2	Produire la balance mensuelle					
117-5-9-3	Envoi de la comptabilité par les postes comptables secondaires					
117-5-9-4	Envoi des pièces justificatives auprès de la juridiction financière					
117-5-9-5	Envoi des pièces générales					
117-5-9-6	Mettre en place un planning de rattrapage de production de compte gestion au niveau des EPN					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

21 MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET

220 FINANCES ET BUDGET

117 Trésor

- 117-5-9-7 Suivre la production des documents de rapprochement des écritures entre ordonnateurs et comptables
- 117-5-9-8 Identifier des comptes d'attente non régularisées dans les délais fixés
- 117-5-9-9 Encadrer les comptables pour la régularisation des comptes d'attente et comptes inexistant dans les plans de compte

117-6 Renforcer la gestion financière et comptable des organismes publics

117-6-A	Régularité et respect des délais pour la production de la loi de règlement	Années	0	2015	2016	2017
117-6-A-1	Produire la loi de règlement N - 1					
117-6-A-2	Mettre à la connaissance du public les informations les concernant dans la gestion des finances publiques					
117-6-B	Taux de régularité de la production de compte de gestion	Pourcentage	0	100	100	100
117-6-B-1	Envoyer les pièces justificatives trimestrielles					
117-6-B-2	Produire les documents généraux					
117-6-B-3	Déterminer les démarches pour les rattrapages des comptes de gestion des EPN					
117-6-B-4	Produire les comptes de gestion des EPN					
117-6-1	Respect des délais des rapports d'exécution budgétaire produits en cours d'année	Jour	0	60	60	60
117-6-1-1	Centraliser et consolider les informations concernant l'exécution des dépenses et des recettes de l'Etat					
117-6-1-2	Mettre à la connaissance du public les informations les concernant dans la gestion des finances publiques					
117-6-2	Taux de recouvrement des Recettes non fiscales	Pourcentage	0	100	100	100
117-6-2-1	Rendre opérationnel le Comité de Suivi des Recettes Non Fiscales					
117-6-3	Taux de régularisation des arriérés de paiement	Pourcentage	0	100	100	100
117-6-3-1	Apurer les arriérés des dettes potentielles					
117-6-4	Niveau de prévalence des détournements du réseau comptable direct du Trésor	Pourcentage	0	3	3	3
117-6-4-1	Réaliser des contrôles récurrents des TG/TP/PP/ACD					
117-6-5	Niveau d'extension du champ de contrôle aux Etablissements Publics et Régies non encore contrôlés	Pourcentage	0	45	50	55
117-6-5-1	Poursuivre le contrôle des établissements publics et des régisseurs					
117-6-6	Respect de la législation et des dispositions réglementaires en vigueur	Nombre	0	100	100	100
117-6-6-1	Elaborer une stratégie de la dette à moyen terme					
117-6-6-2	Procéder à la saisine du Comité Technique de la Dette pour les dossiers éligibles					
117-6-6-3	Vulgariser les lois et dispositions réglementaires en vigueur					
117-6-7	Charges financières sur tirages	Pourcentage	0	8.3	8.3	8.3
117-6-7-1	Mettre à jour périodiquement le tableau de trésorerie					
117-6-8	TMP (dette intérieure) glissante de l'année	Pourcentage	0	8.3	8.3	8.3
117-6-8-1	Arbitrer les coûts de financement					
117-6-9	Taux de réalisation des activités de gestion de la dette publique	Pourcentage	0	100	100	100
117-6-9-1	Payer à bonne date les échéances et régulariser les recettes sur tirages					

117-7 Développer les services financiers

117-7-1	Taux de pénétration des ménages	Pourcentage	0	38.4	41.92	45.44
117-7-1-1	Coordonner la mise en œuvre des stratégies relatives à l'inclusion financière					
117-7-1-2	Participer à l'appui et à la consolidation du secteur					
117-7-1-3	Assurer le suivi des activités des intervenants du secteur					
117-7-1-4	Renforcer le dialogue au sein du secteur et coordonner la mise en œuvre du plan stratégique de communication					
117-7-1-5	Fournir et analyser les informations concernant le secteur					
117-7-2	Niveau de contrôle des compagnies d'assurance	Pourcentage	0	60	60	60
117-7-2-1	Normaliser la communication des informations assurancielles par la remise des documents de contrôle					
117-7-2-2	Développer le tableau de bord de pilotage correct des contrôles des organismes d'assurance (contrôle sur pièce)					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

21 MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

220 FINANCES ET BUDGET

117 Trésor

117-7-2-3	Contrôler l'activité, la gestion, la comptabilité, les résultats et la situation patrimoniale des sociétés et des intermédiaires d'assurance (contrôle sur place)				
117-7-2-4	Assurer l'application des textes juridiques d'assurance en vigueur				
117-7-3	Taux d'amélioration du rapatriement de devises nées des exportations	Pourcentage	0	5	5
117-7-3-1	Relancer par courrier/mail les sociétés ayant des dossiers non rapatriés et/ou en retard de rapatriement				
117-7-3-2	Contrôler sur terrain les sociétés ayant des dossiers non rapatriés et/ou en retard de rapatriement				
117-7-3-3	Contrôler les fichiers électroniques relatifs aux opérations d'exportation envoyés par les banques				
117-7-4	Taux d'amélioration de la gestion du portefeuille de l'Etat	Pourcentage	0	2	2
117-7-4-1	Créer une base de données pour la gestion et le suivi du portefeuille de l'Etat				
117-7-4-2	Proposer des solutions pour la sortie de crise des sociétés en difficulté				
117-7-4-3	Maintenir la part de l'Etat dans le capital social de chaque société et organisme international				
117-7-4-4	Poursuivre la mise en application des textes en vigueur				
117-7-4-5	Convoquer des assemblées générales extraordinaires pour les dossiers clôturables				
117-7-4-6	Traiter les dossiers contentieux				
117-7-4-7	Suivre et évaluer les activités de clôture du projet				

129 Contrôle Budgétaire

129-1 Renforcer les contrôles

129-1-1	Taux de services audités par rapport à ceux programmés	Pourcentage	0	75	80	85
129-1-1-1	Renforcer l'audit des procédures de CHED					
129-1-2	Taux de couverture des crédits engagés par le contrôle à postériori	Pourcentage	0	45	50	55
129-1-2-1	Renforcer les contrôles des services faits					
129-1-3	Ecart de non-conformité des actes soumis au visa	Pourcentage	0	20	15	10
129-1-3-1	Renforcer les contrôles de conformité des actes à incidence financière					
129-1-4	Nombre de séances de formation effectuées	Nombre	0	6	10	16
129-1-4-1	Renforcer les capacités des ordonnateurs					

130 Gestion Financière du Personnel de l'Etat

130-1 Améliorer le cadre organisationnel, Institutionnel et Physique

130-1-1	Nombre de textes et/ou procédures mise à jour par métier	Nombre	0	1	2	2
130-1-1-1	Renforcer le système d'information de la gestion des soldes et pensions: textes, procédures et système informatique					
130-1-2	Nombre de bâtiments construits et/ou réhabilités	Nombre	0	3	2	2
130-1-2-1	Construire et/ou réhabiliter les bâtiments					

130-2 Optimiser la gestion financière du personnel de l'Etat

130-2-1	Montant du financement du déficit des caisses de retrait	Nombre	0	230	190	190
130-2-1-1	Assainir la base de données des Pensions					
130-2-1-2	Opérer à une réforme paramétrique: recul de l'age de retraite, taux de cotisation					
130-2-1-3	Mettre en place un système de suivi permettant un recouvrement plus efficace des cotisations au niveau du Budget Général, des EPN et des CTD					
130-2-2	Nombre de Ministères ayant des répartitions d'effectifs par programme	Nombre	0	1	10	10
130-2-2-1	Intégrer progressivement la solde dans le budget programme					
130-2-2-2	Faire évoluer le SGSP vers un système intégré de Gestion des Ressources Humaines de l'Etat					

803 Action sociale et développement

803-1 Améliorer les infrastructures locales et la concertation au niveau des communes

803-1-1	Nombre de dossiers soumis (demande de financement reçu auprès des communes)	Nombre	400	280	300	350
803-1-1-1	Promouvoir le programme auprès des communes et réviser les demandes de projets					
803-1-1-2	Soutenir la production de demandes conformes et la négociation des ententes des financements					
803-1-1-3	Transférer la gestion, le post évaluation des projets ainsi que la maîtrise d'œuvre					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

21 MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

220 FINANCES ET BUDGET

803 Action sociale et développement

803-1-2	Proportion des dossiers soumis conformes à l'ensemble des exigences (suivant critères d'éligibilité)	Pourcentage	100	70	85	88
803-1-2-1	Promouvoir le programme auprès des communes et réviser les demandes de projets					
803-1-2-2	Soutenir la production de demandes conformes et la négociation des ententes des financements					
803-1-2-3	Transferer la gestion, le post évaluation des projets ainsi que la maîtrise d'œuvre					
803-1-3	Proportion des dossiers soumis conformes acceptés par les bailleurs de fonds (Identification, Etude de pré faisabilité)	Pourcentage	75	43	52	64
803-1-3-1	Promouvoir le programme auprès des communes et réviser les demandes de projets					
803-1-3-2	Soutenir la production de demandes conformes et la négociation des ententes des financements					
803-1-3-3	Transferer la gestion, le post évaluation des projets ainsi que la maîtrise d'œuvre					
803-1-4	Proportion des dossiers acceptés réalisés avec succès	Pourcentage	75	43	52	64
803-1-4-1	Promouvoir le programme auprès des communes et réviser les demandes de projets					
803-1-4-2	Soutenir la production de demandes conformes et la négociation des ententes des financements					
803-1-4-3	Transferer la gestion, le post évaluation des projets ainsi que la maîtrise d'œuvre					
803-2	Initier des projets à haute intensité de main-d'oeuvre en partenariat avec l'Etat et l'Eglise					
803-2-1	Nombre d'homme jours rémunérés par an	Nombre	154000	129720	186437	186437
803-2-1-1	Sélectionner et prioriser les maîtrises d'oeuvres des projets					
803-2-2	Nombre de bâtiments construits ou réhabilités	Nombre	11	56	20	20
803-2-2-1	Renforcer les maîtrises d'œuvres des projets					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

25 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DU PLAN

290 PILOTAGE DE L'ECONOMIE

014 Administration et Coordination

014-1 Assurer l'utilisation rationnelle des ressources allouées au Ministère de l'Economie et de la Planification en vue de réalisation de sa mission

014-1-1	Taux d'exécution budgétaire	%	90	50	75	96
014-1-1-1	Mettre les informations sur les finances publiques en ligne pour assurer la transparence et la responsabilité					
014-1-1-3	Taux d'exécution budgétaire					

014-2 Renforcer les capacités opérationnelles, techniques et institutionnelles

014-2-1	Nombre d'agents formés	Nombre	220	50	50	50
014-2-1-1	Organiser des formations locales en faveur des agents du MEP					
014-2-2	Nombre de bâtiments construits et/ou réhabilités	Nombre	20	6	8	10
014-2-2-1	Construire et réhabiliter des bâtiments du MEP					

014-3 Renforcer les capacités managériales, techniques et matérielles des responsables et des structures de gestion des ressources humaines et Ministères à tous les niveaux

014-3-1	Nombre de dossiers traités	Nombre	150	50	60	50
014-3-1-1	Traiter les dossiers du personnel du MEP					
014-3-2	Système de gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences opérationnel	Taux (%)	20	25	60	100
014-3-2-1	Moderniser et rendre performant le système de gestion des ressources humaines					

014-4 Assurer l'encadrement juridique des activités du MEP

014-4-1	Nombre de textes législatifs et réglementaires traités	Nombre	50	15	15	10
014-4-1-1	Traiter des textes législatifs et réglementaires					

604 Economie

604-1 Assurer l'efficacité de l'intervention de l'Etat en générale et du MEP en particulier dans la redistribution des fruits et retombées de l'intervention sur le plan spatial et au niveau des ménages.

604-1-1	Taux de croissance économique	%	5	3	4	5
604-1-1-1	Développer les outils d'analyse et des modèles de prévision macroéconomique et sectorielle					
604-1-2	Nombre d'outils d'information, de sensibilisation et d'aide à la décision publiés	Nombre	5	3	4	5
604-1-2-1	Publier des outils d'information, de sensibilisation et d'aide à la décision (par la mise en oeuvre du Système National Intégré de Suivi Evaluation) et de coordination des aides extérieures, à tous les niveaux, central et régional					

604-2 Disposer de données et d'informations à jour et fiables sur la situation et l'évolution de l'économie

604-2-1	Nombre de Notes de conjoncture économique disponibles	Nombre	4	2	3	4
604-2-1-1	Etablir le diagnostic conjoncturel et prévisions infra-annuelles des principaux indicateurs de l'activité économique					
604-2-2	Nombre de documents d'analyse et de suivi économique disponibles	Nombre	1	1	1	1
604-2-2-1	Elaborer le Rapport Economique et Financier					
604-2-3	Nombre de documents de résultats d'enquêtes économiques et sociaux disponibles	Nombre	4	2	3	4
604-2-3-1	Fournir des informations annuelles sur la situation de l'évolution de l'économie dans les différents secteurs					
604-2-4	Nombre de Notes de Politiques Economiques disponibles	Nombre	4	2	3	4
604-2-4-1	Produire des notes de politiques économiques ou Policy Briefs					

604-3 Coordonner les coopérations extérieures

604-3-1	Document de la Politique Nationale sur la coopération extérieure à Madagascar disponible	Nombre	1	1	1	1
604-3-1-1	Mettre en place une politique nationale sur la coopération extérieure à Madagascar					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

25 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DU PLAN

290 PILOTAGE DE L'ECONOMIE

604 Economie

604-3-2 *Processus de formulation et d'alignement des politiques et stratégies d'interventions des partenaires au développement au Plan National de Développement du Pays élaboré et mis en oeuvre* **Pourcentage** **100** **25** **75** **100**

604-3-2-1 Contribuer au pilotage du processus de formulation et d'alignement des politiques et stratégies d'interventions des partenaires au développement au Plan National de Développement du Pays

612 Planification

612-1 Disposer des dossiers d'éclairage de développement humain

612-1-1 *Dossiers d'éclairage de développement humain disponibles* **Nombre** **2** **1** **1** **2**

612-1-1-1 Elaborer les documents de situation du développement humain au niveau national en cohérence avec le Plan National de Développement

612-2 Renforcer les synergies sectorielles et régionales des politiques de développement

612-2-1 *Nombre de Politiques sectorielles analysées et coordonnées* **Nombre** **10** **4** **6** **10**

612-2-1-1 Coordonner les politiques sectorielles entre elles et avec les Plans de Développement aux niveaux national et des Collectivités Territoriales Décentralisées

612-2-2 *Nombre de Plans régionaux analysés et coordonnés* **Nombre** **15** **12** **18** **22**

612-2-2-1 Coordonner la mise en oeuvre des Plans Régionaux de Développement avec le PND

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

32 MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION

310 TRAVAIL ET LOIS SOCIALES

041 Administration et Coordination

041-1 Instaurer une administration de proximité

Code	Description	Unités	2016	2017	2018	2019
041-1-1	Services Régionaux du Travail et des lois sociales assurant une administration de travail de proximité efficace (SRTLS)	Nombre	2	2	4	4
041-1-1-1	Prospecter et effectuer des études sur les besoins en SRTLS, en fonction du nombre de sociétés, entreprises au niveau des régions ou localités qui en sont encore dépourvues					
041-1-1-2	Identifier le/les SRTLS à mettre en place					
041-1-1-3	Voir avec le DAF du Ministère les besoins en logistique (local de bureau: location ou implantation, MMB)					
041-1-1-4	Voir la composition personnel qui va servir, en fonction de l'importance de la localité, ainsi que de l'envergure des entreprises qui y sont implantées					
041-1-2	Structures de dialogue social mis en place et opérationnelles (CNT, CRTT)	%	80	90	90	90
041-1-2-1	Assurer le secrétariat technique du Conseil National du Travail (CNT)					
041-1-2-2	Dynamiser la mise en place des structures de dialogue social par le biais des séances d'information et de sensibilisation auprès des partenaires sociaux					
041-1-2-3	Appuyer techniquement les partenaires sociaux lors de la mise en place des structures de dialogue social					
041-1-2-4	Participer activement aux différents ateliers et séminaires de formation pour la promotion du tripartisme					
041-1-3	Dossiers des bénéficiaires reçus et traités à temps	%	100	100	100	100
041-1-3-1	Recevoir les dossiers de demande de distinctions honorifiques					
041-1-4	Bénéficiaires des années précédentes décorés	%	100	100	100	100
041-1-4-1	Décorer les bénéficiaires des années précédentes					

804 Sécuriser l'environnement social et professionnel des travailleurs

804-1 Promouvoir un travail décent par l'amélioration des conditions de travail et le rehaussement du niveau de sécurité sociale

Code	Description	Unités	2016	2017	2018	2019
804-1-1	Textes en matières de SST mis à jour et vulgarisés	Nombre	2	2	2	2
804-1-1-1	Elaborer et actualiser les textes en matière de SST					
804-1-1-2	Vulgariser les textes législatifs Nationaux et Internationaux en matière de SST					
804-1-1-3	Étendre les prestations fournies au niveau des SMT et CNAPS vers les travailleurs du secteur informel					
804-1-2	Décentralisation effective du système de sécurité sociale des travailleurs	Nombre	2	2	2	2
804-1-2-1	Appuyer la mise en place de SMIE dans toutes les régions					
804-1-2-2	Former les entités concernées au niveau régionale					
804-1-2-3	Organiser les campagnes de sensibilisation au niveau régional					
804-1-3	Extension et amélioration de la SST	%	35	45	55	55
804-1-3-1	Améliorer les prestations fournies					
804-1-3-2	Intensifier le contrôle au niveau des entreprises					
804-1-3-3	Traiter des doléances, des Rentes des Accidents de Travail et Maladie Professionnelle					

805 Promouvoir le dialogue social et les droits fondamentaux

805-1 Assurer que les règles du marché du travail favorise la compétitivité tout en protégeant les droits fondamentaux des travailleurs

Code	Description	Unités	2016	2017	2018	2019
805-1-1	Respect des obligations de Madagascar vis-à-vis de l'OIT	%	100	100	100	100
805-1-1-1	Impliquer les partenaires sociaux et des institutions de l'Etat dans l'accomplissement des engagements de Madagascar vis-à-vis de l'OIT.					
805-1-1-2	Participer aux assises organisées par l'Organisation Internationale du Travail (OIT)					
805-1-1-3	Appliquer effectivement les normes internationales du travail.					
805-1-2	Études menées	Nombre	6	8	8	8
805-1-2-1	Renforcer le dialogue social au niveau du CNT					
805-1-2-2	Amender le cadre juridique du Travail et des Lois Sociales					
805-1-3	Travailleurs bénéficiant des activités d'éducation ouvrière de l'Institut National du Travail	Nombre	360	400	400	400
805-1-3-1	Développer l'éducation ouvrière et les recherches en matière de travail					
805-1-3-2	Organiser et réaliser des ateliers de formation destinés aux organisations syndicales, aux acteurs					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

32 MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION

310 TRAVAIL ET LOIS SOCIALES

805 Promouvoir le dialogue social et les droits fondamentaux

économiques et aux entreprises

805-1-3-3 Effectuer des études en matière de travail

805-1-4 Code de travail respecté au niveau central et régional % 100 100 100 100

805-1-4-1 Conseiller les usagers sur l'administration du travail

805-1-4-2 Contrôler le respect de la législation du travail

805-1-4-3 Dynamiser le dialogue social au niveau des entreprises régionales et nationales

805-1-4-5 Régler des différends individuels et collectifs du travail

812 Intensification de lutte contre le travail des enfants

812-1 Améliorer l'appui aux très pauvres et vulnérables

812-1-1 Opérationnalité des structures de coordination de la lutte contre le travail des enfants et mise en oeuvre des mesures de protection des enfants travailleurs % 100 100 100 100

812-1-1-1 Organiser des ateliers de formation à l'endroit des acteurs dans la lutte contre le travail des enfants

812-1-1-2 Sensibiliser le grand public sur les textes juridiques existants sur le travail des enfants et les méfaits du travail des enfants

812-1-1-3 Renforcer les structures de contrôle en matière de lutte contre le travail des enfants

812-1-1-4 Réaliser des études sur le travail des enfants

824 Promouvoir l'insertion et la reconversion du travail

824-1 Promouvoir le travail décent

824-1-1 Travailleurs recensés bénéficiant les mesures de travail décent % 45 65 90 90

824-1-1-1 Faciliter l'accès des travailleurs au travail décent

824-1-1-2 Assurer le suivi et évaluation des travailleurs exerçant un travail décent

824-1-1-3 Faciliter l'accès des travailleurs à l'approche HIMO structurée

824-1-1-4 Collaborer avec les autres institutions pour mettre en place un environnement favorable à la formalisation de l'économie informelle

824-1-1-5 Identifier les travailleurs faisant l'objet de la FPC, les Centres de Formation professionnelle Continue aux niveaux central et régional ainsi que les organismes de financement

824-1-1-6 Organiser un atelier pour informer les entreprises et les centres de formation professionnelle continue sur les besoins de formation

824-1-1-7 Etablir un accord de partenariat avec les organismes de financement et les centres/institution de formation professionnelle

824-1-1-8 Concevoir des textes relatifs à la facilitation de l'accès à la formation professionnelle des travailleurs

824-1-1-9 Vulgariser les textes relatifs à la facilitation de l'accès à la formation professionnelle des travailleurs

824-2 Promouvoir les travailleurs déplacés

824-2-1 Descente effectuée et rapport des agences de placement vérifiées Nombre 10 12 13 13

824-2-1-1 Renforcer le suivi et le contrôle des travailleurs migrants

824-2-2 Projets -jeunes promoteurs appuyés et dossiers élaborés Nombre 0 0 0 0

824-2-2-1 Appuyer les projets relatifs à la création d'Activités Génératrices de Revenus

824-2-2-3 Appuyer les jeunes promoteurs en matière de Gestion de Projets

824-2-3 Contrats de travail visés, Permis de travail délivrés Nombre 3500 100 150 200

824-2-3-1 Assurer la fluidité des informations sur le mouvement migratoire au travail et le marché du travail

824-2-3-2 Etudier et traiter les dossiers pour l'octroi de visa des contrats de travail des travailleurs migrants

824-2-4 Nouveau système de centralisation, de traitement, d'exploitation, de publication des données statistiques liées au travail appliqué % 10 40 80 90

824-2-4-1 Appliquer le nouveau système de centralisation, de traitement, d'exploitation de publication des données statistiques liées au travail

824-3 Promouvoir le travail décent et les travailleurs déplacés

824-3-1 Elaborer la sensibilisation des partenaires sociaux au niveau régional Nombre 12500 12600 12600 12600

824-3-1-1 Viser les offres press et les offres publiques

824-3-1-2 Viser les contrats de travail des travailleurs immigrants et nationaux

824-3-1-3 Délivrer les attestations de chomages

824-3-1-4 Assurer la réception des placements et mettre en relation les offres et les demandes d'emplois

824-3-2 Assurer la sensibilisation des partenaires sociaux au niveau régional Nombre 850 900 900 900

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

32 MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION

310 TRAVAIL ET LOIS SOCIALES

824 Promouvoir l'insertion et la reconversion du travail

824-3-2-1 Collecter les fiches de renseignements périodiques

824-3-2-2 Collecter les déclarations d'ouverture et fermeture d'établissement

824-4 Mettre en relation le monde professionnel et le marché du travail

Code	Description	Unités	2016	2017	2018	2019
824-4-1	Informations sur le MT disponible	%	100	100	100	100
824-4-1-1	Collecter les offres et demandes de Travail					
824-4-1-2	Collecter les données du MT dans les agglomérations					
824-4-1-3	Analyser et diagnostiquer la situation des personnes vulnérables sur le MT					
824-4-1-4	Collecter et analyser les forces et faiblesses du MT					
824-4-2	SRAPR mises en place et opérationnelles	%	100	100	100	100
824-4-2-1	Identifier les secteurs prioritaires et analyser les forces et faiblesses du secteur					
824-4-2-2	Elaborer et mettre en oeuvre les stratégies des activités génératrices de revenus					
824-4-2-3	Mettre en place les structures Ressources pour l'amélioration de la Production et de revenu					
824-4-2-4	Suivre, accompagner et évaluer les SRAPR dans chaque Région					
824-4-3	Protocole d'accord et/ou convention de partenariat signés	%	100	100	100	100
824-4-3-1	Faciliter l'acquisition d'une Ressource Financière suffisante en vue de pérenniser les activités génératrices de revenus					
824-4-3-2	Promouvoir la formalisation des activités					
824-4-3-3	Renforcer le développement des métiers de base chez les groupes vulnérables					

320 FONCTION PUBLIQUE

015 Administration et Coordination

015-1 Instaurer une Administration efficace et harmonieuse

Code	Description	Unités	2016	2017	2018	2019
015-1-A	Usagers servis et conseillés en matière de documentation sur la FOP et le Travail	%	25	25	100	100
015-1-A-1	Mettre en oeuvre les meilleures techniques d'archivage des documents disponible					
015-1-A-2	Servir le personnel et les usagers en matière de documentation auprès du MFPTLS					
015-1-A-3	Mener convenablement des procédures de passation des marchés publics					
015-1-B	Informatisation et modernisation des matériels informatiques mise en place et opérationnelle	Nombre	4	5	5	5
015-1-B-1	Appuyer les différentes directions sur la mise en place d'un système d'information					
015-1-B-2	Mettre en place et mettre à jour d'un nouveau site web					
015-1-C	Mise en réseau et formation en NTIC effectuée	Nombre	8	10	10	10
015-1-C-1	Assurer la maintenance des parcs informatiques centraux et régionaux					
015-1-C-2	Former les techniciens et les utilisateurs					
015-1-C-3	Normaliser les infrastructures réseau du Ministère					
015-1-D	Outils de communication à moderniser	%	25	25	25	25
015-1-D-1	Acquérir des outils de communication					
015-1-D-2	Mettre à disposition du grand public des lignes téléphoniques					
015-1-D-3	Assurer toutes couvertures médiatiques du Ministère					
015-1-E	Coordination des activités des services régionaux assurée	%	100	100	100	100
015-1-E-1	Harmoniser et coordonner les activités des services régionaux					
015-1-F	Marché approuvée conformément à la loi 2004-009 au code des Marchés Publics	Taux (%)	100	100	100	100
015-1-F-1	Mener convenablement des procédures de passation des Marchés Publics					
015-1-1	Bâtiments construits et/ou réhabilités	Nombre	7	5	7	7
015-1-1-1	Sensibiliser la proximité					
015-1-1-2	Réhabiliter les anciens bâtiments					
015-1-2	Matériels informatiques acquis	Nombre	50	50	30	30
015-1-2-1	Acquérir des matériels informatiques					
015-1-3	Matériels et mobiliers de bureau acquis	Nombre	100	100	50	50
015-1-3-1	Acquérir des matériels et mobiliers de bureau					
015-1-4	Gestion du patrimoine du Ministère optimisée	%	100	100	100	100
015-1-4-1	Inventorier et coder les matériels et mobiliers de bureau					
015-1-5	Avantages sociaux octroyés aux agents	Nombre	200	180	190	190
015-1-5-1	Rembourser les frais médicaux et les dépenses occasionnées par les affectations et les retraites					
015-1-6	Matériels roulants acquis	Nombre	0	1	6	6
015-1-6-1	Acquérir des matériels roulants					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

32 MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION

320 FONCTION PUBLIQUE

015 Administration et Coordination

015-1-7	Ateliers de formation du système d'information et du suivi-évaluation organisé et exécuté	Nombre	3	3	3	0
015-1-7-1	Organiser et exécuter des ateliers de formation et rendre opérationnel le dispositif de suivi-évaluation et du système d'information					
015-1-7-2	Doter des flottes téléphoniques aux agents du MFPRATLS opérant dans le système de planification et d'information					
015-1-8	Textes élaborés et mis à jour	Nombre	9	10	10	10
015-1-8-1	Concevoir les projets et des mis à jour de textes législatifs et réglementaires relatifs à la fonction publique en fonction des évolutions des réalités et des besoins des services publics.					
015-1-8-2	Appuyer les autres directions, autres départements ministériels ou institutionnels en matière d'adoption de textes législatifs et réglementaires					
015-1-8-3	Vulgariser les textes législatifs et réglementaires en vigueur					
015-1-9	Etudes menées	Nombre	3	3	10	10
015-1-9-1	Mener des études et recherche concernant l'ensemble des Ministères en fonction des évolutions de réalités et besoins des services publics					
015-1-9-2	Appuyer les autres directions et autres départements ministériels ou institutionnels dans la conception et validation des études et projets intéressant la Fonction Publique, Le Travail et des Lois Sociales					

118 Améliorer la qualité des services publics et renforcer les capacités des agents de l'Etat

118-1 Renforcer les prestations des services publics

118-1-A	Formation des hauts fonctionnaires de l'Etat par la formation initiale et continue renforcé	%	120	100	160	160
118-1-A-1	Développer un système de formation à distance					
118-1-A-2	Mettre en place d'un centre de documentation (local et virtuel)					
118-1-A-3	Renforcer les programmes de formation initiale et continues					
118-1-A-4	Octroyer des bourses d'études aux divers responsables de l'Administration					
118-1-B	Environnement social et relationnel des élèves et les personnels de l'ENAM amélioré	%	120	40	160	160
118-1-B-1	Aménager les équipements de l'ENAM					
118-1-B-2	Equiper les salles de classe et les bâtiments de l'ENAM					
118-1-B-3	Mettre en place une cantine scolaire répondant aux normes des grandes écoles					
118-1-1	Valorisation des titres assurée	%	100	100	100	100
118-1-1-1	Délivrer des extraits nominatifs de l'arrêté d'équivalence administratif					
118-1-1-2	Mettre à jour les bases de données concernant les arrêtes d'équivalences, les établissements de formations ainsi que les diplômes reconnus par le MFPTLS					
118-1-1-3	Etablir des relations étroites avec les établissements de formations (privés et publics)					
118-1-1-4	Assurer la réunion périodique de la CNEAT en vue de traiter les demandes d'arrêtes d'équivalences administratifs					
118-1-1-5	Assurer la réunion périodique de la CAS en vue de traiter les demandes de bonification pour la formation ou stage des Agents de l'Etat					
118-1-2	Concours administratif cadré et mis en place d'un système plus performant	%	100	100	100	100
118-1-2-1	Organiser des réunions de validation des projets de textes concernant l'organisation des concours administratifs					
118-1-2-2	Approprier les nouvelles techniques régissant les concours à travers les encadrements techniques dirigés par les techniciens de la DFPAE					
118-1-2-3	Assurer le contrôle effectif et suivi des concours administratifs dès la rédaction des projets d'arrêté jusqu'à la délibération					
118-1-2-4	Assurer le développement d'un système garantissant l'indépendance des acteurs en matière des concours administratifs à travers la mise en place d'un pool d'appui à l'organisation des concours					
118-1-3	La gestion de carrière des agents de l'Etat modernisée	%	24	10	30	50
118-1-3-1	Equiper les services opérationnels avec des moyens matériels adéquats ;					
118-1-3-2	Traiter systématiquement et correctement les dossiers administratifs des Agents de l'Etat ;					
118-1-3-3	Mettre à jour régulièrement les normes régissant la gestion administrative des Agents de l'Etat					
118-1-3-4	Mettre en place et opérationnaliser le Système Intégré de Gestion des Ressources Humaines de l'Etat (SIGRHE)					
118-1-3-5	Mettre en place la gestion informatique des dossiers des agents de l'Etat et la base de données					
118-1-4	Coordination des actions relatives à la gestion des ressources humaines de l'Etat assurée	%	100	100	100	100
118-1-4-1	Tenir systématiquement la conférence des gestionnaires des Ressources humaines					
118-1-4-2	Instituer et opérationnaliser les CAP(s) centraux et régionaux					
118-1-4-3	Effectuer des campagnes de traitement délocalisés des dossiers en instance des agents de l'Etat dans les Régions selon les besoins;					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

32 MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION

320 FONCTION PUBLIQUE

118 Améliorer la qualité des services publics et renforcer les capacités des agents de l'Etat

118-1-4-4 Former les responsables régionaux de la gestion administrative des carrières des Ressources humaines de l'Etat

118-1-5 Coordination des actions relatives à la gestion des ressources humaines de l'Etat assurée **Unité** **0** **0** **0** **0**

118-1-5-1 Mettre en place un cadre juridique régissant la mise en oeuvre effective du logiciel GPEEC renfermant les outils de gestion des ressources humaines de l'Etat

118-1-5-2 Alimenter et mettre à jour systématiquement les données relatives aux Agent de l'Etat au moyen du logiciel de GPEEC

118-1-5-3 Sensibiliser et former les responsables des ressources humaines des Ministères et Institutions au niveau central et régional sur le système de GPEEC et sur l'utilisation du logiciel de GEPEEC renfermant les outils de gestion des ressources humaines de l'

118-1-5-4 Elaborer le modèle de "Plan GPEEC" pour la Fonction Publique

118-1-5-5 Organiser un atelier de travail pour la validation du "Plan de GPEEC" par l'ensemble des Ministères et Institutions

118-1-5-6 Acquérir des matériels techniques et informatiques pour les responsables des ressources humaines auprès du Ministère chargé de la Fonction Publique au niveau central et au niveau régional pour la mise en œuvre de la GPEEC

118-1-6 Code de conduite distribué et approprié **Nombre** **500** **15000** **30000** **30000**

118-1-6-1 Distribuer et vulgariser le code

118-1-6-2 Faire approprier le code par les agents de l'Etat

118-1-7 Agents jugés et sanctionnés suite à l'application des textes réglementaires **Nombre** **130** **120** **120** **120**

118-1-7-1 Etablir des décisions

118-1-7-2 Tenir des audiences du CODIS

118-1-7-3 Traiter les dossiers contentieux relatifs aux affaires disciplinaires

118-1-8 Nouveau système d'évaluation élaboré **%** **70** **100** **100** **100**

118-1-8-1 Etudier et élaborer un projet de texte sur le NSE basé sur la performance

118-1-8-2 Proposer pour adoption au niveau CSFOP

118-1-8-3 Présenter au conseil du Gouvernement pour adoption

118-1-9 Activer le traitement des dossiers des dits agents de l'Etat **%** **100** **100** **100** **100**

118-1-9-1 Traiter les dossiers (av.d'échelon, avancement de classe, reclassement indiciaire, majoration d'indice) des agents de l'Etat

118-1-9-2 Echanger des expériences entre les responsables du personnel des diverses directions Régionales (par voie de mission de services

118-2 Instaurer dans la fonction publique malgache l'assise durable du système d'adéquation formation- emploi pour la pertinence et le développement des compétences réelles des Agents de l'Etat

118-2-1 Etablissements nationaux de formation appliquant le système de l'adéquation formation-emploi **%** **75** **100** **100** **100**

118-2-1-1 Créer et opérationnaliser les structures de gestion des Agents de l'Etat

118-2-1-2 Organiser des ateliers de confection du répertoire interministériel des métiers de l'Etat

118-2-1-3 Organiser des ateliers et séminaires pour la mise en place du système d'adéquation formation-emploi

118-2-1-4 Faire un Etat des lieux des types de formation ou enseignement au niveau des différents établissements de formation

118-2-1-5 Suivre et évaluer la mise en place du nouveau système

118-3 Améliorer l'accessibilité des usagers aux services publics du Ministère au niveau central et régional

118-3-1 Taux de satisfaction des usagers rehaussé **%** **100** **100** **100** **100**

118-3-1-1 Faciliter l'accessibilité des usagers aux informations relatives aux services rendus par le ministère

118-3-1-2 Renforcer la communication sur les actions de modernisation entreprises par le Ministère

118-3-1-3 Moderniser le service public à travers la simplification des procédures et l'amélioration de l'accueil physique

128 Réforme de l'Administration

128-1 Mettre en oeuvre la politique du gouvernement en matière de réforme de l'administration

128-1-1 Comité de pilotage, comité technique et cellule technique opérationnel (task force) **Nombre** **0** **3** **3** **3**

128-1-1-1 Améliorer la coordination du travail Gouvernemental pour la réforme de l'Administration

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

32 MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION

320 FONCTION PUBLIQUE

128 Réforme de l'Administration

128-1-2	Agents de l'Etat formés en matière de management du changement et du pilotage des projets de réforme	%	0	50	50	50
128-1-2-1	Développer les capacités humaines en matière de management du changement et le pilotage des projets de réforme					
128-1-3	Atelier de validation du plan GPEEC réalisé	%	0	30	30	30
128-1-3-1	Introduire les outils efficace de gestion des effectifs et de performance des agents de l'Etat					
128-1-3-2	Numériser et codifier les archives des Agents de l'Etat					
128-1-3-3	Concevoir et mettre à jour un fichier unique des agents de l'Etat					
128-1-3-4	Rendre opérationnel le Logiciel SIGRHE					
128-1-4	Etudes réalisées sur la réforme de l'administration	Nombre de	0	2	2	2
128-1-4-1	Réaliser des études de réforme de l'Administration					
128-1-5	Financement des projets de réforme sécurisé	%	0	50	50	50
128-1-5-1	Coordonner avec le partenariat la mise en oeuvre des projets de réforme					
128-1-6	Agents de l'Etat et adhérant aux activités sur les projets de réforme sensibilisés	%	0	40	40	40
128-1-6-1	Concevoir et réaliser un plan de communication active sur les projets de réforme					
128-1-7	Projets de réforme au niveau central et régional réalisés	%	0	40	40	40
128-1-7-1	Coordonner les projets de réforme au niveau central et régional					
128-1-8	Mécanisme du contrôle de recrutement des Agents de l'Etat vulgarisé	%	0	65	65	65
128-1-8-1	Améliorer le contrôle du recrutement des agents de l'Etat non encadré					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

34 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE

340 INDUSTRIE

051 Administration et Coordination

051-1 Assurer l'utilisation rationnelle des ressources allouées en vue de réalisation de sa mission

051-1-1 Taux d'exécution budgétaire % 90 91 91 91

051-1-1-1 Mettre en ligne les informations sur les finances publiques pour assurer la transparence et la responsabilité

051-2 Mettre en place et opérationnaliser un système de contrôle et de suivi-évaluation

051-2-1 Taux d'effectivité des rapports périodiques de suivis % 100 100 100 100

051-2-1-1 Assurer l'effectivité du suivi des activités

051-3 Assurer la gestion, le traitement et le suivi administratif des Agents

051-3-1 Taux d'application des textes législatifs et réglementaires relatifs au traitement des parcours professionnels des ressources humaines de l'Etat relevant du MIDSP % 100 100 100 100

051-3-1-1 Appliquer les textes législatifs et réglementaires relatifs au traitement des parcours professionnels des ressources humaines de l'Etat relevant du MIDSP

605 Industrie

605-1 Promouvoir les PME/PMI et les coopératives

605-1-1 Nombre de PME/PMI et Coopératives renforcées Nombre 70 50 50 50

605-1-1-1 Développer les structures coopératives en contribuant à l'amélioration de l'existant et en promouvant la création de nouvelles entités

605-2 Appuyer la densification des industries de transformation dans le cadre du renforcement de la compétitivité des industries

605-2-1 Nombre d'unités de transformation mises en place Nombre 40 20 20 20

605-2-1-1 Accompagner les promoteurs des PMI dans la réalisation de leurs initiatives

605-3 Promouvoir et sécuriser l'investissement

605-3-1 Nombre d'APPI négociés Nombre 2 2 2 2

605-3-1-1 Développer les Accords de promotion des Investissements (APPI)

605-4 Dynamiser le secteur industrie

605-4-1 Nombre d'Attestations de destination, de certificats d'analyse, d'autorisation de réexportation et d'autorisations d'opérations délivrées Nombre 250 250 250 250

605-4-1-1 Faciliter et accélérer la délivrance des différentes attestations ou autorisation nécessaires pour la dynamisation du secteur industriel

605-5 Assurer la redynamisation des Industries à participation de l'Etat

605-5-1 Nombre de sociétés d'Etat redynamisé Nombre 1 1 1 1

605-5-1-1 Etablir un roadmap et assurer la mise en oeuvre de redynamisation des Industries d'états

605-6 Améliorer l'environnement des affaires et concrétiser une relation étroite entre le secteur public et privé à travers la mise en oeuvre du dialogue public et privé ou DPP

605-6-1 Nombre de thèmes DPP résolus Nombre 5 4 5 5

605-6-1-1 Résoudre les préoccupations du secteur privé et des industriels définies à partir du DPP

605-7 Promouvoir l'industrialisation rurale des filières potentielles des régions

605-7-1 Nombre de filières de production industrielle promues Nombre 2 2 2 2

605-7-1-1 Elaborer et mettre en oeuvre des projets de filières de production industrielle suivant les potentialités régionales

605-8 Améliorer le cadre juridique légal et fiscal pour le développement de l'industrie et du secteur privé

605-8-1 Nombre de documents juridiques et légaux élaborés (Politique, Stratégie, code, décret, loi) Nombre 2 2 2 2

605-8-1-1 Elaborer les documents juridiques et légaux pour le développement du Secteur Privé et de l'Industrie

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

35 MINISTERE DU TOURISME

350 TOURISME

040 Administration et Coordination

040-1 Améliorer la qualité des services publics

040-1-1	Délai de traitement des dossiers administratifs	Heure	48	48	48	48
040-1-1-1	Réduire le délai de traitement de dossier administratif					
040-1-1-2	Mettre en place des réseaux locaux au niveau central et régional					

608 Développement du tourisme

608-1 Valoriser le potentiel touristique

608-1-1	Nombre de touristes visitant Madagascar	Nombre	396000	475000	570250	638680
608-1-1-1	Renforcer le climat d'investissement pour le tourisme					
608-1-1-2	Encourager l'investissement local					
608-1-1-3	Attirer les investissements internationaux					
608-1-2	Recettes générées par le secteur	Millions DTS	280	855	1026	1150
608-1-2-1	Renforcer le climat d'investissement pour le tourisme					
608-1-2-2	Encourager l'investissement local					
608-1-2-3	Attirer les investissements internationaux					

610 Développement du contrôle et du suivi touristique

610-1 Normaliser le secteur tourisme

610-1-1	Nombre des établissements suivis et contrôlés	Nombre	577	664	744	833
610-1-1-1	Contrôler les établissements touristiques					
610-1-1-2	Classer les établissements touristiques					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

36 MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA CONSOMMATION

360 COMMERCE

037 Administration et Coordination

037-1 Assurer l'utilisation rationnelle des ressources allouées au Ministère du Commerce et de la Consommation en vue de la réalisation de sa mission

037-1-1	Taux d'exécution budgétaire	%	97	97	98	99
037-1-1-1	Coordonner les grandes tâches du Ministère					
037-1-1-2	Veiller au respect de la bonne gouvernance					
037-1-1-3	Optimiser les ressources					
037-1-1-4	Asseoir et développer un système d'Informations performant					
037-1-1-5	Renforcer les activités de partenariat					

606 Commerce

606-1 Renforcer la compétitivité nationale

606-1-1	Nombre des textes législatifs et réglementaires relatifs au Commerce intérieur et à la qualité	Nombre	12	15	15	20
606-1-1-1	Renforcer le dispositif juridique de la concurrence					
606-1-1-2	Assainir le commerce intérieur et intégrer le secteur informel					
606-1-1-3	Assurer la cohérence des textes réglementaires					
606-1-1-4	Assurer la cohérence des instruments régionaux aux textes légaux nationaux					
606-1-1-5	Développer la qualité des produits mis sur le marché					
606-1-1-6	Elaborer et Améliorer les normes des produits et les textes régissant la qualité					
606-1-2	Nombre de formation suivi par les agents et/ou acteurs économiques	Nombre	10	25	25	25
606-1-2-1	Renforcer les capacités techniques des agents et/ou acteurs économiques					
606-1-2-2	Conseiller et assister les Opérateurs économiques en matière d'assurance qualité					

606-2 Développer les échanges extérieurs

606-2-1	Accroissement annuel des exportations en terme de DTS	Nombre	25	0	0	0
606-2-1-1	Promouvoir et développer les échanges extérieurs					
606-2-1-2	Poursuivre le processus d'intégration économique					
606-2-1-3	Exploiter les opportunités offerts par notre adhésion aux différentes organisations et organismes bilatéraux, régionaux et multilatéraux					
606-2-1-4	Engager les négociations sur l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS)					
606-2-1-5	Sensibiliser les Entreprises sur le Commerce Equitable et Solidaire, et sur la Responsabilisation Sociétale et Environnementale					
606-2-2	Action de redynamisation des filières destinés à l'exportation	Nombre	8	12	12	14
606-2-2-1	Identifier les produits porteurs par Région					
606-2-2-2	Organiser des ateliers pour la mise en place des groupements					
606-2-2-3	Améliorer le processus de contrôle des produits d'exportation					
606-2-3	Actions de promotion des manifestations commerciales internationales	Nombre	28	40	40	45
606-2-3-1	Diffuser les informations commerciales auprès des Utilisateurs					
606-2-3-2	Assister et Conseiller les Opérateurs intéressés à ladite manifestation					
606-2-4	Nombre des réunions et/ou d'autres événements relatives aux négociations ou aux accords commerciaux	Nombre	0	27	27	30
606-2-4-1	Promouvoir et développer les échanges extérieurs					
606-2-4-2	Poursuivre le processus d'intégration économique					
606-2-4-3	Exploiter les opportunités offerts par notre adhésion aux différentes organisations et organismes bilatéraux, régionaux et multilatéraux					
606-2-4-4	Engager les négociations sur l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS)					
606-2-4-5	Sensibiliser les Entreprises sur le Commerce Equitable et Solidaire, et sur la Responsabilisation Sociétale et Environnementale					

613 Consommation

613-1 Assurer la protection économique et la sécurité des consommateurs

613-1-1	Nombre des textes législatifs et réglementaires relatifs à la consommation adoptés	Nombre	3	4	4	4
613-1-1-1	Garantir la loyauté des pratiques commerciales pour favoriser la confiance des consommateurs dans l'acte d'achat					
613-1-1-2	Garantir la sécurité physique et la santé des consommateurs dans les domaines se rapportant aux produits alimentaires et non alimentaires, aux stades de la production, de l'importation et de la distribution.					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

36 MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA CONSOMMATION

360 COMMERCE

613 Consommation

	Unités	LFR 2016	2017	2018	2019
613-1-2 <i>Nombre des formations et/ou séances d'informations des acteurs concernés; nombre des dossiers traités en matière de doléance et/ou nombre des opérateurs économiques contrôlés</i>	Nombre	1250	1500	1500	1700
613-1-2-1	Veiller à ce que les consommateurs disposent d'une information claire et loyale sur les produits et services offerts(étiquetage, composition, dénomination des marchandises)				
613-1-2-2	Contrôler la bonne utilisation des signes d'identification de la qualité et de l'origine et la loyauté des mentions valorisantes et allégations.				
613-1-2-3	Vérifier le respect des règles d'hygiène et de la conservation des aliments lors de la fabrication et de la mise sur le marché des produits				
613-1-2-4	Vérifier la conformité des produits non alimentaires				
613-1-3 <i>Action de renovation des infrastructures, des matériels et équipements techniques des Services laboratoires et ceux de la Métrologie Légale</i>	Lot	7	12	15	17
613-1-3-1	Equiper les laboratoires en matériels et équipement techniques adéquats				
613-1-3-2	Doter les services excentriques de la Métrologie Légale en matières des équipements techniques				

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

37 MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS

100 RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS

821 Coordination des relations avec les Institutions

821-1 Harmoniser les Relations du Parlement avec les autres Institutions de la République

821-1-1	Degré de satisfaction des deux parties	%	40	50	60	60
821-1-1-1	Servir de courroie de transmission entre le gouvernement et le Parlement					
821-1-1-2	Représenter le Gouvernement au sein des réunions des bureaux permanents parlementaires et des sessions plénières de validation de l'ordre de jour					
821-1-1-3	Faciliter et/ou coordonner les échanges interinstitutionnels interactifs entre le parlement et les autres Institutions publiques					
821-1-1-4	Contribuer aux processus de mise à jour des textes législatifs et réglementaires du pays et en assurer la traçabilité lors de leur élaboration, adoption et promulgation					
821-1-1-5	Assurer la gestion des bases de données sur les projets et propositions de lois traités au niveau des parlements					

821-2 Harmoniser les Relations des Organes Exécutifs avec les Institutions de la République

821-2-1	Degré de satisfaction des parties prenantes	%	40	50	60	60
821-2-1-1	Faciliter et/ou coordonner les échanges interactifs entre les Organes Exécutifs et les institutions de la République					
821-2-1-2	Faire une intermédiation entre les organes exécutifs et les Institutions Publiques en cas de non respect de droit ou conflits interinstitutionnel					
821-2-1-3	Evaluer les initiatives nationales en matière de bonne gouvernance, intégrité, éthique de pouvoir, le respect de la démocratie					
821-2-1-4	Organiser des échanges et des rencontres interinstitutionnelles pour l'élaboration et le suivi du calendrier national de revue de textes de lois (agenda législatif du gouvernement)					
821-2-1-5	Gérer les bases de données juridiques relatives à la vie publique, la démocratie et la bonne gouvernance ainsi que sur les textes sur les institutions émergentes					

821-3 Promouvoir des Institutions Emergentes et en assurer leurs relations avec les Institutions de la République

821-3-1	Degré de satisfaction des parties prenantes	%	40	50	60	60
821-3-1-1	Etablir des accords de coopérations dans le cadre de l'opérationnalisation des Institutions émergentes nouvellement créées (HCDDDED, CESC, HCJ, HCDN) et celles déjà en exercice (HCC, FFM, CENI...)					
821-3-1-2	Faciliter et/ou coordonner les échanges interactifs entre les Institutions émergentes et les autres Organes de l'Etat					
821-3-1-3	Servir de courroie de transmission entre la population et les Institutions émergentes via le comité local mixte interinstitutionnel chargé d'observation de la vie publique en matière de respect de droit et d'éthique de pouvoir					
821-3-1-4	Mener des actions d'intermédiation entre les Institutions de la République en cas de non respect de droit ou conflits interinstitutionnel					
821-3-1-5	Gérer l'ensemble des bases de données juridiques à mettre à la disposition des Institutions émergentes et les Organes de l'Etat et susciter la pratique effective de la Démocratie et l'Etat de droit ainsi que la bonne gouvernance au sein des Institutions p					
821-3-1-6	Réaliser des ateliers et séminaires d'animation et de dynamisation des acteurs étatiques, des partis politiques					

822 Promotion de la bonne gouvernance et participation citoyenne

822-1 Coordonner les initiatives des Organisations de la Société Civile

822-1-1	OSC réorganisées selon leur identité, mission et localité d'intervention	Nombre	100	500	600	800
822-1-1-1	Faire un état de lieu et le mapping de la société civile au niveau des 22 régions et mettre à jour les bases de données y afférentes					
822-1-1-2	Appuyer les OSC dans la mise en place, l'application et à la vulgarisation des cadres commun et juridiques facilitant ses interventions					
822-1-1-3	Mettre en place et opérationnaliser un système d'information et de communication en ligne de la société civile					

822-2 Veiller à la promotion de l'effectivité de l'Etat de droit, de la Bonne Gouvernance et de la Démocratie par le biais de la société civile

822-2-1	Cellule locale d'observation de la vie publique opérationnelle	Nombre	10	15	22	22
822-2-1-1	Appuyer la mise en oeuvre d'un mécanisme d'observation de la vie publique					
822-2-1-2	Réaliser des ateliers et séminaires d'animation et de dynamisation sur l'organisation et technique des OSC en matière de la bonne gouvernance, de l'Etat de droit et de la démocratie					
822-2-1-3	Contribuer à la mise en place et au renforcement des espaces de dialogues des OSC au niveau régional					
822-2-1-4	Mener des actions d'intermédiation entre les pouvoirs publics et les OSC					

822-3 Créer une dynamique de partenariat public-privé

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

37 MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS

100 RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS

822 Promotion de la bonne gouvernance et participation citoyenne

822-3-1	Accord de partenariat public-privé établi	Nombre	5	20	30	30
822-3-1-1	Mobiliser des partenaires pour l'amélioration de la qualité des services rendus au public					
822-3-1-2	Contribuer à la mise en place et/ou l'amélioration d'un système d'information et de communication pérenne et efficace entre les Entités Non Etatiques et le grand public					
822-3-1-3	Suivre les engagements pris par les partenaires au bénéfice du public					

822-4 Promouvoir la Participation citoyenne au service de l'identité nationale et du Développement

822-4-1	Degré de participation des citoyens à la vie de la nation	%	80	90	90	90
822-4-1-1	Mobiliser et dynamiser les acteurs communautaires en matière du civisme et du nationalisme					
822-4-1-2	Coordonner et appuyer les initiatives locales à la préservation et à la protection des biens collectifs (mobiliers, immobiliers, matériels)					
822-4-1-3	Coordonner et faciliter les actions des différents acteurs oeuvrant dans le domaine d'éducation civique					
822-4-1-4	Mener des actions d'intermédiation entre les Institutions et les acteurs communautaires pour toute question empêchant le développement de la participation citoyenne					
822-4-1-5	Etablir la perception du public relative à l'évolution de la gouvernance des affaires publiques					
822-4-1-6	Ateliers et séminaires d'animation et de dynamisation de la population de base					

822-5 Revaloriser et redynamiser le FIHAVANANA et la Participation citoyenne pour la solidarité nationale

822-5-1	Nombre de structure accompagnant le processus du FIHAVANANA	Nombre	23	70	75	75
822-5-1-1	Coordonner les initiatives locales liées à la prévention de crise et de résolution des conflits sociaux y compris les initiatives des AMT					
822-5-1-2	Coordonner et appuyer les différentes actions relative à la consolidation de la paix et à la gestion des conflits					
822-5-1-3	Coordonner les actions de volontariat pour le développement et de la paix					
822-5-1-4	Mettre en place un modèle systémique de gestion et de régulation du FIHAVANANA.					
822-5-1-5	Mettre en place et opérationnalisera un dispositif de suivi-évaluation-régulation des opérations de développement					

822-6 Etablir le système de base des données

822-6-1	Nombre des données disponibles	Nombre	15	2	2	2
822-6-1-1	Collecter les bases des données des volontaires					
822-6-1-2	Etablir les bases des données des intervenants					
822-6-1-3	Mise à jour permanente des bases des données					

822-7 Coordonner et harmoniser les actions en matière de volontariat

822-7-1	Taux de pénétration des actions en synergie avec le développement du volontariat	%	10	45	50	55
822-7-1-1	Mener des campagnes de plaidoyer au niveau des institutions ou entités					
822-7-1-2	Mobiliser et dynamiser les actions volontaires					
822-7-1-3	Mettre en place un système de suivi -évaluation en matières des actions volontaires					
822-7-2	Mettre en réseau la coordination nationale pour la promotion du volontariat	%	5	40	50	60
822-7-2-1	Visiter l'échange au niveau régional ou international					
822-7-2-2	Acquérir l'accord partenariat					
822-7-3	Nombre de régions pour la célébration de la journée Internationale des volontaires	Nombre	2	4	6	8
822-7-3-1	Organiser des ateliers de préparation nationale et régionale					
822-7-3-2	Mettre en oeuvre les actions durant la JIV					
822-7-4	Nombre de Stratégie/programme national du volontariat élaboré	Nombre	1	1	1	1
822-7-4-1	Coordonner, élaborer et orienter la mise en place de la plateforme du volontariat					
822-7-4-2	Organiser des ateliers de concertation en vue de la mise en place du programme nationale du volontariat					
822-7-4-3	Etablir des suivis périodiques pour la mise en oeuvre du programme national du volontariat					

370 COMMUNICATION

030 Administration et Coordination

030-1 Assurer l'utilisation rationnelle et rentable des Ressources allouées

030-1-1	Taux d'exécution budgétaire	%	72	98	98	98
030-1-1-1	Contrôler et suivre l'exécution des budgets et programmes					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

37 MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS

370 COMMUNICATION

030 Administration et Coordination

030-1-1-2 Centraliser et consolider les données relatives aux mouvements des dépenses auprès des RDP et CDP

030-1-2 Marchés et conventions approuvés Nombre 250 540 620 620

030-1-2-1 Lancer les procédures d'Appel d'offres Publics

030-1-3 Nombre de rapports effectués Nombre 12 12 12 12

030-1-3-1 Faire le coaching, le suivi et l'Evaluation des activités de chaque direction centrale et régionale

030-1-4 Nombre de système d'information et de communication mise en place et opérationnel Nombre 2 5 5 5

030-1-4-1 Appuyer et former l'équipe technique suivant l'évolution technologique

030-1-4-2 Développer et mettre en oeuvre la stratégie d'information et de communication interinstitutionnelle et du Ministère

030-1-4-3 Améliorer la qualité du service réseau

030-1-5 Nombre de conventions de partenariat signées Nombre 3 6 6 6

030-1-5-1 Organiser des différentes réunions et conférences interinstitutionnelles au niveau Territorial

030-1-5-2 Effectuer des audiences de plaidoyers de partenariat auprès des bailleurs multi et bilatéraux, les fondations, les associations de développements et ONG nationaux et internationaux

030-1-5-3 Réaliser des revues conjointes semestrielles

030-2 Veiller à la mise en oeuvre et à l'évaluation des politiques du Gouvernement en matière de Communication, d'Information et des Relations avec les Institutions

030-2-1 Taux de réalisation % 15 50 50 50

030-2-1-1 Coordonner les Relations avec les Institutions d'Etat et PTF

030-2-1-2 Superviser le fonctionnement de l'ensemble du Ministère et veiller à l'exécution du programme du travail

030-2-1-3 Assurer le contrôle du bon fonctionnement du Ministère

030-3 Gérer efficacement les ressources humaines du Ministère

030-3-1 Nombre de contrats régularisés Nombre 400 550 550 550

030-3-1-1 Régulariser les dossiers des Agents Contractuels

030-3-2 Agents formés Nombre 40 75 100 100

030-3-2-1 Renforcer les capacités et Former les Agents du Ministère

030-3-2-2 Renforcer les capacités du personnel du Ministère au niveau régionale et ses partenaires

030-3-3 Nombre des agents recrutés Nombre 20 30 40 40

030-3-3-1 Recruter des agents cadres du Ministère

030-4 Gérer efficacement les patrimoines du Ministère

030-4-1 Nombre de terrains , immeubles ,infrastructures recensés Nombre 10 42 42 42

030-4-1-1 Collecter et enregistrer les données patrimoniales

030-4-1-2 Régulariser la situation juridique des immobiliers

030-4-1-3 Identifier et dresser un état de lieu des bâtiments et infrastructures

030-4-2 Nombre de patrimoines acquis et réparés Nombre 4 9 11 11

030-4-2-1 Acquérir et entretenir le patrimoine

030-4-2-2 Construire et/ou réhabiliter les bâtiments du Ministère au niveau central et périphérique

212 Média

212-1 Concevoir des politiques et des stratégies de communication au service de développement

212-1-1 Nombre de formations organisées Nombre 20 80 100 100

212-1-1-1 Organiser des ateliers de formation au profit des Agents de secteur Médias et des Collectivités

212-1-1-2 Intensifier les campagnes de sensibilisation en matière de la protection de la mère et de l'enfant en partenariat avec les bailleurs de fonds

212-1-1-3 Promouvoir l'importance de la communication au service de la communauté de base

212-2 Mettre les technologies de l'information et de la Communication à la portée de la population afin de les informer, éduquer et divertir

212-2-1 Nombre d'émissions Radio-télédiffusées dans chaque station RNM/TVM et stations privés partenaires Nombre 1200 2500 3500 3500

212-2-1-1 Promouvoir l'accès de la population à l'information et assurer une communication active pour le changement social et le développement économique

212-2-1-2 Concevoir des supports IEC afin de constituer une banque de programme

212-2-1-3 Multiplier la production d'émissions télédiffusées et améliorer les grilles de programme TVM/RNM

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

37 MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS

370 COMMUNICATION

212 Média

212-3 Elaborer et vulgariser des lois ,règlements, code d'éthique et déontologie dans le domaine de la Communication et de L'information

212-3-1 **Nombre de projet de textes élaborés et des séances de sensibilisations** **Nombre** 12 20 20 20

212-3-1-1 Contribuer au développement des législations et de réglementation du secteur de la Communication et de l'information

212-3-1-2 Sensibiliser les operateurs pour le respect des cadres législatifs et réglementaires dans le domaine de la Communication et de l'Information

212-3-2 **Nombre de Station TV/Radio et organes de presses contrôlés et formés** **Nombre** 70 2600 2600 2600

212-3-2-1 Assurer le Monitoring et contrôle des Médias

212-4 Préparer la mise en place et le déploiement de la TNT à Madagascar

212-4-1 **Nombre de sites étudiés** **Nombre** 25 200 250 250

212-4-1-1 Etudes techniques et état des lieux des infrastructures existantes

212-4-2 **Nombre de textes diffusés** **Nombre** 1 10 10 10

212-4-2-1 Mettre en place les cadres législatifs

212-4-3 **Nombre de cadres institutionnels mis en place** **Nombre** 1 22 119 119

212-4-3-1 Elaborer les cadres institutionnels

212-4-4 **Nombre de localités desservies par la TNT** **Nombre** 5 22 119 119

212-4-4-1 Déployer la TNT dans toutes les territoires

212-5 Mettre en place et promouvoir le système du volontariat communautaire à Madagascar

212-5-1 **Nombre de structure du volontariat communautaire mise en place** **Nombre** 2 4 8 12

212-5-1-1 Effectuer des différentes réunions interinstitutionnelles au niveau régional

212-5-1-2 Faire des campagnes de plaidoyer de partenariat auprès de bailleurs et organisations impliquant les volontaires

212-5-1-3 Etablir un document de convention sur le volontariat communautaire en communication

212-5-2 **Nombre des volontaires communautaires mobilisés** **Nombre** 100 100 150 200

212-5-2-1 Organiser des ateliers d'informations, d'éducation et de communication pour changement de comportement

212-5-2-2 Renforcer les capacités des agents communautaires en matière du volontariat

212-5-2-3 Mettre en action les volontaires pour le développement local

212-5-3 **Taux de performance des membres dans le système du volontariat** **%** 12 60 65 70

212-5-3-1 Renforcer les capacités des autorités locales au niveau régional

212-5-3-2 Renforcer les capacités organisationnelles des organisations impliquant les volontaires

213 Développement des infrastructures Radio et Télévision

213-1 Améliorer la qualité des infrastructures et services de la Communication

213-1-1 **Nombre de locaux techniques construits et /ou réhabilités** **Nombre** 30 82 82 82

213-1-1-1 Rénover et moderniser les infrastructures existantes pour supporter de façon adéquate et avec une bonne qualité les services audiovisuels

213-1-1-2 Construire des sites techniques de l'Audio-visuel

213-1-1-3 Améliorer la qualité technique de la couverture nationale de la radiodiffusion sonore et télévisuelle

213-1-2 **Nombre de matériels acquis** **Nombre** 100 316 350 350

213-1-2-1 Acquérir des matériels techniques de Radio et Télévision Nationales

213-1-2-2 Acquérir des matériels Informatiques

213-1-2-3 Acquérir des matériels et mobiliers de bureau

213-2 Répondre aux défis qui se présentent face aux mutations technologiques et à la transition de l'analogie vers le numérique

213-2-1 **Nombre d'infrastructures techniques construites et /ou réhabilitées** **Nombre** 15 35 31 31

213-2-1-1 Construire des Infrastructures techniques de l'Audio-visuel

213-2-1-2 Améliorer et remplacer progressivement de tous les systèmes de télécommunication et technologiques analogiques par des systèmes numériques

213-2-1-3 Accroître le nombre de population qui peuvent accéder à la TNT en augmentant la zone de

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

37 **MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS**

370 **COMMUNICATION**

213 **Développement des infrastructures Radio et Télévision**

couverture

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

41 MINISTERE AUPRES DE LA PRESIDENCE CHARGE DE L' AGRICULTURE ET DE L' ELEVAGE

410 AGRICULTURE

016 Administration et Coordination

016-1 Programmer, budgétiser, gérer et suivre les ressources financières

016-1-1	Budget Programme élaboré	Nombre	1	0	0	0
016-1-1-1	Preparer et élaborer le budget programme					
016-1-2	Taux d'exécution du budget	%	100	0	0	0
016-1-2-1	Suivre périodiquement l'exécution financière du Ministère					
016-1-2-2	Former, appuyer et conseiller les responsables sur les procédures d'exécution du budget					
016-1-3	Marchés approuvés	Nombre	50	0	0	0
016-1-3-1	Suivre la loi en vigueur en matière de passation des marchés					
016-1-4	Entités audités	Nombre	30	0	0	0
016-1-4-1	Effectuer les audits internes					

016-2 Gérer efficacement les ressources humaines et le patrimoine du MIN AGRI/DR

016-2-1	Situation administrative régularisée	%	80	0	0	0
016-2-1-1	Etablir les actes administratifs du personnel					
016-2-2	Plan de développement élaboré	Nombre	1	0	0	0
016-2-2-1	Réaliser des études en ressources humaines du Ministère					
016-2-3	Comptes matières approuvés	Nombre	40	0	0	0
016-2-3-1	Etablir les comptes matières					

016-3 Améliorer le système d'information agricole

016-3-1	Directions interconnectées à l'Intranet gouvernemental	Nombre	24	0	0	0
016-3-1-1	Maintenir les réseaux intranet du MinAgri					
016-3-1-2	Renforcer les capacités des agents du MinAgri					
016-3-2	Information sur le secteur agricole disponible	Nombre	24	0	0	0
016-3-2-1	Assurer la collecte des données sur le secteur agricole					
016-3-2-2	Mettre en place la banque des données du MinAgri					
016-3-2-3	Diffuser les informations sur le secteur agricole					

016-4 Renforcer les prestations des services publics

016-4-1	Structures de pilotage et de coordination de la Stratégie Nationale de Formation Agricole et Rurale (SNFAR) mises en place et opérationnelles	Nombre	2	0	0	0
016-4-1-1	Renforcer les structures de pilotage et de coordination du SNFAR					
016-4-1-2	Mettre en œuvre la SNFAR					
016-4-2	Futurs techniciens agricoles formés	Nombre	168	0	0	0
016-4-2-1	Fomer des futurs techniciens agricoles					
016-4-3	Textes juridiques élaborés et dossiers contentieux traités	Nombre	70	0	0	0
016-4-3-1	Etablir et améliorer le cadre juridique du secteur agriculture et traiter les dossiers contentieux					

404 Révolution verte et durable

404-1 Mettre à la disposition des producteurs des semences améliorées

404-1-1	Semences améliorées disponibles aux producteurs	Tonnes	1500	0	0	0
404-1-1-1	Renforcer les capacités techniques des paysans semenciers (PS) et groupement des paysans semenciers					
404-1-1-2	Contrôler les semences produites					

404-2 Mettre à la disposition des producteurs des engrais

404-2-1	Engrais distribué	Tonnes	2000	0	0	0
404-2-1-1	Suivre l'approvisionnement des engrais					

404-3 Mettre à la disposition des producteurs de matériels agricoles

404-3-1	Matériels agricoles distribués	Nombre	6000	0	0	0
404-3-1-1	Suivre la mise à disposition des matériels et leur utilisation					

404-4 Aménager, réhabiliter et entretenir les réseaux hydro agricoles

404-4-1	Superficie hydroagricole aménagée/réhabilitée	Ha	50000	0	0	0
404-4-1-1	Remettre en état les infrastructures hydroagricoles victimes des dégats cycloniques					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LF 2016

2017

2018

2019

41 MINISTÈRE AUPRES DE LA PRÉSIDENTE CHARGÉ DE L' AGRICULTURE ET DE L' ELEVAGE

410 AGRICULTURE

404 Révolution verte et durable

404-4-2	Bassins versants protégés (sous bassins versants)	Nombre	300	0	0	0
404-4-2-1	Réaliser les dispositifs de protection des BVPI					

404-5 Vulgariser les techniques culturales

404-5-1	Groupement de paysans encadrés	Nombre	4000	0	0	0
404-5-1-1	Appuyer et encadrer les paysans et/ou organisations paysannes					
404-5-2	Directions Régionales appuyées	Nombre	22	0	0	0
404-5-2-1	Appuyer les régions dans la mise en œuvre de la vulgarisation des techniques culturales					

404-6 Lutter contre les criquets et/ou les ravageurs des végétaux

404-6-1	Superficies infestées traitées	%	80	0	0	0
404-6-1-1	Mener des interventions de lutte contre les criquets et les ravageurs des végétaux					
404-6-2	Certificats phytosanitaires délivrés	Nombre	5000	0	0	0
404-6-2-1	Réaliser les contrôles phytosanitaires aux frontières					

404-7 Mettre à la disposition des acteurs de développement rural les services/informations nécessaires

404-7-1	Centre de Services Agricoles (CSA) performants	Nombre	107	0	0	0
404-7-1-1	Appuyer et encadrer les CSA					
404-7-2	Acteurs de développement formés et informés sur les différents thèmes touchant le développement rural	Nombre	560	0	0	0
404-7-2-1	Former et informer des acteurs de développement					
404-7-3	Fonds Régional de Développement Agricole (FRDA) mis en place	Nombre	7	0	0	0
404-7-3-1	Mettre en place les FRDA					
404-7-4	FRDA opérationnel	Nombre	15	0	0	0
404-7-4-1	Rendre opérationnel les FRDA mis en place					

405 Recherche agricole

405-1 Réformer et moderniser les pratiques Agricoles à travers la diffusion des meilleurs techniques

405-1-1	Production de semences améliorées et cessions aux producteurs	Nombre	50	0	0	0
405-1-1-1	Produire des semences et de matériels végétal améliorés					

405-2 Promouvoir le partenariat entre les centres de recherche et les producteurs privés, diffuser et appliquer les résultats de recherche à travers la formation et les démonstrations

405-2-1	Formateurs formé	Nombre	180	0	0	0
405-2-1-1	Former les groupements de paysans					
405-2-2	Parcelles de démonstration implantés	Nombre	25	0	0	0
405-2-2-1	Appliquer les résultats de recherche sur les parcelles de démonstration et les producteurs privés					

420 ELEVAGE

039 Administration et Coordination

039-1 Planification des activités du secteur élevage

039-1-1	Activités du secteur élevage planifiées et programées	Nombre	1	0	0	0
039-1-1-1	Identifier les opportunités d'investissement dans le secteur élevage					

039-2 Preservation et amélioration l'environnement lié à l'élevage

039-2-1	Entités audités	Nombre	30	0	0	0
039-2-1-1	Vérifier la conformité des activités aux procédures					
039-2-2	Séance de sensibilisation sur le Décret MECIE	Nombre	6	0	0	0
039-2-2-1	Intégrer la dimension environnementale dans les textes législatifs					
039-2-3	Textes réglementaires mis à jour et élaborés	Nombre	50	0	0	0
039-2-3-1	Elaborer les textes réglementaires relatifs au développement du secteur élevage					

039-3 Gestion et suivi des ressources du MINEL

039-3-1	Taux d'exécution budgétaire	%	100	0	0	0
039-3-1-1	Elaborer le budget et suivre l'évolution de réalisation financière du Ministère					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

41 MINISTERE AUPRES DE LA PRESIDENCE CHARGE DE L' AGRICULTURE ET DE L' ELEVAGE

420 ELEVAGE

039 Administration et Coordination

039-3-2 *Situations administratives du personnel régularisées* Nombre 400 0 0 0

039-3-2-1 Traiter les actes réglementaires relatifs au personnel du MINEL

039-3-3 *Marchés approuvés* Nombre 18 0 0 0

039-3-3-1 Etablir les dossiers d'appel d'offre (DAO)

039-4 Amélioration des systèmes d'information du MINEL par le déploiement de l'Intranet au niveau central et régional

039-4-1 *Direction interconnectées à l'Intranet gouvernemental (réseaux)* Nombre 22 0 0 0

039-4-1-1 Etendre les réseaux du MINEL

039-4-2 *Disponibilité des informations sur le secteur élevage* Nombre 100 0 0 0

039-4-2-1 Supports d'information produits

406 Développement de la production animale

406-1 Assurer la disponibilité, l'accessibilité et la compétitivité des produits du zébu et du miel sur le marché

406-1-1 *Acteurs formés* Nombre 1000 0 0 0

406-1-1-1 Former et renforcer les acquis des acteurs de la filière zébu

406-2 Assurer l'amélioration des performances et l'exploitation des zébus

406-2-1 *Bovins vaccinés* Nombre 700000 0 0 0

406-2-1-1 Améliorer le statut vaccinal des zébus

406-2-2 *Veaux soignés* Nombre 15000 0 0 0

406-2-2-1 Réduire la mortalité des veaux

406-2-3 *Comptes matières approuvés* Nombre 40 0 0 0

406-2-3-1 Etablir les comptes matières

406-3 Assurer l'amélioration des performances et l'exploitation des animaux

406-3-1 *Exploitations améliorées mises en place* Nombre 9 0 0 0

406-3-1-1 Appui à l'émergence de l'élevage à vocation commerciale

406-3-2 *Parcelles améliorées* Nombre 18 0 0 0

406-3-2-1 Gestion des pâturages

406-3-3 *Points d'abreuvement mis en place* Nombre 18 0 0 0

406-3-3-1 Gestion des pâturages

406-3-4 *Centres d'Amélioration génétique fonctionnels* Nombre 3 0 0 0

406-3-4-1 Mise à la disposition des éleveurs d'animaux performants

406-4 Assurer la disponibilité, l'accessibilité et la compétitivité des produits d'origine animale

406-4-1 *Exploitations d'élevage agréées* Nombre 400 0 0 0

406-4-1-1 Mise à la disposition des éleveurs d'animaux performants

406-5 Assurer la disponibilité, l'accessibilité et la compétitivité des produits du miel sur le marché

406-5-1 *Miel disponible (consommation locale et export)* Kg 50000 0 0 0

406-5-1-1 Relancer l'apiculture

406-6 Mise en place d'un système de recouvrement uniques dans les 22 régions

406-6-1 *Mise en réseau des régisseurs régionaux avec le régisseur central en matière de recouvrement* Nombre 12 0 0 0

406-6-1-1 Aquisition et installation d'un logiciel de recouvrement qui mettra en réseau le central et les régions

406-7 Amélioration de la production animale

406-7-1 *Mise en place des centres de production des géniteurs spécialisés* Nombre 1 0 0 0

406-7-1-1 Appui à la construction des centres de production des géniteurs

406-8 Renforcement de capacité des acteurs concernés

406-8-1 *Formation des techniciens en matière de Bien-être animal* Nombre 45 0 0 0

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

41 MINISTERE AUPRES DE LA PRESIDENCE CHARGE DE L' AGRICULTURE ET DE L' ELEVAGE

420 ELEVAGE

406 Développement de la production animale

406-8-1-1 Former les techniciens en matière de Bien-être animal

406-8-2	Animation et encadrement sur le FIB et le Bien-être animal	Nombre	40	0	0	0
---------	---	---------------	-----------	----------	----------	----------

406-8-2-1 Encadrer et animer les acteurs en matière de Bien-être animal

480 AGRICULTURE ET ELEVAGE

061 Administration et Coordination

061-1 Améliorer les services rendus aux publics

061-1-1	Futur techniciens agricoles formés	Nombre	0	200	200	240
---------	---	---------------	----------	------------	------------	------------

061-1-1-1 Former des futurs techniciens Agricoles

061-1-2	Directions Régionales appuyées	Nombre	0	22	22	22
---------	---------------------------------------	---------------	----------	-----------	-----------	-----------

061-1-2-1 Appuyer les Directions régionales dans la mise en oeuvre de leurs activités

061-1-3	Textes juridiques élaborés et dossiers contentieux traités	Nombre	0	110	100	90
---------	---	---------------	----------	------------	------------	-----------

061-1-3-1 Etablir et améliorer le cadre juridique du secteur agriculture et élevage et traiter les dossiers contentieux

061-2 Contribuer à la gestion durable de l'environnement (DECRET MECIE)

061-2-1	Dossier EIE/PREE évalués	Nombre	0	20	20	20
---------	---------------------------------	---------------	----------	-----------	-----------	-----------

061-2-1-1 Participer à l'évaluation des dossiers EIE/PREE avec CTE

061-2-2	Séances de sensibilisation et information réalisée	Nombre	0	430	480	530
---------	---	---------------	----------	------------	------------	------------

061-2-2-1 Sensibiliser et informer les acteurs concernés pour la gestion durable de l'environnement

061-3 Améliorer le système d'information sur le secteur agriculture et élevage

061-3-1	Evenements et activités médiatisés/ Emissions Radio/TV	Nombre	0	10	10	10
---------	---	---------------	----------	-----------	-----------	-----------

061-3-1-1 Renforcer la communication des activités et événements du ministère

061-3-2	Notes mensuelles et rapport d'évaluation annuel sur les statistiques agricoles établis	Nombre	0	13	14	14
---------	---	---------------	----------	-----------	-----------	-----------

061-3-2-1 Diffuser les informations sur le secteur agriculture et élevage

061-4 Améliorer la gestion rationnelle des ressources humaines et matérielles du Ministère

061-4-1	Dossiers du personnel traités	Pourcentage	0	80	80	80
---------	--------------------------------------	--------------------	----------	-----------	-----------	-----------

061-4-1-1 Assurer le traitement des dossiers des ressources humaines du Ministère

061-4-2	Personnel du Ministère formé	Nombre	0	273	273	410
---------	-------------------------------------	---------------	----------	------------	------------	------------

061-4-2-1 Renforcer la capacité des agents du MPAE

061-4-3	Recensement du patrimoine mis à jour et comptes matières approuvés	Pourcentage	0	75	100	100
---------	---	--------------------	----------	-----------	------------	------------

061-4-3-1 Assurer la gestion rationnelle du patrimoine du MPAE

061-5 Améliorer la programmation, la gestion et le suivi du budget et des activités du Ministère

061-5-1	Budget programme élaboré	Nombre	0	1	1	1
---------	---------------------------------	---------------	----------	----------	----------	----------

061-5-1-1 Preparer et élaborer le budget programme

061-5-2	Taux d'exécution du budget	Pourcentage	0	75	100	100
---------	-----------------------------------	--------------------	----------	-----------	------------	------------

061-5-2-1 Suivre périodiquement l'exécution financière du Ministère

061-5-3	Plan de travail annuel et rapports d'activités élaborés	Nombre	0	5	5	5
---------	--	---------------	----------	----------	----------	----------

061-5-3-1 assurer la programmation et de suivi évaluation des activités du secteur agriculture et élevage

061-5-4	Marchés approuvés	Nombre	0	45	45	45
---------	--------------------------	---------------	----------	-----------	-----------	-----------

061-5-4-1 Suivre la loi en vigueur en matière de passation des marchés

061-5-5	Nouveaux projets et partenariats identifiés	Nombre	0	3	3	3
---------	--	---------------	----------	----------	----------	----------

061-5-5-1 Identifier les opportunités d'investissement dans le secteur agriculture et élevage

061-5-6	Documents de politique et stratégies élaborés ou révisés	Nombre	0	2	2	2
---------	---	---------------	----------	----------	----------	----------

061-5-6-1 Elaborer ou réviser des documents de cadrage politiques et stratégiques

061-5-7	Notes d'aide à la décision élaborées	Nombre	0	5	5	5
---------	---	---------------	----------	----------	----------	----------

061-5-7-1 Eclairer les décideurs sur les conséquences techniques, sociales et économiques des options politiques

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	LFR	2016	2017	2018	2019
41	MINISTERE AUPRES DE LA PRESIDENCE CHARGE DE L' AGRICULTURE ET DE L' ELEVAGE					
480	AGRICULTURE ET ELEVAGE					
061	Administration et Coordination					
061-5-8	Entités audités	Nombre	0	36	36	36
061-5-8-1	Effectuer les audits internes					
411	Agriculture					
411-1	Améliorer les services rendus aux producteurs					
411-1-1	Groupement de paysans encadrés	Nombre	0	4217	4152	900
411-1-1-1	Appuyer et encadrer les paysans et/ou organisations paysannes					
411-1-2	Centre de Services Agricoles (CSA) appuyés	Nombre	0	107	107	107
411-1-2-1	Appuyer et encadrer les CSA					
411-1-3	Fonds Régional de Développement Agricole (FRDA) mis en place et opérationnel	Nombre	0	18	22	13
411-1-3-1	Mettre en place et opérationnaliser les FRDA					
411-2	Développer les filières porteuses et améliorer l'accès aux marchés					
411-2-1	Chaînes de valeur des filières végétales développées	Nombre	0	10	15	20
411-2-1-1	Appuyer les maillons des chaînes de valeur des filières végétales					
411-2-2	Organisation Paysanne (OP) et acteurs concernés appuyés à l'accès au marché	Nombre	0	441	634	853
411-2-2-1	Appuyer les OP et/ou acteurs à l'amélioration de l'accès au marché					
411-3	Contribuer à l'amélioration de la productivité agricole					
411-3-1	OP appuyés sur les nouvelles techniques agricoles	Nombre	0	1901	2121	2031
411-3-1-1	Inciter et appuyer les OP sur l'application des techniques innovantes ainsi que la mécanisation					
411-3-2	Producteurs appliquant les nouvelles techniques rizicoles diffusées	Nombre	0	300000	400000	500000
411-3-2-1	Diffuser les nouvelles techniques rizicoles					
411-3-3	Variétés de semences améliorées produites	Nombre	0	5	10	2
411-3-3-1	Produire des variétés de semences améliorées					
411-3-4	Producteurs appuyés dans l'utilisation des semences	Nombre	0	100000	150000	200000
411-3-4-1	Appuyer les producteurs dans l'utilisation des semences améliorées					
411-3-5	Producteurs appuyés dans l'utilisation des engrais	Nombre	0	25000	50000	100000
411-3-5-1	Appuyer les producteurs dans l'utilisation des engrais					
411-3-6	Producteurs appuyés dans l'utilisation des matériels agricoles	Nombre	0	13715	14628	14015
411-3-6-1	Appuyer les producteurs dans l'utilisation des matériels agricoles					
411-3-7	Superficie hydroagricole aménagée/réhabilitée	Ha	0	35000	37000	20000
411-3-7-1	Aménager et réhabiliter les infrastructures hydroagricoles					
411-3-8	Bassins versants protégés (sous bassins versants)	Nombre	0	376	343	304
411-3-8-1	Réaliser les dispositifs de protection des BVPI					
411-4	Diminuer les maladies et les risques au niveau des exploitations des producteurs et de la santé des consommateurs					
411-4-1	Superficies infestées traitées	Pourcentage	0	80	85	85
411-4-1-1	Mener des interventions de lutte antiancrédienne et contre les ravageurs des végétaux					
411-4-2	Certificats phytosanitaires délivrés	Nombre	0	3605	3715	3825
411-4-2-1	Réaliser les contrôles phytosanitaires aux frontières					
411-5	Promouvoir le partenariat entre les centres de recherche et les producteurs privés					
411-5-1	Groupements de paysans formés	Nombre	0	183	204	70
411-5-1-1	Diffuser et appliquer les résultats de recherche à travers la formation des groupements de paysans					
411-5-2	Parcelles de démonstration implantées et/ou techniques de transformation diffusées	Nombre	0	108	109	27
411-5-2-1	Appliquer les résultats de recherche sur les parcelles de démonstration					
412	Elevage					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

41 MINISTERE AUPRES DE LA PRESIDENCE CHARGE DE L' AGRICULTURE ET DE L' ELEVAGE

480 AGRICULTURE ET ELEVAGE

412 Elevage

412-1 Diminuer les maladies et les risques au niveau des exploitations des producteurs et de la santé des consommateurs

412-1-1	Bovins vaccinés	Nombre	0	2053000	2182500	2296750
412-1-1-1	Mener une campagne de vaccination/Sensibiliser la vaccination des zébus					
412-1-2	Veaux soignés	Nombre	0	325300	351500	387500
412-1-2-1	Assurer le suivi de traitement de veaux					

412-2 Contribuer à l'amélioration de la production animale, à l'accessibilité et la compétitivité des produits sur le marché

412-2-1	Exploitations améliorées	Nombre	0	30	45	50
412-2-1-1	Promouvoir l'émergence de l'élevage à vocation commerciale					
412-2-2	Parcelles améliorées	Nombre	0	153	178	208
412-2-2-1	Exploiter rationnellement les pâturages					
412-2-3	Points d'abreuvement mis en place	Nombre	0	26	34	36
412-2-3-1	Mettre en place des points d'abreuvement					
412-2-4	Abattoirs, tueries et marchés à bestiaux réhabilités et construits	Nombre	0	45	59	75
412-2-4-1	Construire et réhabiliter des infrastructures de l'élevage					
412-2-5	Miel disponible (consommation locale et export)	Kg	0	210000	306000	365000
412-2-5-1	Relancer l'apiculture					
412-2-6	Centres de production des géniteurs spécialisés mis en place	Nombre	0	22	21	19
412-2-6-1	Mettre en place des centres de production des géniteurs					

412-3 Renforcer la capacité des acteurs

412-3-1	Techniciens formés en matière de Bien-être animal	Nombre	0	70	95	80
412-3-1-1	Former les techniciens en matière de Bien-etre animal					
412-3-2	Animation et encadrement sur le FIB, réalisés	Nombre	0	25	29	31
412-3-2-1	Encadrer et animer les acteurs sur le FIB					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

43 MINISTERE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES ET DE LA PECHE

430 PECHE

033 Administration et Coordination

033-1 Programmer, budgétiser, gérer et suivre les ressources financières

033-1-1	Budget Programme élaboré	Nombre	1	1	1	1
033-1-1-1	Prioriser les besoins en fonction des objectifs					
033-1-2	Taux d'exécution du budget	%	100	100	100	100
033-1-2-1	Etablir le plan de régulation en fonction de la régulation budgétaire					
033-1-3	Marchés approuvés	Nombre	40	40	40	40
033-1-3-1	Lancer des appels d'offres suivant les avis généraux et calendrier de passation de marché					

033-2 Construire et réhabiliter des infrastructures du Ministère

033-2-1	Bâtiments construits et réhabilités	Nombre	4	4	4	4
033-2-1-1	Lancer des appels d'offres suivant calendrier de passation de marché					

033-3 Former et sensibiliser sur les textes réglementaires

033-3-1	Acteurs économiques formés et sensibilisés	Nombre	100	100	100	100
033-3-1-1	Organiser des sensibilisations et formations pour les acteurs économiques du secteur					

033-4 Respecter et faire respecter les réglementations en matière de pêche et d'aquaculture à Madagascar

033-4-1	Centre de surveillance de Pêche en fonctionnement optimal, efficient et pérenne	Nombre	1	1	1	1
033-4-1-1	Suivre, contrôler et surveiller les activités de pêche dans les territoires et eaux sous la juridiction malagasy					

033-5 Procéder à l'étude des impacts environnementaux

033-5-1	Nombre des rapports	Nombre	20	20	20	20
033-5-1-1	Suivre, contrôler et surveiller les activités de pêche dans les territoires et eaux sous la juridiction malagasy					

408 Développement de la pêche et des ressources halieutiques

408-1 Mettre à la disposition des (rizi)pisciculteurs des alevins de tilapia

408-1-1	Alevins disponibles	Nombre	18000000	18000000	18000000	18000000
408-1-1-1	Acquérir des alevins					

408-2 Renforcer les capacités des techniciens et pisciculteurs

408-2-1	Techniciens et pisciculteurs formés	Nombre	130	130	130	130
408-2-1-1	Former et recycler les techniciens de Pêche et pisciculteurs					

408-3 Gérer durablement le secteur pêche et préserver les ressources

408-3-1	Plan Directeur du secteur Pêche et Aquaculture élaboré	Nombre	0	0	0	0
408-3-1-1	Elaborer le Plan Directeur de la Pêche et de l'Aquaculture					

408-4 Professionnaliser les pêcheurs et les aquaculteurs traditionnels et familiaux

408-4-1	Production des ressources halieutiques	Tonnes	160000	160000	170000	180000
408-4-1-1	Appuyer et encadrer les pêcheurs et les aquaculteurs					
408-4-2	Cages installées	Nombre	175	200	225	225
408-4-2-1	Installer les cages d'élevage de poissons					
408-4-3	Régions touchées par la sensibilisation, vulgarisation et formation	Nombre	20	22	22	22
408-4-3-1	Sensibiliser, encadrer et former les pêcheurs des régions					

408-5 Optimiser l'exploitation des ressources halieutiques

408-5-1	Licences de pêche et permis de collecte des produits halieutiques délivrés	Nombre	1750	1800	1850	1850
408-5-1-1	Délivrer aux pêcheurs des licences de pêches et permis de collecte des produits halieutiques					

408-6 Gérer les ressources halieutiques

408-6-1	Régions touchées par les enquêtes statistiques	Nombre	9	12	15	15
408-6-1-1	Réaliser des enquêtes statistiques					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

44 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ECOLOGIE ET DES FORETS

440 ENVIRONNEMENT

017 Administration et Coordination

017-1 Améliorer les systèmes d'information forestiers et environnementaux

017-1-1	Thèmes de formation dispensés	Nombre	20	25	30	35
017-1-1-1	Renforcer les capacités des acteurs/agents du secteur					
017-1-1-2	Développer des mécanismes de financement durable pour la gestion environnementale,écologique, marine et forestière					
017-1-2	Activité d'IEC environnementale promue	Nombre	10	15	17	20
017-1-2-1	Sensibiliser les vecteurs de transmission communautaire (VTC) au niveau des districts					
017-1-2-2	Produire des outils d'IEC et les diffuser à toutes les cibles					
017-1-2-3	Promouvoir des partenariats avec le secteur public et privé					

017-2 Améliorer les cadres de travail des agents du Ministère

017-2-1	Batiments rehabilités et/ou construits	Nombre	5	5	5	5
017-2-1-1	Réhabiliter et/ou construire des batiments					

017-3 Développer, mettre en cohérence et faire appliquer les instruments politiques, juridiques, institutionnel ainsi que des cadres normatifs et coopératifs

017-3-1	Instruments de politiques élaborés	Nombre	5	20	15	20
017-3-1-1	Elaborer des instruments de politique					
017-3-1-2	Faire appliquer les instruments de politique, juridiques, institutionnels ainsi que des cadres normatifs et coopératifs					

701 Gestion durable des ressources naturelles

701-1 Assurer l'efficacité de la gestion et la pérennisation des Aires Protégées pour le développement durable

701-1-1	Suivi écologique effectué dans les Aires Protégées	Nombre	30	45	64	94
701-1-1-1	Mettre en oeuvre la delegation de gestion des Aires Protégées					
701-1-1-2	Suivre la mise en oeuvre du plan de gestion, d'aménagement et de sauvegarde social					
701-1-1-3	Effectuer le suivi écologique dans les Aires Protégées					
701-1-1-4	Creer les aires protegees marines					

701-2 Développer les potentialités des ressources forestières tout en valorisant ses produits

701-2-1	Superficies reboisées et restaurées	Ha	10000	25000	35000	50000
701-2-1-1	Lutter contre les feux de végétations					
701-2-1-2	Pourvoir la gestion durable des filières					
701-2-1-3	Promouvoir les energies alternatives					
701-2-1-4	Augmenter la superficie reboisée					
701-2-1-5	Assurer la transition ecologique					

701-3 Améliorer les systèmes de contrôle forestiers

701-3-1	Contrôle effectué	Nombre	400	500	550	550
701-3-1-1	Effectuer des contrôles inopinés et programmés					
701-3-1-2	Maitriser les trafics illicites des ressources naturelles					
701-3-1-3	Mettre en place un cadre normatif en matière de contrôle					
701-3-1-4	Responsabiliser les différents acteurs					
701-3-1-5	Sécuriser les patrimoines forestiers					

703 Developpement du Reflexe Environnemental

703-1 Intégrer la dimension environnementale dans tous les programmes, les politiques et les plans sectoriels à tous les niveaux

703-1-1	Plainte environnementale traitée	Nombre	38	38	40	42
703-1-1-1	Promouvoir la gestion de la pollution					
703-1-1-2	Mettre en place et appliquer les normes environnementales					
703-1-1-3	Assurer l'évaluation des dossiers d'Etudes d'impact Environnemental					
703-1-1-4	Promouvoir la mise en conformité des investissements déjà existants					
703-1-2	Projet contribuant dans la lutte contre les impacts du changement climatique ayant obtenu un financement	Nombre	3	3	3	3
703-1-2-1	Renforcer les actions d'adaptation au changement climatique					
703-1-2-2	Developper des actions d'atténuation du changement climatique					
703-1-2-3	Promouvoir les mécanismes de developpement propre (MDP) et de compensation volontaire (MCV)					
703-1-2-4	Promouvoir le mecanisme REDD+					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

47 SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTRE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES ET DE LA PECHE

470 MER

059 Administration et Coordination

059-1 Programmer, budgétiser, gérer et suivre les ressources financières

059-1-1	Budget Programme élaboré	Nombre	1	1	1	1
059-1-1-1	Préparer et élaborer le budget programme					
059-1-2	Taux d'exécution du budget	%	60	60	60	60
059-1-2-1	Former, appuyer et conseiller les responsables sur les procédures d'exécution du budget					
059-1-3	Taux de réalisation des activités	%	100	100	100	100
059-1-3-1	Suivre périodiquement l'exécution financière et les activités physiques du SEMer					
059-1-4	Comptes matières approuvés	Nombre	1	1	1	1
059-1-4-1	Créer la comptabilité matière du SEMer					
059-1-5	Audits internes effectués	Nombre	1	1	1	1
059-1-5-1	Effectuer les audits internes					

059-2 Gérer efficacement les ressources humaines et le patrimoine du SEMer

059-2-1	Personnel nommé et recruté	Nombre	135	135	75	50
059-2-1-1	Procéder à la nomination et au recrutement des agents de SEMer					
059-2-2	Situation administrative régularisée	%	100	100	100	100
059-2-2-1	Etablir les actes administratifs relatifs à la gestion interne du personnel du SEMer					
059-2-3	Personnel formé	%	50	50	50	50
059-2-3-1	Renforcer les capacités des agents du SEMer					
059-2-4	Connexion internet haut débit accessible au SEMer	%	100	100	100	100
059-2-4-1	Créer et maintenir un réseau internet pour le SEMer					
059-2-5	Plan de développement élaboré	Nombre	1	1	2	2
059-2-5-1	Réaliser les études en ressources humaines du SEMer					
059-2-6	Informations du SEMer diffusées et disponibles	Nombre	12	12	12	12
059-2-6-1	Diffuser les informations relatives aux activités du SEMer					
059-2-7	Marchés passés et lancés auprès de l'Autorité de la Régulation des Marchés Publics (ARMP)	%	100	100	100	100
059-2-7-1	Traiter les dossiers relatifs aux marchés publics					
059-2-8	Matériel nécessaire au fonctionnement du SEMer acquis	%	100	100	100	100
059-2-8-1	Procéder à l'acquisition des matériels du SEMer (Bureau, roulant, communication et technique)					
059-2-9	Dossiers contentieux traités	%	100	100	100	100
059-2-9-1	Suivre et traiter les éventuels dossiers contentieux parvenus auprès du SEMer					

410 Sécurisation de la Mer et de ses Ressources

410-1 Préserver la mer

410-1-1	Extension des surfaces des Aires Marines Protégées bien gérées à Madagascar	%	5	5	5	5
410-1-1-1	Créer et gérer efficacement les Aires Marines Protégées à Madagascar					
410-1-2	Listes des espèces marines protégées et des écosystèmes sensibles, établies et leurs statuts mis à jour	%	100	100	100	100
410-1-2-1	Etablir et mettre à jour la Liste des espèces marines protégées et des écosystèmes sensibles					
410-1-3	Evènement de Pollution marine contrôlé	%	100	100	100	100
410-1-3-1	Prévenir et lutter contre la Pollution marine					
410-1-4	Avènement de l'Intoxication collective par Consommation d'Animaux Marins (ICAM) réduit	%	50	50	50	50
410-1-4-1	Réduire l'Avènement de l'Intoxication collective par Consommation d'Animaux Marins (ICAM)					
410-1-5	Régions côtières touchées par les activités visant à augmenter la capacité de résilience et d'adaptation des communautés locales face au changement climatique initiées	Nombre	4	4	9	0
410-1-5-1	Initier les activités visant à augmenter la capacité de résilience et d'adaptation des communautés locales face au changement climatique dans les Régions côtières					

410-2 Gérer les ressources marines et les activités maritimes

410-2-1	Système d'Informations scientifiques mis en place et opérationnel	Nombre	1	1	1	1
----------------	--	---------------	----------	----------	----------	----------

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

47 SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU MINISTRE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES ET DE LA PECHE

470 MER

410 Sécurisation de la Mer et de ses Ressources

410-2-1-1 Mettre en place et opérationnaliser un Système d'Informations du SEMer

410-2-2	Une Base de Données scientifiques fiables mise en place et opérationnelle	Nombre	1	1	1	1
---------	--	--------	---	---	---	---

410-2-2-1 Mettre en place et opérationnaliser une Base de Données scientifiques fiables

410-2-3	Document de planification spatiale marine élaboré	Nombre	1	1	1	1
---------	--	--------	---	---	---	---

410-2-3-1 Etablir et mettre à jour le document de planification spatiale marine

410-2-4	Autorité scientifique marine nationale mise en place et opérationnelle	Nombre	1	1	1	1
---------	---	--------	---	---	---	---

410-2-4-1 Mettre en place et opérationnaliser une autorité scientifique marine nationale

410-3 Valoriser la mer en économie bleue

410-3-1	Environnement propice au développement de l'économie bleue présent	Nombre	1	1	1	1
---------	---	--------	---	---	---	---

410-3-1-1 Organiser les activités liées à l'économie bleue à Madagascar

410-3-2	Des partenariats techniques et financiers relatifs à l'économie bleue développés à Madagascar	Nombre	2	2	2	2
---------	--	--------	---	---	---	---

410-3-2-1 Promouvoir des partenariats techniques et financiers relatifs à l'économie bleue à Madagascar

410-3-3	PME d'innovation en économie bleue créée à Madagascar.	Nombre	1	1	1	1
---------	---	--------	---	---	---	---

410-3-3-1 Créer des PME d'innovation en économie bleue à Madagascar

410-4 Instaurer la gouvernance de l'espace maritime

410-4-1	Textes juridiques relatifs à la gouvernance de la mer élaborés	Nombre	1	1	1	1
---------	---	--------	---	---	---	---

410-4-1-1 Etablir et mettre à jour le cadre juridique de la gouvernance de la mer

410-4-2	Document stratégique sur la politique maritime nationale élaboré	Nombre	1	1	0	0
---------	---	--------	---	---	---	---

410-4-2-1 Etablir un document stratégique sur la politique maritime nationale

410-4-3	Document technique de règlement de différends sur les îles de l'Océan Indien élaboré	Nombre	0	0	1	0
---------	---	--------	---	---	---	---

410-4-3-1 Etablir un document technique de règlement de différends sur les îles de l'Océan Indien

410-4-4	Loi délimitant les frontières maritimes nationales promulguée	Nombre	0	0	1	0
---------	--	--------	---	---	---	---

410-4-4-1 Soumettre une proposition de loi délimitant les frontières maritimes nationales

410-4-5	Recommandation de l'ONU sur l'extension du plateau continental obtenue	Nombre	0	0	1	0
---------	---	--------	---	---	---	---

410-4-5-1 Emettre une requête auprès de l'ONU sur l'extension du plateau continental

410-5 Coordonner l'Action de l'Etat en mer

410-5-1	Autorités maritimes régionales mises en place	Nombre	13	13	0	0
---------	--	--------	----	----	---	---

410-5-1-1 Mettre en place des autorités maritimes régionales

410-5-2	Interventions et missions effectuées	%	100	100	100	100
---------	---	---	-----	-----	-----	-----

410-5-2-1 Coordonner les interventions et missions en mer

410-5-3	Actions interministérielles réalisées	%	100	100	100	100
---------	--	---	-----	-----	-----	-----

410-5-3-1 Gerer les situations nécessitant les moyens de plusieurs administrations

410-5-4	Formations réalisées	Nombre	1	1	2	2
---------	-----------------------------	--------	---	---	---	---

410-5-4-1 Renforcer la capacité des administrations

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

51 MINISTERE DE L' ENERGIE ET DES HYDROCARBURES

510 ENERGIE

031 Administration et coordination

031-1 Renforcer les prestations de service public

031-1-1 **Taux d'exécution Budgétaire** % 90 90 95 100

031-1-1-1 Procéder à la gestion efficace et efficiente des ressources: humaines, financières et matériels

203 Développement des infrastructures électriques et des ressources d'énergie locales

203-1 Renforcer la bonne gouvernance et sécuriser les investissements privés

203-1-1 **Taux des investissements privés dans le financement du secteur énergie** % 40 40 50 60

203-1-1-1 Mettre en place de base de données

203-1-1-2 Procéder à la réforme institutionnelle et juridique

203-1-1-3 Mettre en place du système de garantie des investissements

203-1-1-4 Elaborer un plan d'expansion du système électrique

203-2 Augmenter l'accès à l'électricité en milieu urbain

203-2-1 **Taux d'accès des ménages à l'électricité (Milieu Urbain)** % 19 19 20 25

203-2-1-1 Redresser la Jirama

203-2-1-2 Réhabiliter le système électrique

203-2-1-3 Renforcer le système électrique

203-2-1-4 Augmenter la capacité de production

203-3 Augmenter l'accès à l'électricité en milieu rural

203-3-1 **Taux d'accès des ménages à l'électricité (Milieu Rural)** % 15.6 15.6 16 16.5

203-3-1-1 Continuer l'extension l'électrification en milieu rural, périurbain et dans les zones à fortes potentialités économiques

203-4 Satisfaire durablement les besoins en bois énergie

203-4-1 **Part surface des forêts de plantation à des fins énergétiques.** % 25 25 26 27

203-4-1-1 Améliorer la production et de l'utilisation du BE

203-4-1-2 Augmenter des surfaces plantées en bois énergie

203-4-1-3 Gérer des ressources forestières naturelles

203-5 Promouvoir l'exploitation rationnel des sources d'énergie locales

203-5-1 **Nombre de ressources d'énergie renouvelables développées et de ressources d'énergie non renouvelables promues** Nombre 8 8 10 12

203-5-1-1 Développer des ressources d'énergie renouvelable; Promotion de ressources d'énergie non renouvelables

203-6 Renforcer l'appui au développement du secteur énergie

203-6-1 **Taux de satisfaction des acteurs du secteur** % 80 80 85 86

203-6-1-1 Renforcer la capacité des départements chargés du développement du secteur énergie

203-7 Promouvoir l'économie d'énergie/ efficacité énergétique

203-7-1 **Evolution de l'Intensité énergétique** % -2 -2 -2.5 -2.5

203-7-1-1 Promouvoir la pratique économe; LBC ;

203-7-1-2 Substituer d'énergie et équipements

540 HYDROCARBURES

204 Développement du secteur pétrolier et des biocarburants

204-1 ENCOURAGER ET FACILITER L'EXPLOITATION DES RESSOURCES D'HYDROCARBURES DU PAYS

204-1-1 **Taux de variation du prix du carburant** % -2 3 5 7

204-1-1-1 Créer des sites pilote et essai d'utilisation du biocarburant

204-1-1-2 Exploiter des dépôts de stockage stratégique

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

52 MINISTERE DE L' EAU, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'HYGIENE

520 EAU ET ASSAINISSEMENT

032 Administration et Coordination

032-1 Etablir un processus budgétaire de l'Etat efficace et efficient

032-1-1	Taux d'exécution Budgétaire	%	100	100	100	100
032-1-1-1	Procéder à la gestion efficace et efficiente des ressources: humaines, financières et matériels					

205 Développement de l'accès à l'eau et aux infrastructures d'assainissement

205-1 Mettre en œuvre les grands principes de GRE et contribuer à la pérennisation des investissements et la durabilité des AEP

205-1-1	Nombre de bassins inventoriés	Nombre	3	3	4	4
205-1-1-1	Gérer les ressources en eau pour l'eau potable et assainissement					
205-1-1-2	Améliorer et augmenter les nombres des agences de bassins					
205-1-2	Nombre de comité de bassins mis en place	Nombre	3	3	4	4
205-1-2-1	Gérer les ressources en eau pour l'eau potable et assainissement					
205-1-3	Nombre de périmètre de protection relatifs aux projets	Nombre	5	5	6	6
205-1-3-1	Gérer les ressources en eau pour l'eau potable et assainissement					

205-2 Assurer de manière durable l'accès de la population à l'eau potable

205-2-1	Taux de desserte en eau potable national	%	52	52	59	59
205-2-1-1	Construire et gérer les points d'eau (BF, BP, puits, Forage					
205-2-2	Taux de desserte en eau potable en milieu urbain	%	68	68	73	73
205-2-2-1	Construire et gérer les points d'eau (BF, BP, puits, Forage					
205-2-3	Taux de desserte en eau potable en milieu rural	%	50	50	56	56
205-2-3-1	Construire et gérer les points d'eau (BF, BP, puits, Forage					

205-3 Assurer de manière durable l'accès de la population aux infrastructures d'assainissement

205-3-1	Taux d'accès aux infrastructures d'assainissement national	%	52	52	58	58
205-3-1-1	Construire et gérer les latrines					
205-3-2	Taux d'accès aux infrastructures d'assainissement urbain	%	0	0	75	75
205-3-2-1	Construire et gérer les latrines					
205-3-3	Taux d'accès aux infrastructures d'assainissement rural	%	0	0	60	60
205-3-3-1	Construire et gérer les latrines					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	LFR	2016	2017	2018	2019
53	MINISTERE AUPRES DE LA PRESIDENCE CHARGE DES MINES ET DU PETROLE					
530	MINES					
019	Administration et Coordination					
019-1	Renforcer les prestations de service public					
019-1-1	Taux d'exécution Budgétaire	%	90	90	90	90
	019-1-1-1	Rendre efficace la politique régulatrice et de bonne gouvernance				
019-2	Assurer la qualité de service de santé pour les agents du ministère auprès de la Présidence chargé des ressources stratégiques					
019-2-1	Taux du personnel du ministère ayant accès au service de dentisterie	Nombre	0	90	100	0
	019-2-1-1	Assurer les consultations spécialisées				
019-3	Mettre en oeuvre le Datacenter national, dématérialiser et E-gouverner le secteur minier et pétrolier					
019-3-1	Nombre de direction interrégionale et régionale connectée avec la direction centrale	Nombre	3	9	9	9
	019-3-1-1	Installer un système informatisé intégré à la gestion du patrimoine, des ressources humaines et des affaires financières du ministère				
019-4	Faire fonctionner convenablement et d'une manière confortable les activités du ministère					
019-4-1	Nombre de direction équipée de nouveau matériel	Nombre	0	10	10	10
	019-4-1-1	Acheter les matériels informatiques, materiel et mobilier de bureau et les matériels techniques				
019-5	Construire de nouveaux bâtiments pour la police des mines au niveau central et régionaux					
019-5-1	Nombre de bâtiments construits	Nombre	0	2	5	5
	019-5-1-1	Construire des nouveaux bâtiments				
019-6	Assurer un service de proximité, une intervention rapide et ponctuelle de la Police des Mines					
019-6-1	Nombre de matériels roulants (voitures et moto) acquis	Nombre	0	3	7	10
	019-6-1-1	Faire l'acquisition des matériels roulants (Véhicules 4x4 et moto)				
609	Développement du secteur Minier					
609-1	Augmenter les recettes minières					
609-1-1	Recettes d'exportation minière	Md Ar	250	250	250	250
	609-1-1-1	Actualiser la valeur marchande				
609-1-2	Frais d'Administration minière	Millier USD	10	10000	10000	10000
	609-1-2-1	Améliorer les recouvrements des recettes minières				
609-2	Renforcer la promotion des investissements miniers					
609-2-1	Nombre des investisseurs	Nombre	12	12	12	12
	609-2-1-1	Améliorer la promotion des investisseurs nationaux et étrangers				
609-2-2	Cartes géologiques et minières mise à jour	Nombre	70	0	0	0
	609-2-2-1	Mettre à jour les cartes géologiques et minières				
609-3	Remettre en état la bibliothèque géologique					
609-3-1	Nombre de nouveaux documents dans la bibliothèque	Nombre	50	100	0	0
	609-3-1-1	Inventorier tous les documents existants				
609-4	Régulariser les opérateurs vis-à-vis de l'environnement					
609-4-1	Nombre de permis et autorisations environnementales délivrés	Nombre	30	40	50	60
	609-4-1-1	Procéder à l'Inspection environnementale				
609-5	Intégrer dans le secteur formel les Petites mines et les mines artisanales					
609-5-1	Nombre des associations ou groupements de mineurs créés	Nombre	20	36	70	100
	609-5-1-1	Recenser les associations et groupements de mineurs créés				
609-6	Rassembler et déposer les produits saisis dans un seul entrepôt					
609-6-1	Pourcentage des travaux réalisé	%	0	30	60	80
	609-6-1-1	Construire un hangar				
	609-6-1-2	Aménager les parkings et rénover les clotures				

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

61 MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

610 TRAVAUX PUBLICS

020 Administration et Coordination

020-1 Optimiser l'atteinte des priorités liées à l'accès et au développement des régions clés à forte potentialité croissance économique

020-1-1 Proportion des zones économiques à forte potentialité connectée au réseau des transports % 65 65 65 65

020-1-1-1 Elaborer et mettre en œuvre un plan stratégique national sur l'infrastructure ayant pour objectif une forte croissance économique (PMO activité 1.1)

020-1-1-2 Programmer un nouveau réseau de transport avec les infrastructures adéquates connectant toutes les régions à forte croissance économique (PMO activité 1.2)

020-2 Optimiser la mobilisation des ressources financières, humaines et de technologie de l'information et le contrôle de gestion basé sur les performances

020-2-1 Taux de couverture du financement des projets prioritaires % 40 40 50 50

020-2-1-1 Finaliser l'architecture organisationnelle du ministère central et des unités déconcentrées, en relation avec les entités externalisées

020-2-1-2 Veiller à une articulation satisfaisante entre la programmation, l'ordonnancement physique et la disponibilité du financement

020-2-2 Taux de réalisation du plan de formation : au profit du personnel TP et au profit des partenaires techniques % 55 55 55 60

020-2-2-1 Finaliser l'architecture organisationnelle du ministère central et des unités déconcentrées, en relation avec les entités externalisées

020-2-2-2 Appuyer à la formation technique et professionnelle secteur BTP

020-2-3 Niveau d'intégration du système d'information pour la production des indicateurs de résultat % 30 40 50 50

020-2-3-1 Finaliser l'architecture organisationnelle du ministère central et des unités déconcentrées, en relation avec les entités externalisées

020-2-3-2 Veiller à une articulation satisfaisante entre la programmation, l'ordonnancement physique et la disponibilité du financement

206 Développement des infrastructures routières

206-1 Optimiser le réseau circulaire toute l'année et le désenclavement du territoire à travers les constructions, réhabilitations et entretiens périodiques du réseau routier

206-1-1 Taux des communes accessibles par voie de surface toute l'année % 50 60 60 60

206-1-1-1 Construire, réhabiliter et entretenir périodiquement les routes nationales (RN 3b, 5, 6, 9, 18, 31, 32, 33, 33b, 43, 44, 57) et des routes rurales (22 régions)

206-1-1-2 Assurer l'intégration des dimensions sociales et environnementales

206-1-2 Pourcentages du réseau Routes Nationales (RN) en bon état % 26 30 35 50

206-1-2-1 Construire, réhabiliter et entretenir périodiquement les routes nationales : RN 3b, 5, 6, 9, 18, 31, 32, 33, 33b, 43, 44, 57; et des ouvrages de franchissement : Mahavavy, Manajeba, Kamoro, Betsiboka, sur les RN4, RN9, RN35 (22 régions)

206-2 Optimiser la maintenance du patrimoine routier à travers l'entretien courant et les mesures de sauvegarde du réseau routier

206-2-1 Taux de redevance de l'entretien Routier (RER) précompté pour le FER % 8 8 8 8

206-2-1-1 Augmenter les ressources du FER en adéquation avec les besoins

206-2-1-2 Assurer l'Entretien courant de 11.890 km de Routes Nationales (22 régions)

206-2-1-3 Assurer la protection du patrimoine routier à travers la prévention des risques et le contrôle des charges à l'essieu

206-2-2 Taux de RN éligibles à l'entretien courant traitées % 35 35 36 36

206-2-2-2 Assurer l'Entretien courant de 11.890 km de Routes Nationales (22 régions)

206-2-3 Pourcentage des projets routiers avec E.I.E. % 0 20 50 100

206-2-3-1 Assurer l'intégration des dimensions sociales et environnementales

206-2-4 Pourcentages des Bâtiments Rehabilite % 0 20 40 60

206-2-4-1 Réhabiliter et entretenir les bâtiments administratifs

206-2-5 Niveau d'intégration du système d'information et communication % 0 40 50 50

206-2-5-1 Finaliser l'architecture organisationnelle du ministère central et des unités déconcentrées

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

62 MINISTERE AUPRES DE LA PRESIDENCE CHARGE DES PROJETS PRESIDENTIELS, DE

460 DOMAINE ET SECURISATION FONCIERE

018 Administration et Coordination

018-1 Renforcer la capacité des agents sur la gestion des dossiers fonciers

018-1-1	Nombre d'agents formés	Nombre	500	500	5500	5500
018-1-1-1	Former les agents (Central, Boeny, Analamanga, Bongolava, Itasy)					

018-2 Optimiser la gestion des ressources allouées au service foncier

018-2-1	Taux d'exécution budgétaire	%	100	100	100	100
018-2-1-1	Assurer le fonctionnement opérationnel des services fonciers (central)					

409 Domaine et sécurisation foncière

409-1 Sécuriser le foncier et moderniser les services fonciers

409-1-1	Nombre de titres fonciers établis	Nombre	10000	10000	60000	60000
409-1-1-1	Etablir les titres fonciers (National)					

409-1-2	Nombre d'opérations de bornage effectués	Nombre	8000	8000	12750	12750
409-1-2-1	Effectuer des opérations de bornage (National)					

409-1-3	Nombre de documents topographiques délivrés	Nombre	40000	40000	60000	60000
409-1-3-1	Délivrer des documents topographiques					

409-1-4	Nombre de plans topographiques fonciers numérisés	Nombre	4000	4000	9000	9000
409-1-4-1	Numériser des plans topographiques fonciers (Analamanga, Bongolava, Diana, SAVA, Haute Matsiatra, Atsimo Atsinanana, Ihorombe, Sofia, Atsinanana, Analanjirifo, Alaotra Mangoro, Atsimo Andrefana, Androy, Anosy)					

409-1-5	Nombre de Circonscriptions dont l'informatisation des archives foncière et domaniales sont effectuées	Nombre	3	2	5	5
409-1-5-1	Informatiser les archives foncières et domaniales (Central, Analamanga)					

409-1-6	Nombre de Plans Locals d'Occupation Foncères (PLOF) élaborés	Nombre	10	20	30	30
409-1-6-1	Elaborer des PLOFs (National)					

409-2 Décentraliser la gestion foncière

409-2-1	Nombre de communes appuyées	Nombre	30	7	500	500
409-2-1-1	Appuyer les communes dans la mise en place des Guichets Fonciers (22 régions)					

409-2-2	Nombre de Guichets Fonciers appuyés	Nombre	150	14	750	750
409-2-2-1	Appuyer techniquement les Guichets Fonciers (22 régions)					

409-2-3	Nombre de Guichets uniques mis en place	Nombre	10	10	50	50
409-2-3-1	Mettre en place les guichets uniques des services fonciers (Atsinanana, Analanjirifo, Vakinankaratra, Anosy, Menabe, Boeny, Alaotra Mangoro)					

620 AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

021 Administration et Coordination

021-1 Assurer et améliorer le fonctionnement de l'administration et des services déconcentrés

021-1-1	Nombre d'agents formés	Nombre	90	50	100	100
021-1-1-1	Organiser des formations locales en faveur des Agents du M2PATE (Central et Analamanga)					

021-1-2	Nombre de matériels acquis	Nombre	82	120	120	120
021-1-2-1	Equiper les structures et les services déconcentrés (Central, Analamanga, Bongolava, Itasy, Vakinankaratra, Diana, SAVA, Haute Matsiatra, V7V, Boeny, Atsinanana, Atsimo Andrefana, Anosy)					

021-1-3	Taux d'exécution budgétaire	%	100	100	100	100
021-1-3-1	Assurer le fonctionnement opérationnel des services de l'aménagement du territoire (Analamanga, Boeny, Vakinankaratra, Diana, Sava, Haute Matsiatra, Atsimo Andrefana, V7V, Atsinanana)					

021-1-4	Nombre de services déconcentrés appuyés et mis en place	Nombre	0	27	30	30
021-1-4-1	Construire et/ou réhabiliter des bâtiments administratifs pour les services déconcentrés (Analamanga, Vakinankaratra, Haute Matsiatra, V7V, Boeny, Atsinanana, Atsimo Andrefana, Anosy)					

021-2 Planifier et aménager les territoires à tous les niveaux

021-2-1	Nombre de cadres juridiques et réglementaires élaborés et/ou vulgarisés	Nombre	2	4	5	5
021-2-1-1	Elaborer et vulgariser des cadres réglementaires et juridiques (central)					

021-3 Sécuriser le territoire maritime

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

62 MINISTERE AUPRES DE LA PRESIDENCE CHARGE DES PROJETS PRESIDENTIELS, DE

620 AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

021 Administration et Coordination

021-3-1 Taux de réalisation de la régularisation du Plateau Continental Sud de Madagascar % 0.5 0 0 0

021-3-1-1 Compléter les données scientifiques manquantes auprès des Nations Unies (central)

207 Aménagement et équipement des villes

207-1 Mettre à jour les Plans de Développement à chaque niveau de territoire et Programmer les actions

207-1-1 Nombre de document d'orientation en matière d'Aménagement du territoire élaborés Nombre 10 5 114 105

207-1-1-1 Accompagner les collectivités territoriales dans l'élaboration des outils de planification, des politiques de développement territorial et des documents de modélisation des espaces de croissance (central)

207-2 Appuyer les collectivités territoriales décentralisées en matière de développement urbain

207-2-1 Nombre des collectivités territoriales appuyées en matière de développement urbain Nombre 10 1000 6781 6701

207-2-1-1 Appuyer techniquement et administrativement les collectivités territoriales en matière de développement urbain(central)

640 GRANDS TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS

058 Administration et Coordination

058-1 Elaborer la politique nationale de développement des infrastructures et équipements

058-1-1 Nombre de documents de politique élaboré Nombre 1 2 2 2

058-1-1-1 Elaborer les 4 composantes de la PNDIE (22 Régions)

058-2 Assurer et améliorer le fonctionnement de l'administration

058-2-1 Taux d'exécution budgétaire % 100 100 100 100

058-2-1-1 Assurer le fonctionnement opérationnel des services techniques (Central)

215 Infrastructures et Equipements

215-1 Aménager des infrastructures et équipements

215-1-1 Nombre de construction et/ou réhabilitation de grandes infrastructures socio économiques Nombre 4 20 40 45

215-1-1-1 Construire et/ou réhabiliter des grandes infrastructures socio-économique (22 régions)

215-1-2 Nombre de construction et/ou rénovation des équipements socio-économiques Nombre 17 10 50 70

215-1-2-1 Construire et/ou rénover les équipements socio-économiques (22régions)

215-1-3 Nombre de logements construits Nombre 50 0 0 0

215-1-3-1 Construire des logements (22régions)

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

63 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA METEOROLOGIE

630 TRANSPORT

022 Administration et Coordination

022-1 Assurer une meilleure coordination du secteur

022-1-1	Nombre de dossiers de marchés montés dans les délais requis	Nombre	10	15	15	20
022-1-1-1	Suivre les projets et programmes sectoriels					
022-1-2	Nombre de sessions de sensibilisation au VIH effectuées	Nombre	0	0	0	0
022-1-2-1	Sensibiliser sur le VIH SIDA					

022-2 Renforcer les capacités en ressources humaines et matérielles du département

022-2-1	Nombre de structures connectées à l'intranet	Nombre	1	2	2	2
022-2-1-1	Equiper les structures					
022-2-1-2	Mettre en place et opérationnaliser la base de données du Ministère					
022-2-1-3	Former et recruter des Agents					
022-2-2	Nombre d'agents formés	Nombre	5	5	5	5
022-2-2-1	Equiper les structures					
022-2-2-2	Mettre en place et opérationnaliser la base de données du Ministère					
022-2-2-3	Former et recruter des Agents					

208 Transports Routier et Ferroviaire

208-1 Améliorer l'efficacité et la qualité des transports routiers

208-1-1	Nombre de gares routières construites et/ou réhabilitées	Nombre	1	1	2	2
208-1-1-1	Construire des gares routières de Voyageurs et de Marchandises (Antananarivo : 1 gare routière de voyageurs - Toliara : 1 gare routière de voyageur)					
208-1-1-2	Elaborer des règles régissant les transports routiers					

208-2 Améliorer l'efficacité et la qualité des transports ferroviaires

208-2-1	Nombre d'ouvrages d'art réhabilités	Nombre	3	4	4	6
208-2-1-1	Réhabiliter les voies ferrées (20 Km sur Réseau Nord - 10 Km sur Réseau Sud)					
208-2-1-2	Réhabiliter et entretenir les ouvrages (Réseau Nord : 6 ouvrages - Réseau Sud : 2 ouvrages)					
208-2-1-3	Acquérir des matériels roulants (traction, remorque)					
208-2-2	Longueur de voie ferrée réhabilitée	Km	20	70	70	70
208-2-2-1	Réhabiliter les voies ferrées (20 Km sur Réseau Nord - 10 Km sur Réseau Sud)					
208-2-2-2	Réhabiliter et entretenir les ouvrages (Réseau Nord : 6 ouvrages - Réseau Sud : 2 ouvrages)					
208-2-2-3	Acquérir des matériels roulants (traction, remorque)					
208-2-3	Tonnage du fret (voie ferrée)	Tonnes	400000	400000	400000	400000
208-2-3-1	Réhabiliter les voies ferrées (20 Km sur Réseau Nord - 10 Km sur Réseau Sud)					
208-2-3-2	Réhabiliter et entretenir les ouvrages (Réseau Nord : 6 ouvrages - Réseau Sud : 2 ouvrages)					
208-2-3-3	Acquérir des matériels roulants (traction, remorque)					
208-2-4	Nombre de déraillement	Nombre	25	30	20	20
208-2-4-1	Réhabiliter les voies ferrées (20 Km sur Réseau Nord - 10 Km sur Réseau Sud)					
208-2-4-2	Réhabiliter et entretenir les ouvrages (Réseau Nord : 6 ouvrages - Réseau Sud : 2 ouvrages)					
208-2-4-3	Acquérir des matériels roulants (traction, remorque)					

208-3 Améliorer la sécurité routière.

208-3-1	Nombre de sessions de sensibilisation à la sécurité routière	Nombre	1	2	2	2
208-3-1-1	Former et perfectionner les acteurs					
208-3-1-2	Mener une campagne de sensibilisation des usagers de la route					

209 Transports Maritime, Fluvial et Aérien

209-1 Développer le système des transports aériens

209-1-1	Nombre d'aérodromes aux normes	Nombre	1	2	2	2
209-1-1-1	Réhabiliter et/ou aménager les infrastructures aéroportuaires					
209-1-1-2	Elaborer les règles régissant le transport aérien					
209-1-2	Nombre de passagers par voie aérienne (en milliers)	Nombre	1000	1200	1300	1400
209-1-2-1	Réhabiliter et/ou aménager les infrastructures aéroportuaires					
209-1-2-2	Elaborer les règles régissant le transports aérien					
209-1-3	Tonnage du fret aérien	Tonnes	15000	20000	20000	21000
209-1-3-1	Réhabiliter et/ou aménager les infrastructures aéroportuaires					
209-1-3-2	Elaborer les règles régissant le transport aérien					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

63 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA METEOROLOGIE

630 TRANSPORT

209 Transports Maritime, Fluvial et Aérien

209-2 Développer le système des transports maritimes et fluviaux

209-2-1	Nombre de ports aux normes	Nombre	1	1	1	2
209-2-1-1	Réhabiliter les infrastructures portuaires (Port de Mananjary - Port de Toliara - Port de Mahajanga)					
209-2-1-2	Elaborer les règles régissant le transport maritime et fluvial					
209-2-2	Tonnage du fret maritime	Tonnes	3000000	4000000	4000000	4000000
209-2-2-1	Réhabiliter les infrastructures portuaires (Port de Mananjary - Port de Toliara - Port de Mahajanga)					
209-2-2-2	Elaborer les règles régissant le transport maritime et fluvial					

680 METEOROLOGIE

042 Administration et Coordination

042-1 Optimiser la gestion des ressources allouées à la météorologie

042-1-1	Taux d'exécution Budgétaire	%	70	100	100	100
042-1-1-1	Assurer le fonctionnement opérationnel des services centraux					
042-1-1-2	Assurer le fonctionnement opérationnel des services inter-régional					

042-2 Améliorer l'accès aux informations météorologiques et hydrologiques

042-2-1	Taux d'accès des usagers aux informations météorologiques	%	30	40	45	50
042-2-1-1	Attirer les groupes d'utilisateurs d'informations météorologiques					
042-2-1-2	Vulgariser les produits et études météorologiques					
042-2-2	Taux d'accès des usagers aux informations hydrologiques	%	30	30	40	50
042-2-2-1	Renforcer le réseau de pratique et de mesure hydrologique					
042-2-2-2	Vulgariser les produits et études hydrologiques					

211 Développement météorologique

211-1 Optimiser le réseau des stations et systèmes d'information météorologiques

211-1-1	Taux de couverture du réseau	%	40	55	55	60
211-1-1-1	Réhabiliter, moderniser les stations météorologiques automatiques (PMO activité 6.1)					
211-1-1-2	Connecter les réseaux d'observation (PMO activité 6.2)					
211-1-2	Taux de fiabilité des prévisions météo	%	60	80	85	85
211-1-2-1	Réhabiliter, moderniser les stations météorologiques automatiques (PMO activité 6.1)					
211-1-2-2	Connecter les réseaux d'observation (PMO activité 6.2)					

211-2 Renforcer les outils de communication, la vulgarisation et la capacité des utilisateurs

211-2-1	Nombre de régions utilisateurs des informations météo	Nombre	12	20	20	22
211-2-1-1	Renforcer la capacité scientifique et technique du personnel (PMO activité 6.3)					
211-2-1-2	Elaborer des outils/ études d'impact sur les changements climatiques (PMO activité 6.4)					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

66 MINISTERE DES POSTES, DES TELECOMMUNICATIONS ET DU DEVELOPPEMENT NUMERIQUE

660 POSTE ET TELECOMMUNICATION

023 Administration et Coordination

023-1 Assurer la gestion rationnelle et rentable des ressources humaines, financières et matérielles

023-1-1	Taux de crédit engagé par rapport au crédit global	%	95	95	95	95
----------------	---	----------	-----------	-----------	-----------	-----------

023-1-1-1 Gerer rationnellement et rentablement les ressources humaines, financières et matérielles

214 Appui à l'extension de la couverture postale

214-1 Faire assurer le Service Postal Universel (SPU) ou Service Public Postal (SPP)

214-1-1	Bureaux de postes ouverts en zone rurale	Nombre	6	5	5	5
----------------	---	---------------	----------	----------	----------	----------

214-1-1-1 Adopter de nouvelles lois régissant le secteur postal et du décret sur le nouveau statut de la PAOMA

670 TIC

043 Administration et Coordination

043-1 Améliorer l'efficacité et la qualité des services des Télécommunications et des Nouvelles Technologies

043-1-1	Nombre de documents légaux ou techniques sur les TIC révisés ou élaborés	Nombre	1	1	1	1
----------------	---	---------------	----------	----------	----------	----------

043-1-1-1 Réviser les documents légaux ou techniques sur les TIC

210 Développement des réseaux d'accès aux TIC dans les zones rurales

210-1 Assurer un système de communication efficace et abordable

210-1-1	Nombre de points d'accès Internet publics opérationnels	Nombre	15	15	15	15
----------------	--	---------------	-----------	-----------	-----------	-----------

210-1-1-1 Développer l'accès aux services TIC pour tous

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

71 MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

710 SANTE

024 Administration et Coordination

024-1 Améliorer la coordination, la bonne gouvernance et le leadership

024-1-1 Pourcentage de CSB2 ayant au moins 2 agents de santé % 65 0 0 0

024-1-1-1 Renforcer la capacité en leadership des responsables à tous les niveaux du système de santé

024-1-1-2 Effectuer les revues périodiques par niveau du système de santé

024-1-1-3 Mettre en place un système de gestion efficiente des RH en priorisant les CSB fermés et les CSB en zones enclavées et éloignées

024-2 Améliorer la disponibilité en temps réels des informations sanitaires de qualité pour la prise de décision

024-2-1 Taux de promptitude des RMA % 60 0 0 0

024-2-1-1 Rendre disponible les Outils de gestion pour le Système d'Information Sanitaire au niveau des formations sanitaires

024-2-1-2 Renforcer le système de transmission des données sanitaires par niveau

024-2-1-3 Renforcer les capacités opérationnelles des unités focales SIMR (ou Surveillance Intégrée des Maladies et Riposte) au niveau des SDSP et DRSP

024-3 Améliorer la gestion budgétaire

024-3-1 Taux d'exécution budgétaire % 80 0 0 0

024-3-1-1 Renforcer les capacités des responsables de la gestion budgétaire notamment en matière de passation de marchés publics par niveau

024-3-1-2 Suivre mensuellement l'exécution budgétaire y compris la mise à jour du SIIGFP

024-3-1-3 Rationaliser l'allocation des ressources en fonction des critères objectifs bien définis

024-4 Améliorer la gestion des ressources

024-4-1 Proportion de formation sanitaire ayant au moins 2 agents de santé % 0 56 61 66

024-4-1-1 Assurer le Continuum de l'Administration et de la coordination

024-4-1-2 Renforcer les supervisions intégrées

024-4-1-3 Renforcer les suivis et contrôles à tous les niveaux

502 Fourniture de services de santé de base

502-1 Améliorer l'accès de la population aux services de santé de qualité

502-1-1 Taux d'utilisation des consultations externes au niveau des CSB % 35 43 45 0

502-1-1-1 Mettre aux normes les matériels et équipements techniques de base au niveau des CSB

502-1-1-2 Renforcer les capacités techniques des personnels de santé et des agents communautaires

502-1-1-3 Construire et réhabiliter les formations sanitaires selon les normes

502-1-1-4 Effectuer la supervision intégrée au niveau des CSB publics et privés

502-1-1-5 Mettre aux normes les infrastructures, les matériels et équipements au niveau des CSB

502-1-1-6 Assurer le continuum de soins à travers la disponibilité des services intégrés au niveau des CSB

503 Fourniture de services de santé hospitaliers

503-1 Améliorer l'accès de la population à des prestations de services hospitaliers de qualité

503-1-1 Taux d'occupation moyen de lit % 58 0 0 0

503-1-1-1 Construire et réhabiliter des Centres hospitaliers (CHRD/CHRR/CHU) selon les normes:

503-1-1-2 Mettre aux normes les matériels et équipements techniques des hôpitaux de référence

503-1-1-3 Renforcer le système de référence contre référence à tous les niveaux

503-1-2 Taux de létalité hospitalier toutes causes confondues % 0 3 2.9 2.7

503-1-2-1 Mettre aux normes les infrastructures, les matériels et équipements des Centres hospitaliers (CHRD/CHRR/CHU)

503-1-2-2 Mettre en oeuvre l'assurance qualité au niveau des hôpitaux de référence

504 Fourniture de médicaments, consommables et autres produits

504-1 Améliorer la disponibilité et l'accès aux médicaments et aux autres intrants de santé de qualité à tous les niveaux

504-1-1 Taux de disponibilité en Médicaments Essentiels Génériques de qualité au niveau CSB % 92 0 0 0

504-1-1-1 Approvisionner les Structures Sanitaires en médicaments et autres intrants de santé de qualité

504-1-1-2 Mettre en œuvre la Couverture en Santé Universelle (CSU)

504-1-1-3 Effectuer l'audit de la gestion du FANOME et du Fonds d'Equité au niveau des CSB, CHRD et Pha-G-Dis (ou Pharmacie de Gros de District)

504-1-2 Taux de disponibilité en Médicaments traceurs au niveau CSB % 0 95 95 95

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

71 MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

710 SANTE

504 Fourniture de médicaments, consommables et autres produits

- 504-1-2-1 Approvisionner les Structures Sanitaires en médicaments et autres intrants de santé de qualité
- 504-1-2-2 Effectuer l'audit de la gestion du FANOME et du Fonds d'Equité au niveau des CSB, Centres Hospitaliers et Pha-G-Dis (ou Pharmacie de Gros District)

505 Lutte contre les maladies

505-1 Réduire la prévalence des principales maladies endémiques épidémiques et les Maladies Tropicales négligées

505-1-1	Taux d'incidence du paludisme au niveau CSB	%	5.5	8	8	8
505-1-1-1	Diagnostiquer et Traiter correctement les cas de paludisme simple confirmés au niveau des Formations Sanitaires					
505-1-1-2	Approvisionner les Formations Sanitaires en intrants Paludisme (ACT ou Traitement Combiné à base de l'Artémisinine; RDT,...)					
505-1-1-3	Mener la CAID ou Campagne d'Aspersion Intra-Domiciliaire et la distribution de MID ou Moustiquaire d'Imprégnation Durable					
505-1-1-4	Renforcer le diagnostic et le traitement correcte des cas de fièvre pour chaque tranche d'âge et à tous niveaux y compris communautaires					
505-1-1-5	Doter les formations sanitaires en plateaux techniques pour le dépistage précoce des MNT et des déficiences et incapacités					
505-1-2	Taux de succès au traitement de la Tuberculose	%	84.7	0	0	0
505-1-2-1	Dépister et prendre en charge correctement les cas de tuberculose au niveau des Formations Sanitaires					
505-1-2-2	Renforcer le dépistage de la Co Infection TB-VIH, la tuberculose Multi Résistante dans les groupes à haut risque					
505-1-3	Taux de létalité par la Peste	%	16	0	0	0
505-1-3-1	Renforcer le système de prévention et capacité de riposte face aux Maladies Emergentes /Ré émergentes aux urgences et catastrophes					

505-2 Renforcer la prévention et la prise en charge du Sida

505-2-1	Taux de dépistage du VIH chez les femmes enceintes au niveau FS	%	70	0	0	0
505-2-1-1	Dépister et référer les PVVIH (ou Personne Vivant avec le VIH) vers le centre de prise en charge					
505-2-1-2	Mettre à l'échelle les centres de prise en charge médicale et psychosociale des PVVIH au niveau Région et District					
505-2-1-3	Renforcer la prévention de la transmission du VIH et de la syphilis de la mère à l'enfant					
505-2-1-4	Rendre disponible les ARV (ou médicaments Antirétroviraux), consommables et réactifs dans les centres de prise en charge des PVVIH					

505-3 Promouvoir la lutte contre les Maladies Non Transmissibles et la prévention du handicap

505-3-1	Taux de mortalité spécifique par AVC en milieu hospitalier	%	30	0	0	0
505-3-1-1	Renforcer le dépistage de facteurs de risque et la prise en charge des maladies chroniques non transmissibles au niveau des formations sanitaires					
505-3-1-2	Dépister et prendre en charge les cataractes dans les centres ophtalmiques et en stratégies avancées					
505-3-1-3	Mettre à l'échelle le programme de prévention du cancer du col par la méthode Inspection Visuelle à l'Acide acétique ou IVA					

506 Survie et développement de la mère et de l'enfant

506-1 Accélérer la réduction de la mortalité maternelle et infantile

506-1-1	Taux d'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans vus en consultation externe des CSB	%	8	0	0	0
506-1-1-1	Renforcer les activités de surveillance nutritionnelle au niveau CSB et Communauté					
506-1-1-2	Etendre les structures de prise en charge de la malnutrition (CREN)					
506-1-2	Taux d'accouchement au niveau CSB	%	0	40	40	40
506-1-2-1	Mettre en œuvre les soins maternels, néonataux complets et de qualité au niveau des formations sanitaires (CPN recentrés, accouchement assisté par personnel qualifié, Consultation Post-natale)					
506-1-2-2	Renforcer la vaccination de routine					

506-2 Accélérer la réduction de la mortalité maternelle et infantile

506-2-1	Taux de couverture vaccinale DTCHepb Hib3	%	83	0	0	0
506-2-1-1	Mettre en œuvre l'approche ACD ou Atteindre Chaque District /stratégies avancées au niveau des districts sanitaires					
506-2-1-2	Approvisionner en vaccins et consommables les Structures sanitaires par niveau					
506-2-1-3	Assurer la fonctionnalité de la chaîne de froid (dotation de pétrole, pièces de rechange, réfrigérateurs ...)					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

71 MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

710 SANTE

506 Survie et développement de la mère et de l'enfant

506-2-1-4 Mener la Campagne nationale de la Semaine de la Santé de la Mère et de l'Enfant ou SSME

506-2-1-5 Remettre à niveau et doter de kit les agents communautaires des sites PCIMEC ou Prise en Charge Intégrée des Maladies de l'Enfant au niveau Communautaire

506-2-2 Taux d'accouchement au niveau des CSB et CHD % 35 0 0 0

506-2-2-1 Doter en kits individuels d'accouchements gratuits les parturientes des Formations Sanitaires

506-2-2-2 Renforcer l'audit de décès maternels au niveau des formations sanitaires.

506-3 Apporter un appui institutionnel favorable à la santé de l'adolescent et de la femme

506-3-1 Taux de couverture contraceptive % 31 0 0 0

506-3-1-1 Renforcer la sensibilisation et la mobilisation sociale en PF

506-3-1-2 Doter les Formations sanitaires en matériels, contraceptifs et consommables et outils de gestion SR

506-3-1-3 Mettre à l'échelle les sites MLD ou Méthodes de Longue Durée au niveau des formations sanitaires.

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

75 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

750 JEUNESSE

045 Administration et Coordination

045-1 Assurer l'utilisation rationnelle de ressources allouées

045-1-1 Taux d'exécution budgétaire % 70 0 0 0

045-1-1-1 Procéder aux engagements des dépenses, mandatement, liquidation, clôture et dégageant, établir les documents de suivi de performance

045-2 Mettre en place des textes législatifs et réglementaires en matière de Jeunesse et des sports

045-2-1 Nombre de loi portant PNS adopté Nombre 0 0 0 0

045-2-1-1 Effectuer un atelier de validation nationale

045-2-1-2 Adopter la loi sur le PNS

045-2-2 Nombre de loi rectificative portant PNJ adopté Nombre 0 0 0 0

045-2-2-1 Effectuer un atelier de validation nationale

045-2-2-2 Adopter la loi sur le PNJ

045-2-3 Nombre de décret d'application de la PNS Nombre 0 0 0 0

045-2-3-1 Effectuer une concertation entre tous les acteurs

045-2-3-2 Valider et adopter les décrets d'application

045-2-4 Nombre de décret d'application de la PNJ Nombre 0 0 0 0

045-2-4-1 Effectuer une Concertation entre tous les acteurs

045-2-4-2 Valider et adopter les décrets d'application

045-3 Renforcer la gouvernance du Ministère de la Jeunesse et des sports et ses services déconcentrés

045-3-1 Nombre de manuel de procédure établi Nombre 0 0 0 0

045-3-1-1 Elaborer un manuel de procédure de gouvernance basée sur une charte d'éthique et de performance

045-3-2 Nombre des responsables centraux renforcés en capacité Nombre 40 0 0 0

045-3-2-1 Renforcer la capacité de tous les hauts employés de l'Etat du MJS au niveau central

045-3-3 Nombre des directeurs régionaux renforcés en capacité Nombre 44 0 0 0

045-3-3-1 Renforcer la capacité de tous les hauts employés de l'Etat du MJS au niveau régional

045-3-4 Nombre d'une banque de données nationale pour la jeunesse et le sport Nombre 0 0 0 0

045-3-4-1 Mettre en place une banque de données nationale sur la jeunesse et le sport

045-4 Construire des bureaux logements et réhabiliter des bâtiments Administratives

045-4-1 Nombre des bureaux logements et des bâtiments Administratives construits et/ou rénovés Nombre 10 0 0 0

045-4-1-1 Construire des bureaux logements pour les directions régionales de la jeunesse et des sports

045-4-1-2 Réhabiliter les bâtiments administratifs

045-5 Améliorer la gouvernance du secteur "Jeunesse" à Madagascar

045-5-1 Taux d'exécution budgétaire Nombre 0 97 97 97

045-5-1-1 Former les cadres en "Administration et Gouvernance du secteur Sport" avec un système de perfectionnement professionnel continu

045-5-1-2 Former les cadres en "Administration et Gouvernance du secteur Jeunesse" avec un système de perfectionnement professionnel continu

045-5-1-3 Construire et réhabiliter des Bureaux administratifs de la Jeunesse et des Sports

045-5-2 Nombre des groupements sportifs et des groupements associatifs et Conseils des jeunes dont les capacités techniques, socio-organisationnelles et managériales sont renforcées Nombre 0 120 120 120

045-5-2-1 Appuyer les groupements sportifs, groupements associatifs et conseils des jeunes bénéficiaires de formation en leadership et en management pratique simplifié

045-5-2-2 Doter les Communes d'un système de coordination et de suivi-évaluation des activités de la jeunesse et des sports avec l'implication effective des Conseils

045-5-3 Nombre de système de suivi-évaluation et d'audit interne et un système d'information établi et fonctionnels avec l'implication effective de toutes les parties prenantes à tous les niveaux Nombre 0 11 12 12

045-5-3-1 Installer un système de coordination et suivi-évaluation et d'audit interne fonctionnel avec

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

75 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

750 JEUNESSE

045 Administration et Coordination

- l'implication de toutes les parties prenantes à tous les niveaux de l'administration et de la jeunesse
- 045-5-3-2 Installer un système d'information installé et fonctionnel avec l'implication effective de toutes les parties prenantes locales à tous les niveaux de l'administration et du sports
- 045-5-3-3 Doter les Directions centrales et des directions régionales des matériels informatiques et équipements adéquats pour l'exploitation et la fonctionnalisation des systèmes nouvellement installés
- 045-5-3-4 Acquérir des véhicules administratifs aux fins de coordination, de suivi-évaluation et d'audit interne des activités de la jeunesse et des Sports

302 Jeunesse

302-A Promouvoir la participation de Madagascar aux grands événements nationaux et internationaux de la jeunesse

302-A-1 Nombre de la participation des jeunes malgaches à la journée de la jeunesse. **Nombre** **6000** **0** **0** **0**

- 302-A-1-1 Encourager et soutenir les initiatives des jeunes à participer à la journée de la jeunesse

302-B Renforcer et améliorer les capacités (physiques, intellectuelles, psychiques et morales) de tous les enfants et jeunes malgaches sans distinction, et garantir leur bien être tout au long de leur vie conformément aux recommandations de l'UNESCO

302-B-1 Nombre d'enfants malgaches, incluant les jeunes filles, les personnes en situation d'handicap et les groupes marginalisés, dont les capacités (physiques, intellectuelles, morales) sont renforcées et le bien-être est sensiblement amélioré **Nombre** **0** **45** **45** **45**

- 302-B-1-1 Aménager et créer des sites pour l'Amélioration de l'Education Physique de Qualité "AEPQ" dans les milieux socio-éducatifs et communautaires

302-B-2 Nombre d'enfants, incluant les jeunes filles, les personnes en situation d'handicap et les groupes marginalisés, adoptant un réflexe des comportements sains et actifs (culture de mouvement) tout au long de leur vie **Nombre** **0** **24** **24** **24**

- 302-B-2-1 Former des cadres EPS en vue de l'animation et de l'encadrement des sites "AEPQ" (formation initiale et formation continue)

302-C Renforcer les conditions sociales des jeunes malgaches afin qu'ils soient efficacement et solidement protégés contre les fléaux de toutes sortes

302-C-1 Nombre de construction et réhabilitation des infrastructures offrant des services des services de proximité et de qualité aux jeunes en partenariat avec les parties prenantes locales en vue de leur exploitation optimale et leur pérennisation **Nombre** **0** **205** **230** **230**

- 302-C-1-1 Construire et réhabiliter des infrastructures offrant des services des services de proximité et de qualité aux jeunes en partenariat avec les parties prenantes locales en vue de leur exploitation optimale et leur pérennisation
- 302-C-1-2 Doter les maisons, les kiosques ou les espaces des jeunes en équipements et matériels TIC adéquats
- 302-C-1-3 Former les jeunes ruraux aux TIC
- 302-C-1-4 Créer des centres de loisirs avec des matériels et équipements adéquats
- 302-C-1-5 Former des jeunes alphabétiseurs en AFI-D (Alphabétisation Fonctionnelle Intensive pour le Développement)
- 302-C-1-6 Doter les centres des jeunes des dispositifs d'appui à l'éducation des jeunes défavorisés (cantines scolaires, activités péri et para scolaires) au service de la paix et du développement durable

302-C-2 Pourcentage des jeunes protégés contre les fléaux de toutes sortes, notamment les grossesses précoces, le VIH/SIDA, la drogue et la toxicomanie, le trafic des personnes, les violences; **%** **0** **97** **97** **97**

- 302-C-2-1 Sensibiliser et conscientiser les groupements des jeunes contre les grossesses précoces
- 302-C-2-2 Sensibiliser et conscientiser les groupements des jeunes contre le VIH/SIDA et les IST
- 302-C-2-3 Sensibiliser et conscientiser les groupements des jeunes contre la drogue et la toxicomanie
- 302-C-2-4 Sensibiliser et conscientiser les groupements des jeunes contre le trafic de personnes et les violences

302-D Assurer le plein emploi pour la jeunesse malagasy tant en milieu rural qu'en milieu urbain

302-D-1 Nombre des jeunes urbains ayant accès à un emploi décent et stable (réduction du taux de chômage des jeunes) **Nombre** **0** **80** **80** **80**

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

75 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

750 JEUNESSE

302 Jeunesse

302-D-1-1	Appuyer les groupements des jeunes urbains bénéficiaires de formation en entrepreneuriat					
302-D-1-2	Appuyer les micro-entreprises ou de coopératives créés par des groupements de jeunes entrepreneurs en milieu urbain					
302-D-2	Nombre des jeunes ruraux disposant des revenus viables et stables (emplois ruraux)	Nombre	0	88	88	88
302-D-2-1	Appuyer les groupements des jeunes ruraux bénéficiaires de formation en entrepreneuriat rural					
302-D-2-2	Doter les groupements des jeunes ruraux en matériels et équipements pour leur autopromotion					
302-1	<u>Promouvoir et appuyer les Conseils et/ou structures de la Jeunesse</u>					
302-1-1	Nombre des Conseils / ou structures de la Jeunesse appuyées	Nombre	22	0	0	0
302-1-1-1	Subventionner les conseils ou structures de la Jeunesse appuyées					
302-2	<u>Appuyer l'accès des jeunes à la création d'emploi.</u>					
302-2-1	Nombre du système d'appuis à la création d'emplois et d'auto-emplois des jeunes	Nombre	22	0	0	0
302-2-1-1	Créer un système d'appuis à la création d'emplois et d'auto-emplois des jeunes					
302-2-2	Nombre des jeunes formés en l'orientation aux activités des recensements des jeunes.	Nombre	400	0	0	0
302-2-2-1	Former les jeunes à l'orientation aux activités de recensement des jeunes.					
302-2-3	Nombre des jeunes porteurs des projets soutenus.	Nombre	50	0	0	0
302-2-3-1	Former à l'accompagnement des jeunes porteur de projet					
302-3	<u>Promouvoir l'auto-emploi</u>					
302-3-1	Nombre des jeunes pratiquant les activités génératrices des revenus (AGR).	Nombre	150	0	0	0
302-3-1-1	Qualifier professionnellement les Jeunes					
302-4	<u>Renforcer les compétences des jeunes en entrepreneuriat</u>					
302-4-1	Nombre des jeunes formés et encadrés en entrepreneuriat en gestion des petits métiers	Nombre	6500	0	0	0
302-4-1-1	Former et encadrer les jeunes en entrepreneuriat et gestion des petits métiers					
302-5	<u>Développer les actions des partenariats en matière de jeunesse</u>					
302-5-1	Nombre des partenariats réalisés en matière de jeunesse	Nombre	20	0	0	0
302-5-1-1	Négocier auprès des partenaires techniques et financier de leur contribution à la mise en œuvre des projets des jeunes					
302-6	<u>Mettre en place les réseaux des entrepreneurs PPEJ</u>					
302-6-1	Nombre des réseaux des entrepreneurs PPEJ	Nombre	40	0	0	0
302-6-1-1	Mettre en réseau les entrepreneurs PPEJ					
302-7	<u>Utiliser les offres, les services garantissant l'accès universel des jeunes et des adolescents à l'information favorable à la protection de leurs droits et favorisant la meilleure protection des jeunes et des adolescents contre les fléaux sociaux priorit</u>					
302-7-1	Nombre actions contre les fléaux sociaux affectant les jeunes et les adolescents.	Nombre	50	0	0	0
302-7-1-1	Mettre en place les activités contre le fléau					
302-7-2	Nombre des jeunes informés et sensibilisés de leurs droits ainsi que aux fléaux sociaux.	Nombre	70000	0	0	0
302-7-2-1	Sensibiliser les jeunes et des adolescents					
302-8	<u>Optimiser l'accès aux infrastructures et équipements en matière de jeunes</u>					
302-8-1	Nombre des Maisons des Jeunes construites ou réhabilitées.	Nombre	10	0	0	0
302-8-1-1	Réaliser les travaux de construction ou réhabiliter les Maison de Jeunes					
302-8-2	Nombre des Maisons des Jeunes équipées et opérationnelles	Nombre	30	0	0	0
302-8-2-1	Doter en équipement des maisons des jeunes					
302-9	<u>Nombre de plateforme de service pour les jeunes au niveau des maisons des jeunes ;</u>					
302-9-1	Nombre de plateforme de service pour les jeunes au niveau des maisons des jeunes ;	Nombre	60	0	0	0

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

75 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

750 JEUNESSE

302 Jeunesse

302-9-1-1 Mettre en place le plateforme de service pour les jeunes au niveau des maisons des jeunes ;

302-9-2 Accroissement des taux des jeunes dynamisés dans les maisons des jeunes. % 0.8 0 0 0

302-9-2-1 Redynamiser les activités dans les maisons des jeunes

780 SPORTS

301 Sports

301-A Faire en sorte que Madagascar deviendra un Pays modèle et de référence en Afrique et dans le monde en matière de la promotion de Sport pour tous contribuant à la consolidation de la paix, à l'éducation pour le développement durable, à la promotion de la s

301-A-1 Pourcentage de réduction du taux de mortalité due à l'inactivité physique, (déclarée comme une pandémie mondiale par l'OMS) Nombre 0 10 10 10

301-A-1-1 Créer des clubs "Sport-santé" (techniquement, administrativement viables et financièrement autonomes) au niveau des grandes villes avec le concours des parties prenantes locales en vue de leur pérennisation

301-A-1-2 Organiser des championnats sportifs inter-universitaires sous l'égide d'une Fédération nationale du sport universitaire

301-A-2 Pourcentage de réduction des dépenses publiques liées à la santé grâce aux pratiques régulières de l'activité physique (culture de mouvement) par la population % 0 97 97 97

301-A-2-1 Organiser des Grands Jeux de la Grande Ile (compétition au sommet regroupant le sport civil, le sport universitaire et le sport militaire)

301-A-2-2 Organiser des jeux corporatifs sous l'égide d'une Fédération nationale du sport corporatif

301-A-2-3 Redynamiser et structurer les sports traditionnels sous l'égide d'une Fédération national du sport traditionnel

301-A-3 Pourcentage de réduction du taux de criminalité en milieu urbain et rural % 0 97 97 97

301-A-3-1 Sensibiliser et conscientiser les groupements sportifs d'enfants et de jeunes (sites AEPQ, associations sportives scolaires, écoles de sport, centres de sport-étude) dans la consolidation de la paix et la lutte contre le terrorisme

301-A-3-2 Engager les communautés villageoises vers le développement durable et la transformation multidimensionnelle (santé, éducation, environnement, paix) grâce au potentiel mobilisateur et fédérateur du sport et de l'activité physique

301-A-3-3 Former des Concepteurs et managers des politiques publiques en matière du sport au service de la paix et du développement durable

301-A-4 Taux de réalisation des Objectifs de Développement Durable grâce au potentiel mobilisateur et fédérateur du sport % 0 97 97 97

301-A-4-1 Former des animateurs sportifs pour la paix au niveau des Districts cibles : Paix du Sud

301-A-4-2 Construire des infrastructures sportives rurales avec le système HIMO des jeunes : Paix du Sud

301-A-4-3 Organiser des compétitions sportives locales pour la paix accompagnées de séances de loisirs et d'éducation des jeunes : Paix du Sud

301-A-4-4 Organiser des compétitions sportives au sommet (inter-régional) pour la paix accompagnées de séances de loisirs et d'éducation des jeunes organisées : Paix du Sud

301-1 Promouvoir et appuyer les disciplines sportives à Madagascar

301-1-1 Nombre des disciplines appuyées Nombre 15 0 0 0

301-1-1-1 Subventionner les mouvements sportives

301-2 Faire en sorte que le sport pour tous soit au service de la paix, de l'éducation, de l'environnement et du développement au niveau des villages

301-2-1 Nombre de structures de promotion du sport pour tous au service de développement communautaire Nombre 100 0 0 0

301-2-1-1 Mettre en place des structures de promotion du sport pour tous au service de développement communautaire

301-3 Mettre en oeuvre le projet « infrastructures et équipements sportifs pour tous »

301-3-1 Nombre de villages-pilotes bénéficiant le projet Nombre 20 0 0 0

301-3-1-1 Mettre en oeuvre le projet « infrastructures et équipements sportifs pour tous »

301-4 Optimiser l'accès aux infrastructures et équipements en matière de sports

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	LFR	2016	2017	2018	2019
75	MINISTRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS					
780	SPORTS					
301	Sports					
301-4-1	Nombre de centre national de sport-étude construit et ou rénové	Nombre	3	0	0	0
301-4-1-1	Construire un centre national de sport-étude					
301-4-2	Nombre d'un bâtiment de formation en matière de sports rénové	Nombre	3	0	0	0
301-4-2-1	Réhabiliter le bâtiment de formation de l'ANS					
301-4-3	Nombre de système chauffant de la piscine de l'ANS rénové	Nombre	1	0	0	0
301-4-3-1	Rénover le système chauffant de la piscine à l'ANS					
301-4-4	Nombre d'études techniques en vue de la construction de bases d'entraînement olympique	Nombre	30	0	0	0
301-4-4-1	Etudier les techniques pour la construction de bases d'entraînement					
301-4-5	Nombre d'infrastructures sportives construites et/ou réhabilitées	Nombre	6	0	0	0
301-4-5-1	Construire un centre National du sport et de performance.					
301-5	Promouvoir la participation de Madagascar aux grands événements nationaux et internationaux des sports					
301-5-1	Nombre de la participation de Madagascar aux compétitions internationales	Nombre	30	0	0	0
301-5-1-1	Soutenir les mouvements sportifs à la participation de Madagascar aux compétitions internationales					
301-5-2	Nombre de la participation de Madagascar aux grands jeux	Nombre	4	0	0	0
301-5-2-1	Soutenir les équipes nationales à la participation de Madagascar aux grands jeux					
301-5-3	Nombre des événements sportifs nationaux appuyés	Nombre	2	0	0	0
301-5-3-1	Appuyer l'ASOIMI et le Sport Scolaire					
301-6	Moderniser la formation en matière de sports					
301-6-1	Nombre de politique nationale de formation de l'ANS établie	Nombre	0	0	0	0
301-6-1-1	Reformer et restructurer le programme de formation de l'ANS					
301-7	Assurer l'encadrement des jeunes sportifs					
301-7-1	Nombre d'encadrement des jeunes sportifs	Nombre	2	0	0	0
301-7-1-1	Construire un école spécialisé					
301-8	Mettre en oeuvre les statuts des athlètes de haut niveau					
301-8-1	Nombre des athlètes de haut niveau regroupés	Nombre	25	0	0	0
301-8-1-1	Regrouper les athlètes de hauts niveaux					
301-9	Promouvoir le développement de Madagascar vers une Grande Nation Sportive émergente en Afrique disposant des viviers considérables et intarissables de talents sportifs au niveau régional et local					
301-9-1	Nombre des disciplines olympiques où les athlètes malgaches détiennent, de façon stable et continue, des palmarès africains	Nombre	0	45	340	94
301-9-1-1	Subventionner les Fédérations sportives disposant des capacités confirmées dans l'élaboration, le management et le suivi-évaluation d'un plan de développement quadriennal					
301-9-1-2	Subventionner les Fédérations sportives dotées d'une infrastructure aux normes internationales en vue de la mise en œuvre de leurs plans de développement quadriennaux					
301-9-1-3	Former des coaches sportifs de haut niveau sur la base de partenariat entre l'Académie Nationale des Sports et les Fédérations concernées avec l'appui des experts internationaux					
301-9-1-4	Appuyer les d'athlètes participants aux compétitions internationales à l'échelon régional (incluant Jeux des Iles de l'Océan Indien 2019)					
301-9-1-5	Elaborer des programmes scolaires et éducatifs en EPS pour les primaires					
301-9-2	Nombre des disciplines olympiques pour lesquelles les athlètes malgaches dominent et prennent le premier rang dans la Région de l'Océan Indien	Nombre	0	47	212	103
301-9-2-1	Renforcer les athlètes participants aux compétitions internationales à l'échelon continental (championnats d'Afrique et jeux africains 2019)					
301-9-2-2	Renforcer les athlètes participants aux compétitions internationales à l'échelon mondial (dont Jeux de la Francophonie 2017 et Jeux Olympiques de 2020)					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

75 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

780 SPORTS

301 Sports

301-9-2-3	Organiser et soutenir les compétitions sportives internationales à Madagascar				
301-9-2-4	Renforcer les athlètes bénéficiaires du statut des athlètes de haut niveau				
301-9-3	Nombre des Collectivités (Régions, Communes) dotées des viviers considérables et intarissables des talents sportifs	Nombre	0	233	258
301-9-3-A	Renforcer les jeunes athlètes malgaches participants aux compétitions internationales des jeunes autonomes) et fonctionnelles avec le concours effectif des acteurs locaux (CTD, secteur privé, parents) en vue de leur perennisation				
301-9-3-1	Créer des écoles de sport (techniquement, administrativement viables et financièrement autonomes) avec le concours effectif des acteurs locaux (CTD, secteur privé, parents) en vue de leur perennisation				
301-9-3-2	Créer des associations sportives scolaires (techniquement, administrativement et financièrement autonomes) et fonctionnelles avec le concours effectif des établissements scolaires et des parents d'élèves en vue de leur perennisation				
301-9-3-3	Doter les Collectivités d'infrastructures sportives destinées à la préparation de la relève sportive (financement direct et fonds de contrepartie de l'Etat malgache)				
301-9-3-4	Organiser des championnats nationaux scolaires (championnat spécifique pour chaque discipline sportive)				
301-9-3-5	Renforcer les jeunes athlètes participants aux championnats du monde du sport scolaire				
301-9-3-6	Créer des centres régionaux et/ou municipaux du sport-étude avec le concours effectif des acteurs locaux (CTD, secteur privé, parents) en vue de leur perennisation				
301-9-3-7	Créer des clubs municipaux des jeunes (techniquement et financièrement autonomes) fonctionnels sous l'égide des Grandes Villes concernés				
301-9-3-8	Organiser des Jeux inter-Villes des jeunes				
301-9-3-9	Former les jeunes athlètes admis au sein du Centre National du Sport-Etude (CNSE)				

790 LOISIRS

303 Loisirs

303-1 Organiser des loisirs sains et éducatifs

303-1-1	Nombre des activités de loisirs et sportives dans les Maisons des Jeunes	Nombre	15	10	10	10
303-1-1-1	Organiser des évènements et des rencontres					
303-1-2	Nombre des types de loisirs chez les catégories des Jeunes	Nombre	20	0	0	0
303-1-2-1	Organiser des évènements de type traditionnel					
303-1-3	Nombre de jeunes participant à des évènements sociaux et culturels	Nombre	25000	0	0	0
303-1-3-1	Encourager et soutenir les initiatives des jeunes en loisir					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

76 MINISTERE DE LA POPULATION, DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE LA PROMOTION DE LA FEMME

760 POPULATION ET DEVELOPPEMENT

025 Administration et Coordination

025-1 Elaborer et/ou mettre à jour le cadre institutionnel relatif à la Protection Sociale et Développement Social

025-1-1	Nombre de textes juridiques élaborés et/ou mis à jour	Nombre	3	3	4	5
025-1-1-A	Mettre à jour les textes juridiques relatifs aux pupilles de la nation					
025-1-1-B	Elaborer et/ou actualiser des textes juridiques et réglementaires encadrant les actions des sociétés civiles					
025-1-1-1	Elaborer un projet de Loi sur la Politique Nationale de Protection Sociale (PNPS)					
025-1-1-2	Elaborer et/ou actualiser les textes juridiques touchant la Protection Sociale et le Développement Social					
025-1-1-3	Elaborer et/ou actualiser les textes juridiques touchant la Protection des minorités					
025-1-1-4	Procéder à la ratification de la convention cadre des nations unies pour la protection des minorités					
025-1-1-5	Procéder à la ratification de la convention internationale sur les droits des personnes handicapées					
025-1-1-6	Procéder à la mise à jour du projet de loi n° 030-2008 sur les droits des personnes âgées					
025-1-1-7	Mettre les textes nationaux en conformité avec la convention internationale sur les droits des personnes handicapées					
025-1-1-8	Elaborer et/ou actualiser des textes juridiques afférents au travail social					
025-1-1-9	Elaborer et/ou actualiser les textes juridiques touchant l'adoption					

025-1-2	Nombre de manuels de procédure et règlement intérieur sur l'adoption élaborés	Nombre	1	1	1	1
025-1-2-1	Elaborer un manuel de procédure et un règlement intérieur sur l'adoption					

025-1-3	Nombre de textes et supports relatifs à l'adoption vulgarisés et disséminés	Nombre	500	500	750	1000
025-1-3-1	Vulgariser les textes législatifs et réglementaires / disséminer les supports relatifs à l'adoption					

025-2 Assurer la coordination et le suivi-évaluation des structures d'intervention du Ministère

025-2-1	Taux de structures supervisées	%	100	100	100	100
025-2-1-1	Mettre en place un système de standardisation des mécanismes de coordination et de suivi					
025-2-2	Taux de directions supervisées	%	100	100	100	100
025-2-2-1	Effectuer de supervision formative des Services Centraux/régionaux du Ministère					
025-2-3	Nombre de structures d'intervention supervisées	Nombre	93	50	75	100
025-2-3-1	Effectuer des suivis formatifs des structures d'intervention du Ministère					

025-3 Promouvoir les Partenariats pour les programmes de protection et de développement sociaux

025-3-1	Nombre de conventions de partenariat traitées	Nombre	10	10	12	15
025-3-1-1	Intensifier la relation avec les partenaires					
025-3-1-2	Intégrer la société civile parmi les partenaires de réalisations des programmes du Ministère					
025-3-2	Nombre d'annuaires élaborés et distribués	Nombre	120	10	15	20
025-3-2-1	Elaborer et diffuser les annuaires des ONG					
025-3-3	Nombre de structures régionales mises en place et évaluées	Nombre	22	10	15	22
025-3-3-1	Mettre en place et rendre fonctionnelles les structures stipulées par la Loi 96-030 du 17 août 1997 portant régime particulier des ONG à Madagascar					
025-3-3-2	Mettre en place un Comité de Pilotage de la Réinsertion Sociale et Professionnelle au niveau Régional					
025-3-3-3	Mettre en place des bureaux de recensement et identification des organismes de solidarité au niveau régional					
025-3-3-4	Mettre en place des plateformes de médiation sociale au niveau national et régional					

025-4 Assurer une bonne gestion des ressources financières,

025-4-1	Taux d'exécution budgétaire	%	100	100	100	100
025-4-1-1	Assurer et suivre l'exécution du budget					
025-4-2	Taux d'engagement de salaires ECD	%	100	100	100	100
025-4-2-1	Payer les salaires des agents ECD au niveau central que régional					

025-5 Construire et/ou réhabiliter des bâtiments administratifs

025-5-1	Bâtiments construits ou réhabilités	Nombre	10	5	7	10
025-5-1-1	Doter des infrastructures modernes					
025-5-2	Nombre d'infrastructures réhabilitées et/ou construites	Nombre	10	10	15	20
025-5-2-1	Equiper les bâtiments en matériels techniques, informatiques et mobiliers de bureau					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

76 MINISTÈRE DE LA POPULATION, DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE LA PROMOTION DE LA FEMME

760 POPULATION ET DEVELOPPEMENT

025 Administration et Coordination

025-6 Assurer une bonne gestion des ressources humaines du Ministère

025-6-1	Pourcentage de dossiers du personnel traités	%	100	100	100	100
025-6-1-1	Traitement des dossiers de gestion de carrière du personnel du Ministère					

025-7 Sécuriser les patrimoines du Ministère

025-7-1	Nombre de propriétés du Ministère régularisées	Nombre	5	2	4	6
025-7-1-1	Finaliser les documents inventoriant le patrimoine du Ministère et régulariser les propriétés du Ministère					

025-8 Améliorer le Système d'information du Ministère

025-8-1	Nombre de personnes vulnérables recensées	Nombre	60000	50000	60000	70000
025-8-1-1	Faire la collecte des données statistiques des personnes vulnérables et en situation de précarité					
025-8-2	Nombre de registre unique élaboré	Nombre	1	1	1	1
025-8-2-1	Elaborer un registre unique des personnes vulnérables					
025-8-3	Nombre d'observatoire et ses démembrements locaux mis en place	Nombre	4	4	6	8
025-8-3-1	Mettre en place un observatoire national et ses démembrements locaux en matière de conflits					
025-8-4	Nombre des points focaux TIC formés en GSI	Nombre	44	30	50	60
025-8-4-1	Renforcer les capacités des points focaux TIC en gestion du système d'information					

806 Etudes et Education en matière de Population

806-1 Promouvoir des études et des recherches en matière de population

806-1-1	Nombre des études et recherches effectuées	Nombre	0	3	4	5
806-1-1-1	Réaliser des études et des recherches en matière de Protection et Développement Social					
806-1-1-2	Réviser la Politique Nationale de la Population pour la développement socio-économique					
806-1-1-3	Mener une étude relative à la lutte contre l'adoption illicite à travers l'enlèvement, la vente et le trafic des enfants					
806-1-1-4	Promouvoir les us et coutumes malagasy prônant la solidarité et la cohésion sociale					

806-2 Mettre en place un système d'éducation de la population

806-2-1	Nombre de Districts touchés	Nombre	0	22	44	66
806-2-1-A	Ouvrir à l'autonomisation des citoyens au niveau des districts					
806-2-1-B	Encourager chaque citoyen, au niveau des districts à s'adapter à la démocratie participative et à briser le tabou de l'indifférence et du silence					
806-2-1-C	Promouvoir l'éducation à la vie familiale, les valeurs familiales, les loisirs sains et l'éducation civique au niveau des districts					
806-2-1-1	Mettre en place une structure de coordination par District (acteurs sociaux publics et privés)					
806-2-1-2	Mener des actions de mobilisation sociale au niveau des districts					
806-2-1-3	Promouvoir l'éducation non formelle de la population en vue d'un relèvement socio-économique et culturel au niveau des districts					
806-2-1-4	Identifier et recenser les groupes cibles pour l'éducation non formelle au niveau des districts					
806-2-1-5	Favoriser l'intégration professionnelle des familles au niveau des districts					
806-2-1-6	Mettre en place un Comité de Pilotage en matière d'éducation non formelle (ENF) (composé des techniciens en matière de l'ENF) au niveau national et des districts					
806-2-1-7	Mener des actions sur l'éducation non formelle en matière de protection de l'environnement et de la gestion des ressources abondantes au niveau des districts					
806-2-1-8	Mener des actions de mobilisation et de communication sociale pour la promotion des différents dialogues et débat sociaux au niveau des districts					
806-2-1-9	Mettre en place un plate forme collaborative avec les leaders traditionnels dans le cadre de mobilisation et communication sociales au niveau des districts					
806-2-2	Nombre de mobilisations effectuées	Nombre	10	6	12	18
806-2-2-1	Mener des actions de mobilisation sociale pour la promotion des valeurs socio culturelles en collaboration avec les médias					
806-2-2-2	Sensibiliser et responsabiliser les leaders traditionnels pour collaborer avec les autorités locales en matière de développement communautaire					
806-2-2-3	Sensibiliser la population sur l'importance de la solidarité nationale à travers le Fokonolona par médias interposés					
806-2-2-4	Adopter et diffuser à l'échelle nationale d'autres formes de solidarité réussies					
806-2-2-5	Collaborer avec les leaders traditionnels dans le cadre de mobilisation et communication sociales					
806-2-2-6	Mener des activités de sensibilisation en vue d'une participation citoyenne à la vie publique					
806-2-3	Nombre de rapports régionaux et nationaux compilés	Nombre	4	4	8	12
806-2-3-1	Compiler les rapports régionaux et nationaux en matière de la solidarité nationale					
806-2-4	Nombre des systèmes opérationnels	Nombre	8	3	5	7

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

76 MINISTERE DE LA POPULATION, DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE LA PROMOTION DE LA FEMME

760 POPULATION ET DEVELOPPEMENT

806 Etudes et Education en matière de Population

806-2-4-1 Mettre en place des systèmes de participation citoyenne à la gestion des affaires publiques

813 Promotion de l'Amélioration de condition de vie de la Population

813-1 Améliorer le cadre de vie de la population dans les structures d'interventions et les localités ayant des initiatives de base

813-1-1	Nombre de structures d'intervention et/ou localités appuyées	Nombre	0	20	30	40
---------	--	--------	---	----	----	----

813-1-1-1 Réaliser une étude sur les conditions de vie et d'habitation des familles dans les régions cibles

813-1-2	Nombre de ménages dotés de kits	Nombre	0	1000	1500	2000
---------	---------------------------------	--------	---	------	------	------

813-1-2-1 Doter de kits ménage aux familles vulnérables en milieu rural des cinq régions

813-1-3	Nombre de communautés et famille vulnérables éduquées	Nombre	15	15	20	25
---------	---	--------	----	----	----	----

813-1-3-1 Organiser des séances d'Education en faveur des communautés et des familles vulnérables

813-2 Contribuer à l'amélioration du cadre de vie de la population dans les sites communautaires et les localités ayant des initiatives de base.

813-2-1	Nombre de sites communautaires touchés	Nombre	5	5	7	10
---------	--	--------	---	---	---	----

813-2-1-1 Inventorier et redynamiser les sites communautaires

813-2-2	Nombre de structures d'intervention réhabilitées ou construites	Nombre	18	10	15	22
---------	---	--------	----	----	----	----

813-2-2-1 Réhabiliter ou construire l'habitat des cibles et/ou les infrastructures de base et/ou de production

813-3 Promouvoir les structures d'interventions en matière de Réinsertion Sociale et Professionnelle

813-3-1	Nombre de filières de formation créées	Nombre	10	5	8	10
---------	--	--------	----	---	---	----

813-3-1-1 Améliorer et diversifier les filières de formation au sein des Centres de Promotion Socio-Economique et Foyers Sociaux

813-3-2	Nombre de structures d'interventions appuyées	Nombre	15	10	15	22
---------	---	--------	----	----	----	----

813-3-2-1 Mettre en place un Comité de Pilotage de Réinsertion Sociale et Professionnelle au niveau Régional en vue de création d'emploi

813-4 Renforcer la lutte contre le VIH/SIDA, la malnutrition et la dégradation de l'Environnement

813-4-1	Nombre de groupes cibles sensibilisés et appuyés	Nombre	150	50	75	100
---------	--	--------	-----	----	----	-----

813-4-1-1 Réaliser des actions d'IEC/CCC et des séances de soutien psycho-social auprès des groupes vulnérables

813-4-1-2 Organiser des séances d'Education nutritionnelle à l'endroit des groupes vulnérables

813-4-1-3 Mener des actions d'Education relative à l'Environnement pour le développement durable, auprès des groupes vulnérables

813-5 Promouvoir l'équité sociale

813-5-1	Nombre de populations cibles sensibilisées et appuyées	Nombre	1000	1000	1200	1500
---------	--	--------	------	------	------	------

813-5-1-1 Mener des séances de formation à l'endroit des formateurs en matière d'équité sociale

770 PROTECTION SOCIALE

053 Administration et Coordination

053-1 Favoriser la mise en place de la structure organisationnelle

053-1-1	Taux de Directions techniques performantes	%	90	90	90	100
---------	--	---	----	----	----	-----

053-1-1-1 Renforcer les capacités organisationnelles des Directions Techniques

053-1-2	Nombre de zone à risque identifié (commune vulnérable)	Nombre	64	50	100	150
---------	--	--------	----	----	-----	-----

053-1-2-1 Contribuer à la promotion de la culture de rapportage et d'échanges d'informations pour localiser les zones potentiellement à risque.

807 Genre et Développement

807-1 Promouvoir la condition sociale, juridique et culturelle de la femme

807-1-1	Nombre de Plateformes régionales de la lutte contre les Violences Basées sur Le Genre (VBG) opérationnelles	Nombre	22	5	10	15
---------	---	--------	----	---	----	----

807-1-1-1 Mettre en place la plateforme nationale et les plateformes régionales de la lutte contre les Violences Basées sur Le Genre (VBG) opérationnelles

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	LFR	2016	2017	2018	2019
76	MINISTERE DE LA POPULATION, DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE LA PROMOTION DE LA FEMME					
770	PROTECTION SOCIALE					
807	Genre et Développement					
807-1-2	Nombre de structures de prise en charge sociales et/ou psychosociales appuyées	Nombre	6	7	8	10
807-1-2-1	Orienter et prendre en charge les victimes de VBG					
807-1-3	Taux de participation des femmes aux sphères de prise de décision	%	20	25	27	30
807-1-3-1	Promouvoir l'accès des femmes aux postes de décision					
807-1-4	Nombre de femmes sensibilisées ayant accru leurs capacités en matière de gestion de l'eau	Nombre	10000	70000	10000	12000
807-1-4-1	Sensibiliser et renforcer les capacités de femmes en matière de gestion de l'eau au niveau national, régional et communal					
807-1-5	Nombre de foyers sociaux fonctionnels	Nombre	8	5	8	10
807-1-5-1	Redynamiser les foyers sociaux					
814	Action Sociale					
814-1	Promouvoir l'accès aux services sociaux de base					
814-1-1	Nombre de population cible bénéficiaire	Nombre	200	200	250	300
814-1-1-1	Vulgariser et renforcer les capacités organisationnelles des Centres de réinsertion et d'hébergement					
814-1-2	Nombre de responsables/acteurs oeuvrant dans les secteurs sociaux touchés par l'action de plaidoyer	Nombre	30	30	40	50
814-1-2-1	Réaliser des actions de plaidoyer pour faciliter l'accès des cibles (Personnes Agées, PE résonne en Situation de Handicap, famille et enfant) aux services sociaux de base					
814-1-2-2	Réaliser un état des lieux des structures et services sociaux existants					
814-1-3	Nombre de communes touchées	Nombre	183.57	150	200	250
814-1-3-1	Développer des dispositifs d'assistance sociale professionnelle au niveau des communes					
814-1-4	Nombre de personnes responsables formées	Nombre	390	50	60	70
814-1-4-1	Renforcer les capacités des personnes responsables au niveau des services d'actions sociales					
814-2	Promouvoir l'effectivité des droits des très pauvres et vulnérables et améliorer les prestations de service en matière de protection sociale					
814-2-1	Nombre de sinistrés bénéficiant de l'appui au relèvement	Nombre	0	50000	60000	70000
814-2-1-1	Assister les ménages vulnérables victimes de chocs (dahalo, kéré, inondations, licenciement en masse, délogement en masse, incendie, sécheresse)					
814-2-2	Nombre de Personnes Handicapées (PH) bénéficiaires	Nombre	120	100	120	150
814-2-2-1	Promouvoir l'approche de proximité par la Réhabilitation à Base Communautaire des PH					
814-2-2-2	Appuyer les Centres et/ou les Associations par l'équipement et la dotation de matériels spécifiques en réponse aux besoins de leurs protégés					
814-2-2-3	Renforcer les capacités techniques des Responsables (langage de signes)					
814-2-2-4	Promouvoir l'approche de proximité par la Réhabilitation à Base Communautaires de PH					
814-2-3	Nombre des associations encadrés	Nombre	6	6	10	15
814-2-3-1	Renforcer les associations des personnes âgées					
814-2-4	Nombre d'individus/ménages appuyés	Nombre	8250	8500	10000	15000
814-2-4-1	Appuyer les ménages en situation de difficulté (filets sociaux de sécurité en espèces et/ou en nature; transferts monétaires)					
814-3	Favoriser la participation de la population vulnérable à la croissance économique					
814-3-1	Nombre de ménages pauvres ayant accès au terrain agricole	Nombre	1000	500	750	1000
814-3-1-1	Faciliter l'accès des ménages pauvres aux terrains agricoles					
814-3-2	Nombre de groupe des minorités ayant accès aux activités génératrices de revenu (AGR)	Nombre	50	50	75	100
814-3-2-1	Appuyer et faciliter l'accès des groupes des minorités au fonds d'appui aux AGR					
814-3-3	Nombre d'associations de Personnes Handicapées (PH) bénéficiaires	Nombre	5	5	5	5
814-3-3-1	Développer des activités génératrices de revenu pour de associations des personnes en situation de handicap					
814-3-4	Nombre d'associations de femmes rurales bénéficiaires	Nombre	100	50	60	70
814-3-4-1	Développer des activités génératrices de revenu pour des associations de femmes rurales					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

76 MINISTÈRE DE LA POPULATION, DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE LA PROMOTION DE LA FEMME

770 PROTECTION SOCIALE

814 Action Sociale

814-3-5 *Nombre de ménages bénéficiant des dispositifs de sécurité et santé au travail* **Nombre** **6500** **6500** **7000** **8000**

814-3-5-1 Développer des dispositifs de prévoyance sociale, de sécurité et santé des ménages ruraux oeuvrant dans des activités à risques: agricoles, élevages, pêches, travailleurs de carrière, orpailleurs, miniers, (assurance santé, retraite, allocations famili

814-3-6 *Nombre de greniers villageois construits au niveau des communes vulnérables menacées ou victimes des chocs* **Nombre** **94** **2** **2** **3**

814-3-6-1 Construire des greniers villageois au niveau des communes vulnérables menacées ou victimes de chocs

814-4 Participer au rétablissement des victimes de chocs

814-4-1 *Nombre de ménages bénéficiant d'appui d'urgence en vivres et PPN à partir de 10ème jour après l'impact de l'aléa* **Nombre** **27000** **20000** **25000** **30000**

814-4-1-1 Appuyer en vivres, PPN et Kit Ménages les ménages menacés et victimes de chocs dans les zones à risque

814-4-2 *Nombre d'homme/jours bénéficiaires des travaux HIMO* **Nombre** **12600** **500** **750** **1000**

814-4-2-1 Utiliser les travaux HIMO : Vivre Contre Travail (VCT)/Argent Contre Travail (ACT)/Vivres Contre Champs Cultivés (V3C), Vivres Contre Arbres Plantés (VCAP)

814-4-3 *Nombre de ménages bénéficiaires d'un système de financement allégé* **Nombre** **20000** **100** **150** **200**

814-4-3-1 Développer un système de financement adapté aux populations vulnérables

814-4-4 *Nombre des victimes de chocs accompagnées psycho socialement* **Nombre** **108000** **50000** **75000** **100000**

814-4-4-1 Mener des actions des interventions sociales d'urgence avec toutes les parties prenantes pour le soutien psychosocial des victimes de chocs

814-5 Contribuer à la prévention et à la gestion des sinistres

814-5-1 *Nombre des ménages bénéficiaires des appuis en intrants agricoles et matériels de production* **Nombre** **17100** **500** **750** **1000**

814-5-1-1 Contribuer à l'appui des ménages menacés et victimes de chocs, en matériels de production

814-5-2 *Nombre de ménages bénéficiaires d'appui en AGR* **Nombre** **21600** **500** **750** **1000**

814-5-2-1 Promouvoir les activités de subsistance/substitution à l'endroit des ménages en difficulté (culture de contre saison, activités complémentaires, Activités Génératrices de Revenu et autres)

814-5-3 *Nombre de dispositifs/agences d'exécution existants appuyés financièrement et techniquement* **Nombre** **26** **10** **15** **20**

814-5-3-1 Subventionner les dispositifs/agences d'exécution mis en place et existants

815 Famille et Enfance

815-1 Promouvoir le cadre sociojuridique de protection des groupes vulnérables

815-1-1 *Nombre de structures et mécanismes de protection de la famille et de l'enfant y compris l'adoption opérationnels* **Nombre** **65** **70** **80** **100**

815-1-1-1 Mettre en place un système de collecte et de traitement de données sur la protection de l'enfant

815-1-1-2 Renforcer les capacités techniques des membres des réseaux de protection de l'enfant (RPE)

815-1-1-3 Actionner le dispositif de protection de l'enfant

815-1-2 *Nombre d'acteurs ayant reçu les renforcements des capacités* **Nombre** **100** **20** **50** **100**

815-1-2-1 Renforcer les capacités techniques des acteurs qui travaillent dans le domaine de l'adoption

815-1-3 *Nombre d'enfants et/ou familles vulnérables ayant accès aux structures de protection y compris l'adoption* **Nombre** **120** **100** **150** **200**

815-1-3-1 Traiter des dossiers d'adoption nationale et/ou internationale

815-1-3-2 Orienter et prendre en charge les victimes de VBG

815-1-3-3 Promouvoir le système de parrainage et/ou de parrainage des familles très pauvres et/ou des enfants vulnérables

815-1-4 *Nombre de structures et mécanismes de protection de la famille et de l'enfant y compris l'adoption opérationnels* **Nombre** **120** **100** **120** **150**

815-1-4-1 Rendre opérationnel le système de collecte et de traitement des données sur la protection de la

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

76 MINISTERE DE LA POPULATION, DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE LA PROMOTION DE LA FEMME

770 PROTECTION SOCIALE

815 Famille et Enfance

Famille et de l'Enfant au niveau des Districts et/ou des Communes

815-1-5	Nombre de documents standards minimums disponibles	Nombre	1	1	1	1
----------------	---	---------------	----------	----------	----------	----------

815-1-5-1	Etablir un standard minimum de prise en charge pour les enfants privés de soins parentaux ou risquant de l'être					
-----------	---	--	--	--	--	--

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

81 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

810 EDUCATION

027 Administration et Coordination

027-1 Renforcer les prestations de services publics

027-1-1 **Taux d'engagement des dépenses non salariales** % 98.2 45 70 95

027-1-1-1 Améliorer les gestions administrative et financière du MEN

027-2 Décentraliser l'administration publique

027-2-1 **Rapport des dépenses des structures déconcentrées à dépenses des structures centrales (Biens et Services)** % 136.2 37 37 37

027-2-1-1 Assurer l'opérationnalité et renforcer les structures déconcentrées

304 Petite enfance

304-1 Assurer l'accès de tous les enfants aux opportunités de développement avant leur véritable scolarisation

304-1-1 **Taux d'inscription des enfants de 3 à 5 ans dans le préscolaire** % 19 19 19 19

304-1-1-1 Augmenter la couverture de l'éducation préscolaire tout en réduisant la disparité entre les zones urbaines et rurales

305 Enseignement fondamental 1er cycle

305-1 Créer un enseignement primaire performant

305-1-1 **Taux d'achèvement du cycle primaire** % 67 68 68 68

305-1-1-1 Assurer l'achèvement universel de l'enseignement primaire

305-1-2 **Taux de Redoublants** % 18.5 18 18 18

305-1-2-1 Améliorer la qualité de l'enseignement primaire

306 Enseignement fondamental 2ème cycle

306-1 Intensifier le système d'éducation fondamentale 2nd cycle (Collège)

306-1-1 **Taux d'achèvement du cycle collégial** % 39 40 40 40

306-1-1-1 Rapprocher de plus en plus les collèges de la population pour assurer à terme l'universalisation de l'éducation fondamentale de 9 ans

306-1-2 **Taux de Redoublants** % 13 12.5 12.5 12.5

306-1-2-1 Améliorer la qualité de l'enseignement par la formation et le recrutement des enseignants

307 Alphabétisation

307-1 Mettre fin à l'analphabétisme

307-1-1 **Nombre de la population de plus de 15 ans alphabétisés** Nombre 33500 35000 35000 35000

307-1-1-1 Donner une priorité à l'alphabétisation des jeunes adultes de 15 à 45 ans pour améliorer leur qualité de vie

820 ENSEIGNEMENT GENERAL

048 Administration et Coordination

048-1 Renforcer les prestations de services publics

048-1-1 **Taux d'engagement des dépenses non salariales** % 98.2 45 70 95

048-1-1-1 Améliorer les gestions administrative et financière du MEN

308 Enseignement secondaire

308-1 Améliorer le système d'enseignement secondaire ou Lycée

308-1-1 **Taux d'achèvement du cycle secondaire** % 17.8 18 18 18

308-1-1-1 Diversifier les formations en utilisant les nouvelles technologies de l'information et de la communication d'une part, et les systèmes et méthodes pédagogiques novatrices d'autre part.

308-1-2 **Taux de Redoublants** % 9.5 9.2 9.2 9.2

308-1-2-1 Améliorer l'accès à la formation au niveau des lycées d'enseignement général tout en priorisant la qualité et la pertinence

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LF 2016

2017

2018

2019

83 MINISTRE DE L'EMPLOI, DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION

330 EMPLOI

607 Promouvoir la croissance économique par l'emploi décent

607-1 Promouvoir l'employabilité des jeunes et des sans emploi

607-1-1	Nombre de jeunes et/ou sans emploi formés qualifiés	Nombre	1275	0	0	0
607-1-1-1	Exploiter les données statistiques pour identifier les populations cibles					
607-1-1-2	Recruter les candidats aux sessions de formation organisées					
607-1-1-3	Assurer les formations adaptées aux emplois potentiels ou réels					
607-1-1-4	Appuyer les candidats aux insertions ou aux réinsertions, notamment les jeunes					
607-1-2	Taux d'insertion des jeunes formés	Pourcentage	0	75	80	90
607-1-2-1	Assurer la réalisation des formations axées sur la promotion des AGR					
607-1-2-2	Soutenir l'insertion des jeunes dans les entreprises et milieu productif					
607-1-2-3	Organiser l'intermédiation entre la demande et l'offre du travail					
607-1-2-4	Promouvoir les activités de HIMO					
607-1-2-5	Sensibiliser-informer sur les lois relatives au travail					

607-2 Améliorer l'employabilité des jeunes sans qualification en milieu rural et urbain

607-2-1	Nombre de bénéficiaires formés	Nombre	1700	0	0	0
607-2-1-1	Préparer les centres de formation et les curricula					
607-2-1-2	Organiser les sessions en milieu rural					
607-2-1-3	Organiser les sessions en milieu urbain					

607-3 Renforcer les capacités des actifs occupés

607-3-1	Nombre de bénéficiaires formés	Nombre	170	200	200	300
607-3-1-A	Promouvoir le dialogue social afin de sensibiliser les entreprises sur l'importance de la formation continue.					
607-3-1-B	Renforcer les actions de prévention du VIH/SIDA-MST en milieu de travail en synergie avec le MINSAN					
607-3-1-1	Traiter les données statistiques pour identifier les populations cibles					
607-3-1-2	Préparer les centres de formation et les curricula					
607-3-1-3	Organiser les sessions					
607-3-1-4	Renforcer les capacités de prospective de l'Observatoire de l'emploi					
607-3-1-5	Analyser les données statistiques pour identifier les populations cibles					
607-3-1-6	Mettre en place un dispositif de formation continue ou qualifiante					
607-3-1-7	Préparer les modules de formations avec les établissements concernés					
607-3-1-8	Organiser les sessions de formation					
607-3-1-9	Mettre en place un dispositif VAE et VAP par secteur					

607-4 Intensifier le partenariat public-privé

607-4-1	Nombre de partenaires privés contractants	Nombre	17	20	20	20
607-4-1-1	Inciter le Privé à contribuer au fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle					
607-4-1-2	Mettre en place avec le Privé un fonds pour la promotion de l'emploi					
607-4-1-3	Créer un espace de concertation périodique entre l'Etat et le Secteur privé					
607-4-1-4	Mettre en place avec le Privé un fonds pour la promotion de l'emploi					
607-4-1-5	Améliorer le suivi-évaluation du sous-système Emploi					
607-4-1-6	Améliorer le pilotage et la planification du sous-système Emploi					
607-4-1-7	Etudier, concevoir et élaborer les textes réglementaires pour l'Emploi					
607-4-1-8	Améliorer les relations avec les partenaires pour la promotion-Emploi					

607-5 Renforcer la gestion de la migration de travail

607-5-1	Nombre de personnes formées à l'emploi à l'étranger	Nombre	350	500	850	1050
607-5-1-1	Appuyer à l'édifice de compétences locales aux opportunités internationales					
607-5-1-2	Appuyer les programmes de formation professionnelle requis en fonction des demandes de main d'œuvre extérieure					
607-5-1-3	Formuler et mettre en cohérence les textes et législations malgaches en vigueur avec les normes internationales en matière de migration de main d'œuvre					
607-5-1-4	Développer des statistiques fiables sur la migration des travailleurs nationaux et étrangers.					
607-5-1-5	Réviser les cahiers des charges (CC) des grands travaux (GT) et assurer le suivi de la mise en application des mesures prises pour inclure des périodes de formation (DGPE)					

607-6 Améliorer l'insertion des jeunes sans qualification en milieu rural et urbain

607-6-1	Nombre de projets appuyés et réalisés	Nombre	0	200	400	500
607-6-1-1	Assister la population cible en matière de montage de projet					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

83 MINISTERE DE L'EMPLOI, DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION

330 EMPLOI

607 Promouvoir la croissance économique par l'emploi décent

- 607-6-1-2 Organiser les sessions de formation en auto emploi en milieu rural
- 607-6-1-3 Organiser les sessions de formation en auto emploi en milieu urbain
- 607-6-1-4 Coopérer avec le Ministère de la Population pour élargir le système de protection sociale aux groupes vulnérables (producteurs)
- 607-6-1-5 Renforcer les actions de prévention du VIH/SIDA-MST en milieu rural en synergie avec le MINSAN

830 ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET FORMATION PROFESSIONNELLE

049 Administration et Coordination

049-1 Renforcer les prestations de services publics

049-1-1	Taux d'engagement des dépenses non salariales	Pourcentage	100	0	0	0
049-1-1-1	Améliorer le suivi-évaluation du système					
049-1-1-2	Améliorer le pilotage et la planification du système					
049-1-1-3	Etudier, concevoir et élaborer des textes règlementaires pour l'EETFP					
049-1-1-4	Améliorer la relation avec les partenaires					
049-1-1-5	Assurer le pilotage des marchés publics					
049-1-1-6	Améliorer la gestion administrative					
049-1-1-7	Améliorer la gestion financière					

049-2 Piloter la mise en œuvre de la politique nationale de l'emploi et de la formation professionnelle

049-2-1	Pourcentage de l'avancement de la mise en œuvre	Pourcentage	0	50	75	100
049-2-1-A	Améliorer la gestion administrative					
049-2-1-B	Améliorer la gestion financière					
049-2-1-1	Mettre en place et opérationnaliser les Comités Partenariaux de Pilotage et de Coordination (CN2PC à CR2PC - CS2PC) et la Cellule d'Appui Technique (CAT) ;					
049-2-1-2	Elaborer les différents documents de pilotage et de coordination de la mise en œuvre de la PNEFP:					
049-2-1-3	Organiser des réunions de différentes commissions de l'EETFP					
049-2-1-4	Organiser des réunions de pilotage et de coordination des partenaires et acteurs de l'ETFP/DC					
049-2-1-5	Améliorer le suivi-évaluation du système					
049-2-1-6	Améliorer le pilotage et la planification du système					
049-2-1-7	Etudier, concevoir et élaborer des textes règlementaires pour l'EETFP					
049-2-1-8	Améliorer la relation avec les partenaires					
049-2-1-9	Assurer le pilotage des marchés publics					

049-3 Planifier la mise en œuvre le développement de compétence des ressources humaines du pays et de la promotion de l'emploi

049-3-1	Pourcentage de l'avancement de la mise en œuvre	Pourcentage	0	50	75	100
049-3-1-A	Assurer l'encadrement, le suivi de la performance des services opérationnels et des établissements d'ETFP/DC et la régulation					
049-3-1-B	Evaluer l'efficacité interne et externe des dispositifs de promotion de l'emploi et de développement de compétence agréés					
049-3-1-1	Plaidoyer pour l'augmentation du budget public alloué à l'EETFP					
049-3-1-2	Créer un fonds pour le financement de la formation professionnelle par les secteurs privés					
049-3-1-3	Créer un fonds compétitif (financement des projets d'établissement)					
049-3-1-4	Mettre en œuvre un Plan d'information, de communication .					
049-3-1-5	Élaborer, diffuser et contrôler l'application des textes règlementaires et assurer une veille juridique					
049-3-1-6	Assurer la planification des reformes et développement d' l'EETFP (monographie des emplois et des formations, divers projets d'investissement public, base de données statistiques)					
049-3-1-7	Mettre à jour un Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT)					
049-3-1-8	Élaborer le document de performance du MEETFP et les PTA y afférents (annuel et triennal glissant)					
049-3-1-9	Élaborer le budget-programme du MEETFP et en assurer le suivi de son exécution					

049-4 Rendre disponible les informations sur les emplois et les formations pour tous

049-4-1	Taux de réalisation	Pourcentage	0	50	75	100
049-4-1-1	Installer et assurer le bon fonctionnement du SIMTFP et de la plateforme d'information					
049-4-1-2	Collecter, traiter et stocker des données sur les emplois et les formations					
049-4-1-3	Alimenter le SIMTFP et les systèmes hors ligne en informations sur l'emploi et la formation					

309 Formation Technique Initiale et Professionnelle

309-1 Revaloriser l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle (ETFP)

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

83 MINISTERE DE L'EMPLOI, DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION

830 ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET FORMATION PROFESSIONNELLE

309 Formation Technique Initiale et Professionnelle

309-1-1	Nombre d'apprenants formés pour 100 000 habitants	Nombre	350	0	0	0
309-1-1-1	Coordonner, développer et suivre l'application du système de formation					
309-1-1-2	Réaliser l'organisation générale des examens de l'ETFP					
309-1-1-3	encadrer techniquement l'apprentissage des métiers de base et les activités génératrices de revenus					
309-1-1-4	Doter les Etablissements en équipements et matériels					
309-1-1-5	Réorienter le système de formation technique initiale et professionnelle rattachés					

309-2 Décentraliser/ Déconcentrer l'ETFP

309-2-1	Nombre d'Etablissements créés	Nombre	8	0	0	0
309-2-1-1	Mettre en place le système d'évaluation des Etablissements de l'ETFP					
309-2-1-2	Encadrer et renforcer les structures décentralisées					
309-2-1-3	Créer et/ou réhabiliter les Etablissements de l'ETFP					

309-3 Mettre aux normes l'ETFP

309-3-1	Nombre d'Etablissements normalisés après évaluation	Nombre	65	0	0	0
309-3-1-1	Règlementer et normaliser la qualité d'enseignement technique et/ou de la formation professionnelle					
309-3-1-2	Mettre en place le système de validation des acquis					
309-3-1-3	Améliorer et renforcer la gestion du patrimoine de l'ETFP					
309-3-1-4	Développer le système d'information de l'ETFP					

309-4 Concevoir et construire progressivement un cadre national de certification et un dispositif d'assurance qualité

309-4-1	Nombre d'apprenants formés pour 100 000 habitants	Nombre	0	500	550	600
309-4-1-A	Concevoir et mettre en place une commission interministérielle et interprofessionnelle nationale de certification					
309-4-1-B	Réaliser l'organisation générale des examens de l'ETFP					
309-4-1-1	Coordonner, développer et suivre l'application du système de formation					
309-4-1-2	Doter les Etablissements en équipements et matériels					
309-4-1-3	Réorienter le système de formation technique initiale et professionnelle rattachés					
309-4-1-4	Mettre en place et développer un cadre malgache de qualification					
309-4-1-5	Élaborer, valider et diffuser la démarche harmonisée d'ingénierie de certification et de formation					
309-4-1-6	Elaborer et diffuser des guides méthodologiques relatif à la mise en œuvre de la formation et de la certification					
309-4-1-7	Élaborer, mettre à jour, valider et diffuser des référentiels (RMC, RCF)					
309-4-1-8	Développer un module entrepreneuriat et module QHSE (Qualité, Hygiène, Santé, Environnement) à tous les niveaux de formation.					
309-4-1-9	Rénover et appliquer le processus d'octroi d'autorisation d'ouverture, d'agrément de filière et d'accréditation des établissements.					

309-5 Assurer un fonctionnement de qualité pour les établissements de l'ETFP/DC

309-5-1	Nombre d'élèves par enseignant	Nombre	0	24	20	15
309-5-1-1	Élaborer et gérer les cartes intégrées de formation selon les indications des comités partenariaux de pilotage					
309-5-1-2	Élaborer les statuts des établissements et en assurer l'implémentation					
309-5-1-3	Construire ou réhabiliter des infrastructures de formation suivant la carte de formation développée					
309-5-1-4	Installer, rénover et assurer la maintenance des matériels et équipements de formation					
309-5-1-5	Encadrer l'élaboration des projets d'établissement					
309-5-1-6	Réaliser des contrats programmes avec les établissements privés (écoles, ONG, entreprises, artisans,..)					
309-5-1-7	Suivre les actions de formation : agrément de filière, régularisation de la situation administrative, accréditation d'établissement					
309-5-1-8	Élaborer et diffuser la base de données sur les apprenants, les formations, le personnel, les résultats scolaires et les établissements (publics/privés)					
309-5-1-9	Doter les Etablissements en équipements et matériels					
309-5-2	Pourcentage de l'avancement de la modernisation du MEETFP	Pourcentage	0	40	70	100
309-5-2-1	Installer et assurer le bon fonctionnement des réseaux d'information MEETFP (data center, réseau local et VPN, intranet)					
309-5-2-2	Doter tous les services opérationnels et établissements en matériels informatiques et en assurer la maintenance					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

83 MINISTERE DE L'EMPLOI, DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION

830 ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET FORMATION PROFESSIONNELLE

309 Formation Technique Initiale et Professionnelle

- 309-5-2-3 Doter un abonnement internet nécessaire au fonctionnement du système et des réseaux d'information
- 309-5-2-4 Produire des annuaires statistiques nécessaires au pilotage et au développement de l'EETFP
- 309-5-2-5 Alimenter le SIMTFP et les systèmes hors ligne en informations sur la formation
- 309-5-2-6 Assurer la veille technologique.

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	LF	2016	2017	2018	2019
84	MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
840	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR					
028	Administration et Coordination					
028-1	Améliorer le pilotage et la planification du système					
028-1-1	Taux d'engagement des dépenses non salariales en pourcentage	%	52.75	49.1	73.65	100
	028-1-1-1 Piloter et coordonner l'ensemble des activités du MESUPRES					
028-2	Améliorer la gestion du patrimoine du MESUPRES					
028-2-1	Taux d'engagement de dépenses non salariales en pourcentage	%	52.75	49.1	73.65	100
	028-2-1-1 oeuvrer sur les sociales universitaires					
	028-2-1-2 Gérer, maintenir, protéger le patrimoine et l'infrastructure					
028-3	Améliorer le suivi et évaluation du système de l'ESUP					
028-3-1	Taux d'engagement de dépenses non salariales en pourcentage	%	52.75	49.1	73.65	100
	028-3-1-1 Suivre et évaluer la réforme du système de l'ESUP					
028-4	Assurer la paix sociale dans les Universités					
028-4-1	Taux d'engagement de dépenses obligatoires	%	93	49.1	73.65	100
	028-4-1-1 Améliorer la gestion financière des subventions octroyées vers les Universités et IST					
028-5	Rechercher une adéquation possible entre les compétences nécessaires et les compétences disponibles					
028-5-1	Qualité de service améliorée	Nombre	55	18	19	23
	028-5-1-1 Renforcer la capacité des ressources humaines disponibles					
028-6	Servir d'interface entre les Universités et le public au niveau des régions					
028-6-1	Décentralisation des missions de communication de la MCU et CNELA	%	55	49.1	73.65	100
	028-6-1-1 Améliorer les connaissances des étudiants, des Enseignants, Chercheurs					
310	Enseignement Supérieur					
310-A	Favoriser l'accès plus facile des Etudiants aux infrastructures sportives					
310-A-1	Nombre des infrastructures sportives réhabilitées	Nombre	2	1	1	1
	310-A-1-1 Réhabiliter les infrastructures sportives existantes					
310-1	Restructurer et développer la formation à distance					
310-1-1	Nombre d'étudiants inscrits à la formation à distance	Nombre	18648	5000	6000	6698
	310-1-1-1 Mettre en oeuvre les programmes du MESUPRES en matière de formation à distance					
310-2	Améliorer le taux d'accès à l'enseignement supérieur					
310-2-1	Taux de transition de nouveaux bacheliers à l'enseignement supérieur	%	68	36	54	72
	310-2-1-1 Appuyer à la refondation pour la pertinence et le développement de l'ESUP					
310-3	Appuyer le développement de l'enseignement supérieur public et privé					
310-3-1	Nombre d'étudiants pour 100 000 habitants	Nombre	464	100	150	180
	310-3-1-1 Mettre en oeuvre des programmes du MESUPRES en matière d'Enseignement Supérieur public et privé					
310-4	Accompagner le basculement vers le système LMD					
310-4-1	Taux d'achèvement de l'ESUP	%	29	15.5	23.25	31
	310-4-1-1 Mettre en oeuvre le système LMD					
310-5	Normaliser le système d'Enseignement Supérieur					
310-5-1	Nombre d'arrêtés d'habilitation des offres de formation Instituts d'ESUP	Nombre	116	30	40	55
	310-5-1-1 Organiser et réaliser des travaux de commission pour la mise en oeuvre du système LMD					
310-6	Appuyer l'adéquation de la formation, de la recherche dans les institutions d'ESUP					
310-6-1	Nombre des Institutions d'ESUP publiques et privées accréditées	Nombre	125	35	45	55
	310-6-1-1 Mettre en place les procédures d'accréditation et d'assurance qualité					
310-7	Susciter l'émergence de l'Université Numérique					

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.	Unités	LFR	2016	2017	2018	2019
84	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
840	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR					
310	Enseignement Supérieur					
310-7-1	Taux de couverture WIFI dans les Universités et IST	%	55	35	52.55	70
	310-7-1-1	Implémenter des zones de couverture WIFI dans les campus universitaires				
310-8	Opérationnaliser les écoles doctorales					
310-8-1	Bases de Données sur la liste des doctorants mises à jour	%	24	13.5	20.25	27
	310-8-1-1	Opérationnaliser les pôles de compétence par l'appui au développement de programme conjoint				
310-9	Informatiser et mettre en réseau les Universités, IST et CNR					
310-9-1	Nombre des Universités, IST et CNR, connectés et mis en réseau	Nombre	12	3	4	6
	310-9-1-1	Mettre en oeuvre le programme du Ministère par l'application du NTIC				
850	RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
050	Administration et Coordination					
050-1	Elaborer et publier les Plans Directeurs de la Recherche					
050-1-1	Plans Directeurs de la Recherche élaborés et publiés	Nombre	3	1	1	1
	050-1-1-1	Accompagner la mise en oeuvre des Plans Directeurs de la Recherche				
050-2	Mettre à jour le tableau de bord de la recherche					
050-2-1	Taux de mis à jour de nouvelles données collectées	%	50	49.1	73.65	100
	050-2-1-1	Mettre à jour les banques de données				
050-3	Mettre en oeuvre la stratégie nationale de la recherche					
050-3-1	Textes relatifs à la révision des statuts des CNRs finalisés	Nombre	5	1	2	3
	050-3-1-1	Appuyer les Centres et Laboratoires Nationaux de Recherche dans la définition des orientations stratégiques				
311	Recherche Scientifique					
311-1	Vulgariser les résultats de recherche liés au développement économique					
311-1-1	Nombre de brevets déposés	Nombre	2	1	2	2
	311-1-1-1	Collaborer avec l'OMAPI pour la propriété intellectuelle				
311-2	Recherche et développement - partenariat scientifique (inter CNR, public et privé)					
311-2-1	Nombre de partenariats conclus entre secteur privé et Instituts de recherche	Nombre	2	4	5	0
	311-2-1-1	Renforcer le partenariat dans des systèmes d'incubation d'activités innovantes				
311-3	Valoriser la recherche et les résultats					
311-3-1	Nombre de Centres et Laboratoires Nationaux de Recherche équipés	Nombre	2	1	2	1
	311-3-1-1	Appuyer les Centres et Laboratoires Nationaux de Recherche				
311-4	Renforcer les moyens et valoriser le personnel -chercheur					
311-4-1	Sessions d'évaluation des performances de chercheurs organisées	Nombre	2	1	1	0
	311-4-1-1	Organiser des séances d'évaluation des chercheurs par la Commission d' Evaluation Scientifique (CES)				
311-5	Améliorer les infrastructures du PBZT					
311-5-1	Nouvelles cages construites et réhabilitées	Nombre	3	2	2	1
	311-5-1-1	Améliorer les infrastructures pour donner un meilleur service pour les visiteurs				

Fiche de Performance Pluriannuelle

Min.-Miss.-Prog.-Obj.-Ind. d'obj.-Activ.

Unités

LFR 2016

2017

2018

2019

86 MINISTERE DE LA CULTURE, DE LA PROMOTION DE L'ARTISANAT ET DE LA SAUVEGARDE DU

342 ARTISANAT

046 Administration et Coordination

046-1 Améliorer de la qualité des services publiques

046-1-1	Taux d'exécution budgétaire	%	90	30	25	25
046-1-1-1	Procéder à la gestion efficace et efficiente des ressources : humaines, financières et matériels					

611 Développement de l'Artisanat

611-1 Structurer de l'Artisanat

611-1-1	Artisans regroupés en Clusters	Nombre	20	8	9	6
611-1-1-1	Redynamiser les chambres de métiers					

611-2 Professionnaliser des artisans

611-2-1	Artisans professionnalisés	Nombre	1500	600	800	300
611-2-1-1	Orienter et coordonner les activités des artisans					

611-3 Promouvoir de l'Artisanat

611-3-1	Vitrines de l'Artisanat mise en place	Nombre	20	8	9	6
611-3-1-1	Mettre en place les espaces et lieux pour mieux présenter les produits artisanaux dans les régions					

860 CULTURE

029 Administration et Coordination

029-1 Améliorer les services offerts

029-1-1	Taux de satisfaction des services rendus	%	80	30	25	25
029-1-1-1	Rationaliser les procédures administratives et comptables					

808 Patrimoine

808-1 Promouvoir la valorisation du Patrimoine et du Centre Culturel Malagasy

808-1-1	Nombre de patrimoine restaurés et sauvegardés	Nombre	20	7	5	8
808-1-1-1	Valoriser et protéger les patrimoines culturels					

809 Création

809-1 Promouvoir les créations musicales

809-1-1	Nombre de techniciens et d'opérateurs culturels formés	Nombre	60	20	15	15
809-1-1-1	Former les créateurs dans l'exercice de son talent					

809-2 Soutenir les créations d'art, d'artisanats, des arts oraux et des écrits

809-2-1	Nombre de techniciens et d'opérateurs culturels formés	Nombre	35	15	12	6
809-2-1-1	Appuyer les créateurs en matières de professionnalisme et de marché dans leur domaine respectifs					

810 Manifestations culturelles

810-1 Valoriser la culture et le métier d'artiste

810-1-1	Nombre de manifestations culturelles représentatives des régions soutenues	Nombre	50	14	11	10
810-1-1-1	Organiser et faciliter les activités au niveau régionales					